



Strasbourg, 27 janvier 2011

**CDL-AD(2010)039rev**  
Or. Engl.

**Étude n° 538 / 2009**

**COMMISSION EUROPÉENNE POUR LA DÉMOCRATIE PAR LE DROIT**  
**(COMMISSION DE VENISE)**

**ÉTUDE**  
**SUR L'ACCÈS INDIVIDUEL À LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE**

**Adoptée par la Commission de Venise**  
**lors de sa 85<sup>e</sup> session plénière**  
**(Venise, 17-18 décembre 2010)**

**Sur la base des observations de**

**M. Gaguik HARUTYUNYAN (membre, Arménie)**  
**M<sup>me</sup> Angelika NUSSBERGER (membre suppléant, Allemagne)**  
**M. Peter PACZOLAY (membre, Hongrie)**

**Table des matières**

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>6</b>
<b>REMARQUES GENERALES</b> .....	<b>7</b>
<b>I. ACCÈS AU CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ</b> .....	<b>16</b>
I.1. TYPES D'ACCES.....	18
I.1.1. Accès indirect.....	18
I.1.2. Accès direct.....	22
I.2. ACTES FAISANT L'OBJET DU CONTROLE.....	29
I.3. DROITS PROTEGES.....	31
CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE I.....	32
<b>II. PROCÉDURES DE CONTRÔLE</b> .....	<b>34</b>
II.1. CONDITIONS D'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE (« FILTRES »).....	34
II.1.1. Délai d'introduction de la requête.....	34
II.1.2. Obligation de se faire représenter par un avocat.....	34
II.1.3. Frais de justice.....	35
II.1.4. Réouverture d'une affaire.....	35
II.1.5. Utilisation abusive du droit d'introduire un recours devant la Cour constitutionnelle	36
II.1.6. Épuisement des voies de recours.....	36
II.1.7. Requérant directement et présentement affecté par la violation.....	37
II.1.8. Requête considérée comme un moyen adéquat de faire suite au grief du requérant	37
II.1.9. Forme écrite.....	37
II.1.10. Filtres applicables aux procédures préjudicielles.....	38
II.2. INTERVENTION ET JONCTION D'AFFAIRES ANALOGUES.....	38
II.3. AUTRES REGLES PROCEDURALES PERTINENTES.....	39
II.3.1. Systèmes contradictoires.....	39
II.3.2. Publicité de la procédure.....	40
II.3.3. Déroulement de la procédure orale.....	40
II.4. MESURES PROVISOIRES.....	41
II.4.1. Suspension de la mise en œuvre.....	41
II.4.2. Suspension d'une procédure ordinaire.....	42
II.4.3. Mesures d'injonction.....	43
II.5. INTERRUPTION DE LA PROCEDURE.....	43
II.5.1. INTERRUPTION EN CAS DE RETRAIT DE LA PETITION.....	43
II.5.2. INTERRUPTION LORSQUE L'ACTE CONTESTE PERD SA VALIDITE.....	43
II.6. DELAI DANS LEQUEL LA DECISION DOIT ETRE RENDUE.....	44
CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE II.....	44
<b>III. DÉCISION</b> .....	<b>45</b>

III.1. Portée du contrôle .....	45
III.2. Effets <i>ratione personae</i> .....	49
III.3. EFFETS RATIONE TEMPORIS .....	54
III.3.1. Invalidation <i>ex tunc</i> ou <i>ex nunc</i> d'un acte .....	54
III.3.2. Atténuation des invalidations et de leurs effets temporaires.....	55
III.4. EFFETS RATIONE MATERIAE : REPARATION ET DOMMAGES.....	57
CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE III.....	58
<b>IV. AUTRES QUESTIONS .....</b>	<b>59</b>
IV.1. DELIMITATION DES COMPETENCES RESPECTIVES DES COURS CONSTITUTIONNELLES ET DES TRIBUNAUX ORDINAIRES .....	59
IV.1.1. Compétences en matière de contrôle.....	59
IV.1.2. Force contraignante des raisonnements exposés dans les arrêts .....	60
IV.1.3. Obligation d'introduire une question préjudicielle.....	61
IV.2. PROBLEME DE L'ACCES INDIVIDUEL DIRECT ET DE L'ENGORGEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE.....	63
IV.2.1. Ordonnances de <i>certiorari</i> et sélection des affaires par les Cours constitutionnelles 63	
<b>1 IV.2.2. ORGANISATION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE.....</b>	<b>64</b>
CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE IV .....	65
<b>TABLES.....</b>	<b>67</b>
1.1.1 Table 1 summarising the types of access.....	67
1.1.2 Table: Time-limits for applications .....	69
1.1.3 Table: Obligation to be legally represented .....	72
1.1.4 Table: Exhaustion of remedies and exceptions .....	74
1.1.5 Table: Preliminary ruling procedures.....	78
1.1.6 Table: Joinder of similar cases .....	80
1.1.7 Table: Adversary systems .....	82
1.1.8 Table: Public proceedings and exceptions .....	86
1.1.9 Table: Oral proceedings and exceptions .....	89
1.1.10 Table: Suspension of implementation.....	91
1.1.11 Table: Stay of ordinary proceedings .....	95
1.1.12 Table: Injunctive measures.....	97
1.1.13 Table: Extension of norms under review.....	98
1.1.14 Table: Erga omnes effect .....	99
1.1.15 Table: Confirmation of constitutionality .....	106
1.1.16 Table: <i>Ex nunc</i> or <i>ex tunc</i> effect of the Constitutional Court's decision. 108	
1.1.17 Table: Capacity of constitutional courts to attribute damages .....	116
1.1.18 Table: Authorisation to put a preliminary request.....	117
CONSTITUTIONAL AND LEGAL BASES FOR INDIRECT AND DIRECT INDIVIDUAL ACCESS.....	121
1.1.19 Table: Indirect access: Ombudsperson .....	121
1.1.20 Table: Indirect individual access: Preliminary requests.....	130
1.1.21 Table: Direct individual access: Constitutional and legal bases .....	139

## Résumé

1. Parmi les pays siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise, rares sont ceux qui ne prévoient pas au moins un type de recours permettant de contester la constitutionnalité d'une norme ou d'une loi spécifique. Il s'agit de l'Algérie, du Maroc, des Pays-Bas et de la Tunisie (la France ne pouvant plus être classée dans ce groupe après sa récente réforme constitutionnelle). On distingue généralement entre l'accès individuel direct, lequel permet à des personnes de contester directement la constitutionnalité d'une norme ou d'une loi spécifique, et l'accès individuel indirect, lequel ne permet de contester la constitutionnalité que par l'intermédiaire d'organismes publics. Beaucoup de pays disposent d'un système mixte prévoyant à la fois des moyens d'accès directs et indirects à la justice constitutionnelle.

2. En ce qui concerne l'accès individuel indirect, plusieurs organes sont autorisés à contester la constitutionnalité d'une norme. Parmi eux, les plus courants sont les tribunaux ordinaires par le biais d'une action préjudicielle, ainsi que les membres du Parlement agissant sur la base d'une requête émanant d'un individu. Certains pays ayant fait l'objet de la présente étude accordent également à l'ombudsman la capacité de saisir la Cour constitutionnelle ou une instance équivalente. La Commission de Venise considère que les ombudsmen, là où ils existent, constituent des éléments importants d'une société démocratique protégeant les droits de l'homme. Par conséquent, dans les pays dotés d'une telle fonction, les intéressés devraient se voir conférer la possibilité d'engager une procédure de contrôle de constitutionnalité des actes normatifs en agissant au nom de particuliers ou en reprenant à leur compte des critiques émanant de ces derniers.

3. L'accès indirect à la justice individuelle est un outil très important pour garantir le respect des droits de la personne au niveau constitutionnel. Les formules proposées sont larges et de nombreuses possibilités coexistent. L'un des avantages de l'accès individuel indirect tient au fait que les organes introduisant le recours sont généralement bien informés et disposent des compétences juridiques requises pour formuler une requête en bonne et due forme. Ils peuvent également servir de filtres pour éviter de surcharger les Cours constitutionnelles en sélectionnant les demandes de manière à écarter d'emblée celles qui sont manifestement abusives ou répétitives. Cependant, l'accès indirect présente un inconvénient majeur, en ce sens que son efficacité dépend beaucoup de la capacité de ces organes à identifier les actes normatifs potentiellement inconstitutionnels et de leur volonté de soumettre des demandes aux Cours constitutionnelles ou à des instances équivalentes. Par conséquent, la Commission de Venise voit un avantage à la combinaison de l'accès indirect et direct, créant ainsi un juste équilibre entre les différents mécanismes existants.

4. Concernant l'accès individuel direct, plusieurs modèles existent dans les pays ayant fait l'objet de la présente étude : l'*actio popularis*, qui permet à toute personne de contester une norme promulguée, même si elle n'a aucun intérêt personnel à le faire ; la suggestion individuelle, par laquelle le requérant peut uniquement suggérer que la Cour constitutionnelle ne contrôle que la constitutionnalité d'une norme en laissant à cette juridiction la faculté de déclarer la demande irrecevable ; la *quasi actio popularis* qui permet au requérant, même s'il n'est pas directement affecté, de contester la norme, à condition que ce soit dans le cadre d'une affaire spécifique ; enfin, le mécanisme du recours individuel direct existe sous de très nombreuses variantes. Parmi tous ces mécanismes, l'*actio popularis* crée à l'évidence le risque de surcharger la Cour constitutionnelle.

5. Dans certains États membres du Conseil de l'Europe, en fonction des conditions particulières de l'espèce et de ses conséquences, une plainte individuelle adressée à la Cour constitutionnelle ou à une instance équivalente peut être assimilée par la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après « la CrEDH ») à un recours effectif contre une violation de la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après « la CEDH ») et, par conséquent, ce

système peut être perçu comme filtrant les requêtes adressées aux Juges de Strasbourg. Les statistiques de la Cour montrent que ces pays dotés d'un mécanisme complet de recours constitutionnel font l'objet d'un nombre plus faible de requêtes (par rapport à leur population) devant la CrEDH que ceux dépourvus d'un tel système. Par conséquent, cette procédure permet de ne pas surcharger la CrEDH.

6. La Commission de Venise considère que, tout en respectant le type de normes pouvant faire l'objet d'une demande de contrôle de constitutionnalité, la Cour constitutionnelle devrait vérifier uniquement l'inconstitutionnalité des actes ayant valeur constitutionnelle, laissant en principe le contrôle d'actes à valeur juridique inférieure aux tribunaux ordinaires, de manière à éviter son engorgement.

7. La procédure de contrôle de constitutionnalité doit normalement répondre à plusieurs conditions de forme et à des critères de filtrage afin d'éviter de surcharger les tribunaux ou d'encourager les recours abusifs. Premièrement, la procédure doit être engagée dans un certain délai. Il conviendrait toutefois que ledit délai soit raisonnable et permette au requérant individuel de préparer lui-même sa requête ou de trouver un avocat. Les Cours constitutionnelles devraient être également en mesure de prolonger ledit délai (uniquement dans les cas exceptionnels). Deuxièmement, une aide juridictionnelle gratuite devrait être consentie en cas de nécessité. Troisièmement, concernant les frais de justice, la Commission de Venise recommande de les fixer à un niveau raisonnable calculé de manière à dissuader les requêtes abusives et à tenir compte de la situation financière du requérant. Quatrièmement, les décisions rendues par la Cour constitutionnelle sont définitives et il ne devrait être possible de rouvrir une affaire que dans des circonstances très exceptionnelles (telle qu'une condamnation par la CrEDH). Cinquièmement, l'épuisement des voies de recours est nécessaire dans les pays dotés d'un système de contrôle de constitutionnalité concentré, de manière à ne pas surcharger la Cour constitutionnelle. Sixièmement, il conviendrait de veiller à ce que le recours offert permette de faire droit à la plainte du requérant (en prévoyant, par exemple, une procédure accélérée lorsque l'affaire « traîne » depuis trop longtemps).

8. Parmi les principes procéduraux applicables au contrôle de constitutionnalité, la Cour constitutionnelle devrait respecter celui qui prévoit l'adoption de décisions dans un délai approprié, de manière à respecter le droit à l'accès à la justice constitutionnelle. Dans les systèmes contradictoires, les parties à la procédure devant les tribunaux ordinaires devraient se voir conférer la possibilité de faire entendre leur cause au niveau constitutionnel.

9. Concernant les mesures provisoires, la Commission de Venise prône la possibilité de suspendre la mise en œuvre d'un acte individuel et/ou normatif contesté, si celle-ci risque de provoquer d'autres dommages ou violations qui ne pourront plus être réparés une fois l'inconstitutionnalité d'une de ses dispositions établie. Les juges ordinaires sont généralement tenus de suspendre l'examen de l'affaire dont ils sont saisis lorsqu'ils adressent à la Cour constitutionnelle une question visant la constitutionnalité de la loi applicable en l'espèce. Lorsque l'application de ladite loi risque d'affecter de manière irréversible l'exercice de droits individuels, la suspension devrait être obligatoire.

10. Enfin, la Cour constitutionnelle devrait être en mesure de continuer l'analyse de la demande, même après le retrait éventuel de celle-ci, dès lors qu'un intérêt public est en jeu. Cependant, à supposer que l'acte contesté perde sa validité, les avis sont partagés concernant la question de savoir si la Cour constitutionnelle devrait pouvoir ou non poursuivre la procédure. Le simple abandon d'une affaire pourrait en effet s'avérer insuffisant pour protéger les droits individuels en cas d'examen concret ou de requête individuelle. Néanmoins, force est de constater l'absence de consensus sur la question de savoir si la Cour constitutionnelle devrait être en mesure de décider d'accorder elle-même ou de demander l'octroi d'une compensation financière au titre de la violation d'un droit, de manière à réparer la violation des droits individuels de l'individu concerné.

11. Pour parvenir à un juste équilibre entre l'avantage d'un accès individuel à la justice constitutionnelle et le risque d'engorger la Cour constitutionnelle, la Commission de Venise recommande d'apporter aux juges constitutionnels l'aide d'assistants qualifiés dont le nombre devrait être déterminé en fonction de la charge de travail. Il est également possible d'éviter l'engorgement d'une Cour constitutionnelle en répartissant de manière appropriée les affaires entre plusieurs chambres. Cependant, dans ce cas, il convient de mettre en place un mécanisme permettant de préserver la cohérence de la jurisprudence constitutionnelle.

12. Les effets de la décision rendue par la Cour constitutionnelle sont extrêmement variés. La décision peut affecter uniquement les parties ou quiconque, selon que ses effets (*ratione personae*) sont *inter partes* ou *erga omnes*. Elle peut également avoir différents effets (*ratione temporis*) dans le temps.

13. En vertu de ses effets *ratione personae*, la décision peut s'appliquer *inter partes* ou *erga omnes*. Dans ce dernier cas, l'acte normatif n'est pas valable ou devient au moins inapplicable aux futures affaires. Dans la plupart des pays ayant fait l'objet de la présente étude, dès lors que la constitutionnalité d'une norme est contestée, la Cour constitutionnelle est habilitée à le retirer de l'ordre juridique ou à décider au moins de son inconstitutionnalité en laissant au législateur le soin de promulguer une nouvelle loi. Cependant, dans certains pays, les pouvoirs de la Cour constitutionnelle sont plus limités et la décision n'a d'effet contraignant que sur les parties à l'affaire. Dans les pays de common law – lesquels ont opté pour un contrôle de constitutionnalité diffus – le principe *stare decisis* a également une influence importante au-delà de l'affaire spécifique concernée, dans la mesure où les précédents traités par la Cour suprême (ou de la juridiction équivalente) sont obligatoirement pris en compte par les juridictions inférieures, à moins que celles-ci ne parviennent à établir une distinction entre le cas d'espèce et le précédent ou qu'elles n'annulent ce dernier en invoquant des arguments pertinents.

14. Les décisions concernant l'inconstitutionnalité d'un acte normatif peuvent avoir des effets différents dans le temps : *ex nunc* lorsque la validité s'applique dès le moment où la décision a été adoptée ou *ex tunc* lorsque l'acte est déclaré nul à partir du moment même de son adoption, ce qui revêt des conséquences importantes pour les affaires individuelles. Rares sont les pays qui confèrent un effet *ex tunc* aux décisions de la Cour constitutionnelle et la plupart d'entre eux ont atténué lesdits effets de manière à préserver la validité des décisions judiciaires définitives.

## Introduction

15. Par une lettre datée du 21 avril 2009, le représentant permanent de l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe, M. Eberhard Kölsch a demandé, au nom du Gouvernement allemand, un avis sur l'accès individuel à la justice constitutionnelle. Il précise « qu'une telle étude pourrait constituer une contribution valable à la promotion des recours internes en cas de violation des droits de l'homme et, par conséquent, contribuer à garantir l'efficacité à long terme de la Cour européenne des droits de l'homme ». La Commission de Venise a invité M. Harutyunian, M<sup>me</sup> Nussberger et M. Paczolay à intervenir comme rapporteurs sur cette question. Le présent rapport a été préparé sur la base de leur contribution et de celles des officiers de liaison auprès des Cours constitutionnelles et des instances équivalentes des pays siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise, ainsi que de celles des membres qui ont été sollicités pour vérifier l'exactitude des informations relatives à leurs systèmes juridiques respectifs.

16. Un avant-projet du présent rapport (CDL(2010)004) a été discuté lors de la neuvième réunion du Conseil mixte de justice constitutionnelle de la Commission de Venise, laquelle s'est tenue à Venise les 1 et 2 juin 2010. La Commission a invité les officiers de liaison à lui

communiquer leurs remarques sur ce texte et à répondre à un questionnaire avant le 31 septembre 2010. La Commission de Venise remercie les officiers de liaison pour leur aide précieuse.

17. Le présent rapport a été adopté par la Commission lors de sa 85ème séance plénière (Venise, 17-18 décembre 2010).

### Remarques générales

18. Les 60 dernières années ont été le témoin d'une évolution majeure de la protection constitutionnelle des droits de l'homme en Europe et ailleurs. Le respect de ces droits est désormais considéré comme essentiel dans toute société démocratique<sup>1</sup>. Les mécanismes permettant à des particuliers d'invoquer directement ou indirectement ces droits tels qu'ils leur sont conférés revêtent par conséquent, eux aussi, une importance croissante.

19. Ce projet d'étude dresse un aperçu des mécanismes pertinents au sein des États siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise. Son objet est de contribuer à une meilleure compréhension de la diversité des solutions adoptées et d'analyser les mérites respectifs des différents systèmes en vigueur<sup>2</sup>.

20. Le projet d'étude repose sur l'analyse des Constitutions et des textes juridiques contenus dans la base de données CODICES de la Commission de Venise<sup>3</sup>. La Commission de Venise remercie ses officiers de liaison et tous ses membres pour leur contribution au bulletin de jurisprudence constitutionnelle, à la base de données ainsi qu'à la présente étude.

21. Les définitions suivantes sont utilisées dans la présente étude<sup>4</sup> :

(i) *juridiction constitutionnelle* désigne les institutions et les procédures judiciaires créées de manière à garantir l'ordre constitutionnel d'un État<sup>5</sup> ;

(ii) *contrôle de constitutionnalité* désigne le pouvoir d'un tribunal d'examiner si un acte législatif ou infra-législatif est conforme à la Constitution<sup>6</sup> et, en cas de non-conformité, de déclarer celui-ci juridiquement nul<sup>7</sup> et non avenu ou inapplicable ;

---

<sup>1</sup> [CDL-STD\(1995\)015](#), La protection des droits fondamentaux par la Cour constitutionnelle, Science et Technique de la Démocratie n°15.

<sup>2</sup> Cette étude ne porte pas sur la hiérarchie entre la législation communautaire et le droit national des États membres, même si certains éléments du contrôle exercé par la Cour de justice de l'Union européenne présentent des analogies avec le contrôle exercé par les Cours constitutionnelles.

<sup>3</sup> La base CODICES peut être commandée sur CD-ROM ou consultée en ligne à l'adresse [www.codices.coe.int](http://www.codices.coe.int). Cependant, certains textes ne sont pas repris dans cette base. Pour Saint-Marin, c'est la version révisée de la Déclaration des droits des citoyens qui a été utilisée. Certaines traductions ont été effectuées par le Secrétariat concernant notamment des dispositions légales du Chili, du Pérou, de l'Argentine, de Saint-Marin et d'Uruguay. Les lois du Luxembourg et de Monaco ont été conservées dans leur version française originale. Les références de tous les textes juridiques utilisés n'étant pas repris dans CODICES figurent dans la bibliographie.

<sup>4</sup> Ces définitions servent uniquement à préciser la portée de la présente étude et ne visent pas à fournir une réponse juridique à des questions terminologiques par ailleurs passablement compliquées.

<sup>5</sup> [CDL-STD\(1993\)002](#), H. Steinberger, *Modèles de juridiction constitutionnelle*, Science et Technique de la démocratie, n°2.

<sup>6</sup> [CDL-INF\(2001\)009](#) Les décisions des Cours constitutionnelles et des instances équivalentes et leur exécution. Il convient de noter que la question du droit communautaire en tant que norme de contrôle n'est pas traitée dans le présent rapport, dans la mesure où elle concerne uniquement la moitié des États ayant fait l'objet de l'étude.

<sup>7</sup> A. Cavari, « Between Law and Politics: Constitutional Review of Legislation », document présenté dans le cadre de la réunion annuelle *The Law and Society Association, Renaissance Hotel, Chicago, Illinois, 27 mai 2004*, in : [http://www.allacademic.com/one/www/www/index.php?cmd=www\\_search&offset=0&limit=5&multi\\_search\\_search\\_m ode=publication&multi\\_search\\_publication\\_fulltext\\_mod=fulltext&textfield\\_submit=true&search\\_module=multi\\_search &search=Search&search\\_field=title\\_idx&fulltext\\_search=Between+Law+and+Politics%3A++Constitutional+Review+of +Legislation](http://www.allacademic.com/one/www/www/index.php?cmd=www_search&offset=0&limit=5&multi_search_search_m ode=publication&multi_search_publication_fulltext_mod=fulltext&textfield_submit=true&search_module=multi_search &search=Search&search_field=title_idx&fulltext_search=Between+Law+and+Politics%3A++Constitutional+Review+of +Legislation), consulté pour la dernière fois le 4 mai 2009.

(iii) *accès individuel à la justice constitutionnelle* désigne les divers mécanismes permettant de dénoncer les violations de droits individuels garantis par la Constitution, soit séparément soit de concert avec d'autres requérants, devant une Cour constitutionnelle ou une instance équivalente. Les mécanismes d'accès sont indirects ou directs. L'accès indirect désigne des mécanismes permettant à un particulier de soumettre des questions à la Cour constitutionnelle par le biais d'une instance intermédiaire. L'accès direct désigne toute une série de moyens juridiques permettant à un particulier de saisir personnellement la Cour constitutionnelle sans l'intervention d'une tierce partie.

(iv) *Cour constitutionnelle* désigne indifféremment une cour, un tribunal ou un conseil constitutionnel et, à moins qu'il n'en soit disposé autrement, d'autres juridictions suprêmes identifiées comme assumant les fonctions d'une Cour constitutionnelle<sup>8</sup>.

22. De nombreux auteurs pensent qu'une Constitution écrite est une condition préalable à tout contrôle de constitutionnalité<sup>9</sup>. Dans le cadre d'un accès individuel à la justice constitutionnelle, cela signifierait qu'en l'absence de texte écrit jouissant d'un statut spécifique (établissant sa primauté), il n'est ni nécessaire ni possible à une instance quelconque – qu'il s'agisse du Parlement ou d'un tribunal – de distinguer entre les textes de loi et la Constitution et, par conséquent, d'examiner les premiers à l'aune de la seconde, au risque de provoquer l'annulation de lois ordinaires. Toutefois, certains pays disposent souvent, en plus d'une Constitution écrite, d'une loi ou de principes constitutionnels non écrits ou coutumiers<sup>10</sup> pouvant servir de normes de contrôle en plus des traités internationaux<sup>11</sup> et du droit international coutumier. Parmi tous les États siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise, le Royaume-Uni est le seul à ne pas posséder une Constitution écrite distincte sous l'angle formel ou hiérarchique<sup>12</sup>. Par conséquent, les lois ordinaires ne peuvent pas être contrôlées sous l'angle de leur compatibilité ou de leur conformité à une Constitution écrite. On ne saurait pour autant en conclure qu'il n'existe pas de contrôle de constitutionnalité au Royaume-Uni. Ce contrôle peut revêtir deux formes : d'une part une requête invoquant le droit communautaire, dans la mesure où les tribunaux britanniques sont tenus de vérifier la compatibilité de la législation nationale avec le droit de l'Union européenne, et – en cas d'incompatibilité – de déclarer inapplicable le texte de loi concerné ; et, deuxièmement, depuis l'adoption du UK Human Rights Act [Loi sur les droits de l'homme] de 1998, les juridictions supérieures sont habilitées à contrôler la compatibilité de la législation britannique<sup>13</sup> avec les

<sup>8</sup> [CDL-INF\(2001\)009](#) Les décisions des Cours constitutionnelles et des instances équivalentes.

<sup>9</sup> Voir, par exemple, J.-F. Flauss, « Human Rights Act 1998: Kaléidoscope », in : *Revue française de droit constitutionnel* n°48 2001/4, P.U.F., Paris, p. 695 ; ou P. Pernthaler, *Allgemeine Staatslehre und Verfassungslehre*, 2<sup>e</sup> édition révisée, Springer Verlag, Vienne, 1996, p. 174.

<sup>10</sup> Corée : Cour constitutionnelle, « Affaire du transfert de la capitale », n°2004, Hun-Ma554-566, du 21 octobre 2004, CODICES : KOR-2004-3-003.

<sup>11</sup> Autriche : principes fondamentaux dont la modification demanderait une révision totale de la Constitution (article 44.3 de la Constitution) et que la Cour constitutionnelle utilise même comme normes pour contrôler matériellement les modifications de la Constitution, voir la décision rendue le 11 octobre 2001 par le VfSlg. G12/00, CODICES : AUT-2001-3-005. L'article 10.2 de la Constitution espagnole et son importance sous l'angle de la recevabilité des recours de *amparo* en cas de violation des droits fondamentaux.

<sup>12</sup> D. MAUS a fait remarquer qu'il n'est pas totalement exact de décrire le Royaume-Uni comme un pays dépourvu de Constitution écrite. En fait, ce pays dispose de certaines normes constitutionnelles écrites. Entre autres, le statut d'absence de Cour constitutionnelle doit en outre être quelque peu révisé depuis la création de la Cour suprême et l'adoption du *Constitutional Reform Act* [Loi sur la réforme constitutionnelle] en 2005. Voir D. MAUS, « Le recours aux précédents étrangers et le dialogue des Cours constitutionnelles », 24 janvier 2009, *World conference on Constitutional Justice*, Cape Town, disponible à l'adresse [http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/AND\\_Maus\\_F.pdf](http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/AND_Maus_F.pdf), p. 6, document consulté pour la dernière fois en août 2010.

<sup>13</sup> Le contrôle de la législation fondée sur le Human Rights Act est dévolu aux législatures d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord lesquelles, cependant, peuvent être empêchées d'adopter des lois incompatibles avec une convention : une mesure qui serait réputée *ultra vires* (échappant à leur compétence).



droits individuels protégés par la Convention européenne des droits de l'homme de 1950<sup>14</sup>. Dans le dernier cas, cette forme limitée et secondaire de contrôle de constitutionnalité instaurée par la loi de 1998 permet aux tribunaux de déclarer des lois britanniques ordinaires incompatibles avec les droits individuels protégés, même si lesdites lois demeurent en vigueur et si le Parlement demeure le seul organe compétent pour décider s'il convient de les modifier ou de les abroger<sup>15</sup>. Le Royaume-Uni a également élaboré un système avancé de droit administratif applicable à toutes les décisions – quelle que soit leur forme – prises par l'exécutif, y compris les actes infra-législatifs, système qui englobe désormais le respect de l'obligation de protéger les droits conventionnels.

23. Tous les autres États siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise<sup>16</sup> fondent leur système juridique sur une Constitution écrite ou, comme en Israël, sur des lois fondamentales ou d'autres documents ayant un rang semi-constitutionnel<sup>17</sup> et considérés comme « loi suprême du pays » c'est-à-dire comme situés au sommet de la hiérarchie des normes. Cette suprématie se manifeste formellement par des règles spécifiques de création (par exemple un quota spécial pour leur adoption) et/ou matériellement dans la mesure où les normes constitutionnelles contiennent en général des dispositions revêtant une importance particulière pour le fonctionnement de l'État et la protection des individus. Un tel document écrit doit être protégé de manière à conserver sa suprématie : il ne suffit pas de déclarer que tous les actes normatifs d'un pays, et plus spécialement les lois, doivent respecter la Constitution. L'incapacité ou la répugnance du législateur ou de l'exécutif à se conformer à cette obligation devrait pouvoir être sanctionnée, c'est-à-dire que leurs actes devraient faire l'objet d'un contrôle et, en cas de nécessité, être déclarés invalides s'ils s'avèrent inconstitutionnels. Le niveau de protection et les techniques utilisées pour protéger la suprématie de la Constitution varient sensiblement selon les États faisant l'objet de la présente étude. Le développement de certains pays et de leur ordre constitutionnel au fil du temps a été contrarié par de longues périodes de régime autoritaire ou totalitaire, tandis que d'autres ont promulgué une nouvelle Constitution ou sont passés d'un système de common law à un système de droit civil.

---

<sup>14</sup> Toutefois, le Human Rights Act de 1998 s'est vu conférer, d'une certaine manière, une valeur supérieure à la législation ordinaire, dans la mesure où il contraint les tribunaux à évaluer la compatibilité des dispositions en question avec la CEDH et, le cas échéant, à faire une déclaration d'incompatibilité (voir le Human Rights Act de 1998, article 4, in : [http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1998/ukpga\\_19980042\\_en\\_1#pb2-11g3](http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1998/ukpga_19980042_en_1#pb2-11g3), tel qu'il a été consulté pour la dernière fois le 11 février 2009). La protection judiciaire des droits fondamentaux revêt une importance croissante au Royaume-Uni et la déclaration d'incompatibilité du tribunal peut exercer un effet persuasif sur le Parlement dont la souveraineté formelle demeure incontestée dans ce système. De plus, le contrôle de légalité (contrôle des actes administratifs individuels et généraux par rapport aux lois du Parlement, y compris celles énonçant des droits fondamentaux) se banalise depuis les années 1940 et le système de common law prévoit un certain nombre de principes dont certains peuvent être considérés comme relevant d'une « loi constitutionnelle non écrite ».

<sup>15</sup> D. Fontana, « Secondary Constitutional Review: American Lessons from the New British System of Constitutional Review », in : [http://www.allacademic.com/meta/p178285\\_index.html](http://www.allacademic.com/meta/p178285_index.html) ; A. Kavanagh, « Constitutional Review Under The UK Human Rights Act », Cambridge University Press, Cambridge, 2009.

<sup>16</sup> Depuis les modifications apportées en 2002 à la Déclaration des droits du citoyen et des principes fondamentaux de l'ordre juridique de Saint-Marin, cette république semble, elle aussi, disposer d'une Constitution écrite. Auparavant, la Déclaration, ainsi que le Statut datant de 1600, pouvait difficilement passer pour une Constitution, même si ces textes permettaient un certain contrôle de la conformité des actes normatifs aux dits principes. Les tribunaux ordinaires devaient soumettre la question de la compatibilité au Grand conseil général (article 16 de la Déclaration des droits du citoyen et des principes fondamentaux de l'ordre légal de Saint-Marin). Les modifications de 2002 semblent conférer à la Déclaration une valeur encore plus supralégislative, dans la mesure où sa révision requiert un quota spécial et où un « *Collegio Garante* » [collège garant de la constitutionnalité] a été créé. Ce collège contrôle la constitutionnalité des lois et des autres actes ayant force de loi par rapport à la Constitution à l'initiative de certains organes publics et, également, dans le cadre d'une procédure permettant à un tribunal ordinaire ou à une partie à un procès de poser une question préjudicielle de constitutionnalité. Voir :

<http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/ricercaleggi/vislegge.php3?action=visTestoLegge1&idlegge=6175&twidth=580&=>, document consulté pour la dernière fois le 20 février 2009). Les juges du *Collegio* ont également le pouvoir de rendre des décisions définitives en matière civile, administrative et pénale à titre individuel (voir <http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/index.php3>, article 26).

<sup>17</sup> Voir [http://www.knesset.gov.il/laws/special/eng/basic8\\_eng.htm](http://www.knesset.gov.il/laws/special/eng/basic8_eng.htm)

24. En ce qui concerne l'accès individuel à la justice constitutionnelle, le contrôle de constitutionnalité vise exclusivement – ou du moins principalement – les droits de l'homme. Par conséquent, en vertu d'un principe remontant à la Constitution française de 1791, les textes constitutionnels – pour permettre un accès individuel – doivent nécessairement énoncer clairement, soit dans le corps du texte soit en annexe, un certain nombre de droits individuels définis.

25. Pour cadrer notre analyse comparative, il nous a paru souhaitable de prendre en considération l'historique et l'évolution du contrôle de constitutionnalité, ainsi que les différents types de contrôles (concentré ou diffus, a priori ou a posteriori, abstrait ou concret) et les diverses compétences des Cours constitutionnelles.

26. La présente étude tend à couvrir l'ensemble des États siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise, mais se concentre plus particulièrement sur les systèmes de contrôle de constitutionnalité spécialisés, de sorte que certaines des recommandations formulées visent uniquement ces systèmes.

### 1. Historique

27. De nombreux auteurs ont tenté de distinguer entre des types idéalisés de justice constitutionnelle en classant les systèmes juridiques existants selon un certain nombre de critères : existence d'une Cour constitutionnelle, compétences et caractère de cette juridiction et délai requis pour effectuer le contrôle des actes. Pour ce faire, ils ont le plus souvent recours à ce qu'il est convenu d'appeler un « modèle américain » opposé à un modèle « européen » ou « autrichien », lequel à son tour se distingue du modèle « français » de contrôle *a priori*. La présente étude s'abstient de faire trop appel à ce modèle idéalisé, notamment parce que nombre de Constitutions récentes empruntent des éléments à plusieurs modèles. Nous avons préféré procéder à une comparaison élément par élément des solutions nationales adoptées en matière d'accès individuel.

28. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'idée d'un contrôle de constitutionnalité serait apparue d'abord au sein du Conseil privé de Grande-Bretagne, lequel avait le pouvoir d'invalider les actes des législatures coloniales lorsque ceux-ci allaient à l'encontre des lois adoptées par le Parlement britannique pour ces mêmes colonies ou de la common law. Le premier État à avoir introduit un contrôle de constitutionnalité (et à utiliser le terme « Cour constitutionnelle ») a été les États-Unis dans la fameuse affaire *Marbury vs. Madison* de 1803, laquelle a ouvert la voie à un contrôle de constitutionnalité par les citoyens. Dans les États-Unis postcoloniaux, le concept de droit naturel – et par conséquent de hiérarchie des normes – ainsi que l'idée d'un contrat social en vertu duquel le citoyen peut demander au gouvernement de remplir ses obligations était très ancré. D'un point de vue plus institutionnel, la menace de conflits entre institutions et de déviations d'un système basé sur une séparation verticale des pouvoirs encouragea la construction d'un cadre visant à prévenir ces antagonismes. Le caractère de common law du droit américain, un héritage des anciennes colonies britanniques, explique l'introduction d'un système de contrôle diffus (voir plus bas), même si la Cour suprême des États-Unis a élargi ses pouvoirs en faisant preuve d'un activisme juridique de sorte qu'elle occupe maintenant une place relativement importante dans le système de poids et contrepoids.

29. En Europe, la Constitution allemande de 1849 (*Paulskirchenverfassung*) a été la première à prévoir explicitement un droit de recours individuel en inconstitutionnalité dans son article 126 *lit. g*<sup>18</sup>. Cependant, ladite disposition n'est jamais entrée en vigueur. En Belgique, en France et en Suisse, des modèles analogues ont également été discutés sans pour autant être

---

<sup>18</sup> « Zur Zuständigkeit des Reichsgerichts gehören... Klagen deutscher Staatsbürger wegen Verletzung der durch die Reichsverfassung ihnen gewährten Rechte. »

mis en œuvre. En Autriche, en 1867, l'article 3 *lit. b Staatsgrundgesetz über die Einrichtung eines Reichsgerichtes* a introduit la compétence du *Reichsgericht* (« la Cour impériale ») en matière d'examen des plaintes des citoyens faisant état d'une violation de leurs droits constitutionnellement garantis. La Cour suprême de Norvège, en 1866, s'est déclarée compétente pour contrôler la constitutionnalité des lois<sup>19</sup>, alors que la Cour roumaine de cassation a repris à son compte la jurisprudence *Marbury v. Madison* en 1912<sup>20</sup>.

30. Au XX<sup>e</sup> siècle, le modèle de contrôle concentré élaboré par Kelsen prévoyait une seule juridiction compétente pour retirer les actes inconstitutionnels de l'ordre juridique, mais celle-ci ne pouvait être saisie que par les instances prévues par la Constitution.

31. Le cadre constitutionnel – et plus spécialement la pratique des tribunaux constitutionnels après la deuxième guerre mondiale – reflète une évolution du paradigme vers l'attribution de l'obligation de protection des droits individuels à une seule instance désignée dans la Constitution (tribunaux ordinaires ou Cour constitutionnelle distincte).

32. La quasi-totalité des pays de droit civil a choisi de conférer le pouvoir d'exercer un contrôle de constitutionnalité à une juridiction spécifique qui est, soit située au sommet du système judiciaire, soit extérieure à la justice ordinaire. Il est clair qu'une telle évolution menace l'autorité du Parlement et peut faire naître la peur d'un « gouvernement des juges », dans la mesure où les Cours constitutionnelles peuvent annuler des actes du Parlement alors qu'elles n'ont pas été directement élues et ne sont pas responsables devant les électeurs. Il existe cependant des exceptions à ce principe général dans certains pays situés hors d'Europe : en vertu de l'article 79 de la Constitution japonaise, la nomination des juges de la Cour suprême doit être confirmée par le peuple au cours des premières élections générales des membres de la Chambre des représentants organisée après la désignation des intéressés. Dans le cas susmentionné, si la majorité des électeurs vote en faveur de la révocation d'un juge, l'intéressé doit se démettre de ses fonctions. La France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni répugnent traditionnellement à introduire un contrôle de constitutionnalité<sup>21</sup>. Au Royaume-Uni, la doctrine de la souveraineté parlementaire s'applique et fait du Parlement l'autorité juridique suprême du pays compétente pour créer ou « mettre un terme » à « la validité de n'importe quelle loi ». Généralement, les tribunaux ne peuvent pas annuler une loi votée par le Parlement et aucune législature n'est autorisée à adopter une loi interdisant à l'avance sa modification par les législatures à venir<sup>22</sup>. Aux Pays-Bas, un pays de droit civil, le contrôle de la constitutionnalité des actes du Parlement par le pouvoir judiciaire est interdit (article 120 de la Constitution). Cependant, cet article 120 fait actuellement l'objet de discussions. De plus, il convient de noter que les dispositions directement applicables des traités internationaux et des décisions des organisations internationales peuvent être directement invoquées dans les procédures judiciaires, auquel cas les tribunaux sont tenus de procéder au contrôle du droit interne, y compris les actes du Parlement, sous l'angle de sa conformité aux dispositions ou aux décisions pertinentes et d'annuler les dispositions dont l'application violerait le droit

---

<sup>19</sup> D. MAUS, *op. cit.*, p. 2. Voir aussi E. HOLMØYVIK, « Why did the Norwegian Constitution of 1814 Become a Part of Positive Law in the Nineteenth Century ? », [blogit.helsinki.fi/reuna/Holmoyvik-paper-Tartu.doc](http://blogit.helsinki.fi/reuna/Holmoyvik-paper-Tartu.doc) ; K. M. BRUZELIUS, « Judicial Review within a Unified Country », [http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/NOR\\_Bruzelius\\_E.pdf](http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/NOR_Bruzelius_E.pdf), consulté pour la dernière fois en septembre 2010.

<sup>20</sup> Voir G. CONAC, « Une antériorité roumaine : le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois », *Mélanges Slobodan Milacic, Démocratie et liberté : tension, dialogue, confrontation*, Bruylant, Belgique, 2007.

<sup>21</sup> Néanmoins, en France, avant la réforme ayant introduit la question préjudicielle de constitutionnalité, le juge ordinaire – même s'il n'était pas autorisé à procéder à un « contrôle de constitutionnalité » – pouvait procéder à un « contrôle de conventionnalité », c'est-à-dire vérifier la conformité des dispositions de la législation nationale à des traités internationaux, tels que la CEDH, de manière à garantir la protection des droits de l'homme.

<sup>22</sup> <http://www.parliament.uk/about/how/sovereignty/>. Cependant, le Human Rights Act de 1998 prévoit que les tribunaux doivent évaluer la compatibilité de toutes les lois avec les droits énoncés dans la CEDH et qu'ils peuvent faire une déclaration d'incompatibilité, laquelle peut être suivie d'un processus visant à modifier la loi concernée. Il appartient au Parlement et à lui seul, toutefois, de décider du principe et des modalités de cette modification. Voir la section qui précède, ainsi que l'article 4 du Human Rights Act de 1998.

international. Dans la mesure où bon nombre de ces instruments du droit international ont un équivalent en droit constitutionnel néerlandais, les Pays-Bas peuvent néanmoins être considérés comme disposant d'un système de contrôle de constitutionnalité au sens matériel du terme. De même, la France a introduit un contrôle *a posteriori* en plus du contrôle abstrait *a priori* et, par conséquent, a partiellement abandonné le principe traditionnel de séparation rigide des pouvoirs<sup>23</sup>.

33. L'influence des États-Unis explique que la plupart des États latino-américains aient opté en faveur d'un contrôle diffus et d'une Cour suprême dotée de vastes pouvoirs (voir par exemple le système brésilien ou mexicain). Une partie d'entre eux ont opté pour une Cour constitutionnelle spécialisée (c'est le cas notamment du Pérou et du Chili). La plupart des pays du Maghreb ont adopté le modèle français tel qu'il existait avant la réforme de 2008.

## 2. Mérites respectifs des contrôles diffus et concentré

34. Parmi tous les modèles de contrôle de constitutionnalité, l'américain est le plus ancien. Il est caractérisé par un contrôle diffus et fortuit permettant un accès direct de chaque citoyen à la justice constitutionnelle, dans la mesure où tout particulier peut soulever des questions de constitutionnalité devant les tribunaux. Les tribunaux ordinaires sont habilités à évaluer la constitutionnalité d'une norme juridique ou d'un acte individuel quelconque. Les juges de ces tribunaux sont en mesure de suspendre l'application des normes ou actes qu'ils estiment inconstitutionnels. Par rapport à un recours devant une Cour constitutionnelle, cette procédure a l'avantage de ne pas être très longue. Cet avantage doit être cependant apprécié en tenant compte de l'inconvénient potentiel inhérent à l'examen éventuel de questions constitutionnelles et juridiques identiques par plusieurs tribunaux ordinaires en même temps. Une telle situation peut déboucher sur des décisions contradictoires et générer une jurisprudence incohérente et incertaine, puisque différents tribunaux risquent d'interpréter la constitutionnalité de la même norme de manière différente. Elle peut également déboucher sur des procédures d'appel longues et coûteuses en cas de recours devant la Cour suprême. À supposer que de telles procédures en appel ne soient pas engagées, ce système risque d'engendrer une incertitude juridique en l'absence de décision définitive interprétant clairement la Constitution sous l'angle du point soulevé<sup>24</sup>. Néanmoins, le contrôle diffus demeure une forme parfaitement valable de justice constitutionnelle<sup>25</sup>.

35. Tout en rejetant l'idée d'action en justice visant à protéger des droits en tant que telle<sup>26</sup>, Hans Kelsen a inventé une pratique pouvant remplacer le modèle diffus. Dans la Constitution autrichienne de 1920, il avait donné naissance à ce qu'il est convenu d'appeler le modèle de contrôle concentré<sup>27</sup>. Ce modèle a remporté un succès extraordinaire<sup>28</sup> dans les pays en

<sup>23</sup> Voir la Loi constitutionnelle du 23 juillet 2008

<sup>24</sup> M. Kau, *Bundesverfassungsgericht und US Supreme Court: Die Bedeutung des United States Supreme Court für die Errichtung und Fortentwicklung des Bundesverfassungsgerichts*, Springer, Berlin/Heidelberg, 2007, pages 304 et suivantes. La jurisprudence *Marbury vs. Madison* a été aussi rapidement reprise par Monaco et la Norvège.

<sup>25</sup> CDL(1998)059, Avis sur la réforme de la justice constitutionnelle en Estonie.

<sup>26</sup> Kelsen, Hans, *La garantie juridictionnelle de la Constitution*, *Revue de droit public*, 1928, vol. 44, pp. 197-257. L'appel individuel devant la Cour constitutionnelle autrichienne dans les affaires administratives était déjà prévu par l'article 144 de la première version de la Loi sur la Constitution fédérale autrichienne (B-VG), BGBl. 1/1920. De même, le prédécesseur de la CC, le *Reichsgericht*, disposait déjà d'un tel pouvoir. Toutefois, l'accès individuel direct permettant de contester directement des lois et règlements devant la CC n'a été introduit qu'en 1975 au prix d'une modification des articles 140 et 139 BVG (article 1.8 BVG BGBl. 302/1975).

<sup>27</sup> La première Cour constitutionnelle, cependant, n'a pas vu le jour en Autriche, mais en Tchécoslovaquie en février 1920 (Loi constitutionnelle n°21/1920 Coll.). La Cour constitutionnelle autrichienne a été établie quelques mois plus tard, en octobre 1920.

<sup>28</sup> Pour reprendre la formule de L. Garlicki « Après une période de régime autoritaire, les tribunaux en place n'étaient pas à même d'offrir des garanties adéquates d'indépendance structurelle et d'assertivité intellectuelle » (Voir L. Garlicki, « Constitutional courts versus supreme courts », *International Journal of Constitutional Law* 2007 5(1), Oxford University Press, Oxford, in : <http://icon.oxfordjournals.org/cgi/content/full/5/1/44#FN59#FN59>, document consulté pour la dernière fois le 11 février 2009.

transition vers la démocratie. Il a été notamment adopté par l'Allemagne et l'Italie après la deuxième guerre mondiale, par l'Espagne<sup>29</sup> et le Portugal à la fin des années 1970 et par la quasi-totalité des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, surtout après la chute du communisme. Dans un système concentré, c'est à un tribunal distinct – généralement placé hors du système judiciaire ordinaire – que revient le pouvoir de contrôler la constitutionnalité des actes normatifs. Le contrôle de constitutionnalité dans un tel système est effectué par une Cour constitutionnelle ou une Cour suprême unique qui, en plus de ses compétences ordinaires en matière d'appel, dispose de cette prérogative. L'accès à ce contrôle peut être direct ou indirect. Dans le premier cas, le contrôle revêt la forme d'une procédure ordinaire. Le juge (ordinaire) saisi suspend la procédure dès qu'une question de constitutionnalité est soulevée<sup>30</sup>, puis adresse une demande préjudicielle à la Cour constitutionnelle en vue de trancher la question. En cas d'accès direct, l'individu concerné peut s'adresser directement à la Cour constitutionnelle, après avoir généralement épuisé les voies de recours interne. Le modèle concentré présente deux grands avantages : i) une plus grande unité de juridiction et ii) une sécurité juridique, dans la mesure où il empêche que des décisions divergentes soient adoptées sur des questions de constitutionnalité, ce qui rendrait l'application de l'acte ou de la norme concernée incertaine.

36. Classer un système juridique comme relevant d'un contrôle diffus ou concentré peut s'avérer une tâche difficile. La nature d'un système est déterminée par les compétences matérielles d'un ou plusieurs tribunaux, lesquelles permettent de déterminer si la tâche de trancher les questions constitutionnelles revient à une ou plusieurs instances. Par conséquent, la présente étude divise les systèmes juridiques des États membres de la Commission de Venise en trois types : premièrement, ceux qui ont opté pour un modèle diffus de contrôle de constitutionnalité ; deuxièmement, ceux qui ont opté pour un modèle concentré ; et troisièmement, ceux qui ont opté pour un modèle *spécial*<sup>31</sup>.

37. Les pays dotés d'un modèle de contrôle de constitutionnalité intégralement diffus sont : le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède.

38. En revanche, les pays qui suivent ont opté pour un système de contrôle de constitutionnalité concentré : Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Corée du Sud, Croatie, Espagne, « ex-République yougoslave de Macédoine », France, Géorgie, Hongrie; Italie, Liechtenstein, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Moldova, Monténégro, Pologne, République tchèque; Roumanie, Russie<sup>32</sup>, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Turquie et Ukraine. Les conseils constitutionnels algérien, français, marocain et tunisien sont également des instances spécialisées dans le contrôle de constitutionnalité, même si leur principale activité diffère de celle des Cours constitutionnelles susmentionnées.

39. Plusieurs pays siégeant à la Commission de Venise en qualité de membre ou d'observateur disposent d'une « juridiction constitutionnelle spéciale ». Lesdits pays relèvent donc du modèle de contrôle diffus, même s'ils disposent chacun d'une Cour suprême (voire

---

<sup>29</sup> Même si l'Espagne disposait d'une cour avant 1978, à savoir celle établie par la Constitution de 1931.

<sup>30</sup> Le juge ordinaire peut être tenu de procéder ainsi soit par une partie (comme c'est le cas notamment en Belgique), soit lorsque lui-même partage les doutes exprimés par une partie concernant la constitutionnalité d'une disposition applicable en l'espèce.

<sup>31</sup> [CDL-JU \(2001\)22](#), G. Brunner, « *Der Zugang des Einzelnen zur Verfassungsgerichtsbarkeit im europäischen Raum* », rapport rédigé en vue du séminaire du CoCoSem tenu à Zakopane, Pologne, en octobre 2001, pages 35 et suivantes.

<sup>32</sup> Toutes les mentions de la Loi constitutionnelle fédérale relative à la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie se fondent sur le texte actuellement en vigueur. Cependant, une modification majeure de cette loi a été adoptée et entrera en vigueur le 11 février 2011, date à laquelle les numéros des articles cités dans la présente étude changeront (ce qui risque de fausser les références citées).

d'une « Cour constitutionnelle »<sup>33</sup>) dotée du pouvoir d'invalidier des actes normatifs ou de trancher des affaires (parfois même à l'issue d'un examen au fond) à la demande d'une juridiction inférieure. Le Brésil, par exemple, dispose d'un système mixte de contrôle de constitutionnalité. L'Andorre, le Chili et le Pérou<sup>34</sup> disposent d'une Cour ou d'un Tribunal constitutionnel doté de vastes pouvoirs.

40. L'Argentine, le Brésil, le Canada, Chypre<sup>35</sup>, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande<sup>36</sup>, Israël, le Japon<sup>37</sup>, Malte, le Mexique, Monaco, le Portugal, Saint-Marin, l'Afrique du Sud<sup>38</sup>, la Suisse<sup>39</sup> et les États-Unis disposent tous d'un système de contrôle diffus, même s'ils ont conféré à leur Cour suprême ou constitutionnelle (c'est notamment le cas en Afrique du Sud et au Portugal, deux États dotés d'une Cour constitutionnelle) des compétences spéciales en matière de contrôle. Aux fins de la présente étude, nous aborderons également la procédure et les activités de ces Cours suprêmes en matière de contrôle. Les Pays-Bas disposent d'un système encore plus diffus, puisqu'ils ne disposent ni d'un tribunal spécial ni d'une Cour suprême doté de compétences spéciales en matière de contrôle. Chaque tribunal néerlandais a le pouvoir (et le devoir) de contrôler le droit national à l'aune des conventions de protection des droits de l'homme et des autres traités directement applicables.

41. Bien entendu, les systèmes de contrôle diffus et concentré existent rarement sous leur forme pure. *Stare decisis*, par exemple, introduit un élément d'harmonisation sous l'angle de l'interprétation judiciaire dans le système diffus. Dans le système concentré, par contre, la Cour

<sup>33</sup> C'est le cas notamment de l'Andorre. Au Portugal, la Cour constitutionnelle est une juridiction autonome dotée de compétences spécifiques, même si cet État a opté pour un système généralisé de contrôle de constitutionnalité diffus exercé par les tribunaux ordinaires. En Estonie, c'est une chambre spéciale de la Cour suprême qui exerce le contrôle (même si des juges ordinaires peuvent procéder à un contrôle de constitutionnalité) tandis que le Pérou et le Chili sont dotés d'un Tribunal constitutionnel.

<sup>34</sup> H. Nogueira Alcalá, « *El recurso de protección en Chile* », *Anuario iberoamericano de justicia constitucional* n°3, 1999, Madrid, 1999, in : <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=1976169>, consulté pour la dernière fois le 25 février 2009.

<sup>35</sup> En vertu de la Constitution de 1960, toujours applicable à Chypre, deux Cours suprêmes coexistent : a) la Cour suprême constitutionnelle et b) la Haute Cour de justice. En raison des circonstances survenues en 1963, lesquelles ont entraîné la paralysie des autorités judiciaires, la Cour suprême de Chypre a été établie par la Loi 33/64 sur l'administration de la justice (dispositions diverses) [Administration of Justice Law (Miscellaneous Provisions)]. Les deux Cours suprêmes ont été réunies dans la Cour suprême de Chypre actuelle qui dispose de tous les pouvoirs et compétences des deux juridictions en vertu de la Loi de 1964 sur l'administration de la justice précitée. Par conséquent, actuellement, la Cour suprême de Chypre est également la Cour constitutionnelle suprême de cet état, laquelle peut constater à titre préventif la constitutionnalité d'un projet de loi à la demande du Président de la République, trancher les questions de conflits de pouvoirs ou de compétences entre instances ou autorités publiques et décider de la constitutionnalité des lois en vigueur). Elle tient également lieu de tribunal administratif et de Cour administrative d'appel. En qualité de tribunal administratif, elle siège en collèges composés d'un seul juge à titre de juridiction de première instance. En qualité de Cour d'appel et de Cour suprême administrative, elle siège en collèges de cinq juges.

<sup>36</sup> La Cour suprême et la Haute Cour peuvent déclarer l'inconstitutionnalité d'un acte normatif ou individuel et dédommager le plaignant ; voir

<http://www.supremecourt.ie/supremecourt/sclibrary3.nsf/pagecurrent/9034466B2045E5EC8025743200511625?openDocument&l=en>, consulté pour la dernière fois le 9 avril 2009.

<sup>37</sup> H. Hyun Lee, Rapporteur, Report for the Asian Constitutional Courts, in : [http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/KOR\\_Kong%20Hyun%20Lee3\\_E.pdf](http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/KOR_Kong%20Hyun%20Lee3_E.pdf), consulté pour la dernière fois le 10 mars 2009.

<sup>38</sup> Alors que les tribunaux ordinaires sont compétents pour connaître des affaires portant sur des questions constitutionnelles, la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud est la juridiction suprême concernant ces questions. Elle peut être saisie soit directement soit par une juridiction inférieure et constitue la seule juridiction compétente pour trancher un certain nombre de questions, dont la confirmation d'une déclaration d'invalidité constitutionnelle d'un acte normatif (loi) par un tribunal.

<sup>39</sup> Il convient de relever les particularités suivantes du contrôle de constitutionnalité en Suisse : l'article 190 de la Constitution fédérale de la Confédération prévoit que : « Le Tribunal fédéral et les autres autorités sont tenus d'appliquer les lois fédérales et le droit international. » En d'autres termes, le Tribunal fédéral peut déclarer inapplicables – en raison de leur inconstitutionnalité – des lois cantonales et intercantionales, des décrets fédéraux et des ordonnances rendus par l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral et l'Administration fédérale. Ce Tribunal fédéral peut mettre en doute la constitutionnalité d'une loi fédérale ou d'une disposition du droit international dans ses attendus, sans procéder formellement au contrôle dudit texte.

constitutionnelle est loin d'être reconnue à l'unanimité comme la seule instance compétente pour contrôler et interpréter les lois sous l'angle de leur constitutionnalité.

42. Le système de contrôle portugais est à la fois concentré et diffus. Les tribunaux ordinaires peuvent refuser d'appliquer une loi qu'ils estiment inconstitutionnelle, mais uniquement concernant un cas concret spécifique et sans remettre en cause la validité de ladite loi. Cependant, dès lors qu'une loi a été estimée inconstitutionnelle plus de trois fois par les tribunaux ordinaires, le parquet peut demander à la Cour constitutionnelle d'annuler la loi avec un effet général.

### 3. Mérites respectifs du contrôle abstrait et du contrôle concret<sup>40</sup>

43. Lorsqu'une Cour constitutionnelle procède à un contrôle abstrait, elle examine une loi ou un règlement spécifique hors de toute référence à une affaire ou une procédure particulière. On peut déduire de ce que nous avons déjà dit sur le contrôle diffus et le contrôle lié à une affaire spécifique que le contrôle normatif diffus a nécessairement trait à une affaire particulière. Le contrôle concentré, cependant, peut être à la fois abstrait et lié à une affaire particulière<sup>41</sup>.

### 4. Mérites respectifs des contrôles *a priori* et *a posteriori*

44. Le contrôle peut intervenir avant ou après la promulgation d'un acte normatif. Le contrôle abstrait peut intervenir avant ou après sa promulgation. Le contrôle concret – c'est-à-dire lié à une affaire particulière – ne peut par contre, pour des raisons évidentes, intervenir qu'après la promulgation d'une loi ordinaire<sup>42</sup>.

45. Le contrôle abstrait et la faculté de procéder à un contrôle après l'adoption – mais avant la promulgation – d'une loi sont souvent associés au modèle français. En revanche, le modèle de contrôle des États-Unis est *a posteriori* et fortuit, c'est-à-dire lié à une affaire particulière<sup>43</sup>.

46. Le contrôle *a priori* ne peut être déclenché que par certaines instances prévues par la Constitution ou par la loi établissant la Cour constitutionnelle, à l'exclusion des particuliers. En Afrique du Sud, par exemple, le président peut déférer à la Cour constitutionnelle un projet de loi avant son adoption par le Parlement. Ladite cour peut alors évaluer sa validité constitutionnelle. Parmi les autres pays ayant opté pour ce type d'approches, on peut citer la France (après l'adoption, mais avant la promulgation de la loi) et le Canada.

---

<sup>40</sup> Cette terminologie a été choisie délibérément de manière à éviter les confusions terminologiques inhérentes aux différentes acceptions que peuvent revêtir les antonymes *abstrait* et *concret* dans les différentes langues ou cultures juridiques. D'aucuns estiment que la distinction repose sur l'événement ayant déclenché le contrôle (lequel sera abstrait s'il n'a aucun rapport avec une affaire et concret s'il s'agit d'une requête émanant d'un individu personnellement affecté). Deuxièmement, dans la terminologie juridique allemande, le contrôle de constitutionnalité peut être considéré comme concret dès lors qu'il intervient dans le cadre d'une procédure de questions préjudicielles, tandis que les recours constitutionnels constituent un troisième type distinct de contrôles confié à la Cour constitutionnelle et ne pouvant être qualifié de « concret ».

<sup>41</sup> W. Sadurski fait valoir que, même lorsque le contrôle est lié à une affaire concrète, les Cours constitutionnelles d'Europe continentale ont recours à des considérations abstraites pour décider de la constitutionnalité de la loi. À la différence, par exemple, de la Cour suprême américaine, ces Cours utilisent des techniques de contrôle inspirées des idées de Kelsen relatives à l'ordre juridique. Par conséquent, selon Sadurski, les Cours constitutionnelles ne se prononcent pas sur le fond d'une affaire particulière. Voir principalement : W. Sadurski, *Constitutional Justice East and West: Democratic Legitimacy and Constitutional Courts in Post-Communist Europe in a Comparative Perspective*, Kluwer, 2002 ; et *Rights Before Courts: a Study of Constitutional Courts in Post-Communist States of Eastern and Central Europe*, Springer, 2005.

<sup>42</sup> À moins que l'acte normatif ne soit en fait un acte individuel déguisé.

<sup>43</sup> Le contrôle abstrait *a priori* place la Cour constitutionnelle en position d'arbitre chargé généralement de trancher une divergence entre l'exécutif et le législatif ou un certain nombre de parlementaires. Il est généralement considéré comme politiquement sensible. Voir Rosenfeld, « Constitutional Adjudication in Europe and the United States: Paradoxes and Contrasts », rapport préparé en vue du séminaire UniDem 2003, in : [CDL-STD\(2003\)037](#) Science et Technique de la Démocratie n°37 (2003) ; et T. Ginsburg, *Comparative Constitutional Review*, 2008

47. Compte tenu de l'importance croissante des droits fondamentaux et de leur protection, le législateur national doit décider du rôle de la Constitution et, par conséquent, de la Cour constitutionnelle : Cette instance a-t-elle vocation à protéger uniquement l'ordre constitutionnel objectif (lequel inclut la protection des droits fondamentaux dans la mesure où ceux-ci font partie dudit ordre) ? Ou bien convient-il de prévoir une garantie spécifique des droits fondamentaux subjectifs conférés aux individus par la Constitution ? On observe une tendance claire vers l'introduction de mécanismes permettant la protection des droits individuels fondamentaux par la Cour constitutionnelle, au moyen notamment d'un accès individuel. L'ordre constitutionnel lui-même doit également être préservé et les affaires individuelles sont souvent un moyen de détecter les carences de la législation et d'améliorer la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles.

À l'opposé du modèle kelsenien original, lequel autorise uniquement des instances particulières (énumérées dans la Constitution) à saisir la Cour constitutionnelle, on trouve un modèle autorisant chaque particulier à contester la constitutionnalité d'un acte normatif ou individuel pouvant affecter ses intérêts.

48. Tout requérant peut émettre des doutes concernant la constitutionnalité d'un acte normatif ou individuel pendant la procédure. Dans le système prévoyant un contrôle de constitutionnalité diffus, il appartient au juge ordinaire de décider de la constitutionnalité ou de l'inconstitutionnalité d'une disposition selon diverses modalités. Lorsque le juge déclare une disposition inconstitutionnelle, celle-ci devient inapplicable.

49. La présente étude s'intéresse de près aux recours constitutionnels et au contrôle de constitutionnalité déclenché, directement ou indirectement, par un particulier et non pas uniquement par une instance dotée de ce pouvoir en vertu de la Constitution. Cependant, il convient de noter que le contrôle abstrait *a priori* ou *a posteriori* effectué à la demande d'une telle instance – et visant en principe à préserver l'ordre constitutionnel – peut soulever des questions concernant les droits fondamentaux et joue donc un rôle essentiel dans la protection desdits droits.

50. La présente étude est organisée en quatre sections. La section I, « Accès au contrôle de constitutionnalité », procède à une analyse comparée et identifie les différents acteurs susceptibles d'engager une procédure de contrôle de constitutionnalité : des particuliers en cas d'accès direct et différents organes en cas d'accès. La section II examine la nature de la procédure elle-même, les exigences devant être respectées et différentes règles procédurales. La section III examine les effets du contrôle de constitutionnalité des actes normatifs. Enfin, la section IV examine d'autres questions visant le contrôle de constitutionnalité.

## **I. ACCÈS AU CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ**

51. Historiquement, le principal type de contrôle constitutionnel est celui exercé par des juges ordinaires de manière fortuite dans le cadre d'un système diffus.

Le contrôle fortuit peut être effectué à un stade quelconque de la procédure ordinaire par un juge ordinaire. Contrairement au recours constitutionnel spécifique, la contestation de la constitutionnalité d'une norme au moyen d'un contrôle fortuit peut intervenir au cours d'une procédure quelconque. Ce système permet donc un accès ouvert à toute personne ayant qualité pour agir dans une procédure ordinaire. L'efficacité de ce type de contrôle repose sur la connaissance par l'individu concerné de ses droits et sur la capacité et la volonté du juge ordinaire à enquêter sur les violations des droits fondamentaux. Ces deux conditions ne sont



pas absolument évidentes<sup>44</sup>. Ce système fonctionne bien lorsqu'il est ancré dans la culture juridique, comme c'est le cas aux États-Unis, au Canada et dans les pays scandinaves.

52. Quelques rares pays ne permettent pas à un particulier de remettre en question la constitutionnalité d'une disposition générale ou individuelle, même indirectement par le biais d'une question préjudicielle. Il s'agit de l'Algérie, du Maroc, des Pays-Bas et de la Tunisie. La France a longtemps appartenu à ce groupe de pays, même si le Conseil d'État pouvait contrôler la constitutionnalité de tout acte classé au-dessous des lois dans la hiérarchie des normes. Cependant, une modification récente de la Constitution a changé la situation. Le nouvel article 61-1, adopté en 2008, introduit en effet « la question préjudicielle de constitutionnalité » : une procédure permettant à tout particulier de contester devant un juge ordinaire la constitutionnalité d'un acte législatif affectant prétendument ses droits et libertés, tels qu'ils sont garantis par la Constitution. Le juge décide alors s'il convient de saisir le Conseil d'État ou la Cour de cassation, à charge pour ces instances de déférer éventuellement ladite question au Conseil constitutionnel.

53. Dans la mesure où l'accès individuel vise surtout à protéger les droits fondamentaux des particuliers et où lesdits droits – à l'exception des droits politiques (par exemple le droit de vote) et, parfois aussi, des droits sociaux (par exemple le droit à la sécurité sociale) – sont généralement accordés aussi bien aux ressortissants qu'aux non-ressortissants, les dispositions pertinentes concernent généralement tous les membres de la société<sup>45</sup>. Néanmoins, la protection des non-ressortissants est parfois moins complète que celle des ressortissants.

54. Les Cours constitutionnelles peuvent être saisies par différentes instances ou par des individus. Une méthode simple de classification distingue entre les recours introduits par des organes publics ou par des instances prévus par la Constitution, y compris les tribunaux<sup>46</sup>, et les recours introduits par des personnes physiques ou morales privées. Dans certains États – comme l'Albanie, l'Autriche, la Croatie, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », la Hongrie ou la Moldova<sup>47</sup> –, la Cour constitutionnelle peut engager une procédure de contrôle de sa propre initiative [*proprio motu*]. Cependant, ce système de classement n'est pas entièrement satisfaisant. En effet, ce n'est pas parce qu'un contrôle *a priori* est normalement ouvert à certaines instances prévues par la Constitution - à l'exclusion des particuliers, que le contrôle *a posteriori*, là où il existe, est forcément ouvert aussi bien aux particuliers qu'aux instances prévues par la Constitution. Comme indiqué plus haut, la présente étude distingue entre l'accès **direct** et **indirect**. L'accès indirect signifie que toute question émanant d'un particulier ne peut être posée à la Cour constitutionnelle, aux fins de décision, que par l'intermédiaire d'une tierce partie, alors que l'accès direct donne aux particuliers le moyen juridique de saisir directement cette Cour sans intervention d'une tierce partie.

---

<sup>44</sup> Voir X. Philippe, « Le contrôle de constitutionnalité des droits fondamentaux dans les pays européens », *Actes du colloque international « L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone »*, Port-Louis (Île Maurice), 29-30 septembre, 1<sup>er</sup> octobre 1993, p. 412.

<sup>45</sup> En vertu de l'article 125 de la Constitution russe, seuls « les citoyens » sont habilités à s'adresser à la Cour constitutionnelle, mais cette dernière interprète le terme de manière très large de sorte que la notion englobe aussi les étrangers et les apatrides.

<sup>46</sup> Le thésaurus systématique de la Commission de Venise énumère entre autres le chef de l'État, les organes législatifs, les organes exécutifs, les organes d'autorités fédérées ou régionales, les organes de la décentralisation par service, les organes d'autonomie locale, le procureur ou l'avocat général et le médiateur. De plus, on distingue systématiquement entre la saisine émanant d'une juridiction (surtout dans le cadre d'une question préjudicielle) et les demandes émanant d'une personne publique ou bien d'une personne ou d'un groupement privé. Voir [CDL-JU\(2008\)031](#) Thésaurus systématique.

<sup>47</sup> L'article 135 de la Constitution moldave prévoit que la Cour constitutionnelle exerce son contrôle uniquement sur demande. Cependant, l'article 72 du Code de la juridiction constitutionnelle prévoit que cette cour peut contrôler ses propres décisions *proprio motu*, (une faculté qui n'a jamais été commentée dans les textes de doctrine, ni utilisée en pratique).

Indirect			Direct							
Lié à une affaire concrète			Abstrait			Recours individuel/lié à une affaire concrète				
Ombudsman	Procédures préjudicielles		<i>Actio popularis</i>	<i>Quasi actio popularis</i> / intérêt juridique	Suggestion individuelle	Contre des actes normatifs			Contre des actes individuels	
	Question préjudicielle	Exception/objection d'inconstitutionnalité				Recours dénonçant l'inconstitutionnalité d'un acte normatif	Russie : recours individuel	Ukraine : pétition /soumission	<i>Amparo</i>	Révision constitutionnelle

55. La classification adoptée dans la présente étude repose sur deux critères : premièrement les acteurs impliqués en cas d'accès indirect au contrôle de constitutionnalité ; deuxièmement, l'accès direct des particuliers à ce contrôle. Nous examinerons successivement l'objet du contrôle et les droits protégés.

## I.1. Types d'accès

### I.1.1. Accès indirect

#### I.1.1.1. Engagement d'une procédure de question préjudicielle par un tribunal ordinaire

Voir le tableau 1.1.20: Accès individuel indirect : questions préjudicielles

56. La procédure de question préjudicielle fait partie des types les plus courants d'accès individuels indirects. Lorsqu'un tribunal ordinaire nourrit des doutes quant à la constitutionnalité d'un acte normatif applicable dans une affaire concrète, il pose une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle. L'avantage de cette procédure tient à ce que les tribunaux ordinaires sont bien informés et en mesure de formuler des requêtes valides. Ils servent donc de filtre initial et peuvent contribuer à réduire au minimum le nombre des requêtes abusives ou répétitives. De plus, cette procédure complète utilement l'examen abstrait des dispositions légales, dans la mesure où elle facilite l'analyse *in situ* de cas concrets d'application ou d'applicabilité desdites dispositions<sup>48</sup>. Dans certains systèmes judiciaires, cette formule n'a pas que des avantages. Premièrement, l'efficacité de la procédure de question préjudicielle dépend lourdement de la capacité et de la volonté des juges ordinaires d'identifier des actes normatifs potentiellement inconstitutionnels et de soumettre des questions préjudicielles à la Cour constitutionnelle. Deuxièmement, cette efficacité repose, dans une moindre mesure, sur la volonté des particuliers d'utiliser la procédure. Cette dernière existe dans de nombreux États examinés dans le cadre de la présente étude, à l'exception notable du Portugal et de la Suisse<sup>49</sup>. En Lituanie, les questions préjudicielles constituent le seul type d'accès individuel à la Cour constitutionnelle. Au Bélarus, lorsqu'une affaire est jugée par un tribunal, la question préjudicielle constitue le seul type d'accès individuel à la Cour constitutionnelle en dehors des pétitions émanant de divers organes publics. Dans les États dotés d'un système de contrôle de

<sup>48</sup> [CDL-INF\(1996\)010](#) Avis sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle de la République d'Azerbaïdjan.

<sup>49</sup> Voir *Bericht des Schweizerischen Bundesgericht für die VII. Konferenz der europäischen Verfassungsgerichte*, p. 17, in : <http://www.confcoconsteu.org/reports/Zwitsersland-DE.pdf> consulté pour la dernière fois le 2 juin 2009.

constitutionnalité diffus, les questions préjudicielles sont cependant relativement rares, car les tribunaux ordinaires sont compétents pour juger de la constitutionnalité d'une loi en vigueur.

57. Dans de nombreux États (comme l'Albanie, l'Algérie, l'Andorre, l'Arménie, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, l'Espagne, la France, la Hongrie, la Lituanie, la Moldova, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Turquie et l'Ukraine), les parties à une procédure devant un tribunal ordinaire peuvent suggérer qu'une question préjudicielle soit posée à la Cour constitutionnelle. Cette suggestion peut être rejetée ou acceptée et, en tout état de cause, n'affecte pas le pouvoir discrétionnaire du juge de poser une question de sa propre initiative.

58. Le fait de permettre aux parties de formuler une suggestion dans le cadre d'une procédure ordinaire peut renforcer leur position. Les intéressés disposent en effet d'un recours procédural – « l'exception d'inconstitutionnalité » – lorsqu'ils nourrissent des doutes concernant la constitutionnalité d'un texte de loi censé être appliqué dans leur affaire. Cette forme d'exception peut être invoquée devant le juge ordinaire. Ce dernier est ensuite tenu de l'examiner et de motiver tout refus éventuel de soumettre la question à la Cour constitutionnelle. Cependant, ce refus n'est valide que s'il s'appuie sur un certain nombre de motifs limitativement énumérés (par exemple le caractère manifestement infondé de l'exception, etc.<sup>50</sup>). Même si la décision du juge ordinaire est définitive, son autonomie est limitée par certaines règles de procédure. Ce type d'accès existe dans des pays tels que : l'Albanie, le Chili, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, Malte, le Portugal et Saint-Marin. En Afrique du Sud, l'autorisation d'introduire un recours devant la Cour constitutionnelle ne peut être accordée que par cette dernière. La même Cour doit confirmer toute déclaration d'invalidité, de sorte que les juges constitutionnels interviennent forcément. Dans d'autres pays, un particulier peut introduire un recours devant cette Cour uniquement s'il y a été autorisé ou si le droit interne permet un accès direct.

59. L'« exception d'inconstitutionnalité » peut donc être considérée comme un moyen très efficace de garantir un accès individuel lorsque c'est le tribunal ordinaire qui doit poser une question préjudicielle (comme c'est le cas, notamment, en Roumanie et en Slovénie).

60. En Albanie, en Andorre, en Arménie, en Autriche<sup>51</sup>, en Belgique, au Bélarus, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Géorgie, en Espagne, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Hongrie, en Italie, au Liechtenstein, en Lituanie, au Luxembourg, à Malte, en Pologne, en République tchèque, en Roumanie, en Slovaquie, en Slovénie, en Roumanie, en Russie, en Turquie et en Ukraine, tous les tribunaux ordinaires sont compétents pour engager une procédure de question préjudicielle devant la Cour constitutionnelle.

61. Cette procédure peut faire l'objet de certaines limitations destinées à améliorer la qualité des questions. En Autriche (concernant les lois), en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Bulgarie, en Grèce, en Lettonie et en Moldova, seules les juridictions supérieures sont autorisées à poser des questions préjudicielles. À Chypre, seuls les tribunaux compétents en matière de droit de la famille peuvent poser des questions préjudicielles. En Russie et au Bélarus, les juridictions supérieures sont également autorisées à engager une procédure de contrôle abstrait. En France, un système prévoyant deux niveaux de filtrage a été mis en place concernant les questions préjudicielles de constitutionnalité : premièrement, tout juge ordinaire, à la demande expresse d'une des parties à l'affaire, peut poser une question préjudicielle à la juridiction supérieure ; deuxièmement, ladite juridiction peut poser la question au Conseil constitutionnel.

62. Même si ce système s'avère efficace pour réduire le nombre des questions préjudicielles et logique dans une optique d'épuisement des voies de recours internes (l'individu concerné devant s'adresser successivement à plusieurs instances), cela peut laisser les parties

---

<sup>50</sup> En France, par exemple la question préjudicielle de constitutionnalité doit répondre à plusieurs exigences : elle doit être sérieuse, nouvelle (c'est-à-dire viser un point que le Conseil constitutionnel n'a pas encore tranché) et être applicable à l'espèce.

<sup>51</sup> À l'exception des tribunaux de première instance.

poursuivre la procédure au regard d'une situation potentiellement inconstitutionnelle pendant longtemps, dans la mesure où les juridictions ordinaires sont tenues d'appliquer la loi, et cela même si elles nourrissent de sérieux doutes quant à sa constitutionnalité. **Du point de vue de la protection des droits de l'homme, il est plus opportun et plus efficace d'accorder à tous les niveaux de juridiction un accès à la Cour constitutionnelle.** En Allemagne, par exemple, les tribunaux sont tenus de tenir compte de toutes les questions de droit constitutionnel et de les soumettre à la Cour constitutionnelle dès lors qu'ils sont convaincus qu'une certaine norme est inconstitutionnelle (un simple doute n'est pas considéré comme suffisant). Cette pratique contribue à réduire le nombre de questions préjudicielles sans prolonger outre mesure des situations dont l'inconstitutionnalité est assez manifeste.

#### I.1.1.2. Ombudsman

Voir le tableau 1.1.19: Accès indirect : Ombudsman

63. La plupart des États siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise sont dotés d'un ombudsman (médiateur, commissaire parlementaire, etc.) généralement nommé par le Parlement national<sup>52</sup>. Lesdits ombudsmen sont indépendants et impartiaux. Dans bon nombre d'États, ils sont considérés comme des protecteurs des droits de l'homme (avocat du peuple, etc.) dont la fonction est d'essayer de trouver des solutions viables dès lors que ces droits ont été violés.

64. Du point de vue de la protection des droits de l'homme, la Commission de Venise estime « **souhaitable de prévoir dans le mandat de l'ombudsman ou du défenseur des droits de l'homme la possibilité de saisir la Cour constitutionnelle de l'État pour qu'elle rende un jugement de principe sur les questions concernant la constitutionnalité de lois, de règlements ou d'actes administratifs généraux qui soulèvent des questions liées aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.** L'ombudsman devrait pouvoir le faire d'office ou à la suite d'une plainte particulière déposée auprès de ses services. »<sup>53</sup>. La principale tâche des tribunaux ordinaires est de fournir un recours contre les actes illégaux. Cependant, lorsqu'une Cour constitutionnelle est également compétente pour contrôler la constitutionnalité des actes individuels, il semble logique de conférer à l'ombudsman le droit de soumettre des affaires individuelles à cette juridiction. En tout cas, dans la mesure où l'accès à la Cour constitutionnelle par l'intermédiaire d'un ombudsman n'est après tout qu'un accès indirect, ce mécanisme ne saurait remplacer l'accès direct, même s'il peut être perçu comme complémentaire. Le choix entre les différents mécanismes ou la question de savoir s'il convient de créer des options parallèles dépend en définitive de la culture juridique de chaque pays.

65. Dans de nombreux États, l'ombudsman n'a pas qualité pour saisir la Cour constitutionnelle et peut uniquement remettre au Parlement un rapport suggérant de soumettre à cette juridiction la question de la constitutionnalité de certaines dispositions légales, ainsi que de faciliter la résolution des litiges entre l'administration publique et un particulier (c'est notamment le cas en Grèce, en Lituanie ou en République de Corée)<sup>54</sup>. Dans des pays comme la France ou le Royaume-Uni, même si l'ombudsman jouit de compétences en matière de protection des droits individuels, il n'a pas qualité pour ester en justice devant les tribunaux ordinaires. En France, le Médiateur de la République a le pouvoir d'adresser des injonctions « à tout organisme administratif » et même aux tribunaux (notamment en vue d'obtenir des documents).

<sup>52</sup> Selon les « Principes de Paris » concernant le statut et le fonctionnement des institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme, Résolution 48/134 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 20 décembre 1993.

<sup>53</sup> CDL-AD(2007)020, Avis sur la réforme éventuelle de l'institution de l'ombudsman au Kazakhstan, 2007.

<sup>54</sup> G. Kucsko-Stadlmayer, « The Competences of European Ombudspersons – Description and Analysis of the Status Quo », in : <http://www.ioi-europe.org/index2.html>.

66. Dans le système de contrôle diffus, l'ombudsman, dès lors qu'il est doté du pouvoir d'engager une procédure judiciaire, doit s'adresser au tribunal ordinaire compétent (par exemple l'ombudsman spécialisé en Finlande) et non à la Cour suprême. Le Brésil, bien que n'étant pas à strictement parler un pays ayant opté pour un contrôle diffus, a modifié sa législation en 2009 de sorte à ce que le défenseur public puisse désormais engager une procédure devant la justice en vue de protéger des droits constitutionnels.

67. Dans le système de contrôle de constitutionnalité concentré, l'ombudsman peut disposer du pouvoir d'engager une procédure de contrôle. Par exemple, en Croatie, en Espagne, en Estonie, en « ex-République yougoslave de Macédoine », au Montenegro, au Portugal et en Slovénie, l'ombudsman peut engager une procédure de ce type en vue, normalement, de protéger les droits fondamentaux même en l'absence d'une affaire concrète.

68. Les ombudsmen azerbaïdjanais, péruvien et ukrainien ont le pouvoir d'engager une procédure de contrôle d'un acte normatif lié à une affaire concrète dont ils s'occupent personnellement. Il en va de même en Autriche, même si le pouvoir de l'intéressé est limité au contrôle des actes administratifs généraux. De plus, en Azerbaïdjan, l'ombudsman a qualité pour déclencher le contrôle des décisions judiciaires inconstitutionnelles dès lors qu'il a reçu une pétition en ce sens. En Afrique du Sud, le protecteur public peut saisir la Cour constitutionnelle ou d'autres tribunaux afin que ces juridictions remplissent leur rôle de protection du public contre les actes illégaux de l'État, mais il ne peut pas enquêter sur les décisions judiciaires.

69. Dans certains cas de ce type, la capacité de l'ombudsman d'engager des procédures de contrôle confère aux individus la possibilité de s'adresser à la Cour constitutionnelle, bien que de façon indirecte, dans des situations où il n'aurait normalement pas accès à cette juridiction. L'institution de l'ombudsman ouvre par conséquent de nouvelles possibilités en matière d'accès.

70. Il arrive que l'ombudsman intervienne dans des affaires où un particulier a la possibilité d'agir de sa propre initiative et, grâce à son expérience juridique, contribue à améliorer la qualité des pétitions (c'est le cas en Bosnie-Herzégovine, en Lettonie<sup>55</sup>, en Russie et en Slovénie<sup>56</sup>). L'ombudsman espagnol peut introduire le recours de l'*amparo* contre tous les actes des autorités publiques au nom d'un ou plusieurs individus qui prétendent avoir été affectés par lesdits actes, de manière à déclencher une procédure de contrôle de ces derniers. Dans ce cas, les droits conférés à l'ombudsman ne sont pas plus étendus, en principe, que ceux accordés aux individus concernés. Au contraire, si l'ombudsman slovaque est compétent pour indiquer au plaignant s'il a la possibilité d'introduire un recours constitutionnel, il n'est pas habilité à engager une telle procédure<sup>57</sup>.

71. Le Chili est l'un des deux États latino-américains (avec l'Uruguay) ne disposant pas d'un ombudsman. Il examine actuellement la possibilité d'introduire trois nouveaux articles dans sa Constitution de manière à créer l'institution du « *Defensor del Pueblo* » [défenseur du peuple]<sup>58</sup>.

---

<sup>55</sup> Loi sur l'ombudsman, article 13 : « Dans l'exercice des fonctions et des tâches énoncées dans la présente loi, l'ombudsman a le droit de : [...] soumettre une demande concernant l'engagement d'une procédure devant la Cour constitutionnelle lorsque l'institution ayant promulgué l'acte contesté n'a pas rectifié la carence établie dans le délai prescrit par l'ombudsman ».

<sup>56</sup> En vertu de l'article 50.2 de la Loi sur la Cour constitutionnelle de Slovénie, l'ombudsman pour les droits de l'homme peut, dans les conditions énoncées par cette loi, introduire un recours constitutionnel lié à une affaire particulière dont il s'occupe. En outre, l'article 52.2 de la Loi sur la Cour constitutionnelle prévoit que l'ombudsman pour les droits de l'homme peut introduire un recours constitutionnel avec le consentement de la personne dont il est censé protéger les droits ou les libertés fondamentales dans ladite affaire particulière.

<sup>57</sup> Article 14 de la Loi sur l'ombudsman tel qu'il est affiché en anglais sur la page <http://www.vop.gov.sk/act-on-the-public-defender-of-rights> consultée pour la dernière fois le 28 avril 2009.

<sup>58</sup> Voir notamment, *Segunde informe de las comisiones unidas de constitución, legislación y justicia y de derechos humanos, nacionalidad y ciudadanía recaído en el proyecto de reforma constitucional que crea el Defensor del*

Israël ne dispose pas d'un ombudsman, mais toute personne physique ou morale peut soulever une question constitutionnelle devant la Cour suprême.

#### I.1.1.3. Autres instances

72. Dans certains pays, le ministère public a accès à la Cour constitutionnelle (voir notamment l'article 101 de la Constitution arménienne, l'article 130 de la Constitution azerbaïdjanaise et l'article 150 de la Constitution bulgare), ce qui présente donc un certain intérêt dans le cadre de la présente étude sous l'angle de l'analyse des types d'accès indirects.

73. Dans certains pays (par exemple l'Albanie, l'Andorre, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique<sup>59</sup>, la Croatie, l'Espagne, la France, la Lettonie, la Moldova, le Portugal, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Russie, la Turquie, l'Ukraine, etc.), un certain nombre de parlementaires ou bien d'autres organes et instances (comme le président, le Premier ministre, etc.) peuvent également contester des actes normatifs devant la Cour constitutionnelle. Le Bélarus, par exemple, ne dispose pas d'un ombudsman. Dans ce pays, les individus n'ont pas le droit de s'adresser directement à la Cour constitutionnelle, mais jouissent d'un accès indirect à cette juridiction. Pour ce faire, il leur suffit d'user de leur faculté d'attirer l'attention des organes et instances dotés du droit d'adresser des motions à la Cour constitutionnelle (à savoir le Président de la République, les deux chambres du Parlement [la Chambre des représentants et le Conseil de la République], la Cour suprême, la Cour économique suprême et le Conseil des ministres) sur l'inconstitutionnalité alléguée des actes concernés.

#### I.1.2. Accès direct

Voir le tableau 1.1.21 Accès individuel indirect : fondements constitutionnel et légal

##### I.1.2.1. Contrôle abstrait (c'est-à-dire non liée à une affaire particulière)

###### I.1.2.1.1. *Actio popularis*

74. L'*actio popularis* implique que chaque personne a le droit de contester un acte normatif après sa promulgation sans avoir besoin de prouver qu'elle est en même temps directement affectée par celui-ci. Selon Kelsen, l'*actio popularis* est la garantie la plus large d'un contrôle complet de constitutionnalité, dans la mesure où tout particulier peut s'adresser à la Cour constitutionnelle. Dans ce cas, le requérant est perçu comme s'acquittant simplement du devoir de chaque citoyen en sa qualité de gardien de la Constitution. Le requérant n'a pas besoin d'être victime d'une violation de ses droits fondamentaux<sup>60</sup>. L'*actio popularis* joue un rôle mineur au Liechtenstein où plusieurs conditions doivent être remplies pour que ce type d'exceptions puisse être invoqué, au Chili, à Malte<sup>61</sup> et au Pérou. Elle a également contribué à clarifier l'ordre juridique en Croatie, en Géorgie, en Hongrie<sup>62</sup> et en « ex-République yougoslave de

---

*Ciudadano*, tel qu'il est affiché sur la page <http://www.ombudsman.cl/pdf/informe2-ddhh.pdf>, ainsi que d'autres documents préparés par l'*Iniciativa chilena para establecer al Defensor del Pueblo*.

<sup>59</sup> Les présidents des assemblées législatives peuvent, à la demande de deux tiers de leurs membres, introduire un recours en annulation d'un acte normatif (art. 2, para 3, de la Loi spéciale sur la Cour constitutionnelle).

<sup>60</sup> A. van Aaken, « Making International Human Rights Protection More Effective: A Rational-Choice Approach to the Effectiveness of *Ius Standi* Provisions », *Preprints of the Max Planck Institute for Research on Collective Goods Bonn* 2005/16, Bonn, 2005, p. 14, tel que ce document est affiché sur la page [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=802424#](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=802424#) consultée pour la dernière fois le 23 février 2009.

<sup>61</sup> [CDL-JU \(2001\)22](#), G. Brunner, « *Der Zugang des Einzelnen zur Verfassungsgerichtsbarkeit im europäischen Raum* », rapport rédigé en vue du séminaire du CoCoSem tenu à Zakopane, Pologne, en octobre 2001, pages 35 et suivantes.

<sup>62</sup> Par exemple, concernant la question de la peine de mort. Pour une analyse comparative, voir, W. Sadurski ; *Rights before Courts: A Study of Constitutional Courts in Postcommunist States of Central and Eastern Europe*, Springer Netherlands, Dordrecht, 2005, p. 6.

Macédoine »<sup>63</sup>. En Afrique du Sud, tout particulier peut contacter la Cour pour défendre l'intérêt public. Cependant, Kelsen a conclu que l'*actio popularis* ne saurait s'analyser en un moyen commode d'exercice du contrôle de constitutionnalité, dans la mesure où cette exception peut attirer des recours abusifs<sup>64</sup>. En Croatie, l'***actio popularis* a provoqué la surcharge de la Cour constitutionnelle à un point que la Commission de Venise a elle-même qualifié de critique**<sup>65</sup>. La plupart des pays ne considèrent donc pas l'*actio popularis* comme un moyen valable de contester des actes légaux devant la Cour constitutionnelle. En Israël, les particuliers peuvent adresser une pétition à la Cour suprême siégeant en qualité de Haute Cour de justice, pour dénoncer une violation de leurs droits constitutionnels. De plus, diverses organisations de protection des droits de l'homme ou autres peuvent introduire une pétition en qualité de « pétitionnaires publics » désireux de protéger des intérêts publics. Ces groupes ne sont pas tenus de prouver qu'ils ont un intérêt personnel à déposer la pétition, même s'ils peuvent agir au nom de pétitionnaires privés directement affectés par un acte administratif ou normatif.

#### *1.1.2.1.2. Suggestion individuelle*<sup>66</sup>

75. Une variante du contrôle abstrait dans lequel le simple particulier joue un rôle est la possibilité de formuler une « suggestion individuelle » que la Cour constitutionnelle peut discrétionnairement retenir ou rejeter. Les particuliers peuvent approcher la Cour constitutionnelle directement pour lui suggérer de contrôler la constitutionnalité d'un acte normatif. Cependant, ils ne peuvent pas insister pour que cette Cour engage une procédure. Dans ce scénario, l'intéressé peut « encourager » la Cour à agir de sa propre initiative : une formule assez inhabituelle. Cependant, des pays comme l'Albanie, la Hongrie et la Pologne envisagent cette possibilité dans certaines circonstances. Au Montenegro et en Serbie, le rejet de la suggestion ne peut intervenir qu'à l'issue d'une procédure préjudicielle et doit être motivé.

#### *1.1.2.1.3. Quasi actio popularis (nécessité de prouver un intérêt légitime)*

76. L'exception dite *quasi actio popularis* constitue une formule intermédiaire entre l'*actio popularis* purement abstraite et le recours constitutionnel normatif. Les conditions sont plus restrictives et, par conséquent, permettent de faire l'économie des problèmes liés à l'*actio popularis*, comme la nécessité pour le requérant de prouver que la norme générale contestée l'affecte. Les règles appliquées sont généralement analogues à celles régissant le recours contre un acte normatif, si ce n'est que le requérant ne doit pas être forcément directement affecté<sup>67</sup>. Il doit simplement établir que la disposition légale contestée constitue une ingérence dans ses droits, ses intérêts juridiques ou sa situation juridique<sup>68</sup>. Ce type d'accès à la Cour constitutionnelle existe notamment en Grèce.

<sup>63</sup> [CDL-JU \(2001\)22](#), G. Brunner, « *Der Zugang des Einzelnen zur Verfassungsgerichtsbarkeit im europäischen Raum* », rapport rédigé en vue du séminaire du CoCoSem tenu à Zakopane, Pologne, en octobre 2001.

<sup>64</sup> H.Kelsen, cité in : R. Ben Achour, « *Le contrôle de la constitutionnalité des lois : quelle procédure ?* », *Actes du colloque international « L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone »*, Port-Louis (Île Maurice), 29-30 septembre, 1<sup>er</sup> octobre 1993, p.401, in :

<http://www.bibliotheque.refer.org/livre59/15905.pdf> consulté pour la dernière fois le 7 février 2009

<sup>65</sup> [CDL-AD\(2008\)030](#) Avis sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle du Montenegro.

<sup>66</sup> Le terme utilisé par G. Brunner est « Anregung » (incitation). En fait, il semble qu'il n'existe pas de terminologie commune aux différents États, le terme employé pouvant aller de « suggestion » à « proposition ».

<sup>67</sup> Voir W. Sadurski, *op.cit.*, pp. 6 et suivantes.

<sup>68</sup> Article 24, paragraphe 2, de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

### I.1.2.2. Contrôle d'une affaire particulière : le recours individuel

#### I.1.2.2.1. Recours contre un acte normatif uniquement

##### I.1.2.2.1.1. Recours constitutionnel contre un acte normatif<sup>69</sup>

77. Tout particulier jouit du droit de dénoncer la violation de ses droits fondamentaux personnels résultant d'un acte individuel fondé sur un acte normatif général. Par conséquent, l'initiative du contrôle est liée à une affaire concrète. Cependant, dans le système prévoyant uniquement un recours contre un acte normatif, l'acte individuel pris en application d'un acte normatif ne peut pas être attaqué devant la Cour constitutionnelle ; en outre, le contrôle effectué subséquemment par cette dernière ne vise pas l'exécution de l'acte normatif. Cette situation peut soulever des préoccupations au regard de la protection effective des droits individuels fondamentaux, ne serait-ce que parce que la l'application d'une loi constitutionnelle ou d'une norme équivalente viole lesdits droits. La possibilité d'introduire un recours contre un acte normatif existe (le plus souvent en même temps que d'autres types de recours) notamment en Arménie, en Autriche, en Belgique<sup>70</sup>, en Géorgie, en Hongrie, en Lettonie, au Luxembourg, en Pologne, en Roumanie et en Russie. Une forme limitée de ce recours a été introduite en Estonie où certaines résolutions parlementaires et décisions présidentielles peuvent être contestées. En vertu de l'article 96 de la Loi constitutionnelle fédérale russe sur la Cour constitutionnelle, les citoyens, « dont les droits et libertés sont violés par la loi appliquée ou applicable dans une affaire particulière », peuvent porter directement plainte devant la Cour constitutionnelle. Pourtant, ce système permet uniquement de vérifier la constitutionnalité de la loi sur laquelle l'acte individuel contesté se fonde et non l'application concrète de la loi en l'espèce. La plainte individuelle russe correspond donc à une forme spéciale de contrôle concret des actes normatifs<sup>71</sup>. Le système français actuel se rapproche du recours constitutionnel contre un acte normatif, dans la mesure où le Conseil constitutionnel est habilité à contrôler les actes législatifs dans le cadre d'un contrôle abstrait : si l'acte est déclaré inconstitutionnel, il disparaît *ipso facto* de l'ordre juridique français.

##### I.1.2.2.1.2. Pétition constitutionnelle

78. En Ukraine, lorsqu'un particulier prétend que des applications divergentes d'une même loi pourraient entraîner ou ont entraîné une violation de ses droits constitutionnels, il peut exiger une interprétation contraignante de la Cour constitutionnelle. Dans ce cas, la procédure porte davantage sur l'interprétation d'un acte normatif que d'un acte individuel. Partant, la pétition constitutionnelle remplit matériellement la fonction de recours effectif contre un acte normatif<sup>72</sup>.

##### I.1.2.2.2. Recours constitutionnel intégral contre un acte individuel

79. L'importance croissante accordée à la protection des droits de l'homme s'accompagne d'une nette tendance à l'octroi aux particuliers de la possibilité de réclamer un contrôle de la constitutionnalité d'actes administratifs et de décisions judiciaires individuels<sup>73</sup>, dans la mesure où la violation des droits individuels résulte fréquemment d'actes individuels inconstitutionnels

<sup>69</sup> Le terme utilisé en allemand est *Unechte Grundrechtsbeschwerde*, voir CDL-AD(2005)005 ; para. 22, S. R. Dürr, « Individual Access to Constitutional Court in European Transitional Countries », in : B. Fort (éditeur), *Democratising Access to Justice in Transitional Countries. Proceedings of the Workshop « Comparing Access to Justice in Asian and European Transitional Countries »*, Sang Choy International, Djakarta, 2006, p. 59.

<sup>70</sup> [CDL-JU\(2008\)032](#) M.-Fr. Rigaux, « Introduction of a Constitutional Review of Laws: Benefit, Purpose and Modalities », *Report for the seminar on constitutional jurisdiction*, Ramallah, 2008

<sup>71</sup> Voir Brunner, « Der Zugang des Einzelnen zur Verfassungsgerichtsbarkeit im europäischen Raum », *Jahrbuch für Öffentliches Recht* 2002, p. 226.

<sup>72</sup> V. Skomorocha, « Konstytucyjny Sud Ukrainy: dosvid i problemy », *Pravo Ukrainy no. 1/1999*, cité in : [CDL-JU\(2001\)22](#), G. Brunner, « Der Zugang des Einzelnen zur Verfassungsgerichtsbarkeit im europäischen Raum », rapport rédigé en vue du séminaire du CoCoSem tenu à Zakopane, Pologne, en octobre 2001, p. 34.

<sup>73</sup> [CDL-AD\(2004\)24](#) Avis sur le projet d'amendements constitutionnels relatifs à la Cour constitutionnelle de la Turquie.



se fondant sur des actes normatifs, eux, constitutionnels<sup>74</sup>. **La Commission de Venise est en faveur du recours en inconstitutionnalité intégral, non seulement parce qu'il permet de protéger complètement le droit constitutionnel, mais également en raison de la nature subsidiaire de la réparation accordée par la Cour EDH et de l'intérêt de disposer de mécanismes permettant de régler les questions relatives aux droits de l'homme au niveau national.**

#### *1.1.2.2.1. Rôle du recours constitutionnel intégral*

80. Les recours en inconstitutionnalité intégraux représentent incontestablement l'accès individuel le plus complet à la justice constitutionnelle et, par conséquent, la protection la plus solide des droits individuels. Tout particulier peut, à titre subsidiaire<sup>75</sup>, contester un acte quelconque des autorités publiques violant directement et présentement ses droits fondamentaux. Pour être plus précis, tout particulier peut contester un acte général ou individuel, pourvu que celui-ci lui soit, respectivement, directement applicable ou le vise personnellement. Cette possibilité existe notamment en Albanie, en Andorre, en Arménie, en Autriche, en Azerbaïdjan, en Belgique, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, à Chypre<sup>76</sup>, en République tchèque, en Géorgie, en Allemagne, en Lettonie, au Liechtenstein, à Malte, au Montenegro, en Pologne, en Serbie, en Slovénie, en Afrique du Sud, en Espagne<sup>77</sup> et en Suisse, en « ex-République yougoslave de Macédoine » et en Slovaquie<sup>78</sup>. Ce type de recours peut revêtir plusieurs formes et être soumis à diverses conditions. La forme la plus courante est la « révision constitutionnelle » qui offre à tout particulier un recours contre une décision définitive rendue par un tribunal ordinaire ; par contre, un recours ne peut être formé contre des actes administratifs individuels. Ce système est en vigueur en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Chili<sup>79</sup> et à Malte<sup>80</sup>. En Autriche, par contre, seuls des actes administratifs individuels et des décisions rendues par le Tribunal d'asile peuvent faire l'objet d'un contrôle : les décisions rendues par les juridictions civiles ou pénales ne peuvent pas être contrôlées<sup>81</sup>.

81. Dans le cadre d'une procédure de recours en inconstitutionnalité entier, la Cour constitutionnelle ne prend généralement pas position sur le fond de l'affaire et se contente à quelques exceptions près d'examiner uniquement ses aspects constitutionnels (pour plus de détails, voir plus bas les paragraphes 206 et suivants). De plus, la Cour ne vérifie pas en

<sup>74</sup> [CDL-AD \(2008\)029](#) Avis sur les projets de lois portant modification et complétant (1) la Loi relative aux procédures constitutionnelles et (2) la Loi relative à la Cour constitutionnelle du Kirghizstan.

<sup>75</sup> C'est-à-dire une fois tous les autres recours épuisés.

<sup>76</sup> En vertu de l'article 146, paragraphe 2, le requérant est tenu de prouver un intérêt légitime – à titre personnel ou en sa qualité de membre d'une communauté – ayant été affecté par un acte ou une omission de l'administration publique. Le concept d'« intérêt » n'est pas le même que celui utilisé en droit civil. Il doit s'agir d'un intérêt financier ou moral concret. Il faut un *legitimatío ad causum*, ce qui n'est pas le cas concernant les plaintes générales introduites au titre d'une mauvaise administration.

<sup>77</sup> Il convient de noter que le recours individuel de *amparo* doit être considéré comme un recours constitutionnel intégral. Il est examiné en dernier recours par la Cour constitutionnelle. Cependant, il ne doit pas être confondu avec le *recursos de amparo* spécifique que l'on retrouve dans la plupart des pays d'Amérique latine (et notamment en Argentine, au Chili, au Mexique et au Pérou) : un type particulier de plaintes constitutionnelles permettant à un particulier ayant fait l'objet d'un acte spécifique de défendre ses droits devant les tribunaux ordinaires. Il convient également de noter que la réforme adoptée en 2007 en Espagne – laquelle crée une nouvelle condition de recevabilité applicable aux recours de *amparo* – exige que la question soulevée soit « constitutionnellement pertinente ».

<sup>78</sup> Il convient de signaler que la Cour constitutionnelle biélorussienne, contrairement à une pratique antérieure basée sur le paragraphe 4 de l'article 122 de la Constitution (voir l'arrêt D-184/05 du 2 mars 2005), n'accepte plus les recours individuels.

<sup>79</sup> Où il permet de contester certains types de résolutions adoptées par les juridictions supérieures (*auto acordados*).

<sup>80</sup> Il convient de noter que la pétition constitutionnelle peut également viser des violations potentielles de droits fondamentaux.

<sup>81</sup> Cependant, les actes administratifs peuvent être contestés parallèlement dans le cadre d'un recours introduit devant la Cour administrative suprême selon la procédure suivante : la Cour constitutionnelle commence par vérifier si des droits constitutionnels ont été violés et, si tel n'est pas le cas, renvoie l'affaire à la Cour administrative suprême à charge pour celle-ci de vérifier si des lois ordinaires ont été violées. Cette anomalie a été perçue par des juristes autrichiens comme une lacune qu'il conviendrait de combler.

principe si toute la hiérarchie des normes a été respectée (par exemple sous l'angle du contrôle de la légalité d'un acte individuel). La fonction du recours en inconstitutionnalité ayant un caractère global est, avant tout, de protéger les droits individuels garantis par la Constitution.

*1.1.2.2.2. Le recours individuel considéré comme un « filtre » national des affaires soumises à la CrEDH*

82. Un aspect important des recours individuels devant la Cour constitutionnelle en vue de dénoncer une violation des droits de l'homme tient à la question de savoir si un tel recours est requis pour que toutes les voies de recours soient considérées comme ayant été épuisées – conformément à l'article 35.1 de la CEDH – avant qu'un particulier puisse s'adresser à la CrEDH, comme c'est déjà le cas notamment pour les procédures de *amparo* engagées devant la Cour constitutionnelle espagnole. Cette discussion est particulièrement pertinente sous l'angle de la charge de travail de la CrEDH (quelque 120 000 affaires en 2010) et de la nécessité de résoudre les questions relatives aux droits de l'homme au niveau national avant qu'elles ne soient soumises aux Juges de Strasbourg, en vertu du paragraphe 4 de la Déclaration d'Interlaken laquelle insiste sur la nature subsidiaire du mécanisme de la CEDH.

*« 4. La Conférence rappelle la responsabilité première des États parties de garantir l'application et la mise en œuvre de la Convention, et, en conséquence, appelle les États parties à s'engager à :*

*[...]*

*d) garantir, au besoin par l'introduction de nouvelles voies de recours, qu'elles soient de nature spécifique ou qu'il s'agisse d'un recours interne général, que toute personne qui allègue de manière défendable que ses droits et libertés reconnus dans la Convention ont été violés bénéficie d'un recours effectif devant une instance nationale et, le cas échéant, d'une réparation appropriée ;*

*[...] »<sup>82</sup>*

83. Dans les pays dotés d'une Cour constitutionnelle, un recours individuel devant cette juridiction semble une voie de recours logique dans la mesure où, généralement, un tel recours est également subsidiaire au niveau national et n'est possible qu'une fois toutes les procédures d'appel devant des tribunaux ordinaires épuisées. Or, il est indispensable que le dernier recours possible au niveau national ait été épuisé avant que l'éventualité d'une requête devant la CrEDH puisse être envisagée.

84. Il semble évident que certains autres types d'accès individuels aux tribunaux constitutionnels décrits dans la présente étude ne sauraient être considérés comme des « voies de recours internes » effectives : une *actio popularis* vise une norme d'un point de vue abstrait et ne peut pas être normalement considérée comme un recours approprié contre une violation concrète de droits individuels. De même, un appel individuel « normatif » – visant uniquement un acte normatif, mais pas dans le cadre de son application à une affaire individuelle – ne saurait suffire comme « filtre »<sup>83</sup>, dans la mesure où, en pratique, les violations des droits de l'homme résultent le plus souvent non pas d'une application « techniquement correcte » d'une loi inconstitutionnelle – loi qui peut être contestée par un appel de ce type –, mais d'un acte individuel inconstitutionnel lequel peut être (mais n'est pas toujours) forcément fondé sur une loi conforme à la Constitution. Nombre de violations des droits de l'homme risqueraient donc de ne pas pouvoir faire l'objet d'un recours normatif et l'effet de filtrage risquerait de demeurer marginal.

<sup>82</sup> Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme tenue les 18 et 19 février 2010 à l'initiative de la présidence suisse du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, Interlaken.

<sup>83</sup> Comme c'est le cas, par exemple, en Hongrie où il n'existe aucun mécanisme de recours individuel, mais « uniquement » des recours constitutionnels normatifs. La CrEDH a déclaré qu'il est par conséquent nécessaire d'introduire un recours devant la Cour constitutionnelle avant de déposer une requête devant les Juges de Strasbourg, *Weller c. Hongrie*, arrêt du 31 mars 2009.

85. Un exemple intéressant de tentative d'introduction d'un tel recours concerne la Turquie. Compte tenu du nombre élevé d'affaires dans lesquelles ce pays apparaît comme l'État défendeur devant la CrEDH, la Cour constitutionnelle turque a proposé, en 2004, l'introduction d'un recours individuel visant les droits constitutionnels couverts également par la CEDH. L'exposé des motifs de ces modifications déclare explicitement que « *[l']introduction du recours constitutionnel se traduira par une diminution considérable du nombre de dossiers contre la Turquie dont est saisie la Cour européenne des droits de l'homme* ». En septembre 2010, un ensemble d'amendements à la Constitution a été adopté par référendum, ensemble qui inclut l'introduction d'une forme de recours individuel devant la Cour constitutionnelle. En vertu du nouveau texte de l'article 148 de la Constitution turque, toute personne a le droit d'introduire un recours individuel devant la Cour constitutionnelle concernant ceux, parmi ses droits constitutionnels, qui sont également couverts par la CEDH. Le même article dispose que les règles procédurales concernant les modalités d'introduction du recours seront déterminées par une loi qui sera promulguée dans les deux ans.

86. Dans son avis relatif à ces propositions d'amendements, la Commission de Venise a estimé que : « Les amendements constitutionnels présentés dans le projet de proposition sont justifiés, et suivent des solutions déjà connues dans d'autres pays européens. Ils satisfont aux normes européennes. »<sup>84</sup>. La Commission a ainsi reconnu que le recours individuel effectif devant une Cour constitutionnelle peut être considéré comme un filtre national applicable aux affaires avant que celles-ci ne fassent l'objet d'une requête devant la Cour EDH<sup>85</sup>. Ce point de vue a été confirmé par une pléthore d'études et de recherches consacrées à ce sujet, lesquelles expliquent notamment pourquoi le nombre de requêtes introduites contre le Royaume-Uni (surtout avant l'adoption du Human Rights Act 1998) dépassait de loin celui des requêtes introduites contre d'autres pays, ou bien compare le nombre de requêtes introduites devant les Juges de Strasbourg contre la France, l'Allemagne ou l'Espagne, respectivement<sup>86</sup>.

87. Pour constituer un tel filtre et permettre un épuisement des voies de recours internes au sens de l'article 35.1 de la CEDH, un recours national doit être effectif au sens conféré à ce terme par l'article 13 de la Convention. Il n'en demeure pas moins que la question des caractéristiques que doit revêtir un recours individuel pour être considéré comme effectif est relativement compliquée.

88. La réponse varie d'un pays à l'autre. Même dans un seul et même pays, un recours constitutionnel peut être considéré comme effectif pour certaines violations de la CEDH alors que, en vertu de la jurisprudence de Strasbourg, il ne sera pas considéré comme tel concernant d'autres violations. En particulier, il convient d'introduire une distinction entre les affaires relatives à la durée prétendument excessive de la procédure et les violations « d'autres » droits de l'homme.

89. Divers éléments doivent être pris en considération pour déterminer si un recours est effectif au sens de l'article 13. Lorsqu'un particulier prétend de manière plausible être victime d'une violation d'un droit conventionnel, il doit disposer d'un recours devant une instance nationale

---

<sup>84</sup> CDL-AD(2004)024, Avis sur le projet d'amendements constitutionnels relatifs à la Cour constitutionnelle de la Turquie. La Commission s'est cependant demandé si le recours individuel devrait être limité aux droits constitutionnels également couverts par la Convention. Il semble que l'objet de cette limitation soit d'exclure les droits sociaux. Les mêmes droits pourraient expliquer pourquoi la Constitution autrichienne ne comprend pas « une déclaration des droits » complète et pourquoi la CEDH a été ratifiée comme loi constitutionnelle (ce qui permet à des requérants individuels de s'adresser à la Cour constitutionnelle autrichienne sur la base des droits énoncés dans la Convention et ses protocoles).

<sup>85</sup> Cette possibilité de recours individuel faisait partie d'une série de réformes constitutionnelles adoptées par référendum le 12 septembre 2010.

<sup>86</sup> Voir notamment, A. Stonesweet, H. Keller, *A Europe of Rights*, Oxford University Press, 2008 ; et aussi Szymczak, *La Convention européenne des droits de l'homme et le juge constitutionnel national*, Bruylant, Bruxelles, 2007 ; D. Agnanostou.

laquelle ne doit pas forcément être une autorité judiciaire, mais doit en tout cas disposer des pouvoirs requis afin de trancher l'affaire et d'accorder une réparation<sup>87</sup>. Les États contractants sont libres de choisir le recours qu'ils proposent et, parfois, le fait de proposer un ensemble comprenant plusieurs recours peut s'avérer suffisant<sup>88</sup>.

90. En cas de recours individuel devant une Cour constitutionnelle, le caractère judiciaire de l'instance nationale ne pose pas problème. On peut cependant se poser la question de savoir si, dans tous les cas, les pouvoirs conférés à une Cour constitutionnelle sont suffisants. La Cour doit en effet être en mesure d'accorder une réparation dans le cadre d'une décision contraignante. Une simple décision déclaratoire relative à l'inconstitutionnalité de l'acte contesté ne suffit pas : le recours doit être « effectif » en pratique ainsi qu'en droit<sup>89</sup>. Lorsque la violation alléguée de la Convention, ainsi que de la Constitution, concerne une obligation positive, la Cour doit être en mesure d'ordonner aux autorités de l'État d'adopter les mesures qu'elles se sont abstenues de prendre en l'espèce. La Cour doit être tenue d'étudier l'affaire ou, au moins, d'examiner les griefs soulevés. La Cour doit également être accessible : toute demande déraisonnable relative aux frais de justice ou de représentation pourrait notamment rendre un appel « non effectif ». Lorsque les conséquences de certaines mesures risquent de paraître irréversibles, la Cour constitutionnelle devrait être en mesure de prévenir l'exécution desdites mesures<sup>90</sup>.

91. Dans le cadre de son « Étude sur l'effectivité des recours internes en matière de durée excessive des procédures »<sup>91</sup>, la Commission de Venise a abordé le thème de l'effectivité des recours constitutionnels. Sur la base de la jurisprudence de la CrEDH<sup>92</sup>, elle a estimé que « [l'] obligation d'organiser son système judiciaire de manière à ce qu'il satisfasse aux exigences de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention vaut aussi pour une Cour constitutionnelle »<sup>93</sup>. Cela signifie que, lorsqu'un pays compte introduire une procédure de recours individuel devant sa Cour constitutionnelle, il doit procéder d'une manière qui ne prolonge pas excessivement la durée totale de la procédure. Par conséquent, la Cour doit avoir la capacité – et les ressources – de traiter efficacement le volume de travail supplémentaire<sup>94</sup>.

92. L'une des principales difficultés du débat relatif aux recours contre la durée excessive des procédures vise la distinction entre les recours d'accélération de procédure, c'est-à-dire ceux qui ont un effet positif sur l'aboutissement d'une affaire pendante, et les recours compensatoires. À ce propos, la Commission de Venise a estimé que : « [...] sous l'angle de la jurisprudence de la CrEDH, l'article 13 impose une obligation de résultat. Même lorsqu'aucun des recours dont dispose un particulier, considéré isolément, ne peut satisfaire les exigences de l'article 13, l'ensemble des recours prévus par le droit interne peut être considéré comme 'effectif' au sens de cette disposition »<sup>95</sup>. La Commission a estimé que, pour être effectif, un recours doit revêtir à la fois un aspect d'accélération<sup>96</sup> et un aspect de compensation<sup>97</sup> :

<sup>87</sup> L'intéressé doit également introduire un recours pour violation du droit conventionnel concerné dans le cadre d'une procédure nationale, sous peine d'un constat par la CrEDH du non-épuisement des voies de recours internes. Voir par exemple, CrEDH, *Debono c. Malte*, n°34539/02, décision du 10 juin 2004.

<sup>88</sup> Voir CrEDH, *Silver et autres c. Royaume-Uni*, arrêt du 25 mars 1983.

<sup>89</sup> Voir CrEDH, *Ilhan c. Turquie*, arrêt du 27 juin 2000, para. 58.

<sup>90</sup> Voir CrEDH, *Čonka c. Belgique*, arrêt du 5 février 2002, para. 79.

<sup>91</sup> CDL-AD(2006)036rev adoptée par la Commission de Venise lors de sa 69<sup>e</sup> session plénière (Venise, 15 et 16 décembre 2006).

<sup>92</sup> Voir CrEDH, *Gast et Popp c. Allemagne*, arrêt du 25 février 2005, para. 75.

<sup>93</sup> CDL-AD(2006)036rev, paragraphe 33.

<sup>94</sup> Concernant le doute relatif à la célérité de la procédure de recours individuel, voir CrEDH, *Belinger c. Slovénie*, n°42320/98, décision du 2 octobre 2001.

<sup>95</sup> CDL-STD(2007)044 [disponible uniquement en anglais], paragraphe 137.

<sup>96</sup> Voir CrEDH, *Slavicek c. Croatie*, n°20862/02, décision du 4 juillet 2002 : « En vertu de la nouvelle loi, toute personne estimant qu'une procédure visant à décider d'une contestation sur ses droits et obligations de caractère civil ou du bien-fondé d'une accusation pénale dirigée contre elle n'a pas été conclue dans un délai raisonnable peut former un recours constitutionnel. La Cour constitutionnelle doit examiner ce recours et, si elle le juge fondé, fixer le délai dans lequel un tribunal doit statuer sur le fond de l'affaire ; elle doit également accorder un dédommagement

« 182. Lorsque le système juridique national ne prévoit pas de recours d'accélération (c'est le cas le plus fréquent), la personne qui se prétend victime d'une violation de la Convention n'a aucune chance de se voir accorder par les juridictions internes un redressement équivalent à celui qu'elle pourrait obtenir à Strasbourg ; dans ce cas, le principe de subsidiarité ne peut pas s'appliquer. La personne concernée a alors la possibilité de faire valoir qu'elle conserve sa qualité de victime même après avoir obtenu une (simple) réparation pécuniaire à l'issue d'une procédure interne, et de contester la nécessité d'épuiser le recours interne en question.

183. En conclusion, la Commission estime que, pour se conformer pleinement aux exigences de l'article 13 de la Convention liées au critère du délai raisonnable figurant à l'article 6, paragraphe 1 du texte, les États membres du Conseil de l'Europe devraient prévoir en premier lieu des recours d'accélération destinés à éviter qu'un retard indu (supplémentaire) n'intervienne dans la suite de la procédure et jusqu'à son terme.

184. De plus, ils devraient prévoir des recours en réparation pour tout manquement à l'exigence de délai raisonnable qui pourrait s'être produit au cours de la procédure (avant l'introduction de recours d'accélération effectifs). »

93. Par conséquent, **lorsqu'un État prévoit d'introduire une procédure de plainte individuelle devant la Cour constitutionnelle afin d'offrir une voie de recours interne ou un filtre des affaires – qui autrement seraient soumises à la Cour EDH – dans le but de proposer un recours effectif au sens de l'article 13 de la CEDH et d'exiger son épuisement en vertu de l'article 35.1, cette procédure doit prévoir la possibilité d'accorder une réparation dans le cadre d'une décision contraignante en l'espèce. La Cour doit être tenue d'examiner l'espèce et aucune exigence déraisonnable en matière de frais de justice ou de représentation ne saurait être formulée.**

94. De plus, **en cas de durée prétendument excessive de la procédure, un appel individuel interjeté devant la Cour constitutionnelle devrait permettre effectivement la reprise rapide et l'aboutissement de l'espèce devant les tribunaux ordinaires ou l'examen de l'affaire au fond. Dans ce type d'affaires, la Cour constitutionnelle devrait être en mesure d'accorder une compensation<sup>98</sup> équivalente à ce que le requérant aurait obtenu des Juges de Strasbourg.**

## I.2. Actes faisant l'objet du contrôle

95. Différents types d'actes juridiques – individuels ou normatifs – peuvent faire l'objet d'un contrôle de conformité au regard de plusieurs types de normes légales occupant une place plus élevée dans la hiérarchie. Les actes individuels – au sens où nous l'entendons dans la présente

---

au titre de la durée excessive de la procédure. La Cour estime qu'il s'agit d'une voie de recours dont le requérant doit user pour satisfaire à l'article 35, paragraphe 1 de la Convention. ». Voir aussi CrEDH, *Debono c. Malte*, n°34539/02, décision du 10 juin 2004 ; CrEDH, *Andrásik c. Slovaquie*, n°57984/00, décision du 22 octobre 2002 ; et CrE DH, *Fernandez-Molina Gonzalez et autres c. Espagne*, n°64359/01, décision du 8 octobre 2002.

<sup>97</sup> La compensation doit être raisonnable par rapport à ce que le requérant aurait obtenu des Juges de Strasbourg, voir CrEDH, *Dubjakova c. Slovaquie*, n°67299/01, décision du 10 octobre 2004 : « Il convient cependant d'évaluer le caractère raisonnable du dédommagement en tenant compte de toutes les circonstances de l'espèce. Ces dernières incluent non seulement la durée de la procédure en question, mais aussi la valeur du dédommagement eu égard au coût de la vie dans l'État concerné et le fait que, en règle générale, il est plus facile et plus rapide d'obtenir un dédommagement dans le cadre du système national de réparation qu'en vertu d'une décision prise par la Cour [la CrEDH] afin d'accorder une satisfaction équitable en vertu de l'article 41 de la Convention. » [traduction non officielle].

<sup>98</sup> Voir, à ce propos, l'arrêt *Cocchiarella* (CrEDH, GC, *Cocchiarella c. Italie*, 29 mars 2006), et plus spécialement les paragraphes 76 à 80 et 93 à 97).

étude – incluent les actes administratifs adoptés par un organe administratif<sup>99</sup> dans une espèce particulière, mais également les décisions judiciaires (définitives). Les actes normatifs sont les traités internationaux<sup>100</sup>, les lois et les règles ayant force de loi, les décrets et règlements promulgués par l'exécutif et les règles générales des organes des collectivités locales<sup>101</sup>, c'est-à-dire celles ayant un effet généralement contraignant et ne visant pas des personnes physiques ou morales spécifiques ou identifiables.

96. Les États dotés d'un système de contrôle concentré disposent très souvent de mécanismes de contrôle des lois ou des actes équivalents<sup>102</sup>. Cette approche correspond à l'un des objectifs traditionnellement associés à l'introduction d'un tel contrôle, à savoir la protection de l'ordre constitutionnel. De même, la prévalence du contrôle des actes individuels augmente au fur et à mesure que les États optent pour un système de recours en inconstitutionnalité intégral.

97. Dans le système de contrôle diffus, tout acte – normatif ou individuel – ayant un rapport avec une affaire concrète peut être contesté. Par conséquent, le requérant peut mettre en doute la constitutionnalité d'une loi quelconque applicable à la procédure, toute décision d'une juridiction inférieure et tout acte administratif susceptible d'être invoqué en raison du droit procédural applicable. En Afrique du Sud, un tribunal ordinaire peut déclarer un acte normatif (loi) inconstitutionnel, mais cette déclaration doit être confirmée par la Cour constitutionnelle pour devenir effective.

98. Dans certains États (comme l'Afrique du Sud, l'Allemagne, le Bélarus, la Belgique, le Brésil, le Chili, l'« ex-République yougoslave de Macédoine », la Hongrie, le Liechtenstein, le Pérou, la Pologne et la Slovénie), la Cour constitutionnelle peut connaître des violations résultant d'omissions à la demande d'un particulier<sup>103</sup>. Au Bélarus, la Cour constitutionnelle examine les recours individuels contre des lacunes des actes juridiques normatifs viciés et/ou des conflits entre certaines normes énoncées dans un acte, ces lacunes sont ensuite comblées par la Cour constitutionnelle en vertu du droit constitutionnel d'adresser des pétitions personnelles ou collectives aux organes de l'État. Ces pétitions ne sont pas des recours constitutionnels et n'autorisent pas la Cour constitutionnelle à contrôler la constitutionnalité d'un acte juridique normatif.

**99. La Commission de Venise adresse une mise en garde contre l'engorgement des Cours constitutionnelles, lorsqu'il leur est transféré une compétence non seulement en matière de protection à l'égard des violations des droits constitutionnels, mais également concernant les erreurs d'interprétation et d'application de normes ne s'analysant pas en une violation de la Constitution.**

---

<sup>99</sup> Tous les types d'organes administratifs habilités par la Constitution à rendre de tels actes peuvent être pris en considération, y compris ceux des collectivités régionales ou locales, même si certains États fédéraux disposent d'une Cour constitutionnelle fédérale compétente pour les actes des autorités fédérales sous l'angle de leur compatibilité avec la Constitution fédérale. C'est notamment le cas de l'Allemagne.

<sup>100</sup> À condition d'être considérés comme inférieurs à la Constitution dans la hiérarchie des normes.

<sup>101</sup> En vertu de l'article 100, paragraphe 1, de la Constitution arménienne, les décisions des organes des collectivités locales font l'objet d'un contrôle de constitutionnalité.

<sup>102</sup> *Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes* (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p. 7, tel qu'il est affiché en anglais sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009. Il convient cependant de noter que, en Suisse, le Tribunal fédéral ne peut contrôler que les lois cantonales sous l'angle de leur conformité à la Constitution.

<sup>103</sup> Cette pratique peut provoquer des conflits avec le Parlement, dans la mesure où la Cour constitutionnelle détermine les lacunes à combler. Au Portugal, les recours individuels contre des omissions sont exclus, même si la Cour constitutionnelle a le pouvoir de procéder à un contrôle abstrait des omissions (voir l'article 283 de la Constitution). Le rapport détaillé du XIV<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes consacré à ce sujet a été publié, dans un bulletin spécial de jurisprudence constitutionnelle, par la Commission de Venise (2008) et peut être consulté à l'adresse :

[http://www.lrkt.it/conference/Pranesimai/XIV%20Congress%20General%20Report\\_LT.doc](http://www.lrkt.it/conference/Pranesimai/XIV%20Congress%20General%20Report_LT.doc)

### I.3. Droits protégés

100. Toutes les Constitutions examinées dans le cadre de la présente étude énoncent des droits fondamentaux ou mentionnent un catalogue de droits fondamentaux dotés d'un statut constitutionnel ou, au moins, supralégislatif. Toutefois, une partie de ces droits ne servent pas de normes de référence dans tous les cas<sup>104</sup>. Certains de ces catalogues de droits revêtent un caractère programmatique : en d'autres termes, le particulier ne se voit pas conférer un recours contre la violation des normes ou des objectifs nationaux concernés. C'est notamment le cas pour les droits sociaux dans certains pays.

101. Les traités internationaux, ayant pour vocation la protection des droits de l'homme<sup>105</sup> – et en particulier la CEDH pour les États membres du Conseil de l'Europe – occupent un rang juridique différent selon les États ayant fait l'objet de la présente étude. Par exemple, en Autriche, la CEDH est placée sur le même plan que la Constitution. De même, aux Pays-Bas, les lois du Parlement (par opposition aux autres actes législatifs) qui ne peuvent pas faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité peuvent être examinées à la lumière des traités internationaux y compris la Convention. En Bosnie-Herzégovine, la CEDH « prévaut sur toutes les autres lois »<sup>106</sup>, ce qui signifie qu'elle pourrait être considérée comme placée au-dessus de la Constitution<sup>107</sup>. Jusqu'à présent, la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine n'a pas eu l'occasion de trancher définitivement cette question<sup>108</sup>. Le Human Rights Act 1998 britannique et la Loi maltaise sur la Convention européenne ont transposé la CEDH en droit interne, afin de permettre aux particuliers d'invoquer directement leurs droits conventionnels. En France, en Italie<sup>109</sup>, au Liechtenstein, en Slovénie et en « ex-République yougoslave de Macédoine »<sup>110</sup>, la CEDH est placée sous la Constitution, mais au-dessus des lois. En Allemagne, la CEDH et ses protocoles ont le statut de loi fédérale (*Gesetzesrang*). Les tribunaux allemands doivent respecter et appliquer la Convention tout en interprétant la loi nationale. Au niveau du droit constitutionnel, le texte de la Convention et la jurisprudence de la CrEDH servent d'aides à l'interprétation du contenu et de la portée des droits fondamentaux, et des principes constitutionnels énoncés dans la Loi fondamentale, dans la mesure où cette pratique ne restreint pas et ne réduit pas la protection des droits fondamentaux individuels tels qu'ils sont énoncés dans la Loi fondamentale (BVerfGE 111, 307). L'ouverture des Constitutions de la plupart des pays latino-américains au droit international et aux traités multilatéraux de protection des droits de l'homme (comme la Convention américaine relative aux droits de l'homme) incite

<sup>104</sup> Par exemple, en vertu de l'article 110 de la Constitution de l'« ex-République yougoslave de Macédoine », la compétence de la Cour constitutionnelle englobe « les libertés et les droits des individus et des citoyens visant la liberté d'opinion, de conscience, de pensée et d'expression publique de la pensée, le droit de former des associations politiques et de mener des activités politiques, ainsi que l'interdiction de toute discrimination entre citoyens pour des motifs fondés sur le sexe, la race, la religion ou bien l'appartenance nationale, sociale ou politique ».

<sup>105</sup> L'article 16, paragraphe 2, de la Constitution portugaise se lit comme suit : « les normes constitutionnelles illégales se rapportant aux droits fondamentaux doivent être interprétées et appliquées conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme ». Cette disposition confère le statut de norme interprétative – dans les affaires touchant aux droits fondamentaux – à la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais pas à la CEDH. À la différence de ce dernier instrument, la Déclaration n'est pas un traité international. Au Portugal, la position adoptée par la doctrine et par la jurisprudence peut être résumée comme suit : les droits fondamentaux doivent être interprétés conformément aux divers instruments internationaux de protection des droits de l'homme, à condition que la préférence accordée par les règles énoncées dans ce texte se reflète dans la primauté des dispositions concernées, de manière à conférer un niveau de protection supérieur auxdits droits.

<sup>106</sup> Article II.2 de la Constitution.

<sup>107</sup> Voir J. Marko, « Five Years of Constitutional Jurisprudence in Bosnia and Herzegovina: A First Balance », *European Diversity and Autonomy Papers- EDAP* (2004), 7, tel que ce document est affiché sur la page [http://www.eurac.edu/documents/edap/2004\\_edap07.pdf](http://www.eurac.edu/documents/edap/2004_edap07.pdf) consultée pour la dernière fois le 3 juin 2009.

<sup>108</sup> [CDL-AD\(2008\)027](http://www.cdl-ad(2008)027) Mémoire *amicus curiae* dans les affaires *Sejdić et Finci c. Bosnie-Herzégovine* (requêtes n<sup>os</sup> 27996/06 et 34836/06) pendantes devant la CrEDH.

<sup>109</sup> Voir les décisions n<sup>os</sup> 348 et 349/2007 rendues par la Cour constitutionnelle italienne après la modification, en 2001, de l'article 117 de la Constitution.

<sup>110</sup> Voir I. Spirovski, « Constitutional Validity of Human Rights Treaties in the Republic of Macedonia: The Norms and the Courts », *Report for the World Conference on Constitutional Justice*, tel que ce document est affiché sur la page [http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/MKD\\_Spirovski\\_E.pdf](http://www.venice.coe.int/WCCJ/Papers/MKD_Spirovski_E.pdf) consultée pour la dernière fois le 3 juin 2009.

parfois à conclure que ces instruments internationaux sont placés au-dessus de leurs Constitutions respectives (c'est notamment le cas en Colombie et au Venezuela).

102. Les droits protégés ne sont pas nécessairement inscrits dans la Constitution<sup>111</sup> ou conçus pour être applicables, mais peuvent résulter d'une jurisprudence créative. L'importance fondamentale d'une disposition peut-être « découverte » par la jurisprudence. Dans ce domaine, l'approche adoptée par le Conseil constitutionnel français mérite une mention particulière : cette instance a élargi le cercle des droits protégés en attribuant une valeur constitutionnelle à des textes considérés au préalable comme purement déclaratifs : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et le préambule à la Constitution de 1946.

## CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE I

103. Parmi les États siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise, rares sont ceux qui ne prévoient pas au moins un type d'accès individuel au contrôle de constitutionnalité d'une norme ou d'un acte individuel. Il s'agit de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc (la France ne peut plus être rattachée à cette catégorie depuis sa récente réforme constitutionnelle et l'introduction de la question préjudicielle de constitutionnalité). En ce qui concerne les autres pays, le système de contrôle de constitutionnalité peut-être classé selon les types d'accès. On peut ainsi distinguer entre l'accès individuel direct (qui permet à un particulier de contester directement la constitutionnalité d'une norme ou d'un acte déterminé) et l'accès individuel indirect (dans lequel la constitutionnalité d'un acte ne peut être contestée que par l'intermédiaire d'instances). Nombreux sont les pays qui disposent d'un système mixte autorisant à la fois un accès direct et indirect à la justice constitutionnelle.

104. Dans le cadre de l'accès individuel indirect, plusieurs instances sont autorisées à contester la constitutionnalité d'une norme. Parmi elles, les plus courantes sont les tribunaux ordinaires dans le cadre d'une question préjudicielle, les ombudsmen et d'autres instances prévues spécifiquement par la Constitution (comme les députés et les sénateurs).

105. Le premier groupe principal d'instances susceptibles de contester la constitutionnalité d'un acte se compose des tribunaux ordinaires qui peuvent engager une procédure préjudicielle devant la Cour constitutionnelle ou une juridiction équivalente. Ce type de procédure constitue l'une des méthodes les plus courantes d'accès individuel indirect. Cette catégorie de contrôle englobe toute une série de variantes, mais s'avère rare dans le système prévoyant un contrôle de constitutionnalité diffus, dans la mesure où les tribunaux ordinaires sont alors généralement autorisés à procéder eux-mêmes au contrôle. Plusieurs pays observent la procédure suivante : les particuliers sont autorisés à demander à un tribunal ordinaire de soumettre une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle. Il convient également de mentionner les pays dans lesquels, dès lors qu'un particulier a soulevé l'exception d'inconstitutionnalité, le juge ordinaire doit examiner celle-ci et rendre une décision motivée expliquant son refus de déférer la question à la Cour constitutionnelle (c'est le cas notamment en Albanie, au Brésil, au Chili, en Espagne, en France, en Hongrie, en Italie, au Luxembourg et à Malte). D'autres pays ont érigé en obligation la soumission d'une question dans de telles circonstances (c'est le cas notamment de la Belgique, de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », de la République tchèque, de la Roumanie et de la Slovénie).

---

<sup>111</sup> Dans plusieurs pays, le catalogue des droits de l'homme n'est pas exhaustif, mais ouvert : par exemple, en vertu de l'article 42 de la Constitution arménienne, les droits et libertés personnels et civils fondamentaux énoncés dans cet instrument n'excluent pas les autres droits et libertés prévus par les lois et les traités internationaux. En vertu de l'article 55 de la Constitution russe, la liste des droits et libertés fondamentaux énoncée dans cet instrument ne doit pas être interprétée comme une négation ou une exclusion des autres droits et libertés personnels et civils universellement reconnus.



106. La plupart des pays siégeant à la Commission de Venise n'accordent pas la qualité de partie à une action judiciaire aux ombudsmen. Cependant, dans les pays qui prévoient une telle possibilité, l'ombudsman est autorisé à agir soit devant les tribunaux ordinaires (c'est le cas par exemple en Finlande), soit directement devant la Cour constitutionnelle (c'est le cas notamment en Afrique du Sud, en Arménie, en Autriche, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, au Brésil, en Croatie, en Espagne, en Estonie, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Fédération de Russie, en Hongrie, en Lettonie, en Moldova, au Montenegro, au Portugal, en Pologne, en République tchèque, en Slovénie, en Slovaquie, au Pérou, en Ukraine et en Roumanie). Il convient également de noter que, lorsque l'ombudsman a qualité pour agir devant la Cour constitutionnelle, l'étendue de son pouvoir peut être limitée à la contestation d'une norme dans le cadre d'une affaire spécifique dont il s'occupe. Toutefois, l'ombudsman est parfois autorisé à contester une norme dans le cadre d'un contrôle abstrait (c'est le cas notamment en Azerbaïdjan, en Estonie, au Pérou et en Ukraine).

**Dans ces systèmes, les ombudsmen représentent autant de possibilités d'accès à la justice constitutionnelle individuelle, mais selon une procédure indirecte. La Commission de Venise considère que les ombudsmen sont, dans la société démocratique, des éléments garantissant le respect des droits individuels.** Par conséquent, lorsqu'une telle instance existe, il peut être judicieux de lui conférer la possibilité d'engager un contrôle de constitutionnalité des actes normatifs au nom ou à l'initiative de particuliers.

107. Enfin, d'autres instances – comme le bureau du procureur (notamment en Arménie, en Azerbaïdjan, en Bulgarie, en Moldova, au Portugal, en Pologne, en Russie et en Slovaquie) ou les membres du Parlement – habilitées à contester la constitutionnalité d'une norme sont également en mesure d'assurer la compatibilité du système juridique avec la Constitution.

108. L'accès indirect à la justice individuelle est donc un outil très important pour garantir le respect des droits individuels au niveau constitutionnel. Le choix existant est très large. Cependant, même si de nombreuses possibilités coexistent, chaque formule partage un élément positif commun : le nombre de mécanismes grâce auxquels un particulier peut accéder à la justice constitutionnelle est proportionnel à la protection efficace des droits fondamentaux. L'un des avantages de l'accès individuel indirect tient à ce que les instances engageant une procédure sont généralement bien informées et disposent des compétences juridiques requises pour formuler une demande valide. Elles peuvent également servir de filtre pour éviter de surcharger les Cours constitutionnelles et sélectionner les requêtes de manière à prévenir les requêtes abusives ou répétitives. Enfin, l'accès indirect joue un rôle vital dans la prévention du prolongement superflu de la procédure dans des situations manifestement inconstitutionnelles. Cependant, l'accès indirect comporte un inconvénient majeur : son efficacité dépend lourdement de la capacité des instances concernées à identifier les actes normatifs potentiellement inconstitutionnels et de la volonté desdites instances de soumettre des demandes à la Cour constitutionnelle ou aux instances équivalentes. Par conséquent, la Commission de Venise estime qu'il est judicieux de combiner l'accès indirect avec une forme d'accès direct afin d'assurer un juste équilibre entre les différents mécanismes existants.

109. Concernant l'accès individuel direct, il existe également plusieurs possibilités et modèles dans les pays ayant fait l'objet de la présente étude : premièrement, l'*actio popularis* qui permet à tout particulier d'engager une action contre une norme promulguée, même s'il n'a pas un intérêt personnel à le faire ; deuxièmement, la suggestion individuelle qui permet à un requérant de suggérer à la Cour constitutionnelle de procéder au contrôle de la constitutionnalité d'une norme en laissant à ladite juridiction une marge d'appréciation concernant l'opportunité d'une telle démarche ; troisièmement, la *quasi actio popularis*, dans laquelle le requérant n'a pas besoin d'être directement affecté, mais doit contester la norme dans le cadre d'une affaire spécifique ; et, finalement, la plainte individuelle directe, laquelle peut revêtir plusieurs formes. Parmi tous ces mécanismes, l'*actio popularis* est celui qui génère manifestement le plus de

risques de surcharge de la Cour constitutionnelle. Dans les États du Conseil de l'Europe, certaines Cours constitutionnelles autorisent un mécanisme de recours individuel intégral direct contre des actes individuels. Dans ces pays, ladite Cour joue le rôle de filtre pour limiter le nombre d'affaires portées devant la CrEDH<sup>112</sup>. Un système parallèle se retrouve en Amérique latine concernant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. De même, il est clair que dans les pays dans lesquels un mécanisme de recours constitutionnel individuel entier existe, le nombre de requêtes introduites au titre de la CEDH concernant des violations des droits individuels d'un particulier est plus faible. Cette formule permet donc d'éviter l'engorgement de la CrEDH. Il conviendrait, par conséquent, de prévoir la possibilité de déposer une plainte individuelle devant une Cour constitutionnelle et de prévoir l'introduction des recours individuels effectifs. De plus, la Cour constitutionnelle ou une instance équivalente devrait être à même d'apporter une solution rapide et d'accélérer les procédures interminables, ainsi que d'accorder une compensation dans les affaires où la durée de la procédure s'est avérée excessive.

## II. PROCÉDURES DE CONTRÔLE

### II.1. Conditions d'engagement de la procédure (« filtres »)

110. Les dispositions constitutionnelles ou légales régissant les divers types d'accès, de même que les procédures constitutionnelles, énoncent en général les conditions préalables ou les critères devant être réunis par le requérant ou la requête. Bien que ce système contribue à alléger la charge de travail de la Cour constitutionnelle, il risque également de gêner l'accès à la justice constitutionnelle.

111. Selon le type de la requête adressée à la Cour constitutionnelle, plusieurs conditions de recevabilité s'appliquent. Cependant, le délai et l'obligation de se faire représenter par un avocat reviennent fréquemment.

#### II.1.1. Délai d'introduction de la requête

Voir le tableau 1.1.2 Table: Time-limits for applications

112. Les différents types de requêtes sont soumis à divers délais visant à garantir la sécurité juridique en faisant en sorte que, passée une certaine période, la validité d'un acte devienne incontestable. **Ces délais ne devraient pas être trop longs, mais d'une durée raisonnable de manière à permettre la préparation d'une requête individuelle ou la sélection d'un avocat chargé d'engager la procédure et de défendre les droits du particulier concerné** (dans certains pays en effet, il est obligatoire pour un particulier agissant à titre individuel de se faire représenter par un avocat). **La Commission de Venise recommande que, concernant les actes individuels, la Cour constitutionnelle soit en mesure de prolonger le délai** lorsque le requérant se révèle incapable de le respecter pour des raisons indépendantes de sa volonté ou de celles de son avocat ou pour d'autres motifs impératifs<sup>113</sup>.

#### II.1.2. Obligation de se faire représenter par un avocat

Voir le tableau 1.1.3: Obligation de se faire représenter par un avocat

113. La représentation en justice vise à améliorer la qualité des requêtes. Cependant, elle revêt également des implications financières importantes. C'est pourquoi, surtout lorsqu'elle est

<sup>112</sup> De ce point de vue voir, A. Stonesweet, H. Heller, *A Europe of rights: The impact of the ECHR on National legal Systems*, Oxford, OUP, 2008, et plus particulièrement le chapitre 10.

<sup>113</sup> Voir, par exemple, la Loi allemande sur la Cour constitutionnelle (article 93.2) et la Loi slovène sur la Cour constitutionnelle (article 52.3).

obligatoire, le refus d'une assistance financière ou d'une aide juridictionnelle peut s'analyser en un refus d'un accès effectif à la justice<sup>114</sup>. Partant, **l'aide juridictionnelle gratuite devrait être accordée aux requérants dont la situation matérielle est fragile, de manière à leur garantir l'accès à la justice constitutionnelle.**

114. La représentation en justice est obligatoire en Andorre, en Autriche, en Azerbaïdjan, au Brésil, en Espagne, en France<sup>115</sup>, en Italie, au Luxembourg, à Monaco, en Pologne, au Portugal, en République tchèque, en Slovaquie et en Suisse (lorsque le particulier est « clairement incapable » de plaider sa cause).

115. Aucune obligation de la sorte n'existe en Afrique du Sud<sup>116</sup>, en Albanie, en Arménie, en Belgique, en Croatie, en Estonie, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Ukraine, en Géorgie, en Hongrie, en Lettonie, au Liechtenstein, , en Roumanie, en Russie, en Slovénie, en Suède et en Suisse.

### II.1.3. Frais de justice

116. Les frais de justice au titre d'une procédure engagée devant la Cour constitutionnelle sont exceptionnels dans les États ayant fait l'objet de la présente étude. Cependant, aux États-Unis<sup>117</sup>, il faut verser 300 USD pour déposer devant cette juridiction une requête tendant à ce que celle-ci rende une ordonnance de *certiorari*; en Russie, ces frais représentent le montant du salaire minimum, en Arménie cinq fois ledit salaire et en Suisse un minimum de 200 CHF et un maximum de 5 000 CHF<sup>118</sup>, tandis qu'en Autriche, les frais s'élèvent à 220 EUR. En Israël, les frais d'introduction d'un recours devant la Cour suprême siégeant en qualité de Haute Cour de justice s'élèvent à environ 400 USD, mais le requérant est habilité – dans certaines circonstances – à solliciter une réduction ou une exonération.

117. La Commission de Venise recommande que, **compte tenu du caractère de plus en plus complet de la protection des droits de l'homme, les frais de justice exigés en cas de recours individuel soient relativement faibles et qu'il soit possible de les réduire en fonction de la situation financière du requérant. Le but essentiel de ces frais devrait être de prévenir les utilisations manifestement abusives<sup>119</sup> du recours en inconstitutionnalité.**

### II.1.4. Réouverture d'une affaire

118. En principe, la décision d'une Cour constitutionnelle est définitive. Par conséquent, cette juridiction ne saurait accepter d'autres requêtes portant sur la même question. Pour qu'une affaire soit rouverte, il faut généralement que, de nouveaux faits dont les parties ne pouvaient

---

<sup>114</sup> [CDL-JU\(2008\)012](#) L'utilisation des instruments internationaux pour la protection des droits individuels, les libertés et les intérêts légitimes dans la législation nationale et le droit à la défense au Bélarus : défis et perspectives.

<sup>115</sup> Seul un avocat peut plaider devant le Conseil constitutionnel. Cependant, dans le cadre de la question préjudicielle de constitutionnalité, l'obligation d'être représenté par un avocat dépend du type de la procédure. Lorsque la partie est autorisée à agir devant le juge ordinaire sans un avocat, elle peut elle-même poser une question préjudicielle de constitutionnalité.

<sup>116</sup> En Afrique du Sud, il n'est pas obligatoire de se faire représenter par un avocat. En vertu de l'article 4.11 du règlement de la Cour constitutionnelle, lorsque le greffe retire l'impression qu'un représentant n'est pas représenté, il oriente l'intéressé vers un organe ou une institution désireux et en mesure de l'aider.

<sup>117</sup> En vertu de l'article 38 du règlement de la Cour suprême des États-Unis.

<sup>118</sup> Le Tribunal fédéral peut renoncer à mettre les frais judiciaires à la charge des parties (article 66, paragraphe 1, de la Loi sur le Tribunal fédéral). La Confédération, les cantons, les communes et les organisations chargés de tâches de droit public ne peuvent se voir imposer des frais judiciaires s'ils s'adressent au Tribunal fédéral dans l'exercice de leurs attributions officielles sans que leur intérêt patrimonial soit en cause ou si leurs décisions font l'objet d'un recours (article 66, paragraphe 4, de la Loi sur le Tribunal fédéral).

<sup>119</sup> [CDL\(2008\)065](#), Avis sur les projets de lois portant modification et complétant (1) la Loi relative aux procédures constitutionnelles et (2) la Loi relative à la Cour constitutionnelle du Kirghizstan, 2008.

pas avoir connaissance apparaissent<sup>120</sup>, qu'il s'avère nécessaire de corriger des erreurs commises par la Cour constitutionnelle<sup>121</sup>, que la Constitution ait changé<sup>122</sup> ou, dans certaines conditions, que la CrEDH ait décidé que la CEDH ait été violée et que l'acte dénoncé viole également la Constitution.

#### II.1.5. Utilisation abusive du droit d'introduire un recours devant la Cour constitutionnelle

119. Les parties sont dans l'obligation d'exercer leurs droits procéduraux de bonne foi<sup>123</sup>. Lorsqu'un requérant ne respecte pas cette obligation, il porte atteinte au principe de l'effectivité de la justice constitutionnelle. Bien que la procédure de recours individuel soit très importante pour la protection des droits de l'homme, un tel abus nuit à l'ordre constitutionnel que les Cours constitutionnelles sont chargées de protéger. Par exemple, en vertu de l'article 9.4 des règles de procédure de la Cour constitutionnelle russe, dès lors que le requérant introduit un recours sur une question ayant déjà fait l'objet d'une décision de la Cour constitutionnelle, une copie de ladite décision est envoyée à l'intéressé pour l'informer que la correspondance avec lui sur ce point est terminée. Tout autre recours introduit par la même personne sur cette question ne suscitera plus la moindre réaction. D'autres États ont prévu la possibilité d'infliger une amende aux auteurs de recours abusifs<sup>124</sup>.

#### II.1.6. Épuisement des voies de recours

Voir le tableau 1.1.4: Épuisement des recours et des exceptions

120. La formule « épuisement des voies de recours » peut revêtir plusieurs sens selon le contexte. C'est ainsi que certains Codes de procédure ne prévoient pas un accès systématique aux juridictions suprêmes ordinaires. Dans ces conditions il est légitime d'introduire un recours constitutionnel intégral ou normatif devant la Cour constitutionnelle, recours dont le caractère subsidiaire est alors patent (c'est le cas, par exemple, en Allemagne, en Albanie, en Andorre, en Arménie, en Autriche, en Azerbaïdjan, au Brésil, en Croatie, en Espagne, en Estonie, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Hongrie, en Lettonie, au Liechtenstein, à Malte, au Montenegro, en Pologne, au Portugal, en République de Corée, en République tchèque, en Slovaquie, en Slovénie et en Suisse).

<sup>120</sup> Voir, par exemple, l'article 34 de la Loi autrichienne sur la Cour constitutionnelle. Contrairement à « *nova reperta* » (faits nouvellement découverts), « *nova producta* » – c'est-à-dire la procédure permettant aux parties de soumettre des arguments uniquement après la fin de la procédure en première instance, même s'ils auraient pu avoir connaissance des points soulevés – est généralement exclue.

<sup>121</sup> Voir l'article 44 du règlement de la Cour suprême des États-Unis relatif aux procédures de révision : « 1. Tout recours visant à la révision d'un jugement ou d'une décision de la Cour au fond doit être introduit dans un délai de 25 jours après l'entrée en vigueur dudit jugement ou de ladite décision, à moins que la Cour ou un membre d'icelle décide de raccourcir ou d'allonger ce délai. ». Voir également l'article 121 de la Loi suisse sur le Tribunal fédéral : « La révision d'un arrêt du Tribunal fédéral peut être demandée : a. si les dispositions concernant la composition du tribunal ou la récusation n'ont pas été observées ; b. si le tribunal a accordé à une partie soit plus ou, sans que la loi ne le permette, autre chose que ce qu'elle a demandé, soit moins que ce que la partie adverse a reconnu devoir ; c. si le tribunal n'a pas statué sur certaines conclusions ; d. si, par inadvertance, le tribunal n'a pas pris en considération des faits pertinents qui ressortent du dossier. ».

<sup>122</sup> En vertu de l'article 68 (14) de la Loi arménienne sur la Cour constitutionnelle, cette juridiction peut revoir l'une quelconque de ses décisions mentionnées au paragraphe 1 du même article dans un délai de sept ans à compter de la décision relative au fond de l'affaire sur la base d'un appel interjeté au moyen de la procédure décrite dans la présente loi dès lors que : a) la disposition de la Constitution invoquée en l'espèce a été modifiée, b) une nouvelle interprétation de la disposition de la Constitution invoquée en l'espèce s'est imposée, interprétation qui pourrait entraîner une décision différente dans la même affaire à condition que la question soumise revête une importance primordiale pour le droit constitutionnel.

<sup>123</sup> Voir, par exemple, l'article 48 de la Loi arménienne sur la Cour constitutionnelle et l'article 21 de la Loi kazakhe sur le Conseil constitutionnel.

<sup>124</sup> Par exemple, l'article 34.2 de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale allemande permet d'infliger une amende pouvant atteindre 2 600 EUR dès lors que l'introduction d'un recours ou d'une plainte constitutionnelle dans une procédure visant le contrôle de la régularité d'une élection constitue un abus ou qu'une demande d'ordonnance provisoire a été introduite de manière abusive.

121. Dans les États dotés d'un système de contrôle diffus, cette précondition n'existe pas. Toute personne peut contester un acte individuel normatif en invoquant une violation de la Constitution à n'importe quel stade de la procédure.

122. Lorsque le respect de cette règle risque de se traduire par un dommage irréparable pour le particulier, l'épuisement des voies de recours n'est généralement pas exigé (c'est le cas notamment en Allemagne, en Azerbaïdjan, en Croatie, en Lettonie, au Montenegro, en République tchèque, en Slovaquie, en Slovénie et en Suisse).

#### II.1.7. Requérant directement et présentement affecté par la violation

123. Cette exigence existe dans tous les États autorisant un contrôle lié à une affaire spécifique. Lorsque le requérant n'est pas présentement et directement lésé par un acte, la requête déclenche un contrôle abstrait. Cependant, ces exigences peuvent être modulées de deux façons. Premièrement, en ce qui concerne les victimes « directes », certaines lois relatives à la procédure constitutionnelle (comme, par exemple, la législation sud-africaine) autorisent n'importe quel tiers à agir au nom de la personne lésée. En d'autres termes, si l'action est toujours liée à une affaire concrète, le requérant n'est pas forcément une victime. De même, les représentants légaux (proches parents, tuteurs, mais également institutions publiques<sup>125</sup>) peuvent agir au nom d'une personne n'étant pas dotée de la capacité juridique. Deuxièmement, certaines lois précisent la nature de la violation. Dans la plupart des États, la violation d'un droit fondamental doit constituer un inconvénient pour le requérant et, par conséquent, avoir un effet dommageable sur l'intéressé. De plus, certaines lois nationales exigent un préjudice suffisamment important (c'est le cas notamment en Slovénie<sup>126</sup>).

#### II.1.8. Requête considérée comme un moyen adéquat de faire suite au grief du requérant

124. Lorsque la procédure de contrôle de constitutionnalité n'est pas censée modifier substantiellement la situation du requérant, la requête de ce dernier peut être déclarée irrecevable (c'est notamment le cas en Allemagne<sup>127</sup>, en Afrique du Sud<sup>128</sup> ou en France<sup>129</sup>). Cette évaluation est parfois difficile dans le cadre d'une procédure préjudicielle **et ne devrait donc déboucher sur un refus de procéder à un contrôle que dans le cas où la décision de la Cour constitutionnelle serait manifestement inefficace en tant que moyen d'assurer un accès effectif à la justice constitutionnelle.**

#### II.1.9. Forme écrite

125. Les recours introduits devant la Cour constitutionnelle doivent être rédigés par écrit et, parfois, répondre à des règles très strictes (comme c'est le cas aux États-Unis où la longueur de la requête en pages et même la couleur du dossier abritant ce document sont fixées par la loi). Ces règles visent à favoriser la transparence et la traçabilité. Cependant, **il convient de donner au requérant la possibilité de corriger ou de compléter un document dans un certain délai (voir plus haut) et uniquement dans certaines conditions. Cette possibilité est d'autant plus importante que les exigences formelles sont très strictes, surtout lorsque la représentation par un avocat n'est pas obligatoire** (comme c'est le cas en Croatie<sup>130</sup>, en Estonie<sup>131</sup>, en « ex-République yougoslave de Macédoine » et en Slovénie<sup>132</sup>).

---

<sup>125</sup> Voir, par exemple, l'article 59 de la Loi sur la Cour constitutionnelle du Montenegro et l'article 38 de la Constitution sud-africaine.

<sup>126</sup> Article 55a de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

<sup>127</sup> Une affaire peut être déclarée irrecevable dès lors que l'admission des griefs du requérant ne modifierait pas sa situation. Cependant, en règle générale, cette exigence (désignée en allemand sous le vocable *Rechtsschutzbedürfnis*) est réputée satisfaite.

<sup>128</sup> Voir la décision CCT 86/06 du 02/10/2007, in CODICES.

<sup>129</sup> Une telle décision n'est pas susceptible d'appel.

<sup>130</sup> Voir l'article 19.2 de la Loi constitutionnelle sur la Cour constitutionnelle de la République de Croatie.

Cette pratique diminue le risque de voir un contrôle refusé pour des raisons formelles alors que les faits dénoncés persistent.

### II.1.10. Filtres applicables aux procédures préjudicielles

Voir le tableau 1.1.5: Modalités procédurales de dépôt d'une question préjudicielle

126. Un tribunal ordinaire peut poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle. Des règles précises concernant la recevabilité d'une telle question existent dans bon nombre de pays siégeant en qualité de membre ou d'observateur à la Commission de Venise. Par exemple, en Andorre, en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Géorgie, en Moldova et en République tchèque, la Cour constitutionnelle peut rejeter une demande préjudicielle en invoquant un vice de procédure ou en se déclarant incompétente. En Albanie, en Estonie<sup>133</sup>, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Hongrie et en Lituanie, la Cour constitutionnelle doit renvoyer la demande au tribunal ordinaire pour donner à celui-ci la possibilité de reformuler sa question<sup>134</sup>. Dans d'autres pays comme l'Allemagne, ce procédé est interdit. Nombreuses sont les Cours constitutionnelles qui rejettent une question préjudicielle dès lors que la résolution de l'espèce ne dépend pas de leur réponse (c'est le cas notamment en Allemagne et en Pologne). De ce point de vue, la Cour constitutionnelle examine également les circonstances de l'espèce. **La Cour constitutionnelle ne devrait pas être engorgée et, lorsque les tribunaux ordinaires sont habilités à engager une procédure de question préjudicielle, ladite question devra être formulée correctement.**

### II.2. Intervention et jonction d'affaires analogues

Voir le tableau 1.1.6: Jonction d'affaires analogues

127. En Arménie, en Autriche, en Belgique, en République tchèque, en Lituanie<sup>135</sup>, au Portugal<sup>136</sup>, en Russie, en Slovaquie, en Slovénie, en Afrique du Sud<sup>137</sup>, en « ex-République yougoslave de Macédoine » et aux États-Unis, par exemple, les requêtes visant une même question peuvent ou doivent être jointes en une seule procédure. En Israël, plusieurs pétitions visant la même question peuvent faire l'objet d'une seule et même procédure : un pétitionnaire peut demander à la Cour de joindre sa pétition à une autre pétition énonçant des griefs analogues. La Cour est également autorisée à ordonner, sur demande, la jonction des parties pertinentes.

128. En Belgique, en Espagne, en France et en Grèce, toute personne ayant un intérêt juridique à la question peut-être jointe à la procédure.

<sup>131</sup> Article 20 de la Loi sur la procédure de contrôle par la Cour constitutionnelle de Slovénie.

<sup>132</sup> Uniquement en cas de dépôt d'un recours constitutionnel. Voir l'article 55 (1) de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

<sup>133</sup> En Estonie, il n'existe pas de procédure formelle de « question préjudicielle de constitutionnalité » en tant que telle. Les tribunaux ordinaires ne sont pas autorisés à soumettre une demande préjudicielle à la chambre de contrôle de constitutionnalité de la Cour suprême (décision de ladite chambre du 1<sup>er</sup> avril 2004, n°3-4-1-2-04, [www.nc.ee/?id=407](http://www.nc.ee/?id=407) <<http://www.nc.ee/?id=407>>). Cependant, ils doivent décider eux-mêmes de la constitutionnalité en se reportant à la jurisprudence pertinente de la Cour suprême.

<sup>134</sup> Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p. 7, tel qu'il est affiché sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009.

<sup>135</sup> Article 41 de la Loi sur la Cour constitutionnelle : « S'il s'avère que plusieurs pétitions visent la conformité d'un même acte juridique à la Constitution ou à la législation, la Cour constitutionnelle peut décider de les joindre en une seule et même instance avant d'entamer son examen judiciaire. ».

<sup>136</sup> Concernant les requêtes introduites par l'ombudsman et les révisions constitutionnelles.

<sup>137</sup> Voir la décision CCT 24/08 ; CCT 52/08 du 21/01/2009, *in* CODICES

129. **Pour des raisons d'économie procédurale, les personnes portant un intérêt juridique à la question peuvent être habilitées à intervenir dans une affaire pendante<sup>138</sup>. En présence de nombreuses affaires quasiment identiques, la Cour devrait être en mesure de trancher une ou plusieurs affaires représentatives et ainsi de simplifier la procédure concernant les requêtes analogues, à la fois au regard des conditions de recevabilité et du fondement juridique.**

### II.3. Autres règles procédurales pertinentes

#### II.3.1. Systèmes contradictoires

Voir le tableau 1.1.7: Systèmes contradictoires

130. Diverses lois relatives aux Cours constitutionnelles (notamment en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en République tchèque, en Russie et à Saint-Marin) prévoient que la procédure menée devant ces juridictions revêt un caractère contradictoire. Contrairement à ce qui se passe dans les procédures civiles et pénales, il est parfois difficile d'établir qui peut être partie à ce type d'actions. Le requérant conteste la constitutionnalité d'un acte (général ou individuel). Lorsqu'un acte général est au cœur de la procédure, l'auteur dudit acte peut être considéré comme le défendeur. Lorsqu'un acte individuel est au cœur de la procédure, l'auteur original dudit acte peut être considéré comme le défendeur. De même, lorsque l'acte est contesté devant la Cour constitutionnelle dans le cadre d'une procédure ordinaire, le défendeur dans cette procédure peut être considéré comme le défendeur devant la Cour constitutionnelle.

131. L'avantage d'utiliser un système contradictoire dans le cadre d'une procédure constitutionnelle tient à ce que la Cour peut prendre note des différents points de vue et considérer les arguments antithétiques. Pourtant, il est également possible de tenir compte de ces opinions dans le cadre d'autres procédures, notamment lorsque les parties au conflit original – ainsi que des représentants de groupes d'intérêts, des experts et des membres de l'exécutif et de la législature – se voient accorder la possibilité d'exprimer leur opinion. Il convient de déterminer si la Cour constitutionnelle peut enquêter de sa propre initiative pour établir la vérité, de manière à disposer d'outils lui permettant d'aller au-delà des moyens soulevés par les parties<sup>139</sup>.

132. Il est important de conférer au requérant<sup>140</sup> ou à l'initiateur d'une procédure non contradictoire<sup>141</sup> la possibilité de s'adresser à la Cour constitutionnelle. La Commission de Venise est favorable à des systèmes tels que ceux mis en place par les législations allemande<sup>142</sup> **et espagnole qui donnent la possibilité à la partie gagnante, lorsque le recours vise une décision judiciaire, de faire une déclaration**<sup>143</sup>. Les tribunaux dont la décision fait l'objet d'un contrôle ne sont pas tenus de faire entendre leur cause dans la mesure

---

<sup>138</sup> Voir, par exemple, la décision CCD -751 du 15 avril 2008 de la Cour constitutionnelle arménienne en vertu de laquelle les personnes physiques et morales affectées par une loi sont habilitées à contester celle-ci devant la Cour.

<sup>139</sup> [CDL-AD \(2001\)005](#), Avis sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle de la République d'Azerbaïdjan.

<sup>140</sup> [CDL\(1997\)018rev](#), Avis sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle de la République d'Ukraine, adopté lors de la 31<sup>e</sup> réunion plénière de la Commission.

<sup>141</sup> H. Steinberger, *op.cit.*

<sup>142</sup> Article 94 (3) de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale : « Si le recours en inconstitutionnalité vise une décision judiciaire, la Cour constitutionnelle fédérale donne également à la partie gagnante l'occasion de faire une déclaration. ».

<sup>143</sup> [CDL-AD\(2008\)030](#), Avis sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle du Montenegro ; les parties à une procédure ordinaire peuvent également devenir parties à la procédure de contrôle en Allemagne, en Albanie, en Andorre, en Autriche, au Bélarus, en Belgique, à Chypre, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Italie, en Lettonie et en Roumanie. Voir le Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p.7, tel qu'il est affiché sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009, p. 26.

où leurs positions se reflètent dans leur jugement, même s'ils sont parfois parties à la procédure de décision préjudicielle (notamment en Autriche, en Pologne, en Slovaquie et en Slovénie).

133. Le caractère contradictoire de la procédure n'implique pas forcément une phase orale. Le plus souvent, la procédure est uniquement écrite, chaque partie soumettant ses arguments<sup>144</sup>.

### II.3.2. Publicité de la procédure

Voir le tableau 1.1.8: procédures et exceptions publiques

134. La procédure orale est généralement publique. Toutefois, même pendant cette phase, la Cour constitutionnelle peut mettre en balance la publicité et d'autres intérêts légitimes du public ou des parties. C'est notamment ce qui se passe en Afrique du Sud, en Albanie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Belgique, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, à Chypre, au Danemark, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Géorgie, en Israël, en Italie, au Liechtenstein, en Lituanie, en Moldova, en République tchèque, en Russie, en Serbie, en Slovénie et en Suisse).

**135. Sous l'angle de la protection des droits de l'homme, les procédures publiques sont préférables au moins dans les affaires impliquant des droits individuels.** La CrEDH a répété à plusieurs reprises que l'examen d'une affaire devant la Cour constitutionnelle relève de l'article 6.1 de la CEDH dès lors que cette procédure vise à procurer un recours effectif. La marge d'appréciation dont jouissent les juges constitutionnels vise uniquement la portée et les mesures de mise en œuvre de ce principe. Par conséquent, **toute procédure devant une Cour constitutionnelle devrait être publique, sauf dans des cas bien précis limitativement énumérés.**

### II.3.3. Déroulement de la procédure orale

Voir le tableau 1.1.9: Procédures et exception orales

136. L'avantage de la procédure orale tient, répétons-le, à une confrontation plus directe des points de vue et au fait qu'il est souvent plus facile pour une personne d'exprimer ses positions oralement sans se conformer aux règles formelles strictes applicables à la procédure écrite. En revanche, la procédure orale – dans la mesure où elle est censée permettre aux parties de faire effectivement entendre leur cause – peut requérir beaucoup plus de temps. Sur la base de ces considérations, trois modèles coexistent dans les États ayant fait l'objet de la présente étude : i) procédure totalement orale ; ii) procédure totalement écrite ; ou iii) procédure partiellement orale et partiellement écrite. En Allemagne, en Albanie, en Autriche, en Azerbaïdjan, aux États-Unis, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Israël, en Italie, au Liechtenstein, aux Pays-Bas, en République tchèque, en Slovénie et en Ukraine, la procédure est orale, sauf disposition contraire, ce qui signifie que la Cour peut opter aussi bien pour la procédure orale que pour une procédure écrite en fonction des circonstances de l'espèce. En Afrique du Sud, la Cour constitutionnelle peut se prononcer sur la base de conclusions écrites uniquement et donner des instructions au cas où une plaidoirie orale s'avérerait nécessaire. En pratique, les Cours constitutionnelles se passent fréquemment de la procédure orale (c'est notamment le cas en Allemagne<sup>145</sup> et en Slovénie). En Hongrie et au Portugal, la procédure est uniquement écrite<sup>146</sup>.

<sup>144</sup> [CDL-AD\(2004\)035](#). Avis sur le projet de la loi constitutionnelle fédérale sur les modifications et les compléments à apporter à la « Loi constitutionnelle de la Fédération de Russie ».

<sup>145</sup> R. Jaeger, S. Broß, « *Die Beziehungen zwischen den Verfassungsgerichtshöfen und den übrigen einzelstaatlichen Rechtsprechungsorganen, einschließlich der diesbezüglichen Interferenz des Handelns der europäischen Rechtsprechungsorgane* », Rapport, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes, p. 22.

<sup>146</sup> Au Portugal, cette règle connaît une seule exception visant le cas où la Cour constitutionnelle est priée de déclarer qu'une organisation représente une idéologie fasciste. Si l'organisation concernée est dissoute, une audience doit être organisée.



La procédure orale est exceptionnelle en Suisse où le contrôle se fonde généralement sur les arguments écrits avancés par les parties.

137. Dans les États où le contrôle de constitutionnalité est diffus, il n'est guère surprenant que la procédure soit souvent orale dans la mesure où les règles procédurales en vigueur sont les règles ordinaires (c'est notamment le cas au Danemark). En Suède, la procédure devant la Cour suprême peut être orale, mais revêt essentiellement une forme écrite.

**138. La Commission de Venise note qu'il est largement admis que la Cour constitutionnelle puisse suspendre ou limiter la procédure orale, si cette mesure s'avère nécessaire pour protéger les intérêts des parties ou du public, notamment au regard de l'efficacité de la procédure (durée et coût de la procédure)<sup>147</sup>.**

## II.4. Mesures provisoires

### II.4.1. Suspension de la mise en œuvre

Voir le tableau 1.1.10: Suspension de la mise en oeuvre

139. La suspension de la mise en œuvre d'un acte contesté, normatif et/ou individuel est le complément indispensable du principe visant à protéger les individus contre les dommages irréparables. C'est à la Cour constitutionnelle qu'il appartient de décider d'une éventuelle suspension (c'est notamment le cas en Allemagne, en Autriche, en Albanie, en Arménie, en Belgique, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Espagne, en Estonie, aux États-Unis, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en France<sup>148</sup>, en Géorgie, en Israël, au Liechtenstein, en Pologne, en Serbie, en Slovaquie, en Slovénie en Suisse et en Turquie). Certains États, cependant, au nom de la sécurité juridique, n'autorisent pas l'arrêt ou la suspension de la mise en œuvre d'un acte (c'est le cas notamment de l'Algérie, de l'Andorre, de l'Azerbaïdjan, du Bélarus, de la Bulgarie, de Chypre, de la France, de la Hongrie, de la Lettonie, du Luxembourg, de la Moldova, du Montenegro, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie<sup>149</sup>, de la Russie, de la Suède et de l'Ukraine). En Russie, par contre, la Cour constitutionnelle peut suggérer aux organes compétents de suspendre la mise en œuvre d'un acte contesté. Dans les États pratiquant un contrôle de constitutionnalité diffus, il est rare que la mise en œuvre puisse être suspendue (Danemark). En Afrique du Sud, lorsqu'un tribunal examine un point de droit constitutionnel, il peut rendre toute ordonnance juste et équitable en fonction des circonstances de l'espèce, y compris une ordonnance temporaire. Ladite ordonnance peut, si nécessaire, prévoir la suspension de la mise en œuvre d'un acte normatif (loi). En Lituanie, l'acte contesté peut être suspendu dans les cas seulement où, d'une part, la Cour constitutionnelle reçoit du Président de la République un avis la priant d'enquêter sur la question de savoir si ledit acte du gouvernement est conforme à la Constitution et à la législation, ou d'autre part, la Cour constitutionnelle reçoit une résolution du Parlement la priant de vérifier si une loi de la République de Lituanie ou un autre acte adopté par la législature est conforme à la Constitution, ou encore si un décret du Président de la République ou un acte du gouvernement est conforme à la Constitution et à la législation (article 26 de la Loi sur la Cour constitutionnelle). Cette procédure, cependant, ne permet pas à un tribunal ordinaire d'adresser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle.

---

<sup>147</sup> [CDL-AD\(2004\)035](#), Avis sur le projet de la loi constitutionnelle fédérale sur les modifications et les compléments à apporter à la « Loi constitutionnelle de la Fédération de Russie ».

<sup>148</sup> En France, un acte législatif peut être considéré comme nul (contrôle *a priori*) ou être abrogé (contrôle *a posteriori*) avec effet *erga omnes*.

<sup>149</sup> En vertu d'une modification très récente de la Loi sur l'organisation et le fonctionnement de la Cour constitutionnelle (au moyen de la Loi n°177 of 2010), une procédure ordinaire ne peut plus être suspendue dès lors que la Cour requérante adresse l'exception d'inconstitutionnalité à la Cour constitutionnelle.

**140. La Commission de Venise est en faveur du pouvoir de suspendre la mise en œuvre d'un acte individuel et/ou normatif contesté lorsque sa mise en œuvre risque de provoquer d'autres dommages ou violations qui ne pourront pas être réparés une fois établie l'inconstitutionnalité dudit acte<sup>150</sup>. Il convient de prévoir des conditions de suspension n'étant pas trop strictes<sup>151</sup>. Cependant, en ce qui concerne surtout les contrôles normatifs, il convient de tenir compte des éventuels dommages et violations irréparables qui pourraient résulter de la non-application.**

#### II.4.2. Suspension d'une procédure ordinaire

Voir le tableau 1.1.11: Suspension des procédures ordinaires

141. Une procédure ordinaire peut être suspendue lorsqu'une question préjudicielle de constitutionnalité est soulevée. En Andorre, en Autriche, en Arménie, en Belgique, au Bélarus, au Chili, à Chypre, en Croatie, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en France, en Hongrie, en Lettonie, au Liechtenstein, en Lituanie, au Luxembourg, en Pologne, en République tchèque, en Russie, en Slovénie, en Slovaquie, en Turquie<sup>152</sup> et en Ukraine, la Cour requérante demeure partie à la procédure en tout état de cause. En Autriche, la suspension concerne « uniquement les actions [...] qui ne peuvent pas être affectées par la décision de la Cour constitutionnelle ou qui ne règlent pas définitivement la question et qui ne peuvent pas être retardées le temps que la Cour constitutionnelle prenne sa décision (article 62.3 de la Loi sur la Cour constitutionnelle) »<sup>153</sup>. En Slovénie, les tribunaux ordinaires sont tenus d'arrêter la procédure lorsque la question de constitutionnalité vise une loi, mais, en présence de décrets, ces mêmes juridictions peuvent recourir à l'*exception illegalis* [exception d'illégalité]. Le système croate s'inspire du même raisonnement : lorsqu'un tribunal ordinaire nourrit des doutes concernant une loi qu'il s'apprête à appliquer, il doit suspendre la procédure ; si le doute vise un règlement administratif, le tribunal applique directement la loi dont s'inspire le règlement et soumet ce dernier à l'examen de la Cour constitutionnelle. Par conséquent, la procédure n'est pas interrompue lorsque cette mesure ne s'avère pas absolument nécessaire pour résoudre l'affaire en cours. En Espagne, un tribunal ordinaire peut soumettre la question uniquement à la fin de la procédure et avant le délibéré du jugement ; par conséquent, le jugement dépend d'une décision de la Cour constitutionnelle, même lorsque la procédure ordinaire s'est poursuivie alors que le juge nourrissait déjà des doutes sur la constitutionnalité d'une disposition. En Andorre, la procédure continue, mais la possibilité de rendre un jugement est limitée : il doit être établi que la décision du Tribunal constitutionnel n'aura pas d'effet sur le jugement du tribunal ordinaire.

**142. Toute procédure ordinaire doit être suspendue dès lors qu'une question préjudicielle a été posée à la Cour constitutionnelle. Cette suspension peut se produire *ipso jure* ou sur décision du tribunal compétent. En tout état de cause, il convient de vérifier que le juge ordinaire n'est pas contraint d'appliquer une loi qu'il estime**

<sup>150</sup> Voir, par exemple, [CDL-AD\(2004\)024](#), Avis sur le projet d'amendements constitutionnels relatifs à la Cour constitutionnelle de la Turquie.

<sup>151</sup> [CDL-AD\(2007\)039](#), Commentaires sur le projet de Loi sur Cour constitutionnelle de la République de Serbie.

<sup>152</sup> L'article 152 de la Constitution turque prévoit que : « Si un tribunal estime dans le cadre d'un procès que les dispositions de la loi ou du décret-loi à appliquer sont contraires à la Constitution ou que l'exception d'inconstitutionnalité invoquée par l'une des parties est sérieuse, il sursoit à statuer jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle se prononce à ce sujet. Si le tribunal ne juge pas l'exception d'inconstitutionnalité sérieuse, l'instance d'appel statue sur sa recevabilité en même temps que sur le fond. La Cour constitutionnelle se prononce et rend son arrêt public dans les cinq mois de la date à laquelle elle a été saisie de l'affaire. Si l'arrêt n'a pas été rendu dans ledit délai, le tribunal statue sur l'affaire conformément aux dispositions de la loi en vigueur. Toutefois, si l'arrêt de la Cour constitutionnelle lui parvient avant que le jugement relatif au fond du procès ne soit devenu définitif, le tribunal est tenu de s'y conformer. ».

<sup>153</sup> Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p. 7, tel qu'il est affiché la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009, p. 37.

**inconstitutionnelle et dont la constitutionnalité doit être vérifiée par la Cour constitutionnelle dans le cadre de l'espèce en cours.**

#### II.4.3. Mesures d'injonction

Voir le tableau 1.1.12: Mesures injonctives

143. La Cour constitutionnelle, dans certains États, peut ordonner aux autorités publiques de prendre des mesures positives pour veiller à ce qu'aucun préjudice supplémentaire ne soit infligé au requérant (c'est le cas notamment en Afrique du Sud, en Allemagne, au Liechtenstein, à Malte et en Suisse).

### II.5. Interruption de la procédure

#### II.5.1. Interruption en cas de retrait de la pétition

144. En cas de contrôle normatif, la Cour constitutionnelle n'arrête pas nécessairement la procédure dès lors que la requête est retirée. **Même après le retrait d'une requête, la Cour devrait être en mesure de poursuivre l'examen de l'affaire, s'il y va de l'intérêt public.** Cette pratique reflète l'autonomie des Cours constitutionnelles et leur fonction de gardien de la Constitution, même si le requérant n'est plus partie à la procédure.

145. La même pratique est possible concernant un contrôle déclenché sur la base d'un recours en inconstitutionnalité intégral. Lorsque la Cour constitutionnelle a le pouvoir de déclencher un contrôle de l'acte normatif servant de base à une décision ou un acte individuel – alors même que la plainte individuelle a été retirée –, elle jouit de la faculté de poursuivre son contrôle de l'acte normatif. Concernant les actes normatifs, certaines lois relatives à la Cour constitutionnelle imposent un arrêt de la procédure en cas de retrait de la pétition (c'est le cas notamment en Andorre, en Autriche<sup>154</sup>, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Hongrie, en Pologne, en République tchèque, en Russie, en Serbie, en Suisse et en Ukraine).

146. Concernant les actes individuels, la procédure exige généralement que le requérant maintienne sa requête visant à saisir la Cour constitutionnelle (c'est notamment le cas en Autriche, au Montenegro et en Slovaquie). Cependant, la Cour constitutionnelle slovaque a le pouvoir de refuser le retrait d'un recours en inconstitutionnalité intégral. Au Portugal, on considère généralement qu'une fois une requête soumise, son auteur n'a plus le pouvoir de la retirer.

#### II.5.2. Interruption lorsque l'acte contesté perd sa validité

147. Les avis sont partagés concernant la question de savoir si une Cour constitutionnelle peut continuer son contrôle alors que l'acte examiné a cessé d'être valide. Dans certains États, la Cour – lorsqu'elle est confrontée à cette situation – met immédiatement fin au contrôle (c'est notamment le cas en Andorre, en Autriche, en République tchèque<sup>155</sup>, au Bélarus, en France, au Montenegro<sup>156</sup>, au Portugal, en Slovaquie<sup>157</sup>, en Suisse, en « ex-République yougoslave de

---

<sup>154</sup> Cependant, en vertu des articles 139.2 et 140.2 de la Loi sur la Constitution fédérale, la procédure de contrôle des normes déclenchée d'office par la Cour constitutionnelle à l'occasion d'une autre procédure pendante devant elle doit malgré tout être poursuivie, même si la partie à la procédure ayant déclenché la contestation de la norme a reçu satisfaction.

<sup>155</sup> Article 67 de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

<sup>156</sup> Article 65 de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

Macédoine » et en Ukraine). Dans d'autres États, elle poursuit son contrôle et déclare l'acte inconstitutionnel ; ce contrôle peut être laissé entièrement à l'appréciation de la Cour (comme c'est le cas notamment au Liechtenstein et en Serbie) ou limité à certaines circonstances (comme c'est le cas en Pologne et en Russie où la poursuite du contrôle est autorisée dès lors qu'elle est nécessaire à la prévention des violations de droits individuels). En Lituanie, l'annulation d'un acte juridique contesté sert de base à l'adoption d'une décision d'abandon de la procédure juridique engagée (article 69.4 de la Loi sur la Cour constitutionnelle), mais – en vertu de la jurisprudence de la Cour – dès qu'un tribunal ordinaire s'occupant d'une affaire s'adresse aux juges constitutionnels parce qu'il nourrit des doutes concernant la conformité d'une loi ou d'un autre acte juridique applicable en l'espèce à la Constitution (ou à un autre acte juridique supérieur), la Cour est tenue d'examiner la demande dudit tribunal, que la loi ou le texte juridique contesté soit valide ou non (voir, par exemple, la partie I, point 8, du raisonnement tenu par cette juridiction dans sa décision du 27 mars 2009).

**148. La simple interruption d'une affaire peut entraîner une sécurisation insuffisante de la protection des droits de l'homme dans le cas d'espèces examinées concrètement ou de requêtes individuelles. Les avis sont toutefois partagés concernant la question de savoir si la Cour constitutionnelle devrait être autorisée à accorder elle-même une compensation financière au titre de la violation d'un droit, de manière à réparer la violation des droits individuels de l'individu concerné.**

## II.6. Délai dans lequel la décision doit être rendue

**149. Le délai éventuellement imparti à l'adoption de décisions ne doit être ni trop court (de manière à conférer à la Cour constitutionnelle la possibilité d'examiner intégralement l'affaire), ni trop long (de manière à ne pas nuire à l'efficacité de la protection des droits de l'homme par la justice constitutionnelle).** Du point de vue de l'efficacité de ladite justice, il est très difficile de fixer un délai précis, de sorte que la Cour constitutionnelle devrait être en mesure de modifier ledit délai dans des cas exceptionnels<sup>158</sup>.

## CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE II

150. La procédure de contrôle de constitutionnalité est normalement soumise à plusieurs conditions. Premièrement, elle ne peut être engagée que dans un certain délai à compter de l'introduction de la requête, de manière à éviter l'engorgement de la Cour. Ce délai doit être raisonnable et permettre au particulier concerné de préparer sa requête ou de disposer d'un temps suffisant pour donner des instructions à son avocat. La Cour constitutionnelle doit être également en mesure de prolonger un délai dans des cas exceptionnels. Deuxièmement, une aide juridictionnelle gratuite doit être accordée si nécessaire. Troisièmement, la Commission de Venise recommande que les frais de justice ne soient pas excessifs et utilisés uniquement pour décourager les requêtes abusives. La situation financière du requérant doit être prise en considération au moment de déterminer le montant des frais de justice. Quatrièmement, la décision rendue par la Cour constitutionnelle doit être définitive et soumise à révision uniquement dans des circonstances exceptionnelles (telle qu'une condamnation par la CrEDH). Cinquièmement, afin d'assurer l'efficacité de l'accès individuel à la justice constitutionnelle, les parties doivent agir de bonne foi, éviter les requêtes abusives et épuiser au préalable toutes les

---

<sup>157</sup> La Cour constitutionnelle slovaque a récemment admis pour la première fois – et contrairement à sa pratique antérieure en la matière – la possibilité pour un tribunal ordinaire de contester un acte normatif qui n'est plus un élément valide de l'ordre juridique, mais qui doit néanmoins être appliqué dans une affaire particulière.

<sup>158</sup> Voir, par exemple, la Loi sur la Cour constitutionnelle arménienne, laquelle prévoit qu'en cas de contrôle abstrait ou concret, cette juridiction doit adopter une décision dans un délai de six mois à compter de l'enregistrement de l'appel et que, sur décision motivée, elle peut prolonger ce délai - de trois mois au maximum - pour examiner l'affaire.

autres voies de recours. L'épuisement des voies de recours est requis dans les pays dotés d'un contrôle de constitutionnalité concentré, de manière à éviter l'engorgement de la Cour constitutionnelle. Sixièmement, le recours proposé doit permettre au requérant d'obtenir réparation. Plusieurs principes procéduraux sont applicables au contrôle de constitutionnalité, dont la justice contradictoire qui permet aux parties à la procédure précédente de faire entendre leur cause. La Cour constitutionnelle doit également être en mesure d'adopter une décision en temps utile sans délai superflu. Enfin, le délai doit être fixé de manière à ne pas nuire à l'efficacité de la procédure.

151. Concernant les mesures provisoires, la Commission de Venise prône la faculté de suspendre la mise en œuvre d'un acte individuel et/ou normatif contesté, dès lors que celle-ci pourrait se traduire par d'autres dommages ou violations non susceptibles de réparation au cas où l'inconstitutionnalité d'une disposition serait établie.

152. Enfin, la Cour constitutionnelle devrait être en mesure de poursuivre l'examen d'une requête, même si celle-ci est retirée, de manière à protéger l'intérêt public. Cependant, au cas où l'acte contesté perdrait sa validité, il n'y a pas de consensus général sur le point de savoir si la Cour constitutionnelle doit continuer son examen ou non. Il convient cependant de noter que le simple fait d'abandonner l'affaire pourrait ne pas s'avérer suffisant pour assurer une protection efficace des droits de l'homme en cas de contrôle concret de plaintes individuelles ; il faudrait également imposer des mécanismes d'indemnisation.

### III. DÉCISION

153. Lorsqu'une Cour constitutionnelle tranche une question qui lui a été soumise – par un particulier, un tribunal, un ombudsman ou d'autres instances agissant dans le cadre d'une affaire concrète –, sa décision affecte incontestablement la position juridique de l'intéressé soit directement soit, en cas d'*actio popularis* abstraite, potentiellement. En fait, la question n'est pas seulement de savoir si la Cour constitutionnelle tranchera ou non en faveur du requérant : la portée des effets de la décision, ainsi que sa rétroactivité éventuelle, détermine dans quelle mesure le problème auquel l'individu concerné est confronté pourra être concrètement éliminé (voir plus bas la section III.1).

154. La décision peut avoir différentes conséquences. Elle risque de produire des effets sur un cercle spécifique de personnes ou sur tous les particuliers (voir plus bas). Elle peut avoir un effet immédiat ou rétroactif (voir plus bas). De plus, la Cour constitutionnelle ou l'instance équivalente peut disposer du pouvoir d'annuler la disposition contestée ou d'y déroger, mais ladite disposition peut aussi parfois continuer à produire ses effets (auquel cas la décision des juges constitutionnels vise uniquement la manière dont ladite disposition doit être interprétée, voir plus bas la section III.4).

#### III.1. Portée du contrôle

155. Une fois qu'elle a admis une pétition en tout ou en partie, la Cour constitutionnelle ne peut pas réduire la portée de son contrôle. Elle doit, en tout état de cause, répondre à toutes les questions qui lui ont été soumises et qu'elle a déclarées recevables<sup>159</sup>. Elle ne peut pas refuser ou s'abstenir de répondre. Cependant, peut-elle aller au-delà de la requête elle-même ? Quels sont les motifs qu'elle pourrait invoquer pour justifier une telle extension ?

---

<sup>159</sup> Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p. 7, tel qu'il est affiché sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009.

156. Dans certains États, le contrôle de la Cour constitutionnelle se limite à la requête originale (le contrôle *ultra petitur* étant exclu), comme c'est le cas en Andorre<sup>160</sup>, en Belgique<sup>161</sup>, en République tchèque, en France dans le cadre d'un contrôle *a posteriori*, en Géorgie<sup>162</sup>, en Hongrie, au Luxembourg, au Montenegro<sup>163</sup>, en Pologne<sup>164</sup>, en Russie et en Suisse<sup>165</sup>. La Cour constitutionnelle peut invalider un acte uniquement dans la mesure où celui-ci a fait l'objet d'une requête et en mentionnant la disposition ou le principe constitutionnel pertinent invoqué dans le recours. Cette limitation est fréquemment problématique, dans la mesure où les pétitions rédigées par des profanes n'exposent pas clairement la base sur laquelle un acte est contesté ou l'acte contesté lui-même et ont, par conséquent, peu de chances d'aboutir<sup>166</sup>.

157. Il résulte de ce qui précède qu'une Cour constitutionnelle peut élargir la portée de son contrôle au-delà des termes explicites de la demande selon deux procédés : elle peut, d'une part, contrôler d'autres dispositions connexes sous l'angle de leur constitutionnalité et, d'autre part, étendre le cercle des dispositions constitutionnelles ou des autres normes supérieures servant de critères de contrôle. Les partisans d'une approche plus restrictive prônent une limitation du contrôle aux questions de fond, tandis que les partisans d'une approche plus large préconisent l'inclusion de la possibilité de contrôler également la procédure.

### III.1.1. Extension des normes faisant l'objet du contrôle

Voir le tableau 1.1.13: Extension des normes contrôlées

158. Concernant les demandes visant un acte normatif, la Cour constitutionnelle peut décider de contrôler la constitutionnalité non seulement d'une disposition contestée, mais – dans certaines conditions – l'intégralité d'une loi ou d'un acte et peut également décider de contrôler d'autres actes normatifs connexes (c'est le cas notamment en Algérie, en Autriche<sup>167</sup>, au Bélarus, au Brésil, en Croatie, en République tchèque, en Estonie<sup>168</sup>, en France dans le contexte d'un contrôle *a priori*, en Hongrie, au Liechtenstein, en Lituanie<sup>169</sup>, en Serbie, en Slovaquie, en Slovénie, en Afrique du Sud, en « ex-République yougoslave de Macédoine » et

<sup>160</sup> Article 7 de la Loi qualifiée sur le Tribunal constitutionnel : « 3. La décision ou le jugement relatif à une requête ayant été déclaré recevable ne peut pas contenir de considérations différentes de celles soumises par les parties dans leurs demandes respectives ».

<sup>161</sup> C.A. n°12/86 du 25 mars 1986, 3.B.1

<sup>162</sup> Article 26 de la Loi organique sur la Cour constitutionnelle : « La Cour constitutionnelle ne sera pas autorisée à discuter de la conformité de la loi ou d'un autre acte normatif à la Constitution si le requérant ou l'auteur de la soumission exige uniquement la reconnaissance de l'inconstitutionnalité d'une disposition particulière de la loi ou autre acte normatif invoqué. ».

<sup>163</sup> Article 55 de la Loi sur la Cour constitutionnelle : « La Cour constitutionnelle ne peut se prononcer que sur la violation du droit ou de la liberté personnel invoqué dans la plainte constitutionnelle. ».

<sup>164</sup> Article 66 de la Loi sur le Tribunal constitutionnel : « Le Tribunal devra se prononcer sans enfreindre les limites de la requête, de la question de droit ou de la plainte. ».

<sup>165</sup> Article 107 de la Loi sur le Tribunal fédéral : « Le Tribunal fédéral ne peut aller au-delà des conclusions des parties. ».

<sup>166</sup> Par exemple, la Cour suprême des États-Unis interprète le contenu d'une pétition et exerce un contrôle non seulement sur les questions explicitement posées, mais également sur celles qui sont contenues implicitement dans ladite pétition : « Seules les questions énoncées dans la pétition ou pouvant être raisonnablement considérées comme incluses dans celle-ci seront prises en considération par la Cour. ». Au Portugal, pour éviter les problèmes liés aux pétitions rédigées par des profanes, le rapporteur a le pouvoir d'inviter un pétitionnaire ne l'ayant pas encore fait à préciser la décision qu'il conteste et la règle ou le principe constitutionnel violé (même si ces informations ne sauraient être considérées comme limitant la portée du contrôle de la Cour, voir la sous-section 4.1.1.3.) et d'identifier le document pertinent dans le dossier ayant servi à l'origine à soulever la question inconstitutionnalité ou d'illégalité.

<sup>167</sup> Article 140.3 de la Loi fédérale sur la Constitution.

<sup>168</sup> Voir par exemple l'arrêt de la Cour suprême n°3-4-1-7-08, tel qui peut être consulté à l'adresse <http://www.nc.ee/?id=1037>

<sup>169</sup> « La Cour constitutionnelle, ayant établi que les dispositions d'une loi dont la conformité à la Constitution n'est pas contestée par le pétitionnaire, mais interfère avec les relations sociales qu'elle est censée réglementer, estime qu'il est de son devoir de faire une déclaration en ce sens. » (décisions du 9 novembre 2001, du 14 janvier 2002, du 19 juin 2002, du 27 juin 2007, du 3 mars 2009 et du 2 septembre 2009).

en Turquie et, dans une moindre mesure, en Allemagne<sup>170</sup>, en Italie<sup>171</sup>, en Moldova, en Roumanie, en Espagne et en Ukraine). Ce faisant, la Cour combine les fonctions subjective et objective du contrôle de constitutionnalité : elle voit dans la requête originale l'occasion d'un contrôle plus général propice à l'élucidation de l'ordre constitutionnel et, potentiellement, à la suppression d'autres dispositions violant des droits subjectifs fondamentaux. La solution avancée dans l'article 87 de la Loi russe sur la Cour constitutionnelle mérite d'être mentionnée : elle prévoit qu'une décision constatant l'inconstitutionnalité d'une disposition peut servir de base à l'annulation de toutes les autres normes qui en découlent, qui la reproduisent ou qui reprennent ses termes.

159. Lorsqu'on opte pour une interprétation étroite, la question est encore plus contraignante dans le contexte d'un recours en inconstitutionnalité intégral contre un acte individuel. La Cour constitutionnelle risque de disposer uniquement du pouvoir d'invalidier ledit acte et de se voir interdire de supprimer l'acte normatif ayant servi de fondement à celui-ci, même si ledit acte normatif est inconstitutionnel et si la violation alléguée par le recours en inconstitutionnalité intégral résultait de l'application correcte d'un acte normatif inconstitutionnel. L'acte normatif concerné demeure donc valide et fait courir à d'autres particuliers le risque de voir leurs droits fondamentaux violés<sup>172</sup>.

160. Cependant, cette situation demeure l'exception (c'est le cas notamment en Suisse où le requérant<sup>173</sup> ne peut pas déclencher une procédure de contrôle normatif).

161. En Estonie, au Liechtenstein et en Lituanie, la Cour constitutionnelle doit annuler l'acte normatif dans le cadre de la même procédure ; en Allemagne, la Cour constitutionnelle peut annuler l'acte normatif ; en Autriche<sup>174</sup>, en Espagne et en République tchèque, la Cour constitutionnelle est tenue d'engager une seconde procédure de contrôle de constitutionnalité ; en Croatie, en Slovénie et en « ex-République yougoslave de Macédoine »<sup>175</sup>, cette annulation est facultative. Il convient de noter qu'en Autriche la loi ne peut être intégralement invalidée que si cette mesure ne va pas à l'encontre des intérêts du requérant.

---

<sup>170</sup> La Cour peut agir ainsi sur la base de l'article 78, alinéa 2, de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale : une disposition qui vise le contrôle abstrait des lois.

<sup>171</sup> Où la Cour constitutionnelle a rendu toute une série de ce qu'il est convenu d'appeler « des décisions interprétatives » rejetant fréquemment les requêtes contestant la constitutionnalité d'une norme juridique ou d'un acte en se fondant sur l'interprétation incorrecte de la loi adoptée par le juge *a quo*. La Cour constitutionnelle, dans ce cas, a adopté une interprétation différente de la disposition légale de manière à la rendre constitutionnelle (dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler des « sentenze interpretative di rigetto »). Ces décisions interprétatives ne sont formellement contraignantes que pour le juge *a quo* et non pour le reste des tribunaux et des juges. Les juges ne désirant pas suivre l'interprétation établie par la Cour constitutionnelle sont cependant empêchés d'appliquer l'interprétation ayant déjà été jugée inconstitutionnelle par ladite Cour. Ils doivent soumettre une nouvelle demande préjudicielle expliquant leur interprétation différente de la même norme. En pareil cas, la Cour constitutionnelle doit décider si cette nouvelle interprétation proposée par le juge *a quo* est valide et constitutionnelle et, le cas échéant, rendre une « sentenze interpretative di accoglimento » (c'est-à-dire une décision interprétative acceptant l'interprétation différente comme conforme à la Constitution). Lorsque la Cour constitutionnelle rejette l'interprétation proposée par le juge *a quo*, elle rend une décision avertissant le Parlement de manière à ce que celui-ci puisse disposer de certaines lignes directrices et suggestions pour rendre la législation concernée totalement conforme à la Constitution (et pour exclure la possibilité d'interprétations inconstitutionnelles). Si la Cour estime que le juge *a quo* a eu raison et que la disposition légale soumise est inconstitutionnelle, ladite disposition devient *ipso facto* invalide. La Cour peut alors « combler » la lacune elle-même (« sentenze additive ») ou énoncer le principe général que le juge *a quo* devra appliquer en l'espèce (« sentenze additive di principio »).

<sup>172</sup> La situation contraire – c'est-à-dire celle qui vise le cas où, dans le cadre d'un recours constitutionnel normatif, la Cour constitutionnelle n'a pas la possibilité de vérifier la constitutionnalité de l'acte individuel adopté sur la base de cette norme – est également critiquable.

<sup>173</sup> La requête ne peut viser que des lois cantonales.

<sup>174</sup> Où la Cour constitutionnelle engage elle-même une nouvelle procédure de contrôle de l'acte normatif et suspend la procédure relative à la plainte constitutionnelle. Après avoir mené à son terme la procédure de contrôle abstrait, elle examine de nouveau l'affaire concrète.

<sup>175</sup> Voir les articles 14 et 56 des Règles de procédure de la Cour constitutionnelle.

### III.1.2. Extension du cercle des griefs

162. Il est fréquent qu'un requérant individuel ait du mal à énumérer les motifs précis sur lesquels repose sa requête. En vue d'admettre le plus grand nombre possible de requêtes malgré des imperfections, la Cour constitutionnelle peut rendre des décisions sur un autre fondement constitutionnel des griefs, tels que ceux-ci sont exposés dans la requête<sup>176</sup> (c'est le cas notamment en Allemagne, en Albanie, en Autriche, en Belgique, en Bulgarie, en Espagne, en Estonie<sup>177</sup>, au Portugal, en République tchèque, en Russie et en Slovénie). En Allemagne, la Cour constitutionnelle fédérale est tenue par la réparation réclamée. Par ailleurs, le requérant n'est pas obligé de nommer la disposition exacte de la Loi fondamentale, même si la norme violée doit être identifiable sur la base de sa requête. Cette exigence est appliquée de manière plus stricte concernant les requêtes formulées par des avocats que celles formulées par des non-professionnels.

163. Pour rendre sa décision, la Cour constitutionnelle doit identifier le contenu d'une disposition contestée. Dans un tel cas, deux possibilités peuvent être envisagées : soit la Cour constitutionnelle confie aux tribunaux ordinaires la tâche d'interpréter ladite disposition, soit elle livre sa propre interprétation.

164. Lorsqu'elles sont saisies d'une question préjudicielle, les Cours constitutionnelles considérées dans la présente étude ne sont pas « strictement tenues par l'interprétation du texte de la loi contrôlée, telle qu'elle a été fournie par le tribunal requérant »<sup>178</sup> (voir par exemple la situation prévalant en Estonie<sup>179</sup>), à l'exception de la Cour constitutionnelle portugaise qui a toujours déclaré – dans le cadre de ce contrôle de constitutionnalité concret – que cet exercice est limité par l'interprétation du tribunal requérant du texte de loi contesté. Les Cours constitutionnelles autrichienne, belge et espagnole appliquent, en principe, l'interprétation exposée dans la requête émanant d'un tribunal, sauf lorsqu'une autre interprétation conforme à la Constitution peut être avancée. Concernant l'interprétation et l'application de normes juridiques et potentiellement inconstitutionnelles, la Cour constitutionnelle fédérale allemande est tenue de suivre les décisions des tribunaux ordinaires, à moins que celles-ci ne soient entachées d'arbitraire ou de toute évidence fondées sur une conception erronée de la signification et de la portée d'un droit fondamental<sup>180</sup>. En outre, la Cour constitutionnelle allemande est habilitée à demander aux plus hautes instances fédérales et régionales de lui soumettre des informations sur la manière dont elles interprètent la norme pertinente et sur les raisons invoquées à l'appui de cette interprétation<sup>181</sup>.

165. En fait, la technique de la réserve d'interprétation [*verfassungsgemäße Auslegung*] (« c'est-à-dire le pouvoir de garantir la constitutionnalité au moyen d'une interprétation spécifique ») permet à la Cour constitutionnelle d'imposer à tous les autres organes publics l'application d'un acte normatif selon une interprétation spécifique qu'elle estime constitutionnelle et contribue à préserver les actes normatifs, même lorsqu'une ou plusieurs interprétations constitutionnelles seraient théoriquement possibles<sup>182</sup> ; toutefois, elle s'avère

---

<sup>176</sup> Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p. 7, tel qu'il est affiché sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009.

<sup>177</sup> Voir, par exemple, le jugement n° 3-4-1-11-08, tel qu'il peut être consulté à l'adresse <http://www.nc.ee/?id=455>.

<sup>178</sup> A. Alen, M. Melchior, Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes, Bruxelles, 2002, p. 7, tel qu'il est affiché sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009.

<sup>179</sup> Où l'article 14 de la Loi sur la procédure judiciaire de contrôle de constitutionnalité dispose que : « 1. Lorsqu'elle connaît d'une affaire, la Cour suprême n'est pas tenue par le raisonnement exposé dans la demande, le jugement ou l'arrêt du tribunal. ».

<sup>180</sup> BVerfG, 1 BvR 1804/03 du 12/07/2004, para. 50.

<sup>181</sup> En vertu du paragraphe 4, phrase 1, de l'article 82 de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale, cette règle s'applique non seulement aux Cours suprêmes fédérales, mais également aux Cours suprêmes des *Länder*.

<sup>182</sup> Voir CCT 1/00 *in* CODICES.



inefficace lorsque les tribunaux et les organismes administratifs ordinaires ne suivent pas ladite interprétation<sup>183</sup>. **Une disposition législative – ou mieux, constitutionnelle – explicite obligeant tous les autres organes publics, y compris les tribunaux, à adopter l'interprétation constitutionnelle avancée par la Cour constitutionnelle, est un élément fondamental de clarification des relations entre ladite Cour et les tribunaux ordinaires. Cette disposition pourrait servir de base à des requêtes introduites par des particuliers en vue de dénoncer des violations de leurs droits individuels devant les tribunaux.**

166. Pour surmonter le problème de la non-application de ses décisions, la Cour constitutionnelle italienne a adopté l'approche opposée et élaboré le concept de « *diritto vivente* » (droit vivant). Le juge constitutionnel interprète une disposition juridique contestée comme si elle était « généralement » interprétée par les tribunaux ordinaires et décide de la constitutionnalité de la loi sur la base de cette interprétation commune, même si la disposition concernée pourrait également être interprétée de manière constitutionnelle. Par conséquent, toute loi ayant été constamment interprétée de manière inconstitutionnelle est annulée et renvoyée au Parlement, lequel est invité à adopter une nouvelle loi censée ne pas pouvoir être interprétée de manière inconstitutionnelle (ou, du moins, présenter moins de risques sous cet angle). La Cour constitutionnelle arménienne peut également déclarer une norme contestée inconstitutionnelle sur la base de l'interprétation généralement donnée à la loi dans le cadre de son application.

### III.2. Effets *ratione personae*

167. Un attribut typique des Cours constitutionnelles créées sur la base du modèle européen est l'effet *erga omnes* de leurs décisions, alors que les décisions rendues à l'issue d'une plainte dénonçant un acte individuel produisent généralement un effet *inter partes*, c'est-à-dire que le raisonnement juridique exposé dans les moyens du jugement/de l'arrêt, peut également avoir un impact sur d'autres affaires. En Allemagne, par exemple, ces raisons (et non plus les seuls arguments *obiter dicta*) lient tous les organes publics, y compris les tribunaux. La portée d'une décision relative à un acte normatif contesté peut varier et dépend principalement des préférences du législateur.

Voir le tableau 1.1.14: effet *erga omnes*

168. Les décisions peuvent également produire des effets différents selon que la Cour constitutionnelle estime qu'une disposition est conforme ou non à la Constitution.

Voir le tableau 1.1.15: Confirmation de la constitutionnalité

#### III.2.1. Contrôle des actes normatifs

169. L'exemple le plus évident d'effet *erga omnes* est la constatation par la Cour constitutionnelle de l'inconstitutionnalité ou de l'invalidité d'un acte normatif. Dans le dernier cas, ledit acte est retiré de l'ordre juridique et ne peut plus être appliqué à quiconque. Lorsqu'une Cour (constitutionnelle) estime qu'un acte normatif est inconstitutionnel, plusieurs possibilités peuvent être envisagées : ladite Cour et parfois tenue d'invalider l'acte en question avec effet *erga omnes* ; elle peut également déclarer l'acte inconstitutionnel et interdire son application tout en s'abstenant de (en se déclarant incompétente pour) le retirer de l'ordre juridique. Dans la plupart des pays ayant fait l'objet de la présente étude, le contrôle d'un acte normatif peut mener à une décision contraignante pour tous les tiers.

---

<sup>183</sup> Voir X. Samuel, « Les réserves d'interprétation émises par le Conseil constitutionnel », tel que ce document est affiché sur la page [http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/root/bank\\_mm/pdf/Conseil/reserves.pdf](http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/root/bank_mm/pdf/Conseil/reserves.pdf) consultée pour la dernière fois le 4 juin 2009.

170. L'analyse des procédures applicables aux questions préjudicielles de constitutionnalité doit être nuancée. Premièrement, les exceptions d'inconstitutionnalité et les questions préjudicielles déclenchent le contrôle d'un acte normatif. Il est incontestable qu'une décision prise sur la base d'une exception d'inconstitutionnalité produise des effets contraignants pour les parties, de plus les tribunaux ordinaires sont tenus d'appliquer la décision de la Cour constitutionnelle à l'espèce<sup>184</sup>. Dans bon nombre d'États, la décision de la Cour constitutionnelle dépasse le simple constat d'inconstitutionnalité *inter partes* et abolit l'acte normatif contesté. Cette approche permet au législateur de combiner l'idée de protection des droits individuels fondamentaux et celle du contrôle de constitutionnalité. C'est le cas notamment en Afrique du Sud<sup>185</sup>, en Albanie, en Andorre, en Bulgarie, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Grèce, en Italie, en Lituanie, en Roumanie ou à Saint-Marin. Dans les États de common law, l'effet contraignant de la décision de la Cour suprême découle du système des précédents.

171. En Belgique, au Luxembourg et à Chypre, cependant, l'effet d'une décision de la Cour constitutionnelle est expressément limité à l'espèce. En Turquie, le tribunal requérant se contente d'attendre la décision de la Cour constitutionnelle et de l'appliquer, à condition qu'elle soit rendue dans les cinq mois. Autrement, ce même tribunal doit appliquer la loi contestée. Au Portugal, même si la Loi sur la Cour constitutionnelle prévoit que les effets de ses décisions sont limités à l'espèce, ladite Cour – à partir du moment où elle a rendu trois décisions relatives au même sujet – peut décider d'engager une procédure de contrôle abstrait de l'acte normatif contesté, procédure pouvant éventuellement déboucher sur une invalidation<sup>186</sup>.

172. La décision constatant l'inconstitutionnalité d'un acte normatif – tel qu'elle a été rendue à l'issue d'un recours ordinaire ou intégral en inconstitutionnalité – produit des effets *erga omnes* (c'est le cas notamment en Afrique du Sud, en Allemagne, en Algérie, en Arménie, en Autriche, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, en Espagne, en Estonie<sup>187</sup>, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en France, en Hongrie, en Lettonie, au Liechtenstein, en Pologne, en République tchèque, en Slovénie, en Suisse, en Roumanie et en Russie).

173. Dans les États dotés d'un système de contrôle diffus ou mixte, deux positions diamétralement opposées s'affrontent. D'une part, les décisions peuvent produire des effets *erga omnes* réels ou avoir une portée générale analogue. C'est le cas au Brésil et au

<sup>184</sup> Voir, par exemple, l'article 57 de la Loi qualifiée andorrane sur la Cour constitutionnelle : « 2. La décision de la Cour constitutionnelle lie le tribunal requérant. [...] »

<sup>185</sup> En Afrique du Sud, lorsqu'un tribunal estime qu'un acte (texte de loi) normatif est incompatible avec la Constitution, il déclare ledit texte invalide sous cet angle et, une fois cette déclaration d'invalidité confirmée par la Cour constitutionnelle, l'acte (texte de loi), n'est plus applicable à quiconque.

<sup>186</sup> Au Portugal, il faut que trois décisions de la Cour constitutionnelle – rendues dans le cadre d'un contrôle concret de constitutionnalité – aient constaté l'inconstitutionnalité d'une règle spécifique pour que cette dernière puisse faire l'objet d'un contrôle autonome de type abstrait. Dans la mesure où ce nouveau contrôle est autonome, rien n'empêche la Cour – siégeant en assemblée plénière (13 juges) – de rendre cette fois une décision différente de celles rendues par les collèges de cinq juges siégeant en chambre. Voir la décision n°221/2009 rendue le 5 mai 2009, dans laquelle le représentant du parquet auprès de la Cour constitutionnelle avait demandé à celle-ci de déclarer, de manière contraignante, l'inconstitutionnalité d'une règle exposée dans la Loi exécutive relative aux sommes exigibles au titre de soins de santé reçus dans un établissement ou un service appartenant au Service de santé national dès lors que le patient n'a pas pu produire une carte de sécurité sociale et n'a pas présenté (dans le délai fixé par la Loi exécutive) des preuves de la détention d'une telle carte, ni sollicité la délivrance de ce document par les services compétents. La Cour constitutionnelle avait déjà estimé inconstitutionnelle l'interprétation prévalente de cette règle dans le cadre de trois contrôles concrets. Cependant, dans sa décision n°221/2009 la même Cour – siégeant en assemblée plénière – a décidé de ne pas déclarer la règle inconstitutionnelle. Il convient d'ajouter que le parquet a le pouvoir d'exiger des juges constitutionnels qu'ils uniformisent leur jurisprudence, à condition cependant que cette procédure soit engagée par l'un des juges constitutionnels lui-même. Aucune demande en ce sens ne peut émaner d'un simple particulier.

<sup>187</sup> Uniquement si la décision a été rendue par la Cour suprême. Lorsqu'un tribunal ordinaire décide qu'une norme est inconstitutionnelle, sa décision n'a d'effet contraignant que pour les parties même si, dans certains cas, elle peut déclencher une procédure automatique devant la Cour suprême (dont la décision aura des effets *erga omnes*).

Mexique<sup>188</sup>, où la Cour constitutionnelle peut déclarer une loi inconstitutionnelle après cinq décisions consécutives relatives au même acte général. De même, l'effet des précédents dans le système de common law rend les décisions de la Cour constitutionnelle contraignantes pour les juridictions inférieures. Ainsi, une déclaration constatant l'inapplicabilité d'une loi en raison de son caractère inconstitutionnel, par exemple, sera respectée par toutes les juridictions inférieures, à moins que ces dernières ne « distinguent » l'espèce dont elles s'occupent du précédent en question (c'est le cas notamment au Canada<sup>189</sup>, aux États-Unis<sup>190</sup>, au Pérou ou au Mexique). En Islande, le principe *stare decisis* [autorité des précédents] n'est pas inscrit dans la Constitution, mais est appliquée à titre de coutume constitutionnelle. Au Brésil, le système des précédents confère non seulement un effet général certain aux décisions, mais permet également aux tribunaux de suggérer des modifications de la législation.

174. D'autre part, en Argentine, au Chili, au Danemark, en Finlande, au Japon, en Norvège et en Suède, la Cour constitutionnelle ou la Cour suprême se contentent de déclarer l'inapplicabilité d'un acte normatif en l'espèce. Aucune disposition ne garantit formellement l'unité de la pratique judiciaire. Par conséquent, l'appareil judiciaire se doit d'instaurer une cohérence profonde - bien qu'informelle -, notamment en communiquant des informations et en respectant certaines consignes visant à éviter les incertitudes juridiques inhérentes à une jurisprudence incohérente.

175. Les déclarations d'inconstitutionnalité (voir plus bas la section intitulée « Maintien de la validité d'un acte contesté ») forment une autre catégorie de décisions relatives à des actes normatifs, mais ne produisent pas forcément des effets *erga omnes*.

176. Même le rejet d'une requête visant un acte ayant des effets *inter partes* peut avoir un impact concret important, dans la mesure où les futurs requérants potentiels (et notamment les tribunaux ordinaires) suivront la décision rendue par la Cour constitutionnelle et pourront se faire une idée assez précise des chances de succès de leur requête<sup>191</sup>.

177. Il en va de même des décisions confirmant la constitutionnalité (voir le tableau 1.1.15 : Confirmation de la constitutionnalité). En fait, la portée des effets des décisions dans laquelle la Cour constitutionnelle confirme la constitutionnalité – c'est-à-dire refuse d'invalider un acte normatif ou individuel – varie. Deux approches s'opposent sur ce point : premièrement, en Autriche, en Espagne, en Roumanie et en Suisse, notamment, la Cour constitutionnelle n'acceptera plus aucune requête visant le même texte de loi et la même disposition si elles émanent de la même personne. La décision empêche donc le requérant concerné de soulever la même question, les autres particuliers restant libres de porter leur affaire devant la Cour constitutionnelle. À cet égard, la décision ne produit donc que des effets *inter partes*<sup>192</sup>. Par ailleurs, les décisions confirmant l'incompatibilité avec la Constitution peuvent produire des effets *erga omnes*. Au Pérou, le juge ordinaire doit s'abstenir de trancher les questions d'inconstitutionnalité soumises par une partie, dès lors que celles-ci concernent une norme dont la constitutionnalité a été confirmée par le Tribunal constitutionnel dans une décision antérieure.

---

<sup>188</sup> T. Ginsberg, « Comparative Constitutional Review », United States Institute for Peace Projects, tel que ce document est affiché sur la page [http://www.usip.org/ruleoflaw/projects/tg\\_memo\\_on\\_constitutional\\_review.pdf](http://www.usip.org/ruleoflaw/projects/tg_memo_on_constitutional_review.pdf) consultée pour la dernière fois le 2 mars 2009.

<sup>189</sup> Tel qu'il est affiché sur la page <http://www.er.uqam.ca/nobel/r31400/jur2515/ndecours/jur2515chap7-2007.pdf> consultée pour la dernière fois le 2 mars 2009.

<sup>190</sup> Voir « The Court and Constitutional Interpretation », tel que ce document est affiché en anglais sur la page <http://www.supremecourtus.gov/about/constitutional.pdf> consultée pour la dernière fois le 4 mai 2009.

<sup>191</sup> R. Jaeger, S. Broß, *op. cit.*, p. 26 f.L.

<sup>192</sup> G. Kucsko-Stadlmayer, « Die Beziehungen zwischen den Verfassungsgerichtshöfen und den übrigen einzelstaatlichen Rechtsprechungsorganen, einschließlich der diesbezüglichen Interferenz des Handelns der europäischen Rechtsprechungsorgane », Rapport du XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes, 2002, p. 23.

De même en Allemagne<sup>193</sup>, en Andorre, en Arménie, en Belgique, en Lituanie, en Moldova, en Serbie et en République tchèque, les décisions de constitutionnalité ne peuvent pas être contestées. En d'autres termes, la question ne peut plus être soulevée du moins pendant une certaine période, comme c'est le cas en Arménie et en Turquie. Il en va de même en France depuis la réforme de 2008, mais certaines affaires pourraient être rouvertes en cas d'évolution des circonstances factuelles ou juridiques de l'espèce (de sorte que l'effet *erga omnes* pourrait être amoindri).

178. Les règles applicables en « ex-République yougoslave de Macédoine »<sup>194</sup> et en Slovénie occupent une position intermédiaire, dans la mesure où la Cour constitutionnelle ne peut pas se saisir de nouveau d'une question en l'absence de raisons de penser qu'elle va statuer différemment cette fois. *A contrario*, en présence d'un doute manifeste, elle jugera la requête recevable.

179. Enfin, le *stare decisis* existe dans les systèmes dépourvus d'un contrôle concentré. Chypre<sup>195</sup>, le Mexique, le Pérou<sup>196</sup>, l'Afrique du Sud et les États-Unis appliquent la doctrine du précédent, laquelle facilite la préservation de la cohérence de la jurisprudence et s'apparente à l'effet *erga omnes* des systèmes de droit civil. Une juridiction inférieure peut parfois refuser d'appliquer le *ratio decidendi* (raisonnement) d'une décision rendue par une juridiction supérieure, mais doit dans ce cas expliquer en quoi l'espèce diffère du précédent. Malgré le principe du *stare decisis*, les juridictions suprêmes des pays de common law, comme les États-Unis et le Royaume-Uni (depuis 1966), adoptent leur propre décision à la majorité des juges et sur la base d'un raisonnement adéquat. Dans certains États dotés d'un système de contrôle concentré<sup>197</sup>, la Cour constitutionnelle est tenue par ses propres précédents, mais peut annuler ceux-ci en adoptant une décision motivée à une majorité qualifiée (c'est le cas notamment en Andorre<sup>198</sup>).

<sup>193</sup> Cependant, la question de la constitutionnalité d'un texte de loi peut être soulevée de nouveau devant la Cour constitutionnelle fédérale dès lors que la situation en fait ou en droit a évolué depuis la décision initiale.

<sup>194</sup> Voir l'article 28 des règles de procédure de la Cour constitutionnelle.

<sup>195</sup> Le *ratio decidendi* [fondement d'une décision] d'une affaire découlant des arrêts de la Cour suprême siégeant en qualité de juridiction d'appel ou exerçant ses compétences originales (et siégeant en assemblée plénière) est contraignant pour les tribunaux hiérarchiquement subordonnés à ladite Cour.

<sup>196</sup> L'article VI du Code de procédure constitutionnelle dispose que : « Les juges interprètent et appliquent la loi ou toute autre norme ayant force de loi, ainsi que les règlements, en appliquant les préceptes et les principes constitutionnels conformément à l'interprétation de ceux-ci telle qu'elle transparaît dans les résolutions adoptées par le Tribunal constitutionnel. [Los Jueces interpretan y aplican las leyes o toda norma con rango de ley y los reglamentos según los preceptos y principios constitucionales, conforme a la interpretación de los mismos que resulte de las resoluciones dictadas por el Tribunal Constitucional.]. L'article VII : « Les jugements du Tribunal constitutionnel ayant l'autorité de la *res judicata* deviennent un précédent contraignant lorsque leur texte l'indique, auquel cas la disposition pertinente doit préciser l'ampleur de son effet normatif. Lorsque le Tribunal constitutionnel décide de s'écarter d'un précédent, il doit énoncer les fondements factuels et juridiques sous-tendant son jugement et les raisons pour lesquelles il a décidé d'agir ainsi. [Las sentencias del Tribunal Constitucional que adquieren la autoridad de cosa juzgada constituyen precedente vinculante cuando así lo exprese la sentencia, precisando el extremo de su efecto normativo. Cuando el Tribunal Constitucional resuelva apartándose del precedente, debe expresar los fundamentos de hecho y de derecho que sustentan la sentencia y las razones por las cuales se aparta del precedente.].

<sup>197</sup> En Lituanie, par exemple, le principe *stare decisis* est appliqué avec certaines particularités. En vertu de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, cette dernière est tenue par le précédent et par la doctrine constitutionnelle qu'elle a formulée et qui sous-tend lesdits précédents. Il est parfois possible de s'écarter des précédents de la Cour constitutionnelle ou de créer de nouveaux précédents dès lors que cette mesure s'avère inévitable et objectivement nécessaire, fondée sur des dispositions de la Constitution et motivée. Cette nécessité de réinterpréter certaines circonstances constitutionnelles de manière à ce que la doctrine puisse être corrigée ne peut être déterminée que par des circonstances telles que le besoin d'accroître les possibilités de mise en œuvre des droits individuels innés ou acquis et de protéger des intérêts légitimes ou le renforcement de la défense et de la protection des valeurs consacrées par la Constitution (décision rendue par la Cour constitutionnelle le 24 octobre 2007).

<sup>198</sup> L'article 3 de la Loi sur le Tribunal constitutionnel dispose que : « 1. Le Tribunal constitutionnel est indépendant des autres organes constitutionnels et il n'est soumis qu'à la Constitution et à la Loi qualifiée sur le Tribunal constitutionnel. Il est lié par ses propres précédents dans l'interprétation subséquente de la Constitution ; cependant, lesdits précédents peuvent être modifiés sur la base d'une décision motivée adoptée à la majorité absolue des

### III.2.2. Contrôle des actes individuels

180. Généralement, la décision rendue sur la base d'un recours contestant un acte individuel affecte uniquement l'affaire ou la situation sur la base de laquelle la procédure a été engagée<sup>199</sup>. La question de la portée d'une décision de la Cour constitutionnelle pose des problèmes essentiels concernant le rôle et l'efficacité des recours. Une telle décision ne produit des effets contraignants que pour le requérant et l'organe judiciaire ou administratif dont l'acte était contesté ainsi que, dans certains cas, les organes publics qui pourraient être amenés à s'occuper concrètement de cette question à l'avenir, tant que la situation concrète à l'origine de l'affaire n'a pas changé (voir, par exemple, la pratique autrichienne). En Allemagne, même les décisions visant des actes individuels produisent des effets contraignants pour l'ensemble des organes publics<sup>200</sup>).

181. Il convient de distinguer entre trois cas de figure selon que la Cour constitutionnelle tranche sur le fond, annule un acte individuel ou ordonne simplement la réouverture d'une procédure (ou bien modifie l'acte administratif en cause sans l'annuler).

182. La Cour constitutionnelle peut se prononcer sur le fond de l'affaire en Afrique du Sud, en Arménie, au Brésil, au Canada, à Chypre<sup>201</sup>, en Espagne, en Estonie, aux États-Unis, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Islande, en Irlande, au Japon, en Slovénie et en Suisse. Toutefois, dans la plupart de ces États, ceci n'est pas la règle et la Cour constitutionnelle peut décider de renvoyer l'affaire à une juridiction inférieure pour qu'elle se prononce sur le fond<sup>202</sup>.

183. Lorsque la Cour constitutionnelle annule une décision judiciaire définitive, elle ordonne généralement la réouverture du dossier (c'est le cas notamment en Allemagne, en Andorre, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Hongrie, en Lettonie, au Liechtenstein, au Portugal, en Russie, en République de Corée, en République tchèque, en Slovaquie, en Slovénie et en Suisse). De même, lorsque la Cour annule un acte administratif individuel, cette mesure contraint fréquemment les organes administratifs à adopter un nouvel acte.

184. Lorsque la Cour constitutionnelle se contente de renvoyer une affaire aux juridictions supérieures ordinaires – de manière à ce qu'elles rouvrent la procédure sans vraiment trancher sur la question de la constitutionnalité des dispositions contestées (comme c'est le cas en Azerbaïdjan) –, la question se pose de savoir si la juridiction saisie suivra les consignes données par les juges constitutionnels. De même, l'efficacité du système serbe<sup>203</sup> – lequel prévoit que la Cour constitutionnelle suspend sa procédure pour laisser à l'organe administratif ou législatif concerné le temps de corriger une situation potentiellement inconstitutionnelle – dépend de la volonté dudit organe de se conformer à ces instructions.

---

membres du Tribunal. 2. Aux fins du paragraphe 1, un précédent est présumé exister dès lors que deux affaires identiques ont été résolues de la même manière et sur la base de la même doctrine. ».

<sup>199</sup> *Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p. 7, affiché sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 23 février 2009, p. 45*

<sup>200</sup> R.Jaeger, S. Broß, *op. cit.*, p. 27.

<sup>201</sup> Dans l'exercice de son autorité administrative, la Cour suprême peut confirmer une décision administrative ou déclarer une telle décision nulle et non avenue. Elle ne jouit pas du pouvoir d'amender ou de modifier la décision de l'organe administratif. La Cour n'est pas non plus habilitée à revoir les mérites des décisions administratives et à substituer à ces dernières ses propres décisions. Un tel acte violerait en effet la stricte séparation des pouvoirs garantie par la Constitution. Le processus de prise de décision en matière administrative relève entièrement de la branche exécutive du gouvernement.

Le contrôle est censé vérifier la légalité des actes ou omissions de l'administration et non d'évaluer leur justesse sous l'angle judiciaire.

<sup>202</sup> [CDL-INF\(2001\)009](#), Les décisions des Cours constitutionnelles et des instances équivalentes et leur exécution.

<sup>203</sup> Article 55 de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

185. Alors que certaines Cours constitutionnelles peuvent réellement donner des instructions à l'organe compétent sur la manière dont celui-ci doit agir pour se conformer à la Constitution et pour exécuter correctement la décision concernée (comme c'est le cas en République tchèque<sup>204</sup>, en Allemagne, à Malte, en Slovaquie<sup>205</sup>, en Slovénie, en Espagne<sup>206</sup> et en Ukraine<sup>207</sup>), dans d'autres pays la Cour constitutionnelle ne dispose pas du pouvoir de préconiser ou d'ordonner une action positive. Même si la dernière approche témoigne d'un plus grand respect de la séparation des pouvoirs, elle risque de nuire à l'efficacité des décisions des juges constitutionnels.

186. Comme indiqué plus haut, la Cour constitutionnelle peut être en mesure d'élargir la portée de son contrôle soit en engageant une nouvelle procédure, soit en tranchant la question de la constitutionnalité de l'acte normatif sur lequel était fondé l'acte individuel attaqué dans le cadre de la même procédure, auquel cas cette (seconde) décision produira des effets *erga omnes*. Mais la décision relative à un acte individuel peut également produire des effets n'étant pas limités à l'espèce : au Montenegro, lorsque la Cour constitutionnelle se prononce sur un acte individuel ayant violé les droits de plusieurs personnes dont une seule a introduit le recours, la décision s'étend à toutes les personnes lésées. De même, dans certains États, la Cour constitutionnelle peut annoncer que tout futur acte administratif ou judiciaire comparable à celui qu'elle vient d'annuler sera considéré comme inconstitutionnel. Par conséquent, même lorsqu'elle se prononce sur un recours individuel, la Cour constitutionnelle peut donner des directives générales sur la manière dont les instances ou les organes judiciaires et administratifs doivent se comporter de manière à agir dans le respect de la Constitution.

### III.3. Effets *ratione temporis*

#### III.3.1. Invalidation *ex tunc* ou *ex nunc* d'un acte

Voir le tableau 1.1.16: Effet *ex nunc* ou *ex tunc* de la décision de la Cour constitutionnelle

187. Les décisions relatives à l'inconstitutionnalité d'un acte normatif peuvent produire des effets différents dans le temps. La doctrine de la « nullité » (*Nichtigkeitslehre*) s'oppose sur ce point à celle de « l'invalidité » (*Vernichtbarkeitslehre*). Cette opposition crée un dilemme, puisqu'il faut choisir entre la cohérence doctrinaire (l'acte inconstitutionnel est considéré comme n'ayant jamais fait partie de l'ordre juridique) et la sécurité juridique (les actes commis sur la base de la disposition contestée avant l'entrée en vigueur de la décision de la Cour constitutionnelle restent valides)<sup>208</sup>. Aucun des pays ayant fait l'objet de la présente étude n'a opté pour la première solution sans laisser une certaine marge de manœuvre à la Cour constitutionnelle, dans la mesure où l'annulation d'un acte normatif important, ayant servi de fondement à de nombreux actes individuels, pourrait avoir des conséquences importantes. Le choix entre l'annulation et la dérogation peut également avoir des effets sur la propension des particuliers à introduire un recours contre un acte normatif. Lorsque la Cour invalide la norme avec un effet pour l'avenir, l'affaire du requérant ne peut pas être résolue par la suppression des normes générales inconstitutionnelles. Par conséquent, pour inciter les particuliers à introduire un recours contre des actes normatifs, certains États ont envisagé de conférer un effet rétroactif à la décision concernant uniquement le cas du requérant (ce qu'il est convenu

<sup>204</sup> Article 82b) de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

<sup>205</sup> Article 127 (2) de la Constitution

<sup>206</sup> Article 55 1 c de la Loi organique sur la Cour constitutionnelle.

<sup>207</sup> Article 70 de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

<sup>208</sup> Les législations albanaise et russe sont remarquables, dans la mesure où elles déclarent explicitement que la Cour constitutionnelle peut conférer un effet immédiat à ses décisions – avant même leur publication – si cela s'avère nécessaire pour protéger les droits constitutionnels du particulier.

d'appeler la « prime à l'auteur d'un recours »<sup>209</sup>). Par exemple, en Hongrie, la décision de la Cour – même si ses effets sont purement dérogatoires – s'applique au cas du requérant individuel.

188. Seuls quelques rares pays ont conféré un effet *ex tunc* aux décisions de leur Cour constitutionnelle. C'est le cas notamment de l'Allemagne (où la Cour jouit du pouvoir de choisir entre un effet *ex tunc* ou *ex nunc*), de l'Andorre, de la Belgique, de l'« ex-République yougoslave de Macédoine », de la Hongrie, de l'Italie, de la Pologne, du Portugal, de la Russie et de la Slovénie.

189. Parmi ces pays, seules l'Andorre, l'Arménie, la Belgique, l'Espagne, la Lettonie, la Russie, la Slovénie<sup>210</sup> et la Suisse confèrent un net effet *ex tunc* (à quelques exceptions près qui doivent être précisées par la Cour constitutionnelle). Tous les autres États (comme l'Allemagne<sup>211</sup>, l'Italie ou le Portugal) limitent la déclaration de nullité préalable aux actes autres que les décisions judiciaires définitives.

190. L'effet *ex nunc* a été introduit en Albanie, en Algérie, en Arménie, en Autriche, au Bélarus, au Brésil, au Chili, en Corée du Sud, en Croatie, en Estonie, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en France, en Géorgie, en Hongrie, en Lettonie, au Liechtenstein, en Lituanie, au Luxembourg, au Mexique, en Moldova, en République tchèque<sup>212</sup>, en Roumanie, en Russie, à Saint-Marin, en Serbie, en Slovaquie, en Slovénie<sup>213</sup> et en Ukraine.

191. Là encore, la plupart des États peuvent, jusqu'à un certain point, adopter des mesures visant à atténuer l'effet dérogatoire.

### III.3.2. Atténuation des invalidations et de leurs effets temporaires

192. Les effets *ex tunc* et *ex nunc* des décisions doivent parfois être atténués. Pour ce faire, l'une des options consiste à permettre à la Cour constitutionnelle de décider du moment où sa décision entre en vigueur (soit dans le passé -auquel cas cette pratique s'apparente à un compromis entre la nullité et la dérogation, soit dans le futur, soit les deux). L'autre possibilité consiste à recourir à des techniques d'interprétation (autorisée) combinant à la fois une protection adéquate de la Constitution et une cohérence de l'ordre juridique, dans la mesure où l'ensemble des dispositions n'est pas immédiatement retiré de l'ordre juridique. En Afrique du Sud, tout tribunal déclarant un acte normatif invalide en invoquant sa non-conformité à la Constitution, peut rendre une ordonnance précisant l'étendue de son effet rétroactif.

193. Les décisions *ex tunc* n'affectent pas les décisions judiciaires définitives. Le principe de la sécurité juridique concernant les décisions judiciaires définitives a été consacré comme principe

---

<sup>209</sup> Ce terme a vu le jour dans la doctrine autrichienne (*Ergreiferprämie*). Concernant sa traduction, voir [CDL\(2008\)065](#), Avis sur les projets de lois portant modification et complétant (1) la Loi relative aux procédures constitutionnelles et (2) la Loi relative à la Cour constitutionnelle du Kirghizstan, 2008.

<sup>210</sup> Où la Cour constitutionnelle annule les lois ou les actes généraux adoptés dans le cadre de l'exercice de la puissance publique, mais jugés inconstitutionnels ou illégaux. En Slovénie, l'annulation produit des effets *ex tunc* (article 45. 2 de la Loi sur la Cour constitutionnelle).

<sup>211</sup> En vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 79 de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale, les décisions définitives fondées sur une norme ayant été déclarée nulle demeurent inattaquables, même si une disposition ou une loi est déclarée nulle. Il faut qu'une condamnation définitive ait été prononcée dans une affaire pour qu'une nouvelle procédure puisse être engagée conformément aux dispositions du Code de procédure pénale.

<sup>212</sup> Concernant la République tchèque, la Cour constitutionnelle n'a jamais conféré d'effets *ex tunc* à ses décisions, mais la doctrine n'exclut pas la possibilité d'avoir recours à ce procédé en vertu de la législation en vigueur. Voir Wagnerová, E., Dostál, M., Langášek, T., Pospíšil, I. : « Zákon o Ústavním soudu s komentářem » [Loi sur la Cour constitutionnelle avec commentaires], ASPI, Prague 2007, p. 206.

<sup>213</sup> Lorsque la Cour constitutionnelle abroge une loi inconstitutionnelle ou bien un règlement ou un acte général inconstitutionnel adopté dans le cadre de l'exercice de la puissance publique, cette abrogation produit des effets *ex nunc* [voir les articles 43 et 45(3) de la Loi sur la Cour constitutionnelle].

prioritaire dans la majorité des Etats où les décisions de la Cour constitutionnelle ont un effet rétroactif (c'est le cas notamment en Italie et au Portugal).

194. Effet *ex tunc* des décisions rendues au pénal. La réouverture d'une procédure pénale est un phénomène courant, même dans les pays dont la Cour constitutionnelle rend des décisions ayant un effet dérogatoire, dès lors que cette pratique risque de déboucher sur une peine plus légère (c'est le cas notamment en Afrique du Sud, en Albanie, en Espagne, en Hongrie, en Italie, en Corée du Sud, au Mexique, en Moldova, au Portugal, en République tchèque, en Roumanie, en Slovénie et en Uruguay). En Afrique du Sud, un nouveau motif de contrôle des peines infligées permet de revoir les sanctions appliquées en vertu d'un acte normatif inconstitutionnel<sup>214</sup>. Au Portugal, les décisions de la Cour constitutionnelle peuvent avoir un effet rétroactif dès lors que la règle déclarée inconstitutionnelle ou illégale vise des questions pénales, des procédures disciplinaires ou des infractions administratives, lorsque leur contenu est moins favorable à l'accusé<sup>215</sup>. En République tchèque, la réouverture d'une procédure pénale n'est possible que si aucun jugement n'a encore été appliqué<sup>216</sup>, alors qu'en Slovénie les procédures pénales peuvent être rouvertes même après un jugement définitif dès lors que la loi sur laquelle la condamnation a été prononcée a été annulée ou abrogée.

195. Délai spécial d'invalidation. La quasi-totalité des États dispose d'une réglementation spécifique concernant l'entrée en vigueur et l'effet éventuellement rétroactif des décisions de la Cour constitutionnelle. En Albanie, ces décisions entrent en vigueur le jour de la proclamation si cette mesure s'avère nécessaire pour protéger les droits fondamentaux de l'individu. Certains États, appliquant le principe de l'effet dérogatoire, prévoient la rétroactivité afin de réparer ou prévenir un dommage (c'est le cas notamment de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Slovénie). La Serbie et l'« ex-République yougoslave de Macédoine » disposent d'une législation accordant aux particuliers le droit de solliciter la réouverture du dossier dans toutes les affaires où une décision définitive était fondée sur un acte normatif invalidé. De manière plus restrictive, la prime à l'auteur d'un recours (effet rétroactif uniquement dans l'espèce en cours) a été introduite en Arménie<sup>217</sup>, en Autriche, en Hongrie et – moyennant certaines limitations – au Liechtenstein. En Israël, la décision entre en vigueur le jour où elle est rendue par la Cour suprême, laquelle peut cependant suspendre la déclaration d'inconstitutionnalité si elle l'estime nécessaire. Cette pratique vise fréquemment les affaires dans lesquelles la Cour désire permettre au législateur ou à l'exécutif de disposer d'un certain délai pour modifier la loi ou la pratique en cause.

196. Concernant la persistance de la validité d'une disposition, il convient de distinguer entre plusieurs cas de figure. Dans les États dotés d'un système de contrôle de constitutionnalité diffus, l'acte normatif contesté ne peut pas être invalidé, mais devient inapplicable (c'est le cas notamment au Danemark, en Finlande, en Islande, à Malte, en Norvège et en Suède). À Malte, par exemple, la Cour constitutionnelle soumet sa décision au législateur qui est libre ou pas de modifier la législation conformément à ladite décision<sup>218</sup>.

197. Dans les États dotés d'un système de contrôle de constitutionnalité concentré comme l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Andorre, la France, la Pologne, le Portugal et la Slovénie, les Cours constitutionnelles ont la capacité de déclarer une loi incompatible avec la Constitution. La

<sup>214</sup> Voir RSA-2009-2-009, CCT 98/08, 15/07/2009 in CODICES.

<sup>215</sup> La décision n°232/2004 rendue le 31 mars 2004 illustre cette pratique permettant à la Cour de déclarer inconstitutionnelles des règles visant des peines accessoires impliquant la déportation de ressortissants étrangers responsables de mineurs ayant la nationalité portugaise et résidant au Portugal. Cette déclaration est généralement contraignante pour les tiers. Toutefois, la Cour a déterminé les effets de l'inconstitutionnalité de ces règles de manière à ne pas exclure les affaires dans lesquelles des sentences – incluant éventuellement, à titre de peine accessoire, une déportation – avaient déjà été infligées, mais pas encore exécutées au moment de la publication de la décision n°232/2004.

<sup>216</sup> Article 71 de la Loi sur la Cour constitutionnelle.

<sup>217</sup> [CDL-AD\(2006\)017](#), Avis sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle de la République d'Arménie.

<sup>218</sup> Article 242 du Code d'organisation et de la procédure civile.



disposition concernée devient généralement alors inapplicable et il appartient au législateur de l'aligner sur la Constitution dans un certain délai. En Allemagne, on a notamment recours à cette option dans les affaires liées au principe d'égalité. La Cour constitutionnelle donne parfois des directives sur la manière d'appliquer la loi pendant la période transitoire courant jusqu'à la modification de celle-ci par le législateur<sup>219</sup>.

198. Le même résultat est atteint dans les États dont les Cours constitutionnelles adoptent des décisions ayant un effet *ex nunc*, dès lors que ces juridictions ont le pouvoir de suspendre l'entrée en vigueur desdites décisions (c'est le cas notamment en Autriche, en Azerbaïdjan, en Hongrie, en Lettonie, au Liechtenstein<sup>220</sup>, en Lituanie<sup>221</sup>, en Pologne, en Slovénie, en Afrique du Sud<sup>222</sup> et en Suisse<sup>223</sup>).

#### III.4. Effets *ratione materiae* : réparation et dommages

Voir le tableau 1.1.17: Capacité des Cours constitutionnelles d'accorder des dommages et intérêts

199. La plupart des Cours constitutionnelles passées en revue dans le cas de la présente étude n'ont pas la capacité d'accorder des dommages et intérêts à un particulier dont les droits ont été violés par un acte individuel ou normatif. Cependant, il est fréquent que la décision de la Cour constitutionnelle entraîne la réouverture d'un dossier (pour peu qu'un acte individuel ait été contesté ou bien qu'une « prime à l'auteur du recours » ait été accordée dans le cadre d'un contrôle normatif), auquel cas une juridiction inférieure ordinaire peut alors décider d'accorder un dédommagement conformément aux règles procédurales applicables (c'est le cas notamment à Chypre<sup>224</sup>).

200. Dans les États de common law, le dédommagement fait partie du droit à réparation : lorsqu'une instance publique viole des droits individuels, l'individu concerné a droit à réparation.

201. Dans les États dotés d'un contrôle de constitutionnalité diffus, chaque particulier peut – dans le cadre d'une procédure ordinaire et à certaines conditions – intenter une action en dommages et intérêts contre une instance publique dont l'action a violé ses droits individuels. En Afrique du Sud, « des dommages et intérêts constitutionnels » ne peuvent être accordés qu'en cas de violation d'un droit constitutionnel, auquel cas la Cour constitutionnelle estime être compétente pour octroyer une « réparation appropriée »<sup>225</sup>.

<sup>219</sup> R. Jaeger, S. Broß, *op. cit.*, p. 26.

<sup>220</sup> Voir H. Wille, Rapport national destiné au XIV<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes, p. 17, tel qu'il est affiché sur la page [http://www.lrkt.lt/conference/Pranesimai/Q\\_Liechtenstein\\_D.doc#\\_Toc198870236](http://www.lrkt.lt/conference/Pranesimai/Q_Liechtenstein_D.doc#_Toc198870236)

<sup>221</sup> Décision rendue le 19 janvier 2005 par la Cour constitutionnelle.

<sup>222</sup> Voir RSA-2008-2-007, CCT 19/07, 02/06/2008, *in* CODICES.

<sup>223</sup> Concernant les lois et décrets cantonaux.

<sup>224</sup> Lorsque la Cour annule une décision prise par une instance publique, cette annulation est rétroactive. L'article 146.5 de la Constitution impose aux organismes officiels l'obligation de se conformer aux jugements et aux ordonnances de la Cour dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions administratives. En vertu de cette obligation constitutionnelle, l'instance concernée est tenue de restaurer la situation qui prévalait avant la décision ayant fait l'objet d'une annulation judiciaire. Cependant, pour intenter au civil une action en dommages et intérêts en vertu du paragraphe 6 de l'article 146, le plaignant doit invoquer des dommages résultant de l'acte annulé, que la légalité ait été restaurée ou pas.

<sup>225</sup> Voir RSA-1997-2-006, CCT14/96, 05/06/1997, *in* CODICES

### CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE III

202. Concernant les décisions des Cours constitutionnelles, il convient de noter que ces juridictions, dans la plupart des systèmes étudiés, disposent d'une certaine marge d'appréciation concernant les modalités du contrôle qu'elles exercent. Elles peuvent parfois augmenter le nombre de normes dont la constitutionnalité doit être évaluée, ou même appliquer toute une série de normes en tant que standards dans le cadre de leur contrôle de constitutionnalité. Cette pratique est courante dans les pays autorisant des recours individuels entiers. Dans la plupart de ces pays, en effet, la Cour constitutionnelle est considérée comme mieux placée pour identifier clairement les principes constitutionnels à l'aune desquels la constitutionnalité d'une norme ou d'un acte spécifique doit être vérifiée. Une disposition législative ou même constitutionnelle explicite – rendant l'interprétation de la Cour constitutionnelle juridiquement contraignante pour toutes les autres instances publiques, y compris les juridictions inférieures – constitue un élément essentiel de clarification des relations entre la Cour constitutionnelle et les tribunaux ordinaires.

203. Les effets des décisions rendues par les Cours constitutionnelles peuvent aussi largement varier. Une décision peut affecter plus ou moins de personnes selon qu'elle produit un effet *inter partes* ou *erga omnes* (effets *ratione personae*) et avoir également divers effets dans le temps (effets *ratione temporis*) ou même servir à résoudre différents types de problèmes (effets *ratione materiae*).

204. Selon ses effets *ratione personae*, une décision peut affecter uniquement les parties à l'affaire (effet *inter partes*) ou tous les tiers (effet *erga omnes*) et, dans ce dernier cas, entraîner l'invalidation ou l'inapplicabilité d'un acte normatif. Dans la plupart des États, lorsque la constitutionnalité d'une norme est contestée, la Cour constitutionnelle est habilitée à retirer celle-ci de l'ordre juridique. Toutefois, dans certains États, les pouvoirs de la Cour (ou des tribunaux ordinaires concernant les pays scandinaves) sont plus limités et la décision n'a d'effet contraignant que pour les parties à l'affaire (c'est le cas notamment en Andorre, en Argentine, en Belgique, au Chili, à Chypre<sup>226</sup>, au Danemark, en Finlande, au Japon, au Luxembourg, en Norvège, au Portugal et en Suède). Dans les pays de common law dotés d'un système de contrôle de constitutionnalité diffus, le principe *stare decisis* revêt également une influence importante allant au-delà de l'espèce, dans la mesure où le précédent de la Cour suprême (ou d'une instance équivalente) lie les juridictions inférieures (c'est le cas notamment en Afrique du Sud, aux États-Unis, au Mexique ou au Royaume-Uni). Toutefois, un revirement de jurisprudence est exceptionnellement possible en cas de nécessité, à condition de le justifier par un raisonnement adéquat.

205. Les décisions visant l'inconstitutionnalité d'un acte normatif peuvent avoir des effets différents dans le temps : *ex nunc* lorsque l'invalidité entraîne la nullité dès le moment où la décision est rendue, ou *ex tunc* lorsque l'acte est déclaré nul depuis le moment même de son adoption, ce qui revêt des conséquences importantes dans les affaires individuelles. Seul un nombre assez restreint de pays confère un effet *ex tunc* (donc plus nuancé) aux décisions de leur Cour constitutionnelle (c'est le cas notamment de l'Afrique du Sud, de l'Arménie, de l'Andorre, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'« ex-République yougoslave de Macédoine », de la Hongrie, de l'Italie, de la Lettonie, de la Pologne, du Portugal, de la Slovénie et de la Suisse).

---

<sup>226</sup> Une décision judiciaire confirmant un acte ou une décision de l'administration a des effets personnels et n'acquiert la force de chose jugée que pour le plaignant et l'administration. Un jugement annulant un acte ou une décision administrative opère *erga omnes*. Lorsqu'une mesure administrative est estimée nulle et non avenue, l'administration est tenue de réexaminer la question à la lumière du jugement rendu par la Cour suprême et d'adopter une nouvelle décision, laquelle peut elle-même faire l'objet d'un recours en contrôle judiciaire devant la même Cour suprême.

206. Pour être considérée comme un recours effectif au sens conféré à ce terme par la jurisprudence de la CrEDH, une décision rendue par une Cour constitutionnelle doit avoir la capacité de réparer une violation de droits individuels. Toutefois, il est fréquent qu'une décision de la Cour constitutionnelle entraîne la réouverture d'une affaire individuelle par un tribunal ordinaire et non l'octroi de dommages et intérêts par la Cour elle-même<sup>227</sup>.

#### IV. AUTRES QUESTIONS

##### IV.1. Délimitation des compétences respectives des Cours constitutionnelles et des tribunaux ordinaires

207. En cas de violation d'un droit individuel fondamental, la personne lésée doit pouvoir disposer d'une voie de recours aussi rapidement que possible. De ce point de vue, la question des relations entre les tribunaux ordinaires et la Cour constitutionnelle est pertinente. Tout d'abord, ce sont les tribunaux ordinaires qui sont en première ligne et appliquent tous les jours les lois ordinaires et constitutionnelles. Leur rôle de garant de la primauté de la Constitution ne saurait par conséquent être sous-estimé. Les tribunaux ordinaires sont les premiers à détecter les cas dans lesquels l'application d'une loi soulève un problème constitutionnel. Leur compréhension du contenu des dispositions constitutionnelles détermine donc la qualité globale de la protection dont jouit l'ordre constitutionnel. Cet aspect des choses revêt une importance majeure pour les particuliers s'agissant de la protection de leurs droits fondamentaux. Différents modèles permettent de délimiter les compétences respectives et l'appréciation sociale de la Cour constitutionnelle et des tribunaux ordinaires, ces modèles ont des répercussions sur les relations entre juridictions. De même, la capacité et la volonté des tribunaux ordinaires d'examiner les questions de constitutionnalité sont importantes pour les particuliers lésés, car il est plus rapide de faire réparer une violation de leurs droits dans le cadre d'une procédure ordinaire (que ce soit par le biais d'un contrôle diffus ou spécial) ou d'une question préjudicielle.

208. Plusieurs séries de problèmes affectent les relations entre les tribunaux ordinaires et la Cour constitutionnelle. Premièrement, la question des compétences : Dans quelle mesure les Cours constitutionnelles empiètent-elles sur la juridiction des tribunaux ordinaires ? Deuxièmement, la double question de l'interprétation : La Cour constitutionnelle tient-elle compte des interprétations des tribunaux ordinaires ? Et les tribunaux ordinaires appliquent-ils les décisions et les raisonnements de la Cour constitutionnelle ?

##### IV.1.1. Compétences en matière de contrôle

209. « Les systèmes répartissant l'autorité judiciaire entre une Cour constitutionnelle et une Cour suprême se trouvent confrontés à des problèmes de coordination en matière d'attribution des compétences et de résolution des incohérences de la jurisprudence. »<sup>228</sup>. Comme L. Garlicki n'a pas manqué de le faire remarquer, les tensions entre les Cours constitutionnelles et les Cours suprêmes sont inévitables dans un système doté d'un contrôle de constitutionnalité

<sup>227</sup> Comme la CrEDH n'a pas manqué de le faire remarquer dans son arrêt *Cocchiarella c. Italie* (Grande Chambre, 29 mars 2006) : « Il est aussi évident que, pour les pays où existent déjà des violations liées à la durée de procédures, un recours tendant uniquement à accélérer la procédure, s'il serait souhaitable pour l'avenir, peut ne pas être suffisant pour redresser une situation où il est manifeste que la procédure s'est déjà étendue sur une période excessive. Par ailleurs, certains États, tels l'Autriche, la Croatie, l'Espagne, la Pologne et la Slovaquie, l'ont du reste parfaitement compris en choisissant de combiner deux types de recours, l'un tendant à accélérer la procédure et l'autre de nature indemnitaire (voir, par exemple, *Holzinger* (n° 1), précité, para. 22, et les décisions *Slaviček c. Croatie* (déc.), n° 20862/02, CEDH 2002-VII, *Fernández-Molina González et autres c. Espagne* (déc.), n° 64359/01, CEDH 2002-IX, *Michalak c. Pologne* (déc.), n° 24549/03, 1<sup>er</sup> mars 2005, *Andrášik et autres c. Slovaquie* (déc.), n° 57984/00, 60237/00, 60242/00, 60679/00, 60680/00, 68563/01 et 60226/00, CEDH 2002-IX » (paras. 76-77).

<sup>228</sup> T. Ginsberg, « Economic Analysis and the Design of Constitutional Courts », *Theoretical Inquiries in Law* 3 (2007), cité in : Sadurski, *op. cit.*, p. 19.

concentré : des Cours constitutionnelles spécialisées – placées généralement hors du système judiciaire ordinaire – doivent interpréter les vagues formules énoncées dans la Constitution en leur qualité d'organes compétents pour préciser les principes constitutionnels. Le fait qu'une Cour constitutionnelle soit compétente pour procéder à un contrôle non seulement abstrait, mais également fortuit et que ses interprétations concernent quasiment tous les domaines du droit, empiète sur le rôle traditionnel des tribunaux ordinaires (à savoir celui d'interpréter « leurs » lois) et limite leur champ d'action en matière d'application d'une disposition. Lorsqu'une Cour constitutionnelle intervient dans une affaire concrète, elle évalue l'application et l'interprétation des lois par les tribunaux ordinaires.

210. En théorie au moins, la relation entre la Cour constitutionnelle et les tribunaux ordinaires est moins conflictuelle en cas de recours dénonçant l'inconstitutionnalité d'un acte normatif qu'en cas de recours individuel intégral<sup>229</sup>, dans la mesure où, dans le premier cas de figure, la Cour constitutionnelle ne contrôle pas directement l'application d'un acte normatif par le tribunal ordinaire. Cependant, même dans les États dotés d'un système permettant d'introduire un recours contre un acte normatif, des frictions peuvent se produire. En Hongrie, la Cour constitutionnelle peut, dans une certaine mesure, exprimer son avis sur l'application d'un acte normatif en recourant à la technique du droit vivant [*diritto vivente*] (voir plus haut) pour interpréter la disposition en question. Si elle trouve l'acte inconstitutionnel, cette situation peut donc être la conséquence d'une interprétation inconstitutionnelle constante par les tribunaux ordinaires<sup>230</sup>, de sorte que la Cour constitutionnelle « apparaît comme un quatrième niveau de juridiction [...] chargé de superviser les décisions des tribunaux ordinaires »<sup>231</sup>.

211. Pour reprendre les termes de la Commission de Venise, « [c]ertaines Cours constitutionnelles ayant appliqué l'examen des recours constitutionnels se sont heurtées au problème de l'interférence avec des juridictions ordinaires. La possibilité d'examen des décisions des juridictions ordinaires peut créer des tensions, voire des conflits entre ces juridictions et la Cour constitutionnelle. **Il semble donc nécessaire d'éviter une solution qui envisagerait de faire de la Cour constitutionnelle une 'super Cour suprême'**. Sa relation avec les cours supérieures 'ordinaires' (Cour de cassation) doit être déterminée clairement. »<sup>232</sup>. **La Cour constitutionnelle ne devrait intervenir que dans les « domaines constitutionnels » en laissant le soin aux juridictions générales d'interpréter les lois ordinaires. L'identification des domaines constitutionnels peut, cependant, s'avérer difficile concernant le droit à un procès équitable puisque tout vice de procédure commis en la matière par un tribunal ordinaire peut être perçu comme une violation dudit droit. La Cour constitutionnelle devrait donc faire preuve d'une certaine retenue en la matière, à la fois pour s'épargner une surcharge de travail et également par respect pour les compétences des tribunaux ordinaires.**

#### IV.1.2. Force contraignante des raisonnements exposés dans les arrêts

212. La partie d'un jugement réservée au développement des moyens est celle qui permet à la Cour de donner forme à sa décision, non seulement en énonçant des « motifs », mais également en indiquant la position qu'elle compte adopter à l'avenir sur une question spécifique (*obiter dicta*). Les Cours constitutionnelles livrent fréquemment leur interprétation des dispositions constitutionnelles illégales dans cette partie de leur décision. Dans les États où les Cours suprêmes acceptent de manière informelle l'interprétation par la Cour constitutionnelle des dispositions de la Constitution – ce qui est de plus en plus le cas (en vertu du principe de la

<sup>229</sup> Voir W. Sadurski, *op.cit.*, p. 7ff

<sup>230</sup> H. Schwartz, *The Struggle for Constitutional Justice in Post-Communist Europe*, Chicago University Press, Chicago, 2000.

<sup>231</sup> L. Favoreu cité in : H. Schwartz, *op.cit.*, p. 25.

<sup>232</sup> [CDL-AD\(2004\)024](#), Avis sur le projet d'amendements constitutionnels relatifs à la Cour constitutionnelle de la Turquie.

loyauté institutionnelle entre les organes constitutionnels<sup>233</sup>) –, l'uniformité de l'application est garantie. Cependant, la question de la force contraignante formelle du *ratio decidendi* [fondement] d'une décision de la Cour constitutionnelle à l'égard des tribunaux ordinaires s'est posée<sup>234</sup> dans plusieurs pays. En République tchèque, la Cour constitutionnelle a pris position en faveur d'une force généralement contraignante en faisant valoir que la justification d'une décision contient en vérité l'interprétation appropriée de la Constitution et doit donc être appliquée à l'avenir par les tribunaux ordinaires. Toutefois, il n'est pas rare que les tribunaux ordinaires « refusent de décider en conformité »<sup>235</sup> avec l'interprétation de la Cour constitutionnelle. Ce problème est cependant généralement résolu aujourd'hui, dans la mesure où les tribunaux ordinaires en sont venus à respecter les décisions de la Cour constitutionnelle. En Hongrie, l'un des problèmes tient au contrôle de constitutionnalité des décisions normatives de la Cour suprême, décisions rendues de manière à garantir l'unité de l'interprétation judiciaire du droit. Cette compétence de la Cour constitutionnelle a été reconnue – après des années d'hésitation – par la Cour elle-même en 2005<sup>236</sup>. En Autriche, les décisions judiciaires ne peuvent pas être contestées devant la Cour constitutionnelle<sup>237</sup>. Des conflits de compétences analogues ont également été constatés en Pologne<sup>238</sup>.

213. Dans les systèmes de common law, la partie opérationnelle (*ratio decidendi*) du jugement est la seule pouvant constituer un précédent contraignant, alors que la partie énonçant les motifs de la décision (*obiter dicta*) n'a qu'une force persuasive<sup>239</sup>.

#### IV.1.3. Obligation d'introduire une question préjudicielle

214. Lorsque cette question n'est pas clairement régie par la Constitution, la Cour constitutionnelle doit souvent lutter pour imposer aux tribunaux ordinaires l'obligation de la consulter concernant la constitutionnalité d'un acte normatif applicable dans une affaire pendante, dans la mesure où une telle pratique renforce son rôle unificateur<sup>240</sup>. Les États pratiquant la question préjudicielle peuvent être répartis en deux groupes :

215. Premièrement, les États dans lesquels les tribunaux ordinaires ne jouissent d'aucune marge d'appréciation. Dès qu'un tribunal détecte une question pouvant soulever des doutes concernant la constitutionnalité d'une disposition applicable en l'espèce, il est tenu de poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle (c'est le cas en Albanie, en Autriche, en Belgique, en Bosnie-Herzégovine, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Lettonie, en Lituanie, en Moldova et en Roumanie). De même, en Autriche, la notion de lois

<sup>233</sup> CDL-JU(2009)001, S. BROSS, « Reflections on the Execution of Constitutional Court Decisions in a Democratic State under the Rule of Law on the Basis of the Constitutional Law Situation in the Federal Republic of Germany », Baku, 2008 [en anglais uniquement].

<sup>234</sup> L. Garlicki, « Constitutional courts versus supreme courts », *International Journal of Constitutional Law* 2007 5(1), Oxford University Press, Oxford, tel que cet article est affiché sur la page

<http://icon.oxfordjournals.org/cgi/content/full/5/1/44#FN59#FN59> consultée pour la dernière fois le 11 février 2009. Voir aussi A. Alen et M. Melchior, *The relations between the Constitutional Courts and the other national courts, including the interference in this area of the action of the European Courts*, Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes, Bruxelles, Palais d'Egmont, 14-16 mai 2002, p. 48, tel que ce document est affiché sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html> consultée pour la dernière fois le 21 septembre 2010.

<sup>235</sup> P. Holländer, « The Role of the Czech Constitutional Court: Application of the Constitution in Case Decisions of Ordinary Courts », *Parker Sch. J.E.Eur. L* 4 (1997), cité in : W. Sadurski, *op.cit.*, p. 22 f.

<sup>236</sup> CDL-JU(2008)040, P. Paczolay, « The Jurisdiction of the Hungarian Constitutional Court », rapport du séminaire « Models of constitutional jurisdiction », Ramallah, 2008.

<sup>237</sup> G. Kucksko-Stadlmayer, *Beziehungen*, *op.cit.*, p. 27.

<sup>238</sup> Voir la résolution adoptée par la Cour suprême polonaise le 17 décembre 2009, IIPZP 2/09.

<sup>239</sup> Voir, concernant les États-Unis, *Central Green Co. v. United States* (99-859) 531 U.S. 425, tel que cet arrêt est reproduit sur la page <http://www.law.cornell.edu/supct/html/99-859.ZS.html> consultée pour la dernière fois le 4 mai 2009.

<sup>240</sup> Rapport général, XII<sup>e</sup> congrès de la Conférence des Cours constitutionnelles européennes (A. Alen, M. Melchior), Bruxelles, 2002, p. 7, tel qu'il est affiché en anglais sur la page <http://www.confcoconsteu.org/en/common/home.html>, consultée pour la dernière fois le 23 février 2009.

« susceptibles d'être appliquées » en l'espèce fait l'objet d'une interprétation large : la Cour constitutionnelle ne rejette une question préjudicielle que si elle estime impensable que la disposition identifiée soit nécessaire pour mener la procédure en cours à son terme<sup>241</sup>.

216. En Allemagne, en Bulgarie, en Hongrie, en Italie<sup>242</sup>, au Luxembourg, à Malte, en République tchèque, en Russie, en Slovaquie, en Slovénie et en Turquie, les juges ordinaires ne peuvent poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle que s'ils sont convaincus de l'inconstitutionnalité d'un acte normatif et de l'inexistence d'une interprétation qui permettrait l'application constitutionnelle de la loi en question. Ceci est particulièrement vrai lorsque les parties à la procédure soulèvent une exception d'inconstitutionnalité. Cependant, selon la Commission de Venise, **en l'absence d'accès individuel direct aux Cours constitutionnelles, limiter les questions préjudicielles aux circonstances dans lesquelles un juge ordinaire est convaincu de l'inconstitutionnalité d'une disposition constituerait une condition trop exigeante ; un sérieux doute devrait suffire**<sup>243</sup>. Concernant l'Estonie, en vertu de l'article 9, paragraphe 1, de la Loi sur la procédure de contrôle de constitutionnalité, « si le tribunal de première instance ou la cour d'appel n'a pas appliqué, dans le cadre de sa décision, une loi pertinente d'application générale ou un accord international en déclarant inconstitutionnelles les dispositions concernées, ou bien si le tribunal de première instance ou la cour d'appel a déclaré, dans sa décision, son refus de déclarer un texte de loi d'application générale en conflit avec la Constitution, il doit soumettre son arrêt ou sa décision à la Cour suprême. ».

217. Une autre question concerne le pouvoir discrétionnaire des tribunaux de décider s'il convient ou pas de soumettre à la Cour constitutionnelle une exception d'inconstitutionnalité soulevée par l'une des parties à une procédure ordinaire. En Algérie, en Andorre<sup>244</sup>, en Arménie, en Belgique, au Bélarus, en Espagne, en France, en Hongrie, en Italie, au Luxembourg, à Malte, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en Turquie et en Ukraine, la décision du juge ordinaire de ne pas poser une question préjudicielle malgré une demande en ce sens d'une partie au procès, souligne l'autonomie de ce magistrat (même si son refus doit être motivé), dans la mesure où une telle décision ne peut pas faire l'objet d'un appel (sauf si elle n'est pas motivée ou au titre d'un autre vice de procédure)<sup>245</sup>. Cependant, le refus ne gêne pas forcément l'exercice par le requérant de son droit de soulever une question préjudicielle dans chaque espèce (la législation saint-marinaise est très claire sur ce point). En Uruguay, par contre, le refus du tribunal peut être contesté et, en Roumanie, le juge ordinaire est obligé de poser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle sur simple demande d'une des parties. En France, depuis l'entrée en vigueur en 2010 de la réforme introduisant la question préjudicielle de constitutionnalité, les juges ordinaires peuvent poser une telle question au Conseil constitutionnel uniquement s'ils nourrissent de sérieux doutes sur la constitutionnalité

<sup>241</sup> G. Kucsko-Stadlmayer, *Beziehungen*, *op. cit.*, p. 25 et suivantes.

<sup>242</sup> Voir L. Garlicki, *op. cit.*, et W. Sadurski, *op.cit.*

<sup>243</sup> [CDL-INF\(2001\)28](#) Avis intérimaire sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle de la République d'Azerbaïdjan.

<sup>244</sup> L'article 2 de la Loi sur les procédures judiciaires transitoires prévoit une procédure contradictoire accélérée avant l'adoption par le tribunal ordinaire d'une décision concernant la soumission de la question préjudicielle au Tribunal constitutionnel. Lorsque c'est le Tribunal constitutionnel qui se saisit d'autorité d'une question préjudicielle ou qui se voit poser une telle question par l'une des parties à la procédure, il doit se soumettre aux dispositions de l'article 53.3 de la Loi sur le Tribunal constitutionnel et de l'article 2 de la Loi sur les procédures judiciaires transitoires. En vertu de ces deux dispositions, le tribunal ordinaire rend une décision contenant son raisonnement juridique et le contexte de la demande préjudicielle soumise au Tribunal constitutionnel. Les parties à la procédure et le parquet envoient leurs conclusions avant que le tribunal ordinaire décide ou pas de soumettre, la question préjudicielle et, au cas où il déciderait de la soumettre de la déférer en l'état ou avec des modifications.

<sup>245</sup> En Turquie, toutefois, lorsque – dans le cadre d'une audition – un tribunal ordinaire n'est pas convaincu du caractère sérieux de l'exception d'inconstitutionnalité visant la norme, cette exception, ainsi que le jugement définitif, peut faire l'objet d'un appel par les parties à l'affaire. En vertu de l'article 152 de la Constitution turque : « Si un tribunal estime dans le cadre d'un procès que les dispositions de la loi ou du décret-loi à appliquer sont contraires à la Constitution ou que l'exception d'inconstitutionnalité invoquée par l'une des parties est sérieuse, il sursoit à statuer jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle se prononce à ce sujet. Si le tribunal ne juge pas l'exception d'inconstitutionnalité sérieuse, l'instance d'appel statue sur sa recevabilité en même temps que sur le fond ».

de la norme en cause. En cas d'urgence, le juge ordinaire peut statuer même si le Conseil constitutionnel n'a pas encore répondu à la question préjudicielle.

#### **IV.2. Problème de l'accès individuel direct et de l'engorgement de la Cour constitutionnelle**

218. Le dilemme entre le risque d'engorgement de la Cour constitutionnelle et la mise en place d'un système efficace de protection des droits de l'homme peut être résolu de diverses manières : certains États ont opté contre l'introduction d'un recours individuel dès le début de la procédure, tandis que d'autres ont créé des mécanismes permettant de rejeter les demandes paraissant infondées ou bien « manifestement » ou « très probablement » vouées à l'échec.

219. Tous les mécanismes de filtrage décrits ci-dessus visent à réduire la charge de travail de la Cour constitutionnelle. Pour parvenir à cet objectif, on peut également recourir à des changements organisationnels et faire preuve d'une sélectivité accrue.

##### **IV.2.1. Ordonnances de *certiorari* et sélection des affaires par les Cours constitutionnelles**

220. Bien que la compétence des tribunaux inférieurs de la Fédération et des États en matière constitutionnelle ne soit pas normalement discrétionnaire, la Cour suprême des États-Unis<sup>246</sup> n'est pas tenue de contrôler toutes les affaires qui lui sont déférées, mais peut choisir les questions qu'elle estime pertinentes sous l'angle de la protection de l'ordre constitutionnel ou de l'évolution de la jurisprudence. Cette capacité de tri lui permet de réduire éventuellement sa charge de travail, alors que son pouvoir discrétionnaire en matière de sélection ne saurait garantir une protection systématique des individus. Par ailleurs, l'absence de *certiorari* ou d'une procédure équivalente alliée à une charge de travail ingérable provoquerait nécessairement la création de mécanismes analogues (c'est-à-dire une gestion très souple des critères de recevabilité) à titre d'acte d'« autodéfense » par la Cour constitutionnelle elle-même. Le recours à de tels mécanismes est généralement occulté. Par conséquent, dès que la charge de travail devient insupportable, il conviendrait de mettre en place une procédure permettant de sélectionner les affaires méritant une analyse minutieuse par la Cour constitutionnelle. L'introduction de *certiorari* fait par exemple actuellement l'objet de débats au sein du Parlement slovène. Dans d'autres pays comme l'Allemagne, la discussion se poursuit sur la question de savoir si la Cour constitutionnelle pourrait jouir d'une certaine marge d'appréciation en la matière. Cette question devrait faire l'objet de débats supplémentaires. La question de l'effectivité du recours (malgré la présence d'une fonction de filtrage des recours en inconstitutionnalité) au sens conféré à ce terme par la CrEDH mériterait d'être prise en considération.

221. En tout cas, les Cours constitutionnelles devraient disposer d'outils leur permettant d'écarter les recours fantaisistes, abusifs ou répétitifs.

---

<sup>246</sup> En vertu de l'article 10 du règlement de la Cour suprême des États-Unis, « La Cour choisit seule et de manière discrétionnaire les recours qu'elle accepte d'examiner. Elle ne délivre des ordonnances de *certiorari* que pour des raisons impérieuses. ».

222. Par exemple, les lois allemande<sup>247</sup>, hongroise<sup>248</sup>, slovène<sup>249</sup> et espagnole<sup>250</sup> sur la Cour constitutionnelle autorisent un contrôle préjudiciel du recours intégral. Le recours est rejeté s'il ne contient pas de questions revêtant une importance au regard de la constitutionnalité. En Afrique du Sud, la Cour constitutionnelle est habilitée à connaître des demandes d'accès direct ou des appels soulevant une question constitutionnelle méritant d'être examinée par cette juridiction dans l'intérêt de la justice. En Israël, un collège de trois juges de la Cour suprême peut rejeter une pétition s'il estime qu'elle est de prime abord sans fondement<sup>251</sup>. Pour savoir si l'intérêt de la justice commande l'examen d'un recours, plusieurs facteurs sont à prendre en considération : les chances de succès ; l'intérêt public pour la question ; et la question de savoir si la Cour suprême ou d'appel a eu l'occasion de se prononcer sur la question<sup>252</sup>.

223. Il est fréquent qu'un collège restreint de juges soit chargé d'examiner les demandes et de rejeter celles qui sont vouées à l'échec (c'est le cas notamment en Allemagne, en Autriche et en Slovénie). Cette pratique permet de réduire immédiatement la charge de travail de la Cour constitutionnelle et s'appuie sur une procédure moins formelle<sup>253</sup>. De ce point de vue, la pratique allemande est remarquable : les demandes qui, de prime abord, ne sont pas identifiées comme des recours en inconstitutionnalité sont consignées dans un « registre général » et non pas directement sur le rôle de la Cour. Le requérant est ensuite contacté au moyen d'une lettre informelle l'informant de la possibilité pour lui de solliciter de la Cour constitutionnelle pour qu'elle poursuive l'examen de sa demande. Si le requérant insiste pour que la Cour rende une décision, sa demande est inscrite au rôle, mais, dans le cas contraire, elle reste dans le registre général<sup>254</sup>. Par conséquent, nombre de requêtes peuvent être traitées sans qu'il soit véritablement besoin de rejeter les requêtes ou de faire intervenir un juge à ce stade de la procédure. En outre, les requêtes individuelles doivent être acceptées par une chambre de trois juges (ou par un sénat) en vertu de l'article 93a de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale. En vertu de l'article 93 c. 1, ladite chambre est habilitée à trancher l'affaire s'il apparaît clairement que la question constitutionnelle posée en l'espèce a déjà été résolue en principe par l'un des sénats.

## 1 IV.2.2. Organisation de la Cour constitutionnelle

### IV.2.2.1. Accroissement du personnel

**224. La Commission de Venise recommande d'apporter aux juges constitutionnels l'aide d'assistants qualifiés dont le nombre devrait être déterminé en fonction de la charge de travail**<sup>255</sup> : « Selon l'importance et la qualification du personnel, le greffe de la Cour peut procéder à un premier examen préjudiciel en vue d'écartier, dans la mesure du possible, les recours manifestement irrecevables. Toutefois, le pouvoir judiciaire ne pouvant pas être

<sup>247</sup> Article 93a de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale (Procédure d'acceptation des recours constitutionnels).

<sup>248</sup> Voir, par exemple, l'article 23 de la Loi sur la Cour constitutionnelle : « 1. Le président de la Cour constitutionnelle transmet la motion soumise par une partie n'étant pas autorisée à le faire à l'organe habilité à déposer une telle motion, mais écarte d'emblée celles qui lui paraissent manifestement mal fondées. ».

<sup>249</sup> Article 55b de la Loi sur la Cour constitutionnelle :

« Le recours constitutionnel est recevable dans le cas : d'une violation de droits individuels ou de libertés fondamentales ayant des conséquences graves pour le requérant ; ou d'une question importante de nature constitutionnelle qui dépasse la portée de l'affaire concrète. ».

<sup>250</sup> Voir la Loi amendée sur la Cour constitutionnelle de 2007.

<sup>251</sup> Article 5 des Règles de procédure de la Haute Cour de justice.

<sup>252</sup> L'article 167.3 de la Constitution prévoit que la Cour constitutionnelle peut se prononcer uniquement sur des questions constitutionnelles et des points liés à des décisions visant des questions constitutionnelles. C'est à la Cour elle-même qu'il appartient de décider en définitive si une question comporte ou pas une dimension constitutionnelle.

<sup>253</sup> Voir, par exemple, l'article 93.d.1 de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale allemande : « 1. La décision prise conformément aux paragraphes b et c qui précèdent est adoptée en l'absence de procédure orale. Elle ne peut pas être contestée. Le refus d'accepter le recours constitutionnel n'a pas besoin d'être motivé. ».

<sup>254</sup> « Merkblatt über die Verfassungsbeschwerde zum Bundesverfassungsgericht », tel que ce document est affiché sur la page [http://www.bundesverfassungsgericht.de/organisation/vb\\_merkblatt.html](http://www.bundesverfassungsgericht.de/organisation/vb_merkblatt.html) consultée pour la dernière fois le 8 juin 2009.

<sup>255</sup> [CDL-AD\(2008\)030](#), Avis sur le projet de loi sur la Cour constitutionnelle du Montenegro.



délégué au greffe, l'avis de celui-ci ne saurait être que consultatif. »<sup>256</sup>. En fait, la présence d'un personnel permanent ou comptant de nombreuses années de service permet la construction d'une mémoire institutionnelle propice au renforcement de la cohérence et de la continuité de la jurisprudence de la Cour : un avantage plus pertinent dans les systèmes de droit civil que dans les systèmes de *common law*.

#### IV.2.2.2. Réduction de la taille des chambres

**225. La création de collèges plus petits de juges peut s'avérer utile pour alléger la charge de travail de la Cour lorsqu'il s'agit d'examiner la recevabilité des recours individuels, l'assemblée plénière n'intervenant que pour trancher des questions nouvelles ou importantes. La loi établissant la Cour constitutionnelle doit également prévoir la possibilité pour l'assemblée plénière de régler les incohérences éventuelles entre la jurisprudence des chambres**, sous peine de compromettre l'unité de la jurisprudence constitutionnelle<sup>257</sup>. Il convient d'énoncer des règles claires afin d'éviter les risques de distorsion dans l'affectation des affaires aux chambres ou dans la composition des collèges. Nous nous contenterons, dans le cadre de la présente étude, de décrire les organes (assemblée plénière, collèges et chambres) chargés de connaître des recours individuels. La Cour constitutionnelle siège en assemblée plénière pour connaître des recours individuels en Albanie, en Arménie, à Chypre, en « ex-République yougoslave de Macédoine », en Grèce, en Lettonie, au Liechtenstein, en Roumanie, en Slovénie et en Ukraine. Cette même tâche revient : à un collège comprenant huit à onze juges en Allemagne<sup>258</sup>, en Russie et en Afrique du Sud ; à un collège de trois à six juges en Croatie<sup>259</sup> et en Espagne ; à un collège de cinq juges en Autriche, en Bosnie-Herzégovine, au Danemark, en Estonie, au Luxembourg, à Monaco, en Norvège, en Pologne et en Suisse ; à un collège de trois ou quatre juges en Géorgie<sup>260</sup>, en République tchèque, en Hongrie, à Malte, en Slovaquie et en Suisse. Au Portugal, lorsque la Cour constitutionnelle ne siège pas en assemblée plénière, ses chambres se composent d'un, trois ou cinq juges. En Israël, la Cour suprême siège généralement en collège de trois juges, à moins que son président ou son vice-président n'estime nécessaire, avant les plaidoiries orales, d'élargir le collège compétent en lui adjoignant un nombre quelconque de juges (mais en faisant en sorte que le total des juges forme un nombre impair). De plus, chaque collège jouit du pouvoir de décider de manière autonome d'élargir sa composition.

## CONCLUSIONS PARTIELLES DU CHAPITRE IV

226. Les compétences de la Cour constitutionnelle et les effets de ses décisions soulèvent des questions concernant la relation entre ces juridictions et les juridictions ordinaires, dans la mesure où ces dernières sont chargées d'appliquer les lois tout en respectant la primauté de la Constitution. De même, la capacité et la volonté des tribunaux ordinaires d'examiner les

<sup>256</sup> [CDL-STD\(1995\)015](#), « La protection des droits fondamentaux par la Cour constitutionnelle », *Science et Technique de la Démocratie* n°15, 1995 ; voir toutefois également la pratique allemande telle qu'elle est décrite plus haut.

<sup>257</sup> [CDL-AD\(2004\)024](#), Avis sur le projet d'amendements constitutionnels relatifs à la Cour constitutionnelle de la Turquie.

<sup>258</sup> La Cour constitutionnelle fédérale se compose de deux collèges autonomes de rang égal comprenant chacun huit membres (article 2, paragraphes 1 et 2, de la Loi sur la Cour constitutionnelle fédérale). Chacun des deux collèges représente à lui seul « la Cour constitutionnelle fédérale ». L'assemblée plénière (composée de l'ensemble des 16 juges) ne siège que si un collège a l'intention, sur un point de droit, de s'écarter de l'opinion juridique contenue dans une décision rendue par l'autre collège (article 16). Chaque collège comprend plusieurs chambres de trois membres chacune (article 15a.1), lesquelles peuvent trancher les affaires de recours en inconstitutionnalité et procéder au contrôle concret des textes normatifs.

<sup>259</sup> Les chambres peuvent rendre des décisions à l'unanimité en matière constitutionnelle. C'est à l'assemblée plénière que revient cependant le droit de procéder aux contrôles de constitutionnalité abstraits, ainsi que d'adopter une décision sur les recours n'ayant pas pu faire l'objet d'un vote à l'unanimité au sein des chambres.

<sup>260</sup> En Géorgie, les collèges de la Cour constitutionnelle se composent de quatre juges chacun.

questions de constitutionnalité sont importantes pour les particuliers lésés, car il est plus rapide de faire réparer une violation de leurs droits dans le cadre d'une procédure ordinaire (que ce soit par le biais d'un contrôle diffus ou spécial) ou d'une question préjudicielle. Certaines tensions entre Cours constitutionnelles et Cours suprêmes semblent inévitables dans un système de contrôle de constitutionnalité concentré. Il semble également que la relation entre la Cour constitutionnelle et les tribunaux ordinaires soit moins conflictuelle en cas de recours normatif qu'en cas de recours individuel intégral. Afin d'éviter les tensions et les conflits de compétence, la Commission de Venise recommande d'éviter les solutions dans lesquelles la Cour constitutionnelle intervient en qualité de « super Cour suprême » et s'ingère dans l'application normale des lois par les tribunaux ordinaires ; elle recommande également à cette cour de s'intéresser uniquement aux questions constitutionnelles, de restreindre sa compétence *ratione materiae* et d'éviter aussi de contribuer elle-même à son engorgement. Toutefois, le risque de surcharge de la Cour doit être mis en balance avec la nécessité d'assurer un accès individuel effectif à la justice constitutionnelle. La protection des droits de l'homme exige que le tribunal ordinaire ait accès à la procédure constitutionnelle, sans réduction excessive des possibilités de recours effectif inhérente à une sélection trop stricte des demandes visant des questions constitutionnelles. Par conséquent, les tribunaux ordinaires devraient jouir d'une certaine marge de manœuvre. Lorsqu'ils sont convaincus de l'inconstitutionnalité d'une disposition, ils devraient être en mesure d'introduire un recours préjudiciel contestant la norme en question devant la Cour constitutionnelle. En l'absence d'accès individuel direct, un doute sérieux devrait suffire pour engager une procédure de contrôle préjudiciel devant la Cour constitutionnelle.

227. Pour assurer un juste équilibre entre l'intérêt inhérent à l'accès individuel à la justice constitutionnelle et la limitation des compétences de la Cour constitutionnelle et du risque de voir cette juridiction engorgée, la Commission de Venise recommande d'apporter aux juges constitutionnels l'aide d'assistants qualifiés dont le nombre devrait être déterminé en fonction de la charge de travail. Le fonctionnement correct du tribunal doit également être assuré grâce à une répartition appropriée des juges en chambres : une méthode utile pour réduire la charge de travail de la cour qui doit, cependant, s'accompagner de la mise en place d'un mécanisme visant à préserver l'unité de la jurisprudence constitutionnelle.

## Tableaux (en anglais seulement)

### 1.1.1 Table 1 summarising the types of access

Countries	Type of constitutional review (if individual access)	Ombudsperson (in relation to concrete case)	Preliminary request	Exception/objection of unconstitutionality	<i>Actio popularis</i>	<i>Quasi actio popularis</i> / legal interest	Individual suggestion	Normative constitutional complaint	Russian individual complaint	Constitutional petition	Constitutional revision	Full constitutional complaint
Albania	Concentrated		Y	Y							Y	
Algeria	No individual access											
Andorra	Concentrated		Y	Y				Y				Y
Argentina	Special				Y							
Armenia	Concentrated	Y	Y	Y				Y				
Austria	Concentrated	Y	Y									Y <sup>261</sup>
Azerbaijan	Concentrated	Y	Y									Y
Belarus	No		Y									
Belgium	Concentrated		Y	Y				Y				Y
Bosnia and Herzegovina	Concentrated		Y								Y	
Bulgaria	Concentrated	Y	Y									
Canada	Special											
Chile	Special		Y	Y	Y							
Croatia	Concentrated		Y		Y							Y
Cyprus	Special		Y	Y								Y <sup>262</sup>
Czech Republic	Concentrated		Y	Y								Y
Denmark	Diffuse											
Estonia	Special	Y	Y <sup>263</sup>	Y								
Finland	Diffuse											
France	Concentrated			Y				Y				
Georgia	Concentrated		Y		Y <sup>264</sup>			Y				
Germany	Concentrated		Y									Y
Greece	Special		Y	Y		Y <sup>265</sup>						
Hungary	Concentrated		Y	Y	Y			Y				
Iceland	Diffuse											
Ireland	Special											
Israel	Special											

<sup>261</sup> Only against individual administrative acts

<sup>262</sup> This control takes place in the framework of an administrative process

<sup>263</sup> After having decided, ordinary courts may submit decisions to the Supreme Court

<sup>264</sup> Only concerning a violation of fundamental rights through the normative act; see Article 89 Constitution

<sup>265</sup> Article 48 Law establishing a Special Highest Court is narrow: Conflicting interpretations of all three high courts are a condition.

Countries	Type of constitutional review (if individual access)	Ombudsperson (in relation to concrete case)	Preliminary request	Exception/objection of unconstitutionality	<i>Actio popularis</i>	<i>Quasi actio popularis</i> / legal interest	Individual suggestion	Normative constitutional complaint	Russian individual complaint	Constitutional petition	Constitutional revision	Full constitutional complaint
Italy	Concentrated		Y	Y								
Japan	Special											
Kazakhstan			Y									
Korea, Republic	Concentrated		Y									Y
Latvia				Y				Y				
Liechtenstein	Concentrated	Y	Y					Y				
Lithuania	Concentrated		Y									
Luxembourg	Concentrated		Y	Y				Y				
Malta	Concentrated		Y	Y								
Mexico	Concentrated		Y	Y	Y						Y	
Moldova	Special			Y								
Monaco	Concentrated		Y									
Montenegro	Special							Y <sup>266</sup>				
Morocco	No											
Netherlands	No individual access											
Norway	Special											
Palestinian National Authority	Diffuse											
Peru												
Poland	Concentrated		Y	Y				Y				
Portugal	Concentrated	Y						Y				
Romania	Special	Y	Y	Y				Y				
Russian Federation	Concentrated	Y	Y	Y								
San Marino	Concentrated	Y	Y						Y			
Serbia	Concentrated		Y	Y								
Slovakia	Concentrated	Y <sup>267</sup>	Y	Y								Y
Slovenia	Concentrated		Y									Y
South Africa	Concentrated					Y						Y
Spain	Diffuse <sup>268</sup>	Y	Y	Y								Y
Sweden	Diffuse											
Switzerland	Diffuse											Y
"The former Yugoslav Republic of Macedonia"	Concentrated	Y	Y		Y							Y <sup>269</sup>
Tunisia	No											Y

<sup>266</sup> Only concerning laws; administrative regulations and individual acts can be attacked at the Tribunal Suprême in its administrative formation concerning their illegality

<sup>267</sup> The application by the Ombudsperson in Slovakia may not necessarily be related to a specific case. Article 130.f of the Constitution states that the law may be challenged by the Ombudsperson only if further application of it could represent a threat to fundamental rights and freedoms or human rights and fundamental freedoms..

<sup>268</sup> All courts are able to hear matters concerning constitutional issues but the Constitutional Court is the highest Court on matters involving constitutional issues and is the only court able to issue a declaration of the constitutional invalidity of a Statute or norm with the force of a law and to assess the constitutionality of a Bill or Act referred to the Court by the President or the legislature respectively.

<sup>269</sup> Only concerning some fundamental rights

Countries	Type of constitutional review (if individual access)	Ombudsperson (in relation to concrete case)	Preliminary request	Exception/objection of unconstitutionality	<i>Actio popularis</i>	<i>Quasi actio popularis</i> / legal interest	Individual suggestion	Normative constitutional complaint	Russian individual complaint	Constitutional petition	Constitutional revision	Full constitutional complaint
Turkey	Concentrated <sup>270</sup>											
Ukraine	Concentrated		Y	Y								
United Kingdom	Concentrated	<sup>271</sup>	Y							Y		
Uruguay	Special											
	Concentrated											

### 1.1.2 Table: Time-limits for applications

Time limit	State	Relevant constitutional or legal provision
8 days	Malta (constitutional revision)	Article 4 Legal Notice 35 of 1993 entitled Regulations Regarding Practices and Procedures of the Court The application to appeal (in the Constitutional Court) shall be made within eight working days from the date of the decision appealed from
10 days	Estonia (normative constitutional complaint)	§. 19. Constitutional Review Court Procedure Act A complaint against a resolution of the Riigikogu, the Board of the Riigikogu or a decision of the President of the Republic may be filed with the Supreme Court within 10 days after the date of entering into force of the resolution or decision.
15 days	Andorra (amparo)	Article 88 (1) Qualified Law on the Constitutional Court The appeal for protection is introduced by a document within 15 working days of the date of service of the decision appealed against. <u>Article 82.1</u> Qualified Law on the Constitutional Court 1. Where a natural or legal person files a claim based on the existence of an individual subjective right with one of the aforementioned bodies and that body declines jurisdiction because it considers that jurisdiction belongs to another body, the person concerned submits the same claim to the latter body within no more than 15 working days from the date of notification of the decision. Where the second body declares that it does not have jurisdiction the applicant may introduce a negative dispute over jurisdiction before the Constitutional Court. <u>Article 95.</u> Qualified Law on the Constitutional Court 1. Provisions, resolutions and measures of the General Council without statutory force which infringe the rights described in Article 85 of this Law may be challenged by the persons concerned by an appeal for protection. 2. The document challenging the rule in question and the appeal for protection must be produced within 15 working days of the date of notification or, where applicable, publication of the provision, resolution or measure, in accordance with the general requirements of Article 36 of this Law.

<sup>270</sup> According to the new constitutional reform package adopted in 2010, the mechanism of constitutional individual complaint has been introduced. However, the precise modalities are to be developed yet by legislation. In this respect, an Ombudsman has been introduced, but he/she will not have the power to bring cases before the Constitutional Court.

<sup>271</sup> The Parliamentary Commissioner for Administration, which is the formal title of the UK Ombudsman, is very effective in many ways, often as an alternative to judicial review in administrative law, but it is difficult to classify him/her as a form of constitutional review.

Time limit	State	Relevant constitutional or legal provision
	South Africa (appeal against decision of an ordinary court)	Rule 19(2) Rules of the Constitutional Court A litigant who is aggrieved by the decision of [an ordinary] court and who wishes to appeal against it directly to the [Constitutional] Court on a constitutional matter shall, within 15 days of the order against which the appeal is sought to be brought...lodge with the Registrar an application for leave to appeal.
3 months/30 days or 20 days depending on the act	Spain (full constitutional complaint)	Articles 42 to 44 Organic Law on the Constitutional Court The time-limit for lodging a writ of amparo will be: - 3 months for any decisions or non legal acts taken by the <i>Cortes Generales</i> or Assemblies of the <i>Comunidades Autonomas</i> - 30 days for the acts or omission of a judicial organ - twenty days from the date of notification of the ruling given in the judicial proceedings for any legal act, omissions or any other activity taken by the Government or its bodies or the civil servants.
4 weeks	Liechtenstein (full constitutional complaint)	Art. 15 4) Constitutional Court Act The complaint may be lodged within four weeks of service of the decision or order in the last instance or of effectiveness of the immediate violation (paragraph 3).
30 days	Croatia (full constitutional complaint)	Article 64 Constitutional Act on the Constitutional Court The constitutional complaint may be submitted during the term of 30 days from the day the decision was received." Article 66: "(1) The Constitutional Court shall permit restitution into the previous state to the person who for the justified reasons has omitted the term for submission of the constitutional complaint, if during the term of 15 days after the cessation of the reason which has caused the omission he submits the proposal for restitution into the previous state and at the same time submits the constitutional complaint (2) After the expiration of three months from the day of omission, the restitution into the previous state may not be sought.
	Montenegro	Draft Law on the Constitutional Court Article 60 Constitutional complaint may be submitted within 30 days from the date on which an individual act violating human right or freedom guaranteed by the Constitution was delivered.
	Switzerland	Article 100 Federal Judicature Act 1 Le recours contre une décision doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les 30 jours qui suivent la notification de l'expédition complète. Article 101 Le recours contre un acte normatif doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les 30 jours qui suivent sa publication selon le droit cantonal. Le recours contre un acte normatif doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les 30 jours qui suivent sa publication selon le droit cantonal.
1 month	Germany (full constitutional complaint)	Article 93 Law on the Federal Constitutional Court: 1. A complaint of unconstitutionality shall be lodged and substantiated within one month. This time-limit shall commence with the service or informal notification of the complete decision, if this is to be effected ex officio in accordance with the relevant procedural provisions. In other instances, the time-limit shall commence when the decision is proclaimed or, if it is not to be proclaimed, when it is otherwise communicated to the complainant; if the complainant does not receive a copy of the complete decision, the time-limit pursuant to the first sentence above shall be suspended by the complainant requesting, either in writing or by making a statement recorded at the court office, a copy of the complete decision. The suspension shall continue until the complete decision is served on the complainant by the court or ex officio or by a party to the proceedings.
6 weeks	Austria (full constitutional complaint)	Article 82 Federal Law on the Constitutional Court 1. A complaint against an administrative decree in pursuance of Article 144, subparagraph 1 of the B-VG can be lodged only after all administrative remedies have been exhausted, within six weeks following service of the decree delivered at last instance.
60 days	Bosnia & Herzegovina	Article 16 of the Rules of Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina  1. The Court shall examine an appeal only if all effective remedies that are available under the law against a judgment or decision challenged by the appeal are exhausted and if the appeal is filed within a time-limit of 60 days as from the date on which the decision on the last effective remedy used by

Time limit	State	Relevant constitutional or legal provision
		the appellant was served on him/her.
	Czech Republic (full constitutional complaint)	Art. 72 Constitutional Court Act (3) A constitutional complaint may be submitted within 60 days of the delivery of the decision in the final procedure provided by law to the complainant for the protection of his rights; "procedures" are understood to mean ordinary remedial procedures, extraordinary remedial procedures, with the exception of a petition for rehearing, and other procedures for the protection of rights with the assertion of which is associated the institution of a judicial, administrative, or other legal proceeding.
	Hungary (normative constitutional complaint)	Article 48 Act on the Constitutional Court 2. The constitutional complaint may be submitted within sixty days after the receipt of the final decision.
	Poland (Ombudsperson)	Article 51 Constitutional Tribunal Act 1. The Tribunal shall inform the Commissioner for Citizens' Rights about the institution of proceedings. Provisions of Article 33 shall apply accordingly. 2. The Commissioner for Citizens' Rights may, within the period of 60 days from the receipt of information, give notice of his/her participation in the proceedings.
2 months	Slovenia (full constitutional complaint)	Article 52 Constitutional Court Act (1) A constitutional complaint is lodged within 60 days of the day the individual act against which a constitutional complaint is admissible is served. (3) In especially well founded cases the Constitutional Court may exceptionally decide on a constitutional complaint which has been lodged after the expiry of the time limit referred to in the first paragraph of this article.
	"The Former Yugoslav Republic of Macedonia" (full constitutional complaint)	Article 51 Rules of Procedure of the Constitutional Court Any citizen considering that an individual act or action has infringed his or her right or freedom, as provided in Article 110.3 of the Constitution of the Republic of Macedonia, he or she may lodge an application for protection of human rights and freedoms by the Constitutional Court within 2 months from the date of notification of the final or legally binding individual act, or from the date on which he or she became aware of the activity undertaken creating such an infringement, but not later than 5 years from the date of the activity's being undertaken.
2 months	Slovakia	Article 53 Law on the Organisation of the Constitutional Court 3. A complaint may be filed within a period of two months from the day on which the decision becomes final or from the day when the measure is announced or other encroachment is communicated. In the case of a measure or other encroachment, this period shall be counted from the day when the complainant could have learned of the measure or other encroachment.
75 days	Cyprus (constitutional revision)	Article 146 Constitution 3. Such a recourse shall be made within seventy-five days of the date when the decision or act was published or, if not published and in the case of an omission, when it came to the knowledge of the person making the recourse.
3 months	United States (writ of certiorari)	The time limit for presenting a constitutional claim in the United States in the first instance varies depending on the form of the claim and the court in which it is brought (federal court versus state court). Ordinarily, a petition for certiorari to the U.S. Supreme Court is to be filed within 3 months. U.S. Supreme Court Rule 13. Review on Certiorari: Time for Petitioning 1. Unless otherwise provided by law, a petition for a writ of certiorari to review a judgment in any case, civil or criminal, entered by a state court of last resort or a United States court of appeals (including the United States Court of Appeals for the Armed Forces) is timely when it is filed with the Clerk of this Court within 90 days after entry of the judgment. A petition for a writ of certiorari seeking review of a judgment of a lower state court that is subject to discretionary review by the state court of last resort is timely when it is filed with the Clerk within 90 days after entry of the order denying discretionary review.
	Azerbaijan (against denial of access to courts)	Article 34.4 Law on the Constitutional Court Complaints can be submitted to Constitutional Court in following cases: 34.4.2. Within three months from the moment of violation of complainant's right to apply to court

Time limit	State	Relevant constitutional or legal provision
6 months	Poland (normative constitutional complaint)	Article 46 Constitutional Tribunal Act 1. Constitutional claim, further referred to as the "claim" can be submitted after trying all legal means, if such means is allowed, within 3 months from delivering the legally valid decision to the plaintiff, the final decision or other final judgment.
	Albania (constitutional revision)	Article 30 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court If the law provides that the applicant may address another authority, he/she may present the application to the Constitutional Court after all the other legal means in protection of such rights have been exhausted. Under such a case, the deadline for lodging the application is 6 (six) months from the date on which the decision of the relevant authority is announced.
	Azerbaijan (full constitutional complaint)	Article 34.4 Law on the Constitutional Court Complaints can be submitted to Constitutional Court in following cases: 34.4.1. After exhaustion of all remedies within six months from the moment of entrance of the decision of the court of last instance into force;
	Armenia (normative constitutional complaint)	Article 69 Law on the Constitutional Court: "5. In cases determined in this Article the appeals can be submitted to the Constitutional Court by the natural and legal persons no later than six months after the exhaustion of the opportunities of appeal of the judicial act ruled against those."
	Belgium (Normative constitutional complaint)	Article 3 Special Law on the Court 1. Without prejudice to paragraph 2 and to Article 4, an action for annulment, in full or in part, of a statute, decree or rule referred to in Article 134 of the Constitution shall not be admissible unless it is brought within six months of the publication of the statute, decree or rule referred to in Article 134 of the Constitution.
1 year	Latvia (normative constitutional complaint)	Article 19.2 Law on the Constitutional Court 4. A constitutional claim may be submitted to the Constitutional Court within six months from the date of the decision of the last institution becoming effective
2 years	Germany (against normative acts)	Article 93 Law on the Federal Constitutional Court 3. If the constitutional complaint is directed against a law or some sovereign act against which legal action is not admissible, the constitutional complaint may be lodged only within one year of the law entering into force or the sovereign act being announced.
5 years	Albania (if no legal remedy is provided)	Article 30 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court 2.The application of persons regarding the violation of a constitutional right is to be presented no later than 2 (two) years from the time at which evidence of the violation becomes available to them.
	Peru (actio popularis)	Article 87 Code of Constitutional Procedure (p.t.) The delay for lodging the actio popularis is five years from the day following the publication of the norm. (El plazo para interponer la demanda de acción popular prescribe a los cinco años contados desde el día siguiente de publicación de la norma.)

### 1.1.3 Table: Obligation to be legally represented

State	Relevant constitutional or legal provision
Albania	Article 24 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court: Parties to the constitutional case may represent themselves or may appoint a person to represent them as provided by this Law.
Andorra	Article 35.1 Qualified Law of the Constitutional Tribunal 1. The proceedings set forth in Article 6 of this Law are always introduced upon application by a party. Unless the applicant is the Attorney General's Department or a court it shall be represented and defended by a lawyer who is a member of the Andorran Bar. The interests of the Andorran State are represented and defended before the Constitutional Court by the Andorran lawyers attached to the Government Legal Service, without prejudice to the Government' s right, where necessary, to secure the services of other lawyers.
Armenia	Article 46 Law on the Constitutional Court: 1. Parties may appear before the Constitutional Court personally as well as through their representatives.



State	Relevant constitutional or legal provision
Austria	Article 17 Federal Law on the Constitutional Court: 2. Actions in accordance with Article 37, applications in accordance with Articles 46, 48, 50, 57, 62 and 66 and complaints which are not covered by Article 24, subparagraph 1 shall be submitted by a duly authorised lawyer.
Azerbaijan	Article 35.1. Law on the Constitutional Court: The following documents shall be enclosed to petition, application or complaint submitted to Constitutional Court: 35.1.2. Letter of attorney or other document, confirming the authorities of the representative except the cases when representation is implemented ex officio as well as copies of documents confirming the right of a person to speak at Constitutional Court as a representative;
Belgium	Art. 5 of the Special Law on the Court Actions for annulment shall be instituted before the Court by means of a petition which, as the case may be, is signed by the Prime Minister, by a member of the Government designated by that Government, by the president of a legislative assembly, or by a party with a justifiable interest or its lawyer; Art. 75 The Court may appoint a lawyer ex officio. This appointment shall be considered null and void if the party concerned chooses its own legal adviser.
Croatia	Article 24 Constitutional Act on the Constitutional Court (1) Participants may undertake actions in the proceedings in person or through a representative.
Czech Republic	Article 30 Constitutional Court Act: (1) A natural or a legal person who is a party or a secondary party to a proceeding before the Court must be represented by an attorney to the extent provided for in special statutes and enactments.
Georgia	Article 30 Organic Law on the Constitutional Court 1. The parties shall have the right to entrust the protection of their interests to a lawyer or other person having a high level of legal education at every stage of the proceedings.
Germany	Article 22 Law on the Federal Constitutional Court: 1. The parties may be represented at any stage of the proceedings by an attorney registered with a German court or a lecturer of law at a German institution of higher education; in the oral pleadings before the Federal Constitutional Court they must be represented in this manner.
Hungary	Article 19 Act on the Constitutional Court: Unless otherwise provided by this Act or the Rules of the Constitutional Court, the provisions of the Civil Procedure Code shall be applied in issues concerning legal assistance, the ensuring of the use of the native-tongue during the proceedings and the exclusion of judges.
Italy	Section 20 Law on the composition and procedures of the Constitutional Court At all hearings before the Constitutional Court the parties may only be represented by lawyers authorised to appear before the Court of Cassation.
Latvia	Article 23 Law on the Constitutional Court 1. Participant in the case – the applicant as well as the institution or official who issued the disputable act – may perform procedural actions at the Constitutional Court himself/herself or be represented by his/her respective representative.
Liechtenstein	Article 41 Constitutional Court Act 1) The parties may lodge individual complaints (article 15) themselves and participate in the hearings, or they may choose to be represented by lawyers who are listed in the Register of Lawyers or who are otherwise admitted to practice in the Principality of Liechtenstein by law or by authorisation of the Government.
Luxemburg	Article 11 Law on the Constitutional Court The parties shall be allowed to make submissions to and plead before the Constitutional Court through any lawyer registered on List I of the roll of lawyers drawn up each year by the Bar Councils.
Monaco	Article 29 Ordonnance sur l'organisation et le fonctionnement du Tribunal suprême: Les parties se présentent à l'audience par le ministère d'un avocat-défenseur.
Poland	Article 48 Constitutional Tribunal Act 1. The complaint or claim on the judgment refusing further consideration of the complaint shall be drawn up by an advocate or legal counsel unless the person making the complaint is a judge, prosecutor, notary public, professor or doctor habilitated of legal science.
Portugal	Article 83 Law on the Constitutional Court 1. In appeals made to the Constitutional Court, the appointment of a lawyer is obligatory, without prejudicing the ruling in n.º 3.
Romania	Article 30 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court 5. The parties may be represented by lawyers having the right to plead before the High Court of Cassation and Justice
Russian Federation	Article 53 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court The parties may also be represented by lawyers or persons with an academic degree in law,

State	Relevant constitutional or legal provision
	whose powers are confirmed by relevant documents.
Slovakia	Article 20 Law on the Organisation of the Constitutional Court (1) An application must be signed by the applicant (applicants) or his/her (their) representative. (2) An application on commencing proceedings shall be supported by an empowerment enabling the applicant to be represented by an advocate, unless otherwise provided by this law. This empowerment shall expressly state that it was issued for the purpose of representation before the Constitutional Court.
Slovenia	Article 24.a Constitutional Court Act (1) If a participant in proceedings before the Constitutional Court is represented by an authorised representative, he must submit an authorisation which is provided especially for proceedings before the Constitutional Court. (2) An authorised representative who is not a lawyer must have a special authorisation to transfer the authorisation in proceedings before the Constitutional Court to another person. Article 50 (3) If a complainant in a constitutional complaint procedure is represented by an authorised representative, he must submit an authorisation which is given especially for the constitutional complaint procedure. The authorisation must be given after the individual act against which the constitutional complaint is lodged has been served. The second paragraph of Article 24a of this Act applies regarding the transfer of such authorisation.
Spain	Article 49 Organic Law on the Constitutional Court 2. The application shall be accompanied by: a. The document mandating the representative of the applicant for protection;
South Africa	Rule 11 Rules of the Constitutional Court (a) If it appears to the Registrar [of the Constitutional Court] that a party is unrepresented, he or she shall refer such party to [an] appropriate body or institution that may be willing and in a position to assist such party.
Switzerland	Article 41 Federal Judicature Act 5. When a party is clearly unable to act for himself, the Court may ask him to appoint a representative.

#### 1.1.4 Table: Exhaustion of remedies and exceptions

State	Exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions	Exception to the precondition of exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions
Albania	Article 131 Constitution The Constitutional Court decides on: f. the final adjudication of the complaints of individuals for the violation of their constitutional rights to due process of law, after all legal remedies for the protection of those rights have been exhausted.	
Andorra	Article 94 Qualified Law on the Constitutional Court 2. When no further appeal can be lodged nor is there any further means in defending the constitutional right infringed, the person who has suffered the infringement of the constitutional right to jurisdiction may lodge an appeal for protection before the Constitutional Court within fifteen working days of the day after notification of the last resolution of refusal or of the date on which he had knowledge of the judicial decision which violated the constitutional right to jurisdiction.	
Armenia	Article 69 Law on the Constitutional Court 1. The appeals on the cases described in this Article (hereinafter individual appeals) can be brought by those natural and legal persons who were participants at the courts of general	

State	Exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions	Exception to the precondition of exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions
	jurisdiction and in specialised courts, in relation of who the law was implemented by a judicial act, who exhausted all the remedies of judicial protection and who believe that the provision of the Law applied for the particular case contradicts the Constitution.	
Austria	Article 144 Constitution The complaint can only be filed after all other stages of legal remedy have been exhausted.	
Azerbaijan	Article 34.4 Law on the Constitutional Court Complaints can be submitted to Constitutional Court in following cases: 34.4.1. After exhaustion of all remedies within six months from the moment of entrance of the decision of the court of last instance into force;	Article 34.5. Law on the Constitutional Court If the legal protection of constitutional rights by means of courts of general jurisdiction cannot prevent the imposing of serious and irreplaceable damage to complainant then application can be submitted directly to Constitutional Court.
Croatia	Article 62 Constitutional Act on the Constitutional Court: (2) If some other legal remedy is provided against violation of the constitutional rights, the constitutional complaint may be lodged only after this remedy has been exhausted. (3)"In matters in which an administrative dispute is provided, respective a revision in civil or extra-litigation procedure, remedies are exhausted after the decision has been rendered upon these legal remedies."	Article 63 Constitutional Act on the Constitutional Court: (1) The Constitutional Court shall initiate proceedings in response to a constitutional complaint even before all legal remedies have been exhausted in cases when the court of justice did not decide within a reasonable time about the rights and obligations of the party, or about the suspicion or accusation for a criminal offence, or in cases when the disputed individual act grossly violates constitutional rights and it is completely clear that grave and irreparable consequences may arise for the applicant if Constitutional Court proceedings are not initiated. (2) If the decision is passed to adopt the constitutional complaint for not deciding in a reasonable time in paragraph 1 of this Article, the Constitutional Court shall determine a deadline for the competent court of justice within which that court shall pass the act meritoriously deciding about the applicant's rights and obligations, or the suspicions or accusation of a criminal offence. Such deadline for passing the act shall begin to run on the day following the date when the Constitutional Court decision is published in the Official Gazette Narodne novine.
Czech Republic	Article 75 Constitutional Court Act: (1) A constitutional complaint is inadmissible if the complainant failed to exhaust all procedures afforded him by law for the protection of his rights (§ 72 para. 3); that does not apply to extraordinary remedial procedures which the body that decides thereupon has discretionary authority to reject as inadmissible (§ 72 para. 4).	Article 75 Constitutional Court Act: (1) A constitutional complaint is inadmissible if the complainant failed to exhaust all procedures afforded him by law for the protection of his rights (§ 72 para. 3); that does not apply to extraordinary remedial procedures which the body that decides thereupon has discretionary authority to reject as inadmissible (§ 72 para. 4). (2) The Constitutional Court shall not reject a constitutional complaint, even though it does not satisfy the condition stated in the preceding paragraph, if: a) the significance of the complaint extends substantially beyond the personal interests of the complainant, so long as it was submitted within one year of the day when the events which are the subject of the constitutional complaint took place, or b) the proceeding in an already filed

State	Exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions	Exception to the precondition of exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions
		remedial procedure under paragraph 1 is being considerably delayed, which delay gives rise to or may give rise to serious and unavoidable detriment to the complainant.
Germany	Law on the Federal Constitutional Court, Article 90.2 1st phrase: If legal action against the violation is admissible, the constitutional complaint may not be lodged until all remedies have been exhausted.	Law on the Federal Constitutional Court Article 90.2 2nd phrase: However, the Federal Constitutional Court may decide immediately on a complaint of unconstitutionality lodged before all remedies have been exhausted if it is of general relevance or if recourse to other courts first would entail a serious and unavoidable disadvantage for the complainant.
Hungary	Article 48 Act on the Constitutional Court 1. Anybody aggrieved by the application of an unconstitutional legal rule who has exhausted all other legal remedies or has no other remedy available, may submit a constitutional complaint to the Constitutional Court because of the violation of his/her constitutional rights.	
Korea, Republic	Article 68 Constitutional Court Act (1) Any person who claims that his basic right which is guaranteed by the Constitution has been violated by an exercise or non-exercise of governmental power may file a constitutional complaint, except the judgments of the ordinary courts, with the Constitutional Court: Provided, that if any relief process is provided by other laws, no one may file a constitutional complaint without having exhausted all such processes.	
Latvia	Article 19.2 Law on the Constitutional Court 2. The constitutional claim shall be submitted only after exhausting the ordinary legal remedies (a claim to a higher institution or official, a claim or application to a court of general jurisdiction etc.) or if there are no other means	Article 19.2 Law on the Constitutional Court 3. If the review of the constitutional claim is of general importance or if legal protection of the rights with general legal means cannot avert material injury to the applicant of the claim, the Constitutional Court may reach a decision to review the claim (application) before all the other legal means have been exhausted.
Liechtenstein	Article 15 Constitutional Court Act 1) The Constitutional Court shall decide on complaints to the extent that the complainant claims a violation, by a final decision or order in the last instance issued by a public authority, of one of his constitutionally guaranteed rights or of one of his rights guaranteed by international conventions for which the lawmaking power has explicitly recognised an individual right of complaint	
Malta	Article 4 European Convention Act Provided that the Court may, if it considers it desirable so to do, decline to exercise its powers under this subsection in any case where it is satisfied that adequate means of redress for the contravention alleged are or have been available to the person concerned under any other ordinary law.	
Montenegro	Article 58 Draft Law on the Constitutional Court Constitutional complaints may be lodged against an individual act of state authority, local self-government authority or organisation vested with public powers, for the reason of	Article 58 Draft Law on the Constitutional Court All effective legal remedies referred to in paragraph 1 above shall be deemed exhausted within the meaning of this Law, if

State	Exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions	Exception to the precondition of exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions
	violation of human rights and freedoms guaranteed by the Constitution, after all effective legal remedies have been exhausted.	the complainant in the dispute exhausted all ordinary and extraordinary legal remedies prescribed by law.
Poland	Article 47 Constitutional Tribunal Act 1. The complaint shall, apart from the requirements referring to the procedural letters, include the following: 1) a precise identification of the statute or another normative act on the basis of which a court or another organ of public administration has given ultimate decision in respect of freedoms or rights or obligations determined in the Constitution and which is challenged by the person making the complaint for the confirmation of non-conformity to the Constitution,	
Portugal	Article 70 Law on the Constitutional Court 5. Decisions subject to obligatory ordinary appeal, according to the terms of the respective procedural law, may not be admitted for appeal to the Constitutional Court.	
Slovakia	Article 53 Law on the Organisation of the Constitutional Court 1. The complaint shall not be admissible until the complainant has exhausted all remedies or other legal means which are effectively provided by the law to protect his/her fundamental rights or freedoms and for the application of which the complainant is entitled to apply under specific regulations.	Article 53 Law on the Organisation of the Constitutional Court 2. The Constitutional Court shall not reject a complaint even if the condition under subsection 1 has not been met, so long as the complainant can prove s/he has failed to satisfy the aforesaid condition due to reasons worthy of special consideration..
Slovenia	Article 51 Constitutional Court Act (1) A constitutional complaint may be lodged only after all legal remedies have been exhausted.	Article 51 Constitutional Court Act (2) Before all extraordinary legal remedies have been exhausted, the Constitutional Court may exceptionally decide on a constitutional complaint if the alleged violation is manifestly obvious and if irreparable consequences for the complainant would result from the implementation of the individual act.
Spain	Organic Law on the Constitutional Court Art. 43.1 <i>“Las violaciones de los derechos y libertades antes referidos originados por disposiciones, actos, jurídicos, omisiones o simples vías de hecho del Gobierno o de sus autoridades o funcionarios, o de los órganos ejecutivos colegiados de las Comunidades Autónomas o de sus autoridades o funcionarios o agentes, podrán dar lugar al recurso de amparo una vez que se haya agotado la vía judicial procedente.!”</i> Article 44 1. <i>Las violaciones de los derechos y libertades susceptibles de amparo constitucional, que tuvieran su origen inmediato y directo en un acto u omisión de un órgano judicial, podrán dar lugar a este recurso siempre que se cumplan los requisitos siguientes:</i> a) <i>Que se hayan agotado todos los medios de impugnación previstos por las normas procesales para el caso concreto dentro de la</i>	

State	Exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions	Exception to the precondition of exhaustion of remedies – relevant constitutional or legal provisions
	<i>via judicial.</i>	
Switzerland	Article 86 Federal Judicature Act 1. Le recours est directement recevable contre les actes normatifs cantonaux qui ne peuvent faire l'objet d'un recours cantonal. 2. Lorsque le droit cantonal prévoit un recours contre les actes normatifs, l'art. 86 est applicable.	Article 94 Federal Judicature Act Le recours est recevable si, sans en avoir le droit, la juridiction saisie s'abstient de rendre une décision sujette à recours ou tarde à le faire.
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	Article 51 Rules of Procedure of the Constitutional Court Any citizen considering that an individual act or action has infringed his or her right or freedom, as provided in Article 110.3 of the Constitution of the Republic of Macedonia, he or she may lodge an application for protection of human rights and freedoms by the Constitutional Court within 2 months from the date of notification of the final or legally binding individual act [...]	
Turkey	Article 148 of the Constitution (as amended in 2010)  Constitutional complaints shall be deemed inadmissible if the complainants have not exhausted regular legal remedies (means of redress) afforded by the law for the protection of their rights.	

### 1.1.5 Table: Preliminary ruling procedures

State	Relevant constitutional or legal provisions
Albania	Article 69 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court 1. When the Constitutional Court concludes that the file referred to it is not complete and in conformity with the above provision, it shall send it back to the original court. The latter should complete the file within one month from the date on which it receives the file.
Andorra	Article 100 (2) Constitution The Tribunal Constitucional may not admit the transaction of the request without further appeal. If the request is admitted judgment shall be passed within the maximum period of two months. Article 52 Qualified Law on the Constitutional Tribunal In the exercise of their judicial functions, the Batlles (judges of first instance), the Court of Batlles, the Tribunal de Corts (criminal court) and the Higher Court of Andorra are entitled to apply for interlocutory proceedings to be opened in respect of laws, legislative decrees and regulations having statutory force on the ground that they are unconstitutional, irrespective of the date on which they entered into force. Article 53 1. An application for judicial review by the Constitutional Court of the constitutionality of such a law or regulation is admissible where, at any stage in ordinary judicial proceedings, the court hearing the proceedings considers on its own initiative or on the initiative of one of the parties that one of the laws and regulations mentioned in the preceding Article which the court must apply in resolving the principal case or any step whatsoever taken therein is contrary to the Constitution. 2. This view that the law or regulation in question is unconstitutional must be based on the following factors: it must be impossible to interpret the law and regulation in question in a way which is consistent with the Constitution; the court must provide a reasoned explanation of the need to apply the law or regulation in resolving the main case or the step in question; and the law or regulation must not have been declared constitutional in any resolution or decision taken by the Constitutional Court, as provided for in Article 44.3 of this Law. 3. Before filing the document introducing the action provided for in the first paragraph of this Article with the Constitutional Court the court in question must consult the parties and the Attorney General's Department where it is represented in the proceedings. When the parties have been heard the court, on its sole responsibility, issues a decree containing its decision

State	Relevant constitutional or legal provisions
	<p>whether or not to lodge the application. No appeal may be made against the decision taken in that decree; where the decision is negative, however, the application may where appropriate be renewed during subsequent stages of the proceedings.</p> <p>Article 54 Where the applicable law or regulation regarded as contrary to the Constitution entered into force prior to the Constitution the court may choose between bringing the matter before the Constitutional Court and declaring at the appropriate point in the proceedings that the laws or regulations are repealed. In any event a declaration that the law or regulation is repealed does not mean that the law or regulation enacted prior to the Constitution is null and void, but simply states that it is without force and the reasons why this is so.</p> <p>Article 55 1. Once the court has agreed to refer the matter to the Constitutional Court as provided for in the preceding provisions it must draw up a separate certificate setting out the steps taken for that purpose and submit to the Constitutional Court a document to which are attached that first document and a statement of the reasons for its doubts as to the constitutionality of the law or regulation in question and also the constitutional provisions which it considers have been infringed, like the formalities required by Article 36 of this Law. 2. The main case or interlocutory matter, as appropriate, follows its course until the judgment or resolution stage, at which point the procedure is frozen until the Constitutional Court has pronounced the decree resolving the matter or decision. If the step which led to the proceedings being brought before the Constitutional Court concerns the setting aside of actions, no decision on the principal cause may be taken until the Constitutional Court has taken its decision.</p> <p>Article 56 1. Upon receiving the document and the separate certificate provided for in the preceding Article, the Constitutional Court issues a reasoned decree declaring the action on the ground of unconstitutionality admissible or inadmissible. The action by way of petition (súplica) mentioned in Article 39.2 of this Law is available against a decree declaring the action inadmissible. 2. When the action has been declared admissible and the proceedings have commenced, the parties thereto are the court which brought the action, the body which laid down the law or regulation referred to the Constitutional Court and the Attorney General's Department. The parties to the judicial proceedings in question may appear as joint assistants. 3. Where the challenge concerns laws and regulations which predate the Constitution the General Council shall be a party to the proceedings irrespective of which body enacted the laws.</p> <p>Article 57 1. The investigation of the interlocutory proceedings until a decision is taken follows the same procedures as those provided for in connection with a direct action on the grounds of unconstitutionality. 2. The decision of the Constitutional Court is binding on the court which referred the matter to it. In this case, however, the principle laid down in Article 8.2 of this Law that a decision dismissing an action challenging the constitutionality of a provision is temporarily inapplicable, which is binding on the court, is precluded, so that the court can hear and determine the main case.</p> <p>Article 58 1. Decisions dismissing the alleged unconstitutionality produce the same effects as those produced by decisions issued in direct actions. 2. Decisions declaring the law or regulation referred to the Constitutional Court unconstitutional in whole or in part take effect on the date on which they are published in the Official Gazette of the Principality of Andorra. Save in cases of favourable retroactive application, the existing effects produced by this law or regulation before they were declared null and void endure until new laws and regulations have been created to regulate the pre-existing legal situations.</p>
Belgium	<p>Art. 100 of the Special Law on the Court The Constitutional Court in full session may join actions for annulment or preliminary questions relating to one and the same regulation to be ruled on in one and the same judgment. In this circumstance, the cases will be investigated by the bench that was seized of the first case. The registrar shall notify the parties of the decision to join cases. Where two or more cases are joined, the judges-rapporteurs shall be those who in accordance with Article 68 were appointed to the case of which the Court was first seized.</p>
Estonia	<p>§63 Constitutional Review Court Procedure Act (1) If a request is not in compliance with the requirements of this Act, the Supreme Court shall set a term for elimination of deficiencies. If the person filing the request fails to eliminate the deficiencies within a specified term, the Supreme Court shall return the request without a hearing.</p>

State	Relevant constitutional or legal provisions
France	<p>Constitution Article 61-1. <i>If, during proceedings in progress before a court of law, it is claimed that a statutory provision infringes the rights and freedoms guaranteed by the Constitution, the matter may be referred by the Conseil d'État or by the Cour de Cassation to the Constitutional Council, within a determined period.</i> <i>An Institutional Act shall determine the conditions for the application of the present article.</i></p> <p>Article 62. A provision declared unconstitutional on the basis of article 61 shall be neither promulgated nor implemented. A provision declared unconstitutional on the basis of article 61-1 shall be repealed as of the publication of the said decision of the Constitutional Council or as of a subsequent date determined by said decision. The Constitutional Council shall determine the conditions and the limits according to which the effects produced by the provision shall be liable to challenge. No appeal shall lie from the decisions of the Constitutional Council. They shall be binding on public authorities and on all administrative authorities and all courts.</p>
Lithuania	<p>Article 69 Law on the Constitutional Court 1. By a decision, the Constitutional Court shall refuse to consider petitions to investigate the compliance of a legal act with the Constitution; if: 1) The petition was filed by an institution or person who does not have the right to apply to the Constitutional Court; 2) The consideration of the petition does not fall under the jurisdiction of the Constitutional Court; 3) the compliance of the legal act with the Constitution specified in the petition has already been investigated by the Constitutional Court and the ruling on this issue adopted by the Constitutional Court is still in force; 4) the constitutional Court has already commenced the investigation of a case concerning the same issue; 5) The petition is grounded on non-legal reasoning.</p> <p>Article 70 Law on the Constitutional Court In the case that a petition or appendices thereof fail to comply with the provisions set forth in Articles 66 and 67, the Chairperson of the Constitutional Court shall return the petition to the petitioner on his own initiative or on the initiative of a judge. The return of a petition shall not take away the right to appeal to the Constitutional Court according to the general procedure after abolishing reasons thereof.</p>
Georgia	<p>Article 17 Law on the Constitutional Legal Proceedings 1. An authorized employee of the Constitutional Court shall register a constitutional claim or a constitutional submission lodged with the Constitutional Court, after having examined the formal (and not substantive) aspects of the case materials. If an inessential formal inaccuracy is revealed, a constitutional claim or a constitutional submission shall be registered with the consent of the Secretary to the Constitutional Court and the claimant, author of the constitutional submission or their representatives shall be given fifteen days to redeem the inaccuracy. If within of this term inaccuracy was not corrected, a registration of a claim and a submission shall be invalidated. In case of the refusal to register, the claimant, author of the constitutional submission or their representatives shall be entitled to apply to the Secretary of the Constitutional Court, the latter being authorized to reach a final decision. (29.12.2006 N4216)</p>
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 17 of the Law on the Courts 1) The court submits an initiative for commencing a procedure on assessing the compliance of the Law with the Constitution, when during procedure their accordance turns out to be questionable, for which it notifies the court of higher instance and the Supreme Court of Republic of Macedonia. 2) When the court finds that the Law that is to be applied in the specific case is not in accordance with the Constitution, and the constitutional provisions cannot be directly applied, will stay the procedure until the Constitutional Court delivers a decision. 3) The party has a right to an appeal against the decision for stay of the procedure. The procedure upon the appeal is urgent.</p>

### 1.1.6 Table: Joinder of similar cases

State	Relevant constitutional or legal provision
Andorra	<p>Article 34.3 Qualified Law on the Constitutional Tribunal 3. Without prejudice to the first paragraph of this article, the Court may decide at any</p>



State	Relevant constitutional or legal provision
	stage of the proceedings to join a number of cases on the ground that the subject matter is the same or similar. Where this occurs the judge to whom the case was first allocated acts as reporter.
Armenia	Article 39 Law on the Constitutional Court Before the start of the case review only the cases referring to the same issue can be combined by the decision of the Constitutional Court.
Czech Republic	Article 63 Constitutional Court Act Where an issue is not covered by this Statute, in proceedings before it the Court shall apply the relevant provisions of the Code of Civil Procedure, as well as other enactments issued for the implementation thereof. Section 112 of the Act 99/1963 Coll., Civil Procedure Code, The court can join cases to joint proceedings in the interest of proceedings' effectiveness, provided the proceedings were initiated and relate to the same matter or to the same participants. Art. 35 Constitutional Court Act (2) A petition shall also be inadmissible in instances when the Court has already taken some action in the same matter; if one is submitted by an authorised petitioner, he has the right to take part, as a secondary party, in the proceeding concerning the earlier submitted petition." Article 76: "(1) The complainant and the state body or other public authority, against the encroachment of which the constitutional complaint is directed, shall be parties to the proceeding on the constitutional complaint. (2) Other parties to a prior proceeding, the contested decision of which gives rise to the complaint, shall be secondary parties. If the complaint concerns a criminal proceeding, the parties to that proceeding shall be secondary parties. (3) The Court may grant the status of a secondary party to other persons who demonstrate a legal interest in the outcome of the proceeding.
Germany	Article 66 Law on the Federal Constitutional Court The Federal Constitutional Court may combine independent proceedings and separate combined ones.
Greece	Article 13 Law establishing a Special Highest Court 1. Any person wishing to intervene and having a lawful interest in the case may be joined to the proceedings before the Court.
Lithuania	Article 41 Law on the Constitutional Court Upon establishing that there are two or more petitions concerning the compliance of the same legal act with the Constitution or laws, the Constitutional Court may join them into one case before beginning the judicial consideration. In this case the Constitutional Court shall adopt a reasoned decision.
Portugal	Article 64 Law on the Constitutional Court 1. When a request has been admitted, any others with the same object that are also admitted are included in the file concerning the first. Article 74 – (Extension of appeal) 1. The appeal filed by the Public Prosecutor's Office has an effect on all those who have legitimacy to appeal. 2. The appeal filed by an interested party in the cases envisaged in sub-paragraphs a), c), d), e), g), h) and i) in n.º1 of article 70 can be used by all other interested parties. 3. The appeal filed by an interested party, in the cases envisaged in sub-paragraphs b) and f) of n.º1 of article 70 can be used by others according to the terms and limits established in the law regulating the case in which the decision has been made. 4. There can be no subordinate appeal nor may any other party adhere to the appeal already made to the Constitutional Court.
Russian Federation	Article 48 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court The consideration of each case shall be the subject of a special session. The Constitutional Court of the Russian Federation may merge in one proceeding petitions pertaining to one and the same subject.
Slovakia	Article 31.a Law on the Organisation of the Constitutional Court If this Law does not stipulate otherwise and if the nature of the subject-matter does not exclude it, the provisions of the Code of Civil Procedure or Code of Criminal Procedure shall be used as appropriate for proceedings before the Constitutional Court. Article 112 of the Act 99/1963 Coll., Civil Procedure Code, The court can join cases into joint proceedings in the interest of efficiency of proceedings, provided the proceedings have been initiated and relate to the same matter or to the same participants.
Slovenia	Article 48 The Rules of Procedure of the Constitutional Court If in their applications more than one applicant requests the review of the constitutionality or legality of the same provisions or provisions related in terms of content of a law, regulation, or general act issued for the exercise of public authority, the Constitutional Court may, upon the proposal of the judge rapporteur, decide by an order to join all applications for joint

State	Relevant constitutional or legal provision
	consideration and deciding on their constitutionality or legality.
South Africa	Rule 29 of the Rules of the Constitutional Court makes rule 6(14) of the Uniform Rules of Court applicable, which in turn provides for the application of Rule 11 of the Uniform Rules of Court. Rule (11): Where separate actions have been instituted and it appears to the court convenient to do so, it may upon the application of any party thereto and after notice to all interested parties, make an order consolidating such actions...
Spain	Article 47 Organic Law on the Constitutional Court: 1. Persons who benefited by the decision, act or circumstance that led to the appeal or persons with a legitimate interest therein may appear in the proceedings for constitutional protection as a defendant or additional party.
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	Article 21 Rules of Procedure of the Constitutional Court If during the course of the proceedings, it is found that a number of participants with separate petitions have requested the assessment of the constitutionality of the same provisions of the same law, other regulation or general act, all petitions will be attached to the first petition submitted, and for all of them a single procedure is conducted and a single decision is made. If there are a number of files in the Court for several separate petitions for the assessment of the constitutionality of the same law or the constitutionality and legality of the same regulation or general act, all files created later may be attached to the first file created, a single procedure may be carried out for all of them and a single decision made.
United States of America	The federal rules of civil procedure provide for the joinder of claims and parties in the federal courts, including in cases raising constitutional questions. Rule 12 U.S. Supreme Court Rules 4. Parties interested jointly, severally, or otherwise in a judgment may petition separately for a writ of certiorari; or any two or more may join in a petition. A party not shown on the petition as joined therein at the time the petition is filed may not later join in that petition. When two or more judgments are sought to be reviewed on a writ of certiorari to the same court and involve identical or closely related questions, a single petition for a writ of certiorari covering all the judgments suffices.

### 1.1.7 Table: Adversary systems

State	Relevant constitutional or legal provision
Andorra	Article 87 Qualified law on the Constitutional Court 2. The respondents and assistants in the appeal for protection are the defendants and assistants in the earlier proceedings. Article 56.2 Qualified law on the Constitutional Court When the action has been declared admissible and the proceedings have commenced, the parties thereto are the court which brought the action, the body which laid down the law or regulation referred to the Constitutional Court and the Attorney General's Department. The parties to the judicial proceedings in question may appear as joint assistants.
Belgium	Art. 76 Special Law on the Court § 1. The registrar shall notify actions for annulment instituted by the Council of Ministers to the governments of the Communities and Regions and to the presidents of the legislative assemblies. § 2. The registrar shall notify actions for annulment instituted by the government of a Community or Region to the Council of Ministers, to the other governments, and to the presidents of the legislative assemblies. § 3. The registrar shall notify actions for annulment instituted by the president of a legislative assembly to the Council of Ministers, to the governments of the Communities and Regions, and to the presidents of the other legislative assemblies. § 4. The registrar shall notify actions for annulment instituted by an individual interested party to the Council of Ministers, to the governments of the Communities and Regions, and to the presidents of the legislative assemblies. Art. 77 The registrar shall notify referral decisions to the Council of Ministers, to the governments of the Communities and Regions, to the presidents of the legislative assemblies, and to the parties in the lawsuit before the court of law that took the referral decision. Art. 85 Within 45 days after receipt of the notifications sent by the registrar by virtue of Articles 76, 77 and 78, the Council of Ministers, the Governments, the presidents of the legislative

State	Relevant constitutional or legal provision
	assemblies and the persons to whom said notifications are addressed may make a written submission to the Court. Where the case involves an action for annulment, those submissions may contain new grounds. After that, the parties shall no longer be able to adduce new grounds.
Armenia	Article 19 Law on the Constitutional Court The Constitutional Court clarifies all the circumstances of the case in ex-officio without limiting itself with the motions, suggestions, evidences and other materials of the case brought by the participant of the Constitutional Court trial.
Azerbaijan	Article 28.1. Law on the Constitutional Court: "Constitutional proceedings shall be held on the basis of principles of legal equality of parties and adversary."
Czech Republic	Article 28 Constitutional Court Act: "(1) The petitioner and those specified by this Statute shall be parties to a proceeding."
Cyprus	Article 146 of the Constitution Under paragraph 1 of this Article the Supreme Constitutional Court (now the Supreme Court) "shall have exclusive jurisdiction to adjudicate finally on a recourse made to it on a complaint that a decision, an act or omission of any organ, authority or person, exercising any executive or Administrative authority is contrary to any of the provisions of this Constitution or of any law or is made in excess or in abuse of powers vested in such organ or authority or person".
France	Article 23-10 de la Loi organique n°2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution. « Le Conseil constitutionnel statue dans un délai de trois mois à compter de sa saisine. Les parties sont mises à même de présenter contradictoirement leurs observations. L'audience est publique, sauf dans les cas exceptionnels définis par le règlement intérieur du Conseil constitutionnel. »
Georgia	Article 2 Organic Law on the Constitutional Court 1. The Constitutional Court shall perform its activity based on the principles of legality, collegiality, publicity, equality of parties and adversarial nature of the proceedings, independence, immunity and irrevocability of the members of the Constitutional Court for the whole term of their office. Article 1, Law on the Constitutional Legal Proceedings 1. The constitutional legal proceedings shall be conducted on the basis of equality of parties before the Constitution and the Court and adversarial nature of the proceedings.
Germany	Even though the principle of judicial investigation applies, Articles 26 and 94 of the Law on the Federal Constitutional Court are relevant: Articles 26 Law on the Federal Constitutional Court 1. The Federal Constitutional Court shall take evidence as needed to establish the truth. It may charge a member of the court with this outside the oral pleadings or ask another court to do so with regard to specific facts and persons. ... Article 94 Law on the Federal Constitutional Court 1. The Federal Constitutional Court shall give the federal or Land constitutional organ whose act or omission is complained of in the constitutional complaint an opportunity to make a statement within a specified period. 2. If the act or omission was committed by a minister or a federal or Land authority, the competent minister shall be given an opportunity to make a statement. 3. If the constitutional complaint of unconstitutionality is directed against a court decision, the Federal Constitutional Court shall also give the party in whose favour the decision was taken an opportunity to make a statement. 4. If the constitutional complaint is lodged directly or indirectly against a law, Article 77 above shall apply mutatis mutandis. 5. The constitutional organs named in paragraphs 1, 2 and 4 above may join the proceedings. The Federal Constitutional Court may dispense with oral pleadings if they are not expected to advance the proceedings any further and if the constitutional organs which are entitled to make a statement and have joined the proceedings waive oral proceedings.
Greece	Article 49 Law establishing a Special Highest Court: "1. With the exception of the applicants, the parties to the proceedings before the Special Court shall be all the parties in the case which prompted the referral to the Special Court for a preliminary ruling to resolve the dispute."
Liechtenstein	Article 18 Constitutional Court Act 3) In the proceedings, the Government shall be given the opportunity to give a statement within a period to be determined.
Lithuania	Article 31 Law on the Constitutional Court

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>The following persons shall be considered parties to the case:  the petitioner—the State institution<sup>272</sup>, the group of Members of the Seimas who are granted by law the right to apply to the Constitutional Court with a petition to investigate the compliance of a legal act with the Constitution or laws or to present a conclusion, and their representatives;  the party concerned—the State institution which has adopted the legal act whose compliance with the Constitution and laws is under investigation and its representative; the Member of the Seimas or other State official, the compliance of whose actions with the Constitution must be investigated due to impeachment proceedings which have been instituted against them in the Seimas and his representative; the President of the Republic, when a conclusion is presented concerning his state of health and his representative. The parties to the case shall have equal procedural rights. They shall have the right to get familiar with the material of the case, make extractions, duplicates, and copies from it, declare removals, provide evidence, participate in the investigation of evidence, give questions to other parties to the case, as well as to witnesses and experts, make requests, give explanations, provide their own arguments and reasoning, object to requests, arguments and reasoning of other persons participating in the case.</p>
Luxembourg	<p>Article 11 Law on the Constitutional Court  The parties shall be allowed to make submissions to and plead before the Constitutional Court through any lawyer registered on List I of the roll of lawyers drawn up each year by the Bar Councils.</p>
Poland	<p>Article 27 Constitutional Tribunal Act  The participants in the proceedings before the Tribunal shall be:  1) a subject who submitted an application or complaint concerning constitutional infringement;  2) an organ which issued an act included in the application or complaint concerning constitutional infringement;  2a) the court, which has presented a question of law to the Constitutional Tribunal, provided that it has notified participation in proceedings initiated as the result of that legal question and has appointed amongst the judges of that court its authorised representative</p>
Romania	<p>Article 29 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court  4. The case shall be referred to the Constitutional Court by the court before which the exception of unconstitutionality has been raised through an interlocutory judgment which shall include the parties viewpoints concerning the exception, and the opinion of the Instance on the exception, and shall be accompanied by the evidence provided by the parties. In case the exception has been raised by the court, <i>ex officio</i>, the interlocutory judgment shall be motivated, and shall also mention the parties' arguments as well as the necessary evidence. Together with the interlocutory judgment, the court shall communicate to the Constitutional Court the names of the parties involved in the court proceedings including the data which are necessary to be summoned.</p> <p>Article 16  1. In case a submission has been made by one of the Presidents of the two Chambers of Parliament, by the Members of Parliament, by the Government, by the High Court of Cassation and Justice, or by the Advocate of the People, the Court shall communicate the act on the case thus received to the President of Romania, on the day of its registration.  2. If the submission has been made by the President of Romania, by the Members of Parliament, by the High Court of Cassation and Justice, or by the Ombudsman, the Constitutional Court shall communicate such to the Presidents of the two Chambers of Parliament and the Government within twenty-four hours from the registration, also specifying the date when the debates are to take place.  3. If the submission has been made by one of the Presidents of the two Chambers of Parliament, the Constitutional Court shall communicate such to the President of the other Chamber and to the Government, as well as to the Advocate of the People, and if the submission has been made by the Government, the Court shall communicate it to the Presidents of the two Chambers of Parliament, as well as to the Advocate of the People, the provisions under paragraph 2 above being applied accordingly.</p> <p>Article 17  1. The Presidents of the two Chambers of Parliament, the Government and the Advocate of the People can present their point of view in writing, by the date of the debates.  2. The Government's point of view shall be presented under the signature of the Prime-Minister only.</p>

<sup>272</sup> *inter alia* the ordinary court

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>Article 24</p> <p>1. The Constitutional Court shall decide on the constitutionality of the treaties or other international agreements before their ratification by Parliament, when a case is submitted to the Court by one of the Presidents of the two Chambers, by a number of at least fifty Deputies or at least twenty-five Senators.</p> <p>2. If the submission is made by one of the Presidents of the two Chambers of Parliament, the Constitutional Court shall communicate the act on the respective case to the President of Romania, to the President of the other Chamber, and to the Government.</p> <p>3. When a case is submitted to the Court by Members of Parliament, the act on the case shall be registered at the Senate or at the Chamber of Deputies, as the case may be, and sent to the Constitutional Court on the same day when it was received by the Secretary General of the respective Chamber.</p> <p>4. The Constitutional Court shall communicate the act on the case to the President of Romania, to the Presidents of the two Chambers of Parliament, and to the Government.</p> <p>Article 25</p> <p>The President of Romania, the Presidents of the two Chambers of Parliament and the Government may present their point of view in writing, by the date of the debates in the plenum of the Constitutional Court.</p> <p>Article 27</p> <p>1. The Constitutional Court shall decide on the constitutionality of the standing orders of Parliament, when a case is submitted to the Court by one of the Presidents of the two Chambers, by a parliamentary group or by a number of at least fifty Deputies or at least twenty-five Senators.</p> <p>2. In case the submission has been made by Members of Parliament, the act relating to it shall be sent to the Constitutional Court by the Secretary General of the Chamber to which they belong, on the same day when it was handed in, and the Constitutional Court shall inform the Presidents of the two Chambers of Parliament within twenty-four hours from the registration, specifying the date when the debate is to take place.</p> <p>3. The Presidents of the two Chambers of Parliament can notify the viewpoints of the Standing Bureau, by the date of the debates.</p>
Russia	<p>Article 35 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court of the Russian Federation</p> <p>The parties shall enjoy equal rights and opportunities while asserting their positions in the session of the Constitutional Court of the Russian Federation on the adversarial basis.</p>
San Marino	<p>Article 14 Qualified law on the organisation of the Collegio Garante: " 1. The discussion is oral and respects the principle of adversariality. (<i>La discussione è orale e si svolge nel rispetto del principio del contraddittorio</i>)", in: <a href="http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/index.php3">http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/index.php3</a>, viewed on: 20/02/2009</p>
Serbia	<p>Article 29 Law on the Constitutional Court</p> <p>Article 31</p> <p>Participant in proceedings is entitled to present and explain his/her position and reasons during the procedure, as well as to answer the claims and reasons of other participants in the procedure.</p>
Slovakia	<p>Article 21 Law on the Organisation of the Constitutional Court</p> <p>1. The parties to the proceedings are the applicant, the entity against which the application is directed, as well as the persons specified by this Law.</p>
Slovenia	<p>Article 56 Constitutional Court Act</p> <p>(2) In the instances referred to in the preceding paragraph, the constitutional complaint is sent to the persons who participated in the proceedings in which the challenged individual act was issued by which their rights, obligations, or legal entitlements were decided, in order for them to make statements within a determined period of time.</p>
South Africa	<p>Rule 11 Rules of the Constitutional Court</p> <p>(3) Any person opposing the granting of an order sought in the notice of motion shall... notify the Registrar in writing of his or her intention to oppose the application [and] lodge his or her answering affidavit.</p>
Spain	<p>Article 51 Organic Law on the Constitutional Court</p> <p>1. Where an application for protection is admitted, the Division shall urgently request the body or authority with which the decision, act or circumstance originated or the judge or court that heard the previous proceedings, to provide it with the court records or the supporting documents within a period of not more than ten days.</p> <p>2. The body, authority, judge or court shall immediately acknowledge receipt of the request, shall dispatch the documents within the prescribed period and shall notify the persons who were parties to the former proceedings so that they may appear in the constitutional proceedings within ten days.</p>
Switzerland	<p>Article 56 Federal Judicature Act</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>1. Les parties ont le droit d'assister à l'administration des preuves et de prendre connaissance des pièces produites.</p> <p>2. Si la sauvegarde d'intérêts publics ou privés prépondérants l'exige, le Tribunal fédéral prend connaissance d'un moyen de preuve hors de la présence des parties ou des parties adverses.</p>
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 13 Rules of Procedure of the Constitutional Court The petitioner and the body having enacted or issued the impugned act are participants in the proceedings before the Constitutional Court.</p> <p>Article 18 paragraph 4 of the Rules of Procedure of the Constitutional Court During the preliminary proceedings, the judge and the member of the legal staff may call any participant in the proceedings and other interested persons, to a consultative interview and ask them for the necessary information and explanations, and, if necessary, forward the petition to the body that issued the impugned act.</p> <p>Article 19 of the Rules of Procedure of the Constitutional Court The decision to initiate proceedings is notified to the entity that issued the impugned regulation or other common act and a time-limit for an answer is fixed, this being no longer than 30 days.</p> <p>Article 53 of the Rules Procedure of the Constitutional Court The application for the protection of freedoms and rights is communicated for a reply to the entity having issued the individual act, or the entity which has undertaken an action infringing rights and freedoms, within 3 days from the date on which the application is lodged. The time-limit for providing an answer is 15 days.</p>
United States	<p>Rule 8 of the Federal Rules of Civil Procedure provides that a claimant's complaint shall assert a "short and plain statement of the claim showing that the pleader is entitled to relief," and that the opposing party must "state in short and plain terms its defenses to each claim asserted against it" and "admit or deny the allegations asserted against it by an opposing party."</p> <p>U.S. Supreme Court Rule 15. Briefs in Opposition; Reply Briefs; Supplemental Briefs</p> <p>1. A brief in opposition to a petition for a writ of certiorari may be filed by the respondent in any case, but is not mandatory except in a capital case, see Rule 14.1(a), or when ordered by the Court.</p>

### 1.1.8 Table: Public proceedings and exceptions

State	Relevant constitutional or legal provision
Albania	Article 21 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court: " 1.Cases are heard at the Constitutional Court in open plenary sessions. 2. The Constitutional Court may bar the public from attending all or part of a session, in order to protect public morals, public order, national security and the right to private life or personal rights."
Armenia	Article 22 Law on the Constitutional Court: "1. The court hearing is open for public with the exceptions provided in the Part 3 of this article. 3. By a majority vote, the Constitutional Court may decide to hold a session or part of a session in the absence of the media and the public for the interest of community morals, public order and state security, and for the privacy of the parties and the case."
Azerbaijan	Article 27.1. Law on the Constitutional Court: "Proceedings of cases in Constitutional Court shall be public. The hearing of a case in camera shall be admissible only when Constitutional Court assumes that public sessions can become a reason of disclosure of the state, professional or commercial secret or when it reveals the necessity to protect private or family life of citizens."
Belgium	Article 104 Special Law on the Court The Court's hearings shall be public, unless a public hearing would jeopardise public order or morality; in such cases, the Court may so declare by a reasoned judgment.
Bosnia and Herzegovina	Article 11 Rules on the Constitutional Court: "1. The work of the Constitutional Court shall be public." Article 12 of the Rules of Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina "1. The public shall be excluded from the working sessions of the Constitutional Court, including the deliberation and voting sessions. 2. The public may also be excluded when the Constitutional Court deliberates and takes decisions about issues deemed to be confidential in accordance with the law and when this is required by reasons related to the protection of morality, public order, national security, the right to privacy or personal rights. 3. The exclusion of the public referred to in paragraph 2 of this Article shall not apply to parties to the proceedings."

State	Relevant constitutional or legal provision
Croatia	Article 21 Constitutional Act on the Constitutional Court: "If there exist reasons to exclude the public from the proceedings, a judge of the Constitutional Court shall note it in his/her report."
Cyprus	Article 134 Constitution: "1. The sittings of the Supreme Constitutional Court for the hearing of all proceedings shall be public but the Court may hear any proceedings in the presence only of the parties, if any, and the officers of the Court if it considers that such a course will be in the interest of the orderly conduct of the proceedings or if the security of the Republic or public morals so require."
Czech Republic	Article 45 Constitutional Court Act: "(1) Oral hearings before the Court shall be public; the Court may limit attendance by the public or may exclude the public altogether only if such is required by important interests of the state or of the parties to the proceeding, or by morality."
Denmark	§65 Constitution: "(1) In the administration of justice all proceedings shall to the widest possible extent be public and oral."
Georgia	Article 27 Organic Law on the Constitutional Court 2. A sitting of the Constitutional Court or a part of it may be closed to the public on the initiative of the Court or by agreement of the parties for the protection of personal information or of professional, commercial or state secrets.
Germany	Article 17 Law on the Federal Constitutional Court Unless this Law contains provisions to the contrary, the provisions of Titles 14 to 16 of the Law on the Constitution of Courts shall apply mutatis mutandis with regard to admission of the public, police powers in court, the language of the court, deliberations and voting. [In its Article 169, the Law on the Constitution of Courts provides that the proceedings before the court of decision including the pronouncement of judgements and order are public.]
Italy	Section 15 Law on the composition and procedure of the Constitutional Court Hearings of the Constitutional Court shall be held in public, but the President may order a hearing behind closed doors when a public hearing might threaten the security of the State, public order or morality, or when the conduct of the members of the public present in court is likely to interfere with the due process of law.
Latvia	Article 27 Law on the Constitutional Court 1. Sessions of the Constitutional Court shall be open except in cases when this is contrary to the interests of protecting state secrets, commercial secrets as well as protecting the inviolability of the private life of a person.
Liechtenstein	Article 47 Constitutional Court Act 1) Subject to the following provisions, the hearings before the Constitutional Court shall be public. 2) The public shall be excluded in cases in which they are excluded by the provisions of the Rules of Civil and Criminal Procedure or if the Court rules to exclude the public due to legitimate interests of a party or in the interests of public security and order.
Lithuania	Article 18 Law on the Constitutional Court Constitutional Court sittings shall be open, and may be attended by persons who are of age as well as by representatives of the press and other public mass media. The Constitutional Court may announce closed sittings provided that this is necessary for the safeguarding of a State, professional, commercial or other secret which is protected by law, or the security of a citizen or public morality.
Moldova	Article 13 Code of constitutional jurisdiction 1) The hearings in the Constitutional Court are public, except the cases when the publicity will damage state security or public order.
Poland	Article 23 Constitutional Tribunal Act Hearings of the Tribunal shall be public unless particular provisions provide otherwise. The Presiding Judge of the bench in a given case may dispense with its public nature for reasons of security of the State or protection of State secrets. Article 59 2. The Tribunal may, at a sitting in camera, examine a complaint concerning constitutional infringements if, from the pleadings submitted by the participants in the proceedings in writing, it results without dispute that the normative act, on the basis of which a court or organ of public administration has made a final decision in respect of freedoms or rights or obligations of the person making the complaint, is in non-conformity to the Constitution. The decision given in this procedure shall be subject to publication.
Romania	Article 12 Law on the Organisation and Operation of the Constitutional Court 1. The sessions of judgment shall be public, unless, for good reason, the Court decides otherwise.
Russian Federation	Article 54 Federal Law on the Constitutional Court The sessions of the Constitutional Court of the Russian Federation shall be open except for the events stipulated by the present Federal Constitutional Law. Article 55 The Constitutional Court of the Russian Federation shall set a session in camera when it is

State	Relevant constitutional or legal provision
	necessary to preserve secrets protected by the law, to ensure safety of citizens, to protect social moral.
Serbia	<p>Article 3 Law on the Constitutional Court</p> <p>The work of the Constitutional Court is public. Publicity is guaranteed by public hearings in procedures before the Constitutional Court, publication of its decisions, release of communiqués to the public information media and in other manner. The Constitutional Court may exclude the public, only for the purpose of protecting the interests of national security, public order and morality in a democratic society, as well as for the purpose of protecting the interests of juveniles and the privacy of participants in a procedure.</p> <p>Article 37</p> <p>c) Public Hearing</p> <p>Constitutional Court shall hold a public hearing in the procedure for assessing constitutionality and legality, in the procedure for deciding on electoral disputes, as well as in proceedings for prohibition of work of a political party, trade union organisation, citizens' association or religious community.</p> <p>Constitutional court can decide not to hold a public hearing in procedure for assessing the constitutionality and legality: if it deems that the matter was sufficiently clarified in the course of procedure and that, on the basis of evidence collected, it can decide even without holding a public hearing; if it has already decided on the same matter and new evidence for making a different decision on the matter have not been provided, as well as if there are conditions for discontinuation of procedure.</p>
Slovakia	<p>Article 30 Law on the Organisation of the Constitutional Court</p> <p>4. Oral hearings in matters in accordance with Articles 125, 126, 127a, 129.4 of the Constitution shall be held in public. Oral hearings in other matters shall also be held in public unless the Constitutional Court, because of important considerations, excludes the public from participating in the entire hearing or part thereof.</p> <p>5. The public character of oral hearings shall be governed, mutatis mutandis, by the provisions of procedural codes (Code of Civil Procedure, Code of Criminal Procedure).</p>
Slovenia	<p>Article 35 Constitutional Court Act</p> <p>(1) The Constitutional Court considers a case at a closed session or a public hearing. A majority of all Constitutional Court judges must be present at the closed session or public hearing.</p> <p>Article 37</p> <p>The Constitutional Court may exclude the public from a hearing or a part thereof when so required in order to protect morals, public order, national security, the right to privacy, or personality rights.</p> <p>Article 57</p> <p>If a constitutional complaint is accepted, as a general rule it is considered by the Constitutional Court at a closed session, or a public hearing may be held.</p>
South Africa	<p>Article 34 Constitution of the Republic of South Africa</p> <p>Everyone has the right to have any dispute that can be resolved by the application of law decided on in a fair public hearing before a court or, where appropriate, another independent and impartial tribunal or forum.</p>
Switzerland	<p>Article 59 Federal Judicature Act</p> <p>1 Les éventuels débats ainsi que les délibérations et votes en audience ont lieu en séance publique.</p> <p>2 Le Tribunal fédéral peut ordonner le huis clos total ou partiel si la sécurité, l'ordre public ou les bonnes moeurs sont menacés, ou si l'intérêt d'une personne en cause le justifie.</p> <p>3 Le Tribunal fédéral met le dispositif des arrêts qui n'ont pas été prononcés lors d'une séance publique à la disposition du public pendant 30 jours à compter de la notification.</p>
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 85 Rules of Procedure of the Constitutional Court</p> <p>The public can be excluded from the public hearings, meetings and preparatory meetings of the Court, if this is required in the interests of country's security and defence, the protection of state, official or business secrets, for the protection of the public morality and in other justified cases defined by the Court.</p>
Turkey	<p>Article 148 and 149 of the Constitution</p> <p>The Constitutional Court;</p> <p>a) In principle, examines cases on the basis of documents in the case file. However, when it deems necessary, it may call on those concerned and those having knowledge relevant to the case, to present oral explanations.</p> <p>b) Several High Ranking Officials in Turkey are tried for offences relating to their functions by the Constitutional Court in its capacity as the "Supreme Court". During such trials, oral testimony and right to defence is recognized.</p> <p>c) In lawsuits on whether to permanently dissolve a political party or not, the Constitutional Court shall hear the defence of the chairman of the party whose dissolution is in process or of</p>



State	Relevant constitutional or legal provision
	a proxy appointed by the chairman, after the Chief Public Prosecutor of the Republic.

**1.1.9 Table: Oral proceedings and exceptions**

State	Relevant constitutional or legal provision
Albania	Article 23 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court: "The case is presented orally at the plenary session, or through the relevant documents, according to the nature of the case."
Austria	Article 19 Federal Law on the Constitutional Court: " 1. Judgments of the Constitutional Court, apart from those delivered under Article 10 and Article 36c, shall be delivered after an oral hearing in public to which the applicant, the opposing party and any parties which may be interested in any respect shall be summoned. 3. Upon application by the reporting judge, the Court, sitting in private without a fuller procedure being necessary and without an oral hearing, may 1. refuse to examine a complaint as provided for in Article 144, subparagraph 2 of the B-VG. 2. reject an application upon the following procedural grounds: a. the Constitutional Court clearly has no jurisdiction to deal with it, b. the statutory time-limit has not been observed, c. the defect is not covered by the formal requirements, d. the case has become definitive, and e. the applicant is no entitled to bring the application 3. discontinue the proceedings on the ground that the application has been withdrawn or that the claim has been satisfied (Article 86). 4. The Constitutional Court may dispense with an oral hearing where it is apparent from the written submissions of the parties to the constitutional proceedings and the documents submitted to the Constitutional Court that no further light can be expected to be shed on the dispute in an oral discussion. In addition, upon application by the reporting judge, the Court, sitting in private and without an oral hearing, may 1. dismiss a complaint where there has clearly been no breach of a constitutionally guaranteed right; 2. settle any dispute where the legal problem has been raised in sufficiently clear terms in a previous judgment of the Constitutional Court; 3. allow a complaint which led to an judgment overruling an unlawful regulation, an unconstitutional law or an illegal treaty."
Azerbaijan	Article 27.2. Law on the Constitutional Court: "Proceedings at Constitutional Court shall be oral. In case of consent by parties and interested subjects, Plenum of Constitutional Court can hold written proceedings via procedure provided for by Rules of Procedure of Constitutional Court."
Belgium	Article 106 Special Law on the Court Only those parties who have lodged an application or filed a memorial, and their lawyers, shall be admitted to the hearing and such persons shall be limited to oral statements.
Czech Republic	Article 44 Constitutional Court Act: "(1) In matters dealt with by the Court under Article 87 para. 1 or 2 of the Constitution, if the petition was not rejected by preliminary ruling without an oral hearing and without the parties being present, an oral hearing shall be held. (2) Unless this Statute provides otherwise, with the consent of the parties, the Court may dispense with an oral hearing if further clarification of the matter cannot be expected from such a hearing."
Denmark	§65 Constitution: "(1) In the administration of justice all proceedings shall to the widest possible extent be public and oral."
Germany	Article 25 Law on the Federal Constitutional Court: "1. In the absence of provisions to the contrary, the Federal Constitutional Court shall decide on the basis of oral pleadings, unless all parties expressly waive them." Art.94: "5. The constitutional organs named in paragraphs 1, 2 and 4 above may join the proceedings. The Federal Constitutional Court may dispense with oral pleadings if they are not expected to advance the proceedings any further and if the constitutional organs which are entitled to make a statement and have joined the proceedings waive oral proceedings." Article 93d: ". The decision in accordance with Articles 93 b and c above shall be taken without oral proceedings. This decision cannot be challenged. The refusal to accept the constitutional complaint does not require reasons."
Georgia	Article 27 Organic Law on the Constitutional Court 1. The issue of admission a case for consideration on the merits shall be considered without oral hearing. The Constitutional Court shall be authorized to consider a case with oral hearing, if elucidation of the circumstances related to the adoption of a case for consideration of the merits is impossible otherwise. 2. The Constitutional Court shall be authorized to consider the merits of a case without oral hearing on the basis of a written demand of a claimant or/and a respondent.
Liechtenstein	Article 46 Constitutional Court Act 2) All parties and defendant authorities shall be summoned to the hearings. Absences shall not stand in the way of hearings and decisions. Article 47 3) An oral final hearing shall be omitted if the case is to be ruled upon in a closed meeting or if the Court, upon receiving the report of the rapporteur, does not believe an oral hearing is

State	Relevant constitutional or legal provision
	necessary to hear the pleadings of the parties.
Lithuania	Article 44 Law on the Constitutional Court 1. A case shall be investigated in a Constitutional Court hearing only once the parties to the case have been notified of this. 2. Absence of the parties in a Court hearing shall not be an obstacle for consideration of the case, passing a ruling or conclusion, and adopting other decisions. 3. While considering a case, the Constitutional Court must directly investigate evidence: it must listen to the explanations of the parties to the case (...) 5. Only parties to the case, their representatives, witnesses, experts and invited specialists or officials may speak in the Court on the issue. 6. In cases where no party or their representatives who have been summoned come to the Court hearing, the judicial hearing shall be held in a free form.
Poland	Article 59 Constitutional Court Act 1. The Tribunal shall, at a hearing, examine applications in cases specified in Article 2.2. The Tribunal may, at a sitting in camera, examine a complaint concerning constitutional infringements if, from the pleadings submitted by the participants in the proceedings in writing, it results without dispute that the normative act, on the basis of which a court or organ of public administration has made a final decision in respect of freedoms or rights or obligations of the person making the complaint, is in non-conformity to the Constitution. The decision given in this procedure shall be subject to publication.
Russian Federation	Article 62 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court In conformity with the procedure established by the decision of the Constitutional Court of the Russian Federation the presiding Judge shall propose to the parties to give explanations on the merits of the question under consideration and to adduce legal arguments to prove their position.
Serbia	Article 31 Law on the Constitutional Court Participant in proceedings is entitled to present and explain his/her position and reasons during the procedure, as well as to answer the claims and reasons of other participants in the procedure Article 38 Law on the Constitutional Court All participants in proceedings are summoned to public hearing, in order to express their positions and provide necessary information.
Slovakia	Article 30 Law on the Organisation of the Constitutional Court 1. Matters examined by the Constitutional Court in accordance with Articles 125, 125a, 126, 127, 127a, 129.4 and 129.5 of the Constitution are conducted by oral hearing. 2. The Constitutional Court may, with the consent of the parties to proceedings, waive the oral hearing if there are reasonable grounds to believe that it would not bring any clarification of the examined case 3. The right to attend oral hearings applies to the parties to proceedings and their representatives.
Slovenia	Article 36 Constitutional Court Act (1) The Constitutional Court invites to public hearings the participants in proceedings, representatives, and persons authorised by the participants in proceedings, as well as other persons whose presence at the public hearing is deemed necessary.
South Africa	Rule 11(4) Rules of the Constitutional Court When an applications is placed before the Chief Justice... he or she shall give directions as to how the application shall be dealt with and, in particular, as to whether it shall be set down for hearing or whether it shall be dealt with on the basis of written argument.
Spain	Article 52 Organic Law on the Constitutional Court 1. On receipt of the court records and on expiry of the notification period, the Division shall transmit the records to the originator of the appeal for protection, the parties who appeared in the proceedings, the Government Advocate in cases involving the public Administration, and the Office of the Public Prosecutor. The hearing shall take place within a period applicable to all parties of not more than twenty days during which pertinent arguments may be put forward. 2. <i>Presentadas las alegaciones o transcurrido el plazo otorgado para efectuarlas, la Sala podrá deferir la resolución del recurso, cuando para su resolución sea aplicable doctrina consolidada del Tribunal Constitucional, a una de sus Secciones o señalar día para la vista, en su caso, o deliberación y votación.</i> 3. <i>La Sala, o en su caso la Sección, pronunciará la sentencia que proceda en el plazo de 10 días a partir del día señalado para la vista o deliberación.</i>
Switzerland	Article 57 Federal Judicature Act Le président de la cour peut ordonner des débats.
United States	U.S. Supreme Court Rule 28 1. Oral argument should emphasise and clarify the written arguments in the briefs on the merits. Counsel should assume that all Justices have read the briefs before oral argument. Oral

State	Relevant constitutional or legal provision
	argument read from a prepared text is not favoured. 2. The petitioner or appellant shall open and may conclude the argument. [...] 3. Unless the Court directs otherwise, each side is allowed one-half hour for argument.

**1.1.10 Table: Suspension of implementation**

State	Relevant constitutional or legal provision
Albania	Article 45 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court 1. The Constitutional Court, of its own motion or at the request of either of the parties, when it considers that the implementation of the law or normative act at issue may have consequences on state, social or individual interests, upon the decision of the meeting of judges or at the plenary hearing, may decide to suspend the relevant law or normative act. The suspension lasts until the final decision of the Constitutional Court is enforced.
Andorra	Article 88 (1) Qualified Law on the Constitutional Court The appellant asks the Court to set the decision aside and also, where applicable, to suspend its effects, by reiterating the claim for judicial protection of the right in question, the breach of which shall be presented in the same terms as before the ordinary court. Article 4.2 Qualified Law on the Constitutional Court The jurisdiction of the Constitutional Court takes priority over that of the ordinary courts. A case which has been brought before the Constitutional Court cannot at the same time be examined by another court. Where the Constitutional Court declares admissible a case which has first been brought before an ordinary court that court ceases to deal with it.
Armenia	Article 34 of the Law "On the Constitutional Court" of the Republic of Armenia 1. By the initiative of the applicant or the Constitutional Court, after the case is admitted, the Constitutional Court shall suspend the application of the legal act, the constitutionality of which is challenged, if the absence of such decision on suspension can cause irretrievable or harmful consequences to the applicant or the society. 2. The decision on suspension of the arguable legal act gets into force after its publication. The public is immediately informed on that by the means of Mass Media and the Public Television and Radio release the relevant information.
Austria	Article 85 Federal Law on the Constitutional Court 1. The complaint shall not have suspensory effect. 2. Upon application by the appellant the Constitutional Court, by its decision, shall confer suspensory effect on the complaint, provided that there are no pressing reasons in the public interest why it should not do so and that, after all the conflicting legal interests concerned have been taken into consideration, the appellant would sustain disproportionate harm as a result of the implementation or exercise by a third party of the right conferred by the administrative decree. Where the conditions which determined the decision as to the suspensory effect of the complaint have fundamentally changed the Court will have to give a fresh decision upon application by the appellant, the administrative authority (Article 83, subparagraph 1) or any persons interested on any other basis.
Belgium	Article 19 Special Law on the Court At the request of the applicant, the Court may, by a reasoned decision, suspend in full or in part a statute, decree or rule referred to in Article 134 of the Constitution against which an action for annulment has been brought. Article 20 Without prejudice to Article 16 ter of the Special Law on Institutional Reforms of 8 August 1980 and Article 5 ter of the Special Law of 12 January 1989 on the Brussels institutions, the decision to suspend may be made only where: 1. serious grounds are invoked and provided the immediate enforcement of the statute, decree or rule referred to in Article 134 of the Constitution against which the action has been brought is likely to occasion serious damage which is not readily redressable; 2. the action is brought against a provision which is identical or similar to a provision which has already been annulled by the Constitutional Court and which was enacted by the same legislator.
Croatia	Article 45 Constitutional Law on the Constitutional Court The Constitutional Court may, until the final decision, temporarily suspend the execution of the individual decisions or actions undertaken on the grounds of the law or the other regulation, the constitutionality respective the legality of which is being reviewed, if their execution might cause grave and irreparable consequences." Article 67 Constitutional Act on the Constitutional Court: " (1) The constitutional complaint, as a rule, does not prevent the application of the disputed act. (2) The Constitutional Court may, on the proposal of the applicant, postpone the execution of court of justice decision until the decision is made, if the execution would cause to

State	Relevant constitutional or legal provision
	the applicant such damage, which could hardly be repaired, and the postponement is not contrary to the public interest nor would the postponement cause to anyone greater damage.
Czech Republic	Article 79 Constitutional Court Act (1) Constitutional complaints shall not have suspensive effect. A petition under Article 73 para. 1, appealing from a decision dissolving a political party or disallowing its activities, shall have suspensive effect. (2) Upon a motion of the complainant, the Court may suspend the enforceability of a contested decision, if such would not be inconsistent with important public interests and so long as the complainant would suffer, due to the enforcement of the decision or the exercise of the right granted to a third person by the decision, a disproportionately greater detriment than that which other persons would suffer while enforceability is suspended." Article 80 : "(1) If a constitutional complaint is directed at some encroachment of a public authority other than a decision by it, then in order to avert threatened serious harm or detriment, in order to forestall a threatened intervention by force, or from some other weighty public interest, the Court may enjoin the public authority from continuing in its actions ("provisional measures").
Denmark	§63 Constitution (1) The courts of justice shall be empowered to decide any question relating to the scope of the executive's authority; though any person wishing to question such authority shall not, by taking the case to the courts of justice, avoid temporary compliance with orders given by the executive authority.
Estonia	§12 Constitutional Review Court Act On the basis of a reasoned application of a participant of the proceedings or on its own motion the Supreme Court may suspend the entry into force of a contested legislation of general application or a provision thereof or of an international agreement, until the entry into force of the Supreme Court judgment.
France	Article 62 Constitution A provision declared unconstitutional on the basis of article 61 shall be neither promulgated nor implemented. A provision declared unconstitutional on the basis of article 61-1 shall be repealed as of the publication of the said decision of the Constitutional Council or as of a subsequent date determined by said decision. The Constitutional Council shall determine the conditions and the limits according to which the effects produced by the provision shall be liable to challenge. No appeal shall lie from the decisions of the Constitutional Council. They shall be binding on public authorities and on all administrative authorities and all courts.
Georgia	Article 25 Law on the Constitutional Court 5. If the Constitutional Court considers that the effects of the normative act are causing irreparable harm to one party it shall suspend the action of the disputed act before taking a final decision.
Germany	Article 93d Law on the Federal Constitutional Court 2. As long as and in so far as the panel has not decided on the acceptance of the complaint of unconstitutionality, the chamber may take all decisions involving the complaint proceedings. A temporary injunction wholly or partly suspending the application of a law may only be issued by the panel; Article 32 (7) above shall remain unaffected. The panel shall also decide in the cases described in Article 32 (3) above. Article 32 Law on the Federal Constitutional Court 1. In a dispute the Federal Constitutional Court may deal with a matter provisionally by means of a temporary injunction if this is urgently needed to avert serious detriment, to ward off imminent force or for any other important reason for the common weal. 2. The temporary injunction may be issued without oral pleadings. In particularly urgent instances, the Federal Constitutional Court need not give the parties to the principal proceedings, the parties entitled to join them or the parties entitled to make a statement an opportunity to make a statement. 3. If the temporary injunction is issued or refused by an order, a protest may be lodged. This shall not apply to the complainant in proceedings on a complaint of unconstitutionality. The Federal Constitutional Court shall decide on the protest after oral pleadings. These must be held within two weeks of receiving the reasons for the protest. 4. A protest against a temporary injunction shall not have any suspensive effect. The Federal Constitutional Court may stay the execution of the temporary injunction. 5. The Federal Constitutional Court may announce the decision on the temporary injunction or the protest without giving reasons. In this case the reasons shall be transmitted separately to the parties involved. 6. The temporary injunction shall cease to have effect after six months. It may be renewed with a majority of two thirds of the votes. 7. If a panel does not have a quorum, a temporary injunction may be issued in particularly urgent cases if at least three judges are present and the decision is taken unanimously. It shall

State	Relevant constitutional or legal provision
	cease to have effect after one month. If it is confirmed by the panel, it shall cease to have effect six months after the date of issue.
Greece	Article 50 Law establishing a Special Highest Court 3. Any court which has pending before it a case requiring the application of the provisions of a law concerning which litigation is pending before the Special Court as provided in Article 48, shall, after learning of such litigation by any means whatsoever, of its own motion refrain from delivering a final judgment until the Special Court has ruled.
Latvia	Article 19.2 Law on the Constitutional Court 5. Submitting of the constitutional claim does not suspend the execution of the court decision, with an exception of cases when the Constitutional Court has ruled otherwise
Liechtenstein	Article 52 Constitutional Court Act 1) Petitions to the Constitutional Court shall not suspend the act complained of. 2) Upon application of the party, the chairman may rule that individual complaints (article 15) shall suspend the act complained of, unless compelling public interests countervail and if the execution would result in a disproportionate burden upon the complainant.
Lithuania	Article 106 paragraph 4 Constitution of the Republic of Lithuania The presentation by the President of the Republic for the Constitutional Court or the resolution of the Seimas asking for an investigation into the conformity of an act with the Constitution shall suspend the validity of the act.
Montenegro	Article 63 Draft Law on the Constitutional Court Constitutional complaint shall not preclude implementation of the individual act against which it was lodged.
Poland	Article 50 Constitutional Tribunal Act 1. The Tribunal may issue a preliminary decision to suspend or stop the enforcement of the judgment in the case to which the complaint refers if the enforcement of the said judgment, decision or another ruling might result in irreversible consequences linked with great detriment to the person making the complaint or where a vital public interest or another vital interest of the person making the complaint speaks in favour thereof.
Russia	Article 42 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court In the events of urgency the Constitutional Court of the Russian Federation may propose to the respective bodies and officials that they suspend the disputed act, the process of entry of the contested international treaty of the Russian Federation into force until the Constitutional Court of the Russian Federation has completed the consideration of the case.
Serbia	Article 56 Law on the Constitutional Court In the course of procedure, until the issuing of a final decision, the Constitutional Court may suspend the enforcement of an individual act or action taken on the basis of the general act whose constitutionality or legality are being assessed, where such enforcement could cause irreversible detrimental consequences.
Slovakia	Article 52 Law on the Organisation of the Constitutional Court 1. The filing of a complaint shall not have any suspensive effect. 2. The Constitutional Court may decide on an interim measure based on the complainant's motion on interim measure and it may suspend the execution of the challenged final decision, measure or other encroachment so long as this does not conflict with important public interest, and so long as the execution of the challenged decision, measure or other encroachment entails the complainant greater damage than that which other persons might incur if the enforceability is suspended; in particular the Court shall impose on the authority which in the complainant's opinion has violated his/her fundamental rights or freedoms the duty temporarily to desist from execution of the final decision, measure, or other encroachment, and the Constitutional Court shall impose the duty on third parties temporarily to desist from applying their rights, as recognized by means of a final decision, measure, or other encroachment. 3. The interim measure shall expire at the latest with the day when the decision on merit becomes final, unless the Constitutional Court decides to annul the interim measure earlier. 4. The interim measure may be quashed without any motion, should the reasons lapse for which it was imposed.
Slovenia	Article 39 Constitutional Court Act (1) Until a final decision, the Constitutional Court may suspend in whole or in part the implementation of a law, other regulation, or general act issued for the exercise of public authority if difficult to remedy harmful consequences could result from the implementation thereof. (3) If the Constitutional Court suspends the implementation of a regulation or general act issued for the exercise of public authority, it may at the same time decide in what manner the decision is to be implemented. Article 58

State	Relevant constitutional or legal provision
	If a constitutional complaint is accepted, the panel or the Constitutional Court may suspend the implementation of the individual act which is challenged by the constitutional complaint at a closed session if difficult to remedy harmful consequences could result from the implementation thereof.
South Africa	<p>Article 172(2)(b) Constitution of the Republic of South Africa A court which makes an order of constitutional invalidity may grant a temporary interdict or other temporary relief...</p> <p>Article 172(1)(b) Constitution of the Republic of South Africa When deciding on a constitutional matter within its power, a court may make any order that is just and equitable.</p>
Spain	<p>Article 56 Organic Law on the Constitutional Court</p> <p>1. <i>La interposición del recurso de amparo no suspenderá los efectos del acto o sentencia impugnados.</i></p> <p>2. <i>Ello no obstante, cuando la ejecución del acto o sentencia impugnados produzca un perjuicio al recurrente que pudiera hacer perder al amparo su finalidad, la Sala, o la Sección en el supuesto del artículo 52.2, de oficio o a instancia del recurrente, podrá disponer la suspensión, total o parcial, de sus efectos, siempre y cuando la suspensión no ocasione perturbación grave a un interés constitucionalmente protegido, ni a los derechos fundamentales o libertades de otra persona.</i></p> <p>3. <i>Asimismo, la Sala o la Sección podrá adoptar cualesquiera medidas cautelares y resoluciones provisionales previstas en el ordenamiento, que, por su naturaleza, puedan aplicarse en el proceso de amparo y tiendan a evitar que el recurso pierda su finalidad.</i></p> <p>4. <i>La suspensión u otra medida cautelar podrá pedirse en cualquier tiempo, antes de haberse pronunciado la sentencia o decidirse el amparo de otro modo. El incidente de suspensión se sustanciará con audiencia de las partes y del Ministerio Fiscal, por un plazo común que no excederá de tres días y con el informe de las autoridades responsables de la ejecución, si la Sala o la Sección lo creyera necesario. La Sala o la Sección podrá condicionar la denegación de la suspensión en el caso de que pudiera seguirse perturbación grave de los derechos de un tercero, a la constitución de caución suficiente para responder de los daños o perjuicios que pudieran originarse.</i></p> <p>5. <i>La Sala o la Sección podrá condicionar la suspensión de la ejecución y la adopción de las medidas cautelares a la satisfacción por el interesado de la oportuna fianza suficiente para responder de los daños y perjuicios que pudieren originarse. Su fijación y determinación podrá delegarse en el órgano jurisdiccional de instancia.</i></p> <p>6. <i>En supuestos de urgencia excepcional, la adopción de la suspensión y de las medidas cautelares y provisionales podrá efectuarse en la resolución de la admisión a trámite. Dicha adopción podrá ser impugnada en el plazo de cinco días desde su notificación, por el Ministerio Fiscal y demás partes personadas. La Sala o la Sección resolverá el incidente mediante auto no susceptible de recurso alguno.</i></p>
Switzerland	<p>Article 103 Federal Judicature Act</p> <p>1. En règle générale, le recours n'a pas d'effet suspensif.</p> <p>3. Le juge instructeur peut, d'office ou sur requête d'une partie, statuer différemment sur l'effet suspensif.</p>
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 57 Rules of Procedure of the Constitutional Court During the proceedings, the Constitutional Court may pass a resolution to suspend the execution of the individual act or action until a final judgment has been adopted.</p> <p>Article 27 Rules of Procedure of the Constitutional Court "The Constitutional Court may, during the procedure, until the adoption of a final decision, take a resolution ordering the suspension of the execution of certain acts or activities which are undertaken on the basis of a law, other regulation or a general act whose constitutionality or legality is being assessed, if the consequences arising from its execution could not be easily eliminated".</p>
Turkey	There is no explicit legal regulation yet, but the Constitutional Court decided in 1993 that it may suspend the application of the challenged legal act if the absence of such suspension can cause irreparable and harmful consequences and if the act challenged seems manifestly unconstitutional. It could be considered that the Constitutional Court will extend this considerations to the newly created individual constitutional complaint.
United States	<p>U.S. Supreme Court Rule 23</p> <p>2. A party to a judgment sought to be reviewed may present to a Justice an application to stay the enforcement of that judgment.</p>

**1.1.11 Table: Stay of ordinary proceedings**

State	Relevant constitutional or legal provision
Albania	Article 68 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court 1. When a court of any instance or a trial judge considers during the trial <i>ex officio</i> or at the request of either party involved that a certain law is unconstitutional and if there is a direct link between the law and the solution of the case at hand, that particular law shall not be applied in the case at hand and after suspending the trial the judge shall refer the file to the Constitutional Court, which on its side should deliver its verdict as to the constitutionality of the said law.
Andorra	Article 4 Qualified Law on the Constitutional Court: "2. The jurisdiction of the Constitutional Court takes priority over that of the ordinary courts. A case which has been brought before the Constitutional Court cannot at the same time be examined by another court. Where the Constitutional Court declares admissible a case which has first been brought before an ordinary court that court ceases to deal with it." Article 55.2 Qualified Law on the Constitutional Court 2. The main case or interlocutory matter, as appropriate, follows its course until the judgment or resolution stage, at which point the procedure is frozen until the Constitutional Court has pronounced the decree resolving the matter or decision. If the step which led to the proceedings being brought before the Constitutional Court concerns the setting aside of actions, no decision on the principal cause may be taken until the Constitutional Court has taken its decision.
Armenia	Article 71 Law on the Constitutional Court: "2. Before applying to Constitutional Court the courts must and the Chief Prosecutor has the right to suspend the given case until the decision of the Constitutional Court gets into force."
Belgium	Art. 30 of the Special Law on the Court A decision to refer a question to the Constitutional Court for a preliminary ruling shall have the effect of suspending the proceedings and the time limits for proceedings and limitation periods from the date of that decision until the date on which the ruling of the Constitutional Court is notified to the court of law that posed the preliminary question. A copy of the ruling shall be sent to the parties.
Chile	Article 94 Constitution [The Chamber] shall be competent to decide on the suspension of the proceeding in which the action of inapplicability due to unconstitutionality originated.
Croatia	Article 37 Constitutional Law on the Constitutional Court: "(1) If a court of justice in its proceedings determines that the law to be applied, or some of its provisions, are not in accordance with the Constitution, it shall stop the proceedings and present a request with the Constitutional Court to review the constitutionality of the law, or some of its provisions."
France	Article 23-3 de la Loi organique n°2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution. <i>« Lorsque la question est transmise, la juridiction sursoit à statuer jusqu'à réception de la décision du Conseil d'État ou de la Cour de cassation ou, s'il a été saisi, du Conseil constitutionnel. Le cours de l'instruction n'est pas suspendu et la juridiction peut prendre les mesures provisoires ou conservatoires nécessaires. Toutefois, il n'est sursis à statuer ni lorsqu'une personne est privée de liberté à raison de l'instance, ni lorsque l'instance a pour objet de mettre fin à une mesure privative de liberté. La juridiction peut également statuer sans attendre la décision relative à la question prioritaire de constitutionnalité si la loi ou le règlement prévoit qu'elle statue dans un délai déterminé ou en urgence. Si la juridiction de première instance statue sans attendre et s'il est formé appel de sa décision, la juridiction d'appel sursoit à statuer. Elle peut toutefois ne pas surseoir si elle est elle-même tenue de se prononcer dans un délai déterminé ou en urgence. En outre, lorsque le sursis à statuer risquerait d'entraîner des conséquences irréversibles ou manifestement excessives pour les droits d'une partie, la juridiction qui décide de transmettre la question peut statuer sur les points qui doivent être immédiatement tranchés. Si un pourvoi en cassation a été introduit alors que les juges du fond se sont prononcés sans attendre la décision du Conseil d'État ou de la Cour de cassation ou, s'il a été saisi, celle du Conseil constitutionnel, il est sursis à toute décision sur le pourvoi tant qu'il n'a pas été statué sur la question prioritaire de constitutionnalité. Il en va autrement quand l'intéressé est privé de liberté à raison de l'instance et que la loi prévoit que la Cour de cassation statue dans un délai déterminé. »</i>
Germany	Article 100 Constitution (1) Where a court considers that a law on whose validity its ruling depends is unconstitutional it

State	Relevant constitutional or legal provision
	shall stay the proceedings and, if it holds the constitution of a Land to be violated, seek a ruling from the Land court with jurisdiction for constitutional disputes or, where it holds this Basic Law to be violated, from the Federal Constitutional Court.
Georgia	Article 19 Organic Law of Georgia on the Constitutional Court 2. if, while considering a particular case, a court of general jurisdiction concludes, that there is a sufficient ground to deem the law or other normative act, applicable by the court while adjudicating upon the case, fully or partially incompatible with the Constitution, the court shall suspend the consideration of the case and apply to the Constitutional Court. The consideration of the case shall be resumed after a judgment on the issue is adopted by the Constitutional Court. (12.02.02 №1264 )
Greece	Article 48 Law establishing a Special Highest Court [...]The case shall furthermore remain pending before the court requesting the preliminary ruling which, upon delivery of the Special Court's ruling, shall try the case again at the request of one of the parties or of its own motion, it being compelled to abide by the ruling of the Special Court which shall be transmitted to it by the Registrar of the Special Court.
Hungary	Article 38 Act on the Constitutional Court 1. A judge shall initiate the proceedings of the Constitutional Court while suspending the judicial process if he/she in the course of any pending case, he/she considers unconstitutional the legal rule or other legal means of the State control which he/she needs to apply.
Italy	Section 23 Law on the composition and procedures of the Constitutional Court If the case cannot be tried without first resolving the question of constitutionality, or if the trial court does not consider that the question of constitutionality raised is groundless, it shall issue an order referring the matter immediately to the Constitutional Court, setting out the terms and the reasons for raising the question of constitutionality, and shall suspend trial proceedings.
Latvia	Article 19.2 Law on the Constitutional Court 3. [...] Initiating a case at the Constitutional Court means the civil, criminal or administrative case shall not be reviewed at the court of general jurisdiction to the time of announcement of a Constitutional Court Judgment;
Liechtenstein	Article 18 1) Constitutional Court Act: "The Constitutional Court shall decide on the constitutionality of laws or individual legislative provisions: b) on application of a court, if and to the extent that the court has to apply a law or individual provisions thereof (on the basis of precedent) that it believes to be unconstitutional in a matter pending before it and the court has decided to interrupt the proceedings to request a ruling by the Constitutional Court."
Lithuania	Article 67 Law on the Constitutional Court of the Republic of Lithuania Provided that there are grounds to consider that a law or other legal act, which shall be applicable in a concrete case, fails to conform with the Constitution, the court (judge) shall suspend the examination of said case and, with regard to the competence of the Constitutional Court, shall appeal to it with a petition to decide whether the said law or other legal act is in conformity with the Constitution.
Luxemburg	Article 7 Law on the Organisation of the Constitutional Court The decision to put a preliminary question to the Constitutional Court suspends the proceedings and all procedural time limits or limitation periods from the date of the decision up to the date on which the referring court receives the Constitutional Court's ruling on the preliminary question.
Russian Federation	Article 98 Federal Law on the Constitutional Court The Constitutional Court of the Russian Federation having taken up the complaint on the violation by the law of the constitutional rights and freedoms of citizens for the consideration shall notify about that the court or other body which considers the case in which the appealed law has been applied or ought to be applied. Such notification does not entail the suspension of the proceedings on the case. The court or other body which considers the case in which the appealed law has been applied or ought to be applied may suspend the proceedings pending the passing of the judgment of the Constitutional Court of the Russian Federation. Article 103 Consequences of the Submission of Requests During the period from the time when the court hands down a decision to petition the Constitutional Court of the Russian Federation and until the adoption of a ruling by the Constitutional Court of the Russian Federation, proceedings on the case or the implementation of the decision handed down by the court on the case shall be suspended.
Slovenia	Article 156 Constitution If a court deciding some matter deems a law which it should apply to be unconstitutional, it must stay the proceedings and initiate proceedings before the Constitutional Court. The proceedings in the court may be continued after the Constitutional Court has issued its decision. Article 23 Constitutional Court Act (1) When in the process of deciding a court deems a law or part thereof which it should apply to be unconstitutional, it stays the proceedings and by a request initiates proceedings for the



State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>review of its constitutionality.</p> <p>(2) If the Supreme Court deems a law or part thereof which it should apply to be unconstitutional, it stays proceedings in all cases in which it should apply such law or part thereof in deciding on legal remedies and by a request initiates proceedings for the review of its constitutionality.</p> <p>(3) If by a request the Supreme Court initiates proceedings for the review of the constitutionality of a law or part thereof, a court which should apply such law or part thereof in deciding may stay proceedings until the final decision of the Constitutional Court without having to initiate proceedings for the review of the constitutionality of such law or part thereof by a separate request.</p>
South Africa	<p>Section 172(2)(b) Constitution of the Republic of South Africa</p> <p>A court which makes an order of constitutional invalidity ... may adjourn the proceedings, pending a decision of the Constitutional Court on the validity of that Act or conduct.</p>
Spain	<p>Article 35 Organic Law on the Constitutional Court</p> <p><i>2. El órgano judicial sólo podrá plantear la cuestión una vez concluso el procedimiento y dentro del plazo para dictar sentencia, o la resolución jurisdiccional que procediere, y deberá concretar la ley o norma con fuerza de ley cuya constitucionalidad se cuestiona, el precepto constitucional que se supone infringido y especificar o justificar en qué medida la decisión del proceso depende de la validez de la norma en cuestión. Antes de adoptar mediante auto su decisión definitiva, el órgano judicial oír a las partes y al Ministerio Fiscal para que en el plazo común e improrrogable de 10 días puedan alegar lo que deseen sobre la pertinencia de plantear la cuestión de inconstitucionalidad, o sobre el fondo de esta; seguidamente y sin más trámite, el juez resolverá en el plazo de tres días. Dicho auto no será susceptible de recurso de ninguna clase. No obstante, la cuestión de inconstitucionalidad podrá ser intentada de nuevo en las sucesivas instancias o grados en tanto no se llegue a sentencia firme.</i></p>
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 17 Law on the Courts</p> <p>When the court finds that the Law that is to be applied in the specific case is not in accordance with the Constitution, and the constitutional provisions cannot be directly applied, will stay the procedure until the Constitutional Court delivers a decision. The party has a right to an appeal against the decision for stay of the procedure</p>
Ukraine	<p>Article 83 Law on the Constitutional Court</p> <p>When, in the process of examination of cases under general court procedure, a dispute concerning the constitutionality of norms of a law which is being applied by the court arises, the examination of the case shall be suspended.</p>

### 1.1.12 Table: Injunctive measures

State	Relevant constitutional or legal provision
Germany	<p>Article 32 Law on the Federal Constitutional Court: "1. In a dispute the Federal Constitutional Court may deal with a matter provisionally by means of a temporary injunction if this is urgently needed to avert serious detriment, to ward off imminent force or for any other important reason for the common weal. 2. The temporary injunction may be issued without oral pleadings. In particularly urgent instances, the Federal Constitutional Court need not give the parties to the principal proceedings, the parties entitled to join them or the parties entitled to make a statement an opportunity to make a statement. 3. If the temporary injunction is issued or refused by an order, a protest may be lodged. This shall not apply to the complainant in proceedings on a complaint of unconstitutionality. The Federal Constitutional Court shall decide on the protest after oral pleadings. These must be held within two weeks of receiving the reasons for the protest. 4. A protest against a temporary injunction shall not have any suspensive effect. The Federal Constitutional Court may stay the execution of the temporary injunction."</p>
Liechtenstein	<p>Article 53 Constitutional Court Act</p> <p>1) Upon the request of a party and subject to the conditions specified in article 52 paragraph 2, the chairman may order such preliminary measures for the duration of the proceedings as appear necessary to regulate an existing situation in the interim or to preserve endangered legal circumstances.</p>
Malta	<p>Article 4 European Convention Act</p> <p>2. The Civil Court, First Hall, shall have original jurisdiction to hear and determine any application made by any person in pursuance of subsection 1 of this section, and may make such orders, issue such writs and give such directions as it may consider appropriate for the purpose of enforcing, or securing the enforcement, of the Human Rights and Fundamental Freedoms to the enjoyment of which the person concerned is entitled</p>
South Africa	<p>Section 172(2)(b) Constitution of the Republic of South Africa</p> <p>A court which makes an order of constitutional invalidity may grant a temporary interdict or other temporary relief, or may adjourn the proceedings, pending a decision of the Constitutional Court</p>

	<p>on the validity of that Act or conduct.</p> <p>Article 172(1)(b) of the Constitution of the Republic of South Africa</p> <p>When deciding on a constitutional matter within its power, a court may make any order that is just and equitable.</p>
Slovenia	<p>Article 39 Constitutional Court Act</p> <p>(1) Until a final decision, the Constitutional Court may suspend in whole or in part the implementation of a law, other regulation, or general act issued for the exercise of public authority if difficult to remedy harmful consequences could result from the implementation thereof.</p> <p>(2) If a participant in proceedings motions for a suspension referred to in the preceding paragraph, and the Constitutional Court deems the conditions for the suspension not to be fulfilled, it dismisses the motion by an order. If the Constitutional Court does not decide otherwise, the statement of reasons of the order by which the motion was dismissed includes only a statement of the legal basis for the adoption of the decision and the composition of the Constitutional Court.</p> <p>(3) If the Constitutional Court suspends the implementation of a regulation or general act issued for the exercise of public authority, it may at the same time decide in what manner the decision is to be implemented.</p> <p>(4) An order by which the implementation of a regulation or general act issued for the exercise of public authority is suspended must include a statement of reasons.</p> <p>(5) The order referred to in the preceding paragraph is published in the Official Gazette of the Republic of Slovenia as well as in the official publication in which the respective regulation or general act issued for the exercise of public authority was published. Such suspension takes effect the day following the publication of the order in the Official Gazette of the Republic of Slovenia, and in case of a public announcement of the order, the day of its announcement.</p> <p>Article 58</p> <p>If a constitutional complaint is accepted, the panel or the Constitutional Court may suspend the implementation of the individual act which is challenged by the constitutional complaint at a closed session if difficult to remedy harmful consequences could result from the implementation thereof.</p>
Switzerland	<p>Article 104 Federal Judicature Act</p> <p>Le juge instructeur peut, d'office ou sur requête d'une partie, ordonner les mesures provisionnelles nécessaires au maintien de l'état de fait ou à la sauvegarde d'intérêts menacés.</p>

### 1.1.13 Table: Extension of norms under review

State	Relevant constitutional or legal provisions
Armenia	<p>Article 68 of the Law On the Constitutional Court of the Republic of Armenia</p> <p>9. While determining the constitutionality of any general act mentioned in Paragraph 1 of Article 100 of the Constitution the Constitutional Court together with the challenged provision of the act finds out the constitutionality of any other provision of the act from the perspective of systematic interrelation of those. If the findings of the Court prove that other provisions of the act are interrelated with the challenged provisions and are not in conformity with the Constitution, the Constitutional Court can determine those provisions also invalid and unconstitutional.</p>
Croatia	<p>Article 38 of the Constitutional Act on the Constitutional Court :</p> <p>(2)"The Constitutional Court itself may decide to institute proceedings to review the constitutionality of the law and the review of constitutionality and legality of other regulations"</p> <p>Article 71 Constitutional Act on the Constitutional Court</p> <p>(1) The Chamber, respective the Session of the Constitutional Court shall examine only the violations of constitutional rights which are stated in the constitutional complaint." But: Article 74: "If ascertained that the constitutional right of the applicant has been violated not only by the disputed, but also by some other act brought in this matter, the Constitutional Court shall repeal by the decision, as a whole or in part, and this act as well.</p>
Liechtenstein	<p>Article 19 Constitutional Court Act</p> <p>1) If the Constitutional Court finds that a law or individual provisions thereof are incompatible with the Constitution, it shall annul the law or the relevant provisions. If further provisions of the law that are directly connected therewith are incompatible with the Constitution for the same reasons, the Constitutional Court may also annul them ex officio without an application.</p>
Moldova	<p>Article 6 Code of constitutional jurisdiction</p> <p>3) During the constitutional control of contested act Constitutional Court can adopt a decision concerning other normative acts which constitutionality depend fully or partially on constitutionality of the contested act.</p>
Serbia	<p>Article 54 Law on the Constitutional Court</p> <p>In the procedure of assessing constitutionality and legality, the Constitutional Court is not</p>

State	Relevant constitutional or legal provisions
	constrained by the request of the authorised propounder, or initiator.
Slovenia	<p>Article 30 Constitutional Court Act</p> <p>In deciding on the constitutionality and legality of a regulation or general act issued for the exercise of public authority, the Constitutional Court is not bound by the proposal of a request or petition. The Constitutional Court may also review the constitutionality and legality of other provisions of the same or other regulation or general act issued for the exercise of public authority for which a review of constitutionality or legality has not been proposed, if such provisions are mutually related or if such is necessary to resolve the case.</p> <p>Article 59</p> <p>(1) By a decision the Constitutional Court either dismisses a constitutional complaint as unfounded or grants such and in whole or in part annuls or abrogates the individual act, and remands the case to the authority competent to decide thereon.</p> <p>(2) If the Constitutional Court deems that the challenged individual act is based on a potentially unconstitutional or unlawful regulation or general act issued for the exercise of public authority, it initiates proceedings for the review of the constitutionality or legality of such regulation or general act issued for the exercise of public authority and decides by applying the provisions of Chapter IV of this Act. ...</p>
"The Former Yugoslav Republic of Macedonia"	Article 14 Rules of Procedure of the Constitutional Court: During the examination of the constitutionality of a law or of the constitutionality and legality of a regulation or other common act, the Constitutional Court may also assess the constitutionality and legality of a regulation or other general act that is not challenged in the petition.
Turkey	<p>Article 29 of the Law on the Organisation and Trial Proceedings of the Constitutional Court:</p> <p>The Constitutional Court may extend the scope of norms under review only in exceptional cases where the annulment of the originally challenged norms renders another norm and/or part of the norm meaningless or inapplicable; norms may also be omitted from the text with due reasoning.</p>
Ukraine	Article 61 Law on the Constitutional Court: If consideration of the case arising from constitutional claim or constitutional petition reveals the non-conformity with the Constitution of Ukraine of legal acts (their separate parts) other than those for which an examination has been opened and which influences the adoption of a decision or the providing of an opinion in the case, the Constitutional Court of Ukraine recognises such legal acts (their separate parts) as unconstitutional.

**1.1.14 Table: Erga omnes effect**

State	Relevant constitutional or legal provision
Albania	Article 132 (1) Constitution: "The decisions of the Constitutional Court have general binding force and are final."
Argentina	No precedent; decisions concern only concrete case, even by Supreme Court; however, precedent is informally established in practice.
Armenia	<p>Article 61 Law on the Constitutional Court</p> <p>5. The decisions of the Constitutional Court on the substance of the case are mandatory for all the state and local self-government bodies, their officials as well as for the natural and legal persons in the whole territory of the Republic of Armenia.</p> <p>6. The procedural decisions of the Constitutional Court are mandatory for all the participants of the case and other addressees of those.</p> <p>Article 69 Law on the Constitutional Court</p> <p>12. In cases defined by this Article if the Constitutional Court decision finds the challenged provision unconstitutional and annuls it, the final judicial act shall be revisited in the order prescribed by Law.</p>
Austria	<p>Article 139 Constitution</p> <p>(6) If an ordinance has been rescinded on the score of illegality or if the Constitutional Court has pursuant to para. 4 above pronounced an ordinance to be contrary to law, all courts and administrative authorities are bound by the Court's decision, the ordinance shall however continue to apply to the circumstances effected before the rescission, the case in point excepted, unless the Court in its rescissory judgment decides otherwise. If the Court has in its rescissory judgment set a deadline pursuant to para. 5 above, the ordinance shall apply to all the circumstances effected, the case in point excepted, till the expiry of this deadline.</p> <p>Article 140</p> <p>(7) If a law has been rescinded on the score of unconstitutionality or if the Constitutional Court has pursuant to para. 4 above pronounced a law to be unconstitutional, all courts and administrative authorities are bound by the Court's decision. The law shall however continue to apply to the circumstances effected before the rescission the case in point excepted, unless the Court in its rescissory judgment decides otherwise. If the Court has in its rescissory judgment set a deadline</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
	pursuant to para. 5 above, the law shall apply to all the circumstances effected, the case in point excepted till the expiry of this deadline.
Azerbaijan	Article 66 Law on the Constitutional Court. Legal Force of Resolutions of Constitutional Court 66.1. According to Article 130.9 of the Constitution of Azerbaijan Republic, the resolutions of Constitutional Court shall have binding force through out the territory of Azerbaijan Republic.
Belgium	Article 9 Special Law on the Court 1. Judgments of annulment delivered by the Constitutional Court shall have force of <i>res judicata</i> commencing from their publication in the Moniteur belge. 2. Judgments delivered by the Constitutional Court which dismiss an action for annulment shall be binding on the courts in respect of questions of law settled by such judgments. Article 28 The court which raised the preliminary issue, and any other court called upon to rule on the same matter, shall, in settling the dispute which gave rise to the questions referred to in Article 26, comply with the ruling of the Constitutional Court.
Bosnia and Herzegovina	Article 63 Rules of the Constitutional Court 2. In a decision establishing incompatibility under Article VI.3 (a) and VI.3 (c), the Constitutional Court may quash the general act or some of its provisions, partially or entirely. Article 64 1. In a decision granting an appeal, the Constitutional Court shall quash the challenged decision and refer the case back to the court or to the body which took that decision, for renewed proceedings. If the law regulating the competence for acting in the respective legal matter was amended prior to taking of a decision by the Constitutional Court, the court or the body which took the quashed decision is obligated to refer the case to the competent court or body without delay.
Brazil	Article 52 Constitution It is exclusively the competence of the Federal Senate: X – to stop the application, in full or in part, of a law declared unconstitutional by final decision of the Supreme Federal Court. Article 103-A. The Supreme Federal Court shall have the power to, by own initiative or by provocation, by means of a decision taken by two thirds of their members, after reiterated decisions about constitutional matter, approve summary which, after publication in official gazette, shall have binding effect over the other bodies of the Judiciary Power and over the direct and indirect public administration, at federal, State and municipal levels, as well as proceed to their revision or cancelling, in the manner provided for in law.
Bulgaria	Article 22 Constitutional Court Act 1. With its decision the Court shall rule only on the motion as presented. It shall not be limited to the indicated grounds for non-conformity with the Constitution. 2. Acts which have been declared unconstitutional shall not be implemented. 3. When an act has been issued by an incompetent organ the Constitutional Court shall declare it null and void. 4. The legal effects which have occurred on the basis of the act set out in paragraph 2 shall be resolved by the organ which has issued it.
Canada	Section 52 of the Supreme Court Act. The Court shall have and exercise exclusive ultimate appellate civil and criminal jurisdiction within and for Canada, and the judgment of the Court is, in all cases, final and conclusive. Only decisions of Supreme Court have <i>erga omnes</i> effect; see <a href="http://www.er.ugam.ca/nobel/r31400/jur2515/ndecours/jur2515chap7-2007.pdf">http://www.er.ugam.ca/nobel/r31400/jur2515/ndecours/jur2515chap7-2007.pdf</a>
Croatia	Constitutional Act on the Constitutional Court Article 31 (1) The decisions and the rulings of the Constitutional Court are obligatory and every individual or legal person shall obey them. (2) All bodies of the central government and the local and regional self-government shall, within their constitutional and legal jurisdiction, execute the decisions and the rulings of the Constitutional Court.
Czech Republic	Article 89 Constitution. (2) Enforceable decisions of the Constitutional Court are binding on all authorities and persons. Constitutional Court Act Article 82 (3) If it grants the constitutional complaint of a natural or legal person under Article 87 para. 1, lit. d) of the Constitution, the Court shall: a) annul the contested decision of the public authority, or b) if a constitutionally guaranteed fundamental right or basic freedom was infringed as the result of an encroachment by a public authority other than a decision, enjoin the authority from continuing to infringe this right or freedom and order it, to the extent possible, to restore the situation that existed prior to the infringement.
France	Article 62. A provision declared unconstitutional on the basis of article 61 shall be neither promulgated nor

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>implemented.</p> <p>A provision declared unconstitutional on the basis of article 61-1 shall be repealed as of the publication of the said decision of the Constitutional Council or as of a subsequent date determined by said decision. The Constitutional Council shall determine the conditions and the limits according to which the effects produced by the provision shall be liable to challenge.</p> <p>No appeal shall lie from the decisions of the Constitutional Council. They shall be binding on public authorities and on all administrative authorities and all courts.</p>
Germany	<p>Article 94 Constitution</p> <p>(2) The constitution and procedure of the Federal Constitutional Court shall be governed by a federal law which shall specify the cases in which its decisions have the force of law.</p> <p>Article 31 Law on the Federal Constitutional Court</p> <p>1. The decisions of the Federal Constitutional Court shall be binding upon federal and Land constitutional organs as well as on all courts and authorities.</p> <p>2. In cases pursuant to Article 13 (6), (11), (12) and (14) above decisions of the Federal Constitutional Court shall have the force of law. This shall also apply in cases pursuant to Article 13 (8a) [constitutional complaint] above if the Federal Constitutional Court declares a law to be compatible or incompatible with the Basic Law or to be null and void. If a law is declared to be compatible or incompatible with the Basic Law or other federal law or to be null and void, the decision shall be published in the Federal Law Gazette by the Federal Ministry of Justice. The above shall apply mutatis mutandis to decisions in cases pursuant to Article 13 (12) and (14) above.</p> <p>Article 79 Law on the Federal Constitutional Court</p> <p>1. New proceedings may be instituted in accordance with the provisions of the Code of Criminal Procedure against a final conviction based on a rule which has been declared incompatible with the Basic Law or null and void in accordance with Article 78 above or on the interpretation of a rule which the Federal Constitutional Court has declared incompatible with the Basic Law.</p> <p>2. In all other respects, subject to the provisions of Article 95 (2) below or a specific statutory provision, final decisions based on a rule declared null and void pursuant to Article 78 above shall remain unaffected. The execution of such decision shall not be admissible. Where enforcement is to be effected in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure the provisions of Article 767 of the Code shall apply mutatis mutandis. Claims on account of unjustified benefit shall be excluded.</p> <p>Article 95 Law on the Federal Constitutional Court</p> <p>1. If the constitutional complaint is upheld, the decision shall state which provision of the Basic Law has been infringed and by which act or omission. The Federal Constitutional Court may at the same time declare that any repetition of the act or omission against which the complaint was directed will infringe the Basic Law.</p> <p>2. If a constitutional complaint against a decision is upheld, the Federal Constitutional Court shall quash the decision and in cases pursuant to the first sentence of Article 90 (2) above it shall refer the matter back to a competent court.</p> <p>3. If a constitutional complaint against a law is upheld, the law shall be declared null and void. The same shall apply if a constitutional complaint pursuant to paragraph 2 above is upheld because the quashed decision is based on an unconstitutional law.</p>
Greece	<p>Article 51 Law on the Special Highest Court</p> <p>1. A decision by the Special Court resolving a dispute concerning assessment of the constitutionality of a law or its interpretation shall have force <i>erga omnes</i> as from its delivery in open court, subject to paragraph 4 of this article.</p>
Hungary	<p>Article 32A Constitution</p> <p>(2) The Constitutional Court shall annul the statutes and other legal norms that it finds to be unconstitutional.</p> <p>Article 27 Law on the Constitutional Court</p> <p>1. The decision of the Constitutional Court may not be appealed.</p> <p>2. The decisions of the Constitutional Court shall be binding on everybody.</p>
Ireland	<p>Article 34 (3) Constitution</p> <p>6°The decision of the Supreme Court shall in all cases be final and conclusive.</p> <p>4°No law shall be enacted excepting from the appellate jurisdiction of the Supreme Court cases which involve questions as to the validity of any law having regard to the provisions of this Constitution.</p>
Italy	<p>Article 136 Constitution</p> <p>When the Court declares the constitutional illegitimacy of a law or enactment having the force of law, the law ceases to have effect from the day following the publication of the decision.</p> <p>Article 30, cl. 3 of the Law on the composition and procedures of the Constitutional Court (Law no. 87/1953):</p> <p>Laws declared unconstitutional cannot find application starting from the day following publication of the decision</p>
Korea, Republic	<p>Constitutional Court Act</p> <p>Article 47 (Effect of Decision of Unconstitutionality)</p> <p>(1) Any decision that statutes are unconstitutional shall bind the ordinary courts, other state agencies and</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
	local governments.
Liechtenstein	<p>Article 17 Law on the Constitutional Court 1) If the Constitutional Court finds a violation, by the decision or order of a public authority complained of, of one of the complainant's constitutionally guaranteed rights or of one of his rights guaranteed by international conventions for which the lawmaking power has explicitly recognised an individual right of complaint (article 15 paragraph 2), the Constitutional Court shall annul such decision or order and, if applicable, shall call upon the responsible authority to decide the matter anew.</p> <p>Article 19 Law on the State Court 1) If the Constitutional Court finds that a law or individual provisions thereof are incompatible with the Constitution, it shall annul the law or the relevant provisions. If further provisions of the law that are directly connected therewith are incompatible with the Constitution for the same reasons, the Constitutional Court may also annul them ex officio without an application.</p> <p>Article 54 The decisions of the Constitutional Court shall be binding upon all authorities of the country and of the municipalities as well as upon all courts. In cases according to articles 19, 21 and 23, the judgment of the Constitutional Court shall be universally binding.</p>
Lithuania	<p>Article 72 Law on the Constitutional Court Rulings adopted by the Constitutional Court shall have the power of law and shall be binding to all governmental institutions, companies, firms, and organisations as well as to officials and citizens.</p>
Luxembourg	<p>Article 15 Law on the organisation of the Constitutional Court: The referring court and any other court called on to deal with the same case shall abide by the Constitutional Court's ruling when determining the case.</p>
Malta	<p>Article 242 Code of Organisation and Civil Procedure When a court, by a judgment which has become <i>res judicata</i>, declares any provision of any law to run counter to any provision of the Constitution of Malta or to any human right or fundamental freedom set out in the First Schedule to the European Convention act, or to be ultra vires, the registrar shall send a copy of the said judgment to the Speaker of the House of Representatives, who shall during the first sitting of the House following the receipt of such judgment inform the House of such receipt and lay a copy of the judgment on the table of the House.</p>
Mexico	<p>As for judgments by ordinary courts: Art.107 Constitution I. Judgment will always be such that it only will be concerned with particular parties, limited to relief and protection in special cases for those who are making the complaint, without making a general declaration with respect to the law or act that motivates the complaint.</p> <p>Article 192<sup>273</sup> The jurisprudence established by the Supreme Court of Justice, either sitting in plenary or in chambers, is obligatory for these in relation to what the plenary decrees, and also to the unitary and collegial circuit tribunals, the district courts, the military tribunals and courts under common authority of the States and the federal district, and local and federal administrative tribunals and labour tribunals. The resolutions shall constitute jurisprudence if what is declared in the resolutions is upheld in five consecutive enforceable sentences, that they are approved of by at least eight judges if it concerns the jurisprudence of the plenary and four judges in the case of jurisprudence of the chambers.</p>
Moldova	<p>There is no explicit provision on <i>erga omnes</i> effect, but according to Article 140 Constitution (1) Laws and other regulations or parts thereof become null and void from the moment that the Constitutional Court passes the appropriate decisions to that effect.</p>
Montenegro	<p>Article 151 Constitution The decision of the Constitutional Court shall be generally binding and enforceable.</p> <p>Article 62 Draft Law on the Constitutional Court If a human right or freedom guaranteed by the Constitution of more persons was violated by an individual act, and only some of them lodged constitutional complaint, the decision of the Constitutional Court shall</p>

<sup>273</sup> Artículo 192.- la jurisprudencia que establezca la suprema corte de justicia, funcionando en pleno o en salas, es obligatoria para estas en tratándose de las que decreta el pleno, y además para los tribunales unitarios y colegiados de circuito, los juzgados de distritos los tribunales militares y judiciales del orden común de los estados y del distrito federal; y tribunales administrativos y del trabajo, locales o federales.

Las resoluciones constituirán jurisprudencia, siempre que lo resuelto en ellas se sustenten en cinco sentencias ejecutorias ininterrumpidas por otra en contrario, que hayan sido aprobadas por lo menos por ocho ministros si se trata de jurisprudencia del pleno, o por cuatro ministros, en los casos de jurisprudencia de las salas.

También constituyen jurisprudencia las resoluciones que diluciden las contradicciones de tesis de salas y de tribunales colegiados. <http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/19/80.htm?s=>

State	Relevant constitutional or legal provision
	also relate to persons who did not lodge the constitutional complaint, provided that they are in the same legal situation.
Peru	<p>As for procedures before ordinary courts:                      Article 14 Organic Law on the Judicial Power<sup>274</sup>                      In all these cases the judges shall limit themselves to declaring the inapplicability of the legal norm due to unconstitutionality, for the concrete case, without affecting its legal force, which is controlled in the form established by the Constitution.                      Article 35 of Law no. 26.435<sup>275</sup>                      The sentences passed in unconstitutionality proceedings shall have authority of <i>res judicata</i>, shall bind all public powers and shall produce general effects from the day following their publication.                      Article VII Constitutional Procedure Code (p.t.)<sup>276</sup>                      The sentences of the Constitutional Tribunal which have authority of <i>res judicata</i> shall constitute binding precedent if the sentence specifying the scope of its normative effects so states. If the Constitutional Tribunal decides to diverge from the precedent, it must specify the factual and legal bases that underlie the sentence and the reasons why it diverges from the precedent.                      Article 2<sup>277</sup>                      If the threat to or violation of acts that have their basis in the application of a directly applicable unconstitutional norm is invoked, the sentence declaring the request admissible shall declare in addition the inapplicability of the specified norm.</p>
Poland	<p>Article 190 Constitution:                      1. Judgments of the Constitutional Tribunal shall be of universally binding application and shall be final.                      4. A judgment of the Constitutional Tribunal on the nonconformity to the Constitution, an international agreement or statute, of a normative act on the basis of which a legally effective judgment of a court, a final administrative decision or settlement of other matters was issued, shall be a basis for re-opening proceedings, or for quashing the decision or other settlement in a manner and on principles specified in provisions applicable to the given proceedings.                      Article 71 Constitutional Tribunal Act                      2. Where the Tribunal decides that the normative act ceases to have effect after the day of the publication of the judicial decision confirming its non-conformity to the Constitution, ratified international agreement or statutes, it shall, in the judicial decision, determine the date the act shall cease to have effect.</p>
Portugal	<p>Article 281 Constitution                      General review of constitutionality and legality:                      3. The Constitutional Court also has jurisdiction to review and give generally binding rulings on the unconstitutionality or illegality of a legal rule, the application of which it has held to be unconstitutional or illegal in three appeals.                      Article 80 law on the Constitutional Court:                      1. The decision on the appeal determines <i>res judicata</i> regarding the question of unconstitutionality or illegality.                      2. Should the Constitutional Court judge the appeal to be founded, even if only partially, the proceedings drop back to the court from which they came, so that this same court, depending on the case, can change the decision or have it changed in agreement with the judgment on the question of unconstitutionality or illegality.                      3. In the case of a judgment of unconstitutionality or legality on the rule applied in the decision appealed, or refused application, being founded on a particular interpretation of this same rule, this should be applied with the same interpretation in the case in question.</p>
Romania	<p>Article 147 Constitution                      (1) Any provisions of the laws and ordinances in force, as well as any of the regulations which are</p>

<sup>274</sup> Ley orgánica del poder judicial  
 Artículo 14

En todos estos casos los magistrados se limitan a declarar la inaplicación de la norma legal por incompatibilidad constitucional, para el caso concreto, sin afectar su vigencia, la que es controlada en la forma y modo que la Constitución establece.

<sup>275</sup> Artículo 35 de la ley n°26.435,

las sentencias recaídas en los procesos de inconstitucionalidad tienen autoridad de cosa juzgada, vinculan a todos los poderes públicos y producen efectos generales desde el día siguiente a la fecha de su publicación.

<sup>276</sup> Las sentencias del Tribunal Constitucional que adquieren la autoridad de cosa juzgada constituyen precedente vinculante cuando así lo exprese la sentencia, precisando el extremo de su efecto normativo. Cuando el Tribunal Constitucional resuelva apartándose del precedente, debe expresar los fundamentos de hecho y de derecho que sustentan la sentencia y las razones por las cuales se aparta del precedente.

<sup>277</sup> Article 2 Código procesal constitucional:

Quando se invoque la amenaza o violación de actos que tienen como sustento la aplicación de una norma autoaplicativa incompatible con la Constitución, la sentencia que declare fundada la demanda dispondrá, además, la inaplicabilidad de la citada norma.

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>held as unconstitutional, shall cease their legal effects within 45 days from publication of the decision rendered by the Constitutional Court where Parliament or Government, as may be applicable, have failed, in the meantime, to bring these unconstitutional provisions into accord with those of the Constitution. For this limited length of time the provisions declared unconstitutional shall be suspended as of right.</p> <p>(2) In cases related to laws declared unconstitutional before their promulgation, Parliament must reconsider those provisions concerned in order to bring such into line with the decision rendered by the Constitutional Court.</p> <p>(3) If a treaty or international agreement has been declared constitutional according to Article 146 subparagraph b), such may no longer be demurred against via an objection of unconstitutionality. Any treaty or international agreement held as unconstitutional cannot be ratified.</p> <p>(4) Decisions of the Constitutional Court shall be published in the Official Gazette of Romania. As from their publication, decisions shall be generally binding and take effect only for the future.</p> <p>Article 29 (3) Law on the Organisation and Operation of the Constitutional Court Legal provisions whose constitutionality has been found by prior decision of the Constitutional Court cannot be challenged by an exception of unconstitutionality.”</p> <p>Article 31 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court The decision by which the unconstitutionality of a law or of a Government ordinance which is in force, or of provisions thereof, is decided shall be final and binding“ “decision dismissing the objection of unconstitutionality is not effective erga omnes, but only inter partes, which allows other legal subjects as well to raise an identical objection, in anticipation that the Constitutional Court may decide to change its jurisprudence and eventually admit the objection of unconstitutionality.”<sup>278</sup></p>
Russian Federation	<p>Article 6 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court The decisions of the Constitutional Court of the Russian Federation shall be obligatory throughout the territory of the Russian Federation for all representative, executive, and judicial organs of State Government, organs of local government, enterprises, agencies, organisations, officials, citizens and their associations.</p> <p>Art. 79 Legal Force of Decisions Decisions of the Constitutional Court of the Russian Federation shall be final, not subject to appeal and shall enter into force without delay after their announcement. Decisions of the Constitutional Court of the Russian Federation shall be directly effective and not require confirmation by other bodies or officials. The legal force of a decree of the Constitutional Court of the Russian Federation declaring an act unconstitutional may not be overcome by the repeat adoption of the same act. Acts or certain of their provisions declared unconstitutional shall lose force; international agreements of the Russian Federation which have not entered into force shall not be subject to introduction into force or application. Decisions of courts and other bodies based on acts declared unconstitutional shall not be enforced and must be reviewed where established by federal law. In the event that the declaration of a normative act as unconstitutional has created a gap in legal regulation, the Constitution of the Russian Federation shall be directly applied.</p>
San Marino	<p>Qualified law on the organisation of the <i>Collegio Garante</i> (p.t.) Article 13<sup>279</sup> The declaration of inadmissibility of the request by the judge <i>a quo</i> doesn't preclude to lodge again a request concerning the same question before other instances or in other proceedings.</p> <p>Article 14<sup>280</sup> 4. The decision of acceptance and of rejection are adopted with sentences. In the case of an acceptance, the <i>Collegio Garante</i> will declare the impugned provisions illegitimate. 6. Within five days after their deposit, the decisions following requests submitted incidentally are transmitted, with the restitution of the files, to the judicial authority before which the proceeding is pending.</p>
Serbia	Article 7 Law on the Constitutional Court

<sup>278</sup> [CDL-JU\(2004\)021](#), I. Vida, “The obligatory force of decisions of the Constitutional Court for other courts as stabilising factor”, report for the Conference on the “Role of the Constitutional Court in the Maintenance of the Stability and Development of the Constitution”, Moscow, 2004

<sup>279</sup> 5. La dichiarazione di inammissibilità dell'istanza da parte del giudice *a quo* non impedisce la riproposizione del medesimo negli altri gradi o in procedimenti diversi.

<http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/ricercaleggi/vislegge.php3?action=visTestoLegge1&idlegge=6373&twidth=580&=>

<sup>280</sup> 4. Le decisioni di accoglimento e di rigetto sono adottate con sentenza. In caso di accoglimento il Collegio Garante dichiara le disposizioni impugnate illegittime.

6. Entro cinque giorni dal deposito, le decisioni rese sui ricorsi presentati in via incidentale sono trasmesse, con la restituzione degli atti, all'autorità giudiziaria avanti alla quale pende il procedimento.

<http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/ricercaleggi/vislegge.php3?action=visTestoLegge1&idlegge=6373&twidth=580&=>



State	Relevant constitutional or legal provision
	Decisions of the Constitutional Court are final, enforceable and universally binding.
Slovakia	<p>Article 127(2) Constitution If the Constitutional Court grants a complaint, it shall hold in its decision that the rights or freedoms according to section 1 have been violated by a final decision, measure or other encroachment and it shall annul that decision, measure or other encroachment</p> <p>Article 56 Law on the Organisation of the Constitutional Court (1) Should the Constitutional Court grant the complaint, in its decision the Court shall state which fundamental right or freedom or which provision of the Constitution, constitutional law or international treaty has been violated, and also shall specify the final decision, measure or other encroachment due to which the fundamental right or freedom has been violated. (2) Should the fundamental right or freedom be violated by a decision or measure, the Constitutional Court shall annul that decision or measure. The Constitutional Court shall also annul any other encroachment that has violated a fundamental right or freedom, should the nature of the encroachment make annulling possible. (3) If the Constitutional Court grants the complaint, it may: a) order that the authority, violating the fundamental right or freedom through its inactivity, shall proceed further according to procedural codes, b) refer the case back for further proceedings, c) prohibit continued violation of the fundamental right or freedom or d) order the authority which has violated the fundamental right or freedom to restore the state of affair prior to the violation of the fundamental right or freedom. (4) The Constitutional Court may also afford just satisfaction to that party whose fundamental right or freedom has been violated. (5) Should the Constitutional Court decide to afford just satisfaction, the authority which has violated a fundamental right or freedom must render it to the complainant within two months from the day on which the decision of the Constitutional Court becomes final. (6) If the final decision, measure or other encroachment is annulled or if the case is referred back by the Constitutional Court for further proceedings, the authority who has issued the decision, decided on the measure or caused some other encroachment must rehear the case and to decide on the case again. In such proceedings or procedure the authority shall be bound by the Constitutional Court's legal opinion. (7) The authority which has issued a decision in a case, decided on a measure or carried out some other encroachment, shall be bound by the decision under subsection 3 which is enforceable on its delivery.</p>
Slovenia	<p>Article 1 Constitutional Court Act (3) The decisions of the Constitutional Court are binding.</p> <p>Article 59 (1) By a decision the Constitutional Court either dismisses a constitutional complaint as unfounded or grants such and in whole or in part annuls or abrogates the individual act, and remands the case to the authority competent to decide thereon. (2) If the Constitutional Court deems that the challenged individual act is based on a potentially unconstitutional or unlawful regulation or general act issued for the exercise of public authority, it initiates proceedings for the review of the constitutionality or legality of such regulation or general act issued for the exercise of public authority and decides by applying the provisions of Chapter IV of this Act.</p>
South Africa	<p>Article 165(5) Constitution of the Republic of South Africa An order or decision issued by a court binds all persons to whom and all organs of state to which it applies.</p>
Spain	<p>Art. 164.1 of the Constitution Las sentencias del Tribunal Constitucional se publicarán en el Boletín Oficial del Estado con los votos particulares si los hubiere. Tienen el valor de cosa juzgada a partir del día</p> <p>Article 38 Organic Law on the Constitutional Court 1. Judgments handed down in unconstitutionality proceedings shall have the force of <i>res judicata</i>, shall be binding on all public authorities and shall have consequences of a general nature from the date of their publication in the "Official State Gazette".</p> <p>Article 55 1. A judgment granting protection shall contain one or more of the following pronouncements: c. Full restoration of the applicant's right or freedom and adoption, where appropriate, of measures conducive to its preservation. 2. <i>En el supuesto de que el recurso de amparo debiera ser estimado porque, a juicio de la Sala o, en su caso, la Sección, la ley aplicada lesione derechos fundamentales o libertades públicas, se elevará la cuestión al Pleno con suspensión del plazo para dictar sentencia, de conformidad con lo prevenido en los artículos 35 y siguientes.</i></p>
"The former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 112 par. 3 Constitution Decisions of the Constitutional Court of the Republic of Macedonia are final and enforceable</p> <p>Article 86 Rules of Procedure of the Constitutional Court Decisions of the Constitutional Court are executed by the organ that passed the law, other regulation or</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
	general act that is annulled or repealed by a decision of the Court. Decisions upon petitions for protection of freedoms and rights guaranteed by the Constitution shall be executed by the organ or organisation that adopted the individual act annulled by the Court or by the organ or organisation that undertook the activity prohibited by the decision of the Constitutional Court.
Turkey	Article 153 in fine Constitution All annulment decisions are binding for all legal and natural persons. Therefore, there is an erga omnes effect.
United States of America	Decisions of the Supreme Court interpreting the U.S. Constitution bind all courts, and decisions of higher federal courts are binding upon lower courts in the same jurisdiction. Under the principle of stare decisis, prior decisions by the same court are generally given authoritative weight by that court, although courts may decide to diverge from their own prior decisions in light of, inter alia, changes in relevant circumstances or related areas of law. Courts may also “distinguish” a decision by a superior court or a prior decision of the same court by showing that the circumstances of the case differ from the precedent.
Uruguay	Article 259 Constitution (p.t.) <sup>281</sup> The judgment of the Supreme Court of Justice shall refer exclusively to the concrete case and shall only take effect in the proceedings in which it is being passed. General Code of Procedure Article 520 (p.t.) <sup>282</sup> Sentence. The sentence shall limit itself to the declaration of constitutionality or unconstitutionality of the impugned dispositions and shall only take effect in the concrete case in relation to which it is passed. There shall be no recourse against it.

### 1.1.15 Table: Confirmation of constitutionality

State	Relevant constitutional or legal provision
Andorra	Article 44 Qualified Law on the Constitutional Court: “3. Where these laws and regulations are declared compatible with the Constitution they cannot subsequently be challenged on the ground that they infringe the same constitutional provisions.”
Armenia	Article 32 Law on the Constitutional Court 4) the issue raised in the appeal has been subject to a prior decision of the Constitutional Court in cases determined by Articles 76, 78-80 of this Law and any new factual circumstances (not known to the applicant before the adoption of the Constitutional Court Decision for some independent reasons or not appeared at the case hearing) regarding that issue are not presented in the application;
Belgium	Article 9 (2) Special Law on the Court Judgments delivered by the Constitutional Court which dismiss an action for annulment shall be binding on the courts in respect of questions of law settled by such judgments.
Czech Republic	Article 35 Constitutional Court Act: “(1) A petition instituting a proceeding is inadmissible if it relates to a matter upon which the Court has already passed judgment and in other instances provided for by this Statute. (2) A petition shall also be inadmissible in instances when the Court has already taken some action in the same matter; if one is submitted by an authorised petitioner, he has the right to take part, as a secondary party, in the proceeding concerning the earlier submitted petition.”
Germany	Article 31 Law on the Federal Constitutional Court: “2. In cases pursuant to Article 13 (6), (11), (12) and (14) above decisions of the Federal Constitutional Court shall have the force of law. This shall also apply in cases pursuant to Article 13 (8a) above if the Federal Constitutional Court declares a law to be compatible or incompatible with the Basic Law or to be null and void.”
Georgia	Article 18. <b>Error! Hyperlink reference not valid.</b> A constitutional claim or a constitutional submission shall not be admitted for the consideration if: d. all the issues referred to in it, have already been adjudicated upon by the Constitutional Court, except the circumstances provided for in article 21 <sup>1</sup> of the Organic Law of Georgia on the Constitutional Court of Georgia. Article 21 <sup>1</sup> . Organic Law on the Constitutional Court of Georgia 1. If the Board of the Constitutional Court is satisfied that its position is different from the practice

<sup>281</sup> Artículo 259

El fallo de la Suprema Corte de Justicia se referirá exclusivamente al caso concreto y sólo tendrá efecto en los procedimientos en que se haya pronunciado.

<sup>282</sup> Artículo 520

Sentencia.- La sentencia se limitará a declarar la constitucionalidad o inconstitucionalidad de las disposiciones impugnadas y solamente tendrá efecto en el caso concreto en que fuere planteada. Contra ella no se admitirá recurso alguno.

<http://www.parlamento.gub.uy/leyes/AccesoTextoLey.asp?Ley=15982&Anchor=>

State	Relevant constitutional or legal provision
	of the constitutional court concerning a constitutional claim or a submission, the case should be referred to the Plenum of the Constitutional Court.
Lithuania	Article 69 Law on the Constitutional Court By a decision, the Constitutional Court shall refuse to consider petitions for the examination of the constitutionality of a legal act if: 4. the Constitutional Court has already initiated the examination of a case concerning the same issue
Luxemburg	Article 6 Law on the Organisation of the Constitutional Court The court shall not be required to refer the matter to the Constitutional Court if, in its view: c. the Constitutional Court has already ruled on a question submitted to it concerning the same matter.
Peru	Article 6 Constitutional Procedure Code (p.t.) <sup>283</sup> The Judges cannot refrain from applying a norm whose constitutionality has been confirmed in a proceeding on unconstitutionality or an <i>actio popularis</i> proceeding.
Romania	Article 29(3) Law on the Organisation and Operation of the Constitutional Court Legal provisions whose constitutionality has been found by prior decision of the Constitutional Court cannot be challenged by an exception of unconstitutionality.” “decision dismissing the objection of unconstitutionality is not effective erga omnes, but only inter partes, which allows other legal subjects as well to raise an identical objection, in anticipation that the Constitutional Court may decide to change its jurisprudence and eventually admit the objection of unconstitutionality. <sup>284</sup> <a href="#">Legal provisions whose unconstitutionality has been found by prior decision of the Constitutional Court cannot form the object of an exception</a>
Russian Federation	Article 43 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court The Constitutional Court of the Russian Federation shall take decision to dismiss the petition in the events where: 3. the Constitutional Court of the Russian Federation has issued a ruling on the object of the petition, that ruling retaining its force.
Serbia	Article 53 Law on the Constitutional Court Where the Constitutional Court finds there are grounds to commence a procedure on the basis of an initiative, it shall commence the procedure by a ruling. Where the constitutionality and legality are being challenged by an initiative, except for the laws and statute of an autonomous province or local self-government unit, or individual provisions of that act regulating questions on which the Constitutional Court has already assumed a position or where during the preliminary procedure the legal situation has been determined in full and the data collected provide a reliable foundation for determination, the Constitutional Court determines the matter without issuing a ruling on commencement of procedure. Where the Constitutional Court finds there are no grounds to initiate on initiative, it will not accept the initiative..
Spain	Article 38 Organic Law on the Constitutional Court 2. Where judgments entailing dismissal of applications are handed down in actions of unconstitutionality, the question may not be raised subsequently through the same channels if it is based on infringement of an identical constitutional precept. Article 50 1. The appeal for constitutional protection is submitted to a decision of admissibility. The Section, by unanimous vote, shall agree the admission of the appeal in whole or in part by non-reasoned order ( <i>providencia</i> ), only where the following requirements concur: a) The application fulfils the requirements set on articles 41 to 46 and 49. b) That the case in appeal justifies a decision about the content by the Constitutional Court because of its special constitutional significance ( <i>especial transcendencia constitucional</i> ), which shall be seen in terms of its relevance for the interpretation and application of the Constitution, or for the effectiveness thereof, and for determining the content or scope of fundamental rights. 2. When the admissibility, even if majority was obtained, does not reach unanimity, the Section shall transfer the decision to the Chamber for its judgment. 3. Non-reasoned orders of rejection, taken by the Sections or the Chambers, shall specify the requirements breach and shall be notified to the appellant and the Public Prosecutor Office. These non-reasoned orders can be appealed only by the Public Prosecutor Office within the term of three days. This appeal shall be settled by a reasoned order ( <i>auto</i> ), which can not be contested. 4. When the application for constitutional protection contains one or more irregularities that

<sup>283</sup> Article 6 Código procesal constitucional

Los Jueces no pueden dejar de aplicar una norma constitucionalidad haya sido confirmada en un proceso de inconstitucionalidad o en un proceso de acción popular.

<sup>284</sup> [CDL-JU\(2004\)021](#), I. Vida, “The obligatory force of decisions of the Constitutional Court for other courts as stabilising factor”, report for the Conference on the “Role of the Constitutional Court in the Maintenance of the Stability and Development of the Constitution”, Moscow, 2004

State	Relevant constitutional or legal provision
	may be corrected, the Court shall proceed as provided in article 49.4; if the irregularities are not corrected within the prescribed period, the Section shall reject the application through a non-reasoned order without appeal.
Turkey	Article 152 Constitution No allegation of unconstitutionality shall be made with regard to the same legal provision until ten years elapse after the publication in the Official Gazette of the decision of the Constitutional Court dismissing the application on its merits.

### 1.1.16 Table: *Ex nunc* or *ex tunc* effect of the Constitutional Court's decision

State	Relevant constitutional or legal provision
Albania	Article 132 Constitution (2)The decisions of the Constitutional Court enter into force on the day of their publication in the Official Journal, unless the Constitutional Court has decided that the law or normative act be invalidated on another date.” Article 26 Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court 1. Decisions of the Constitutional Court are final. They are published in the Official Gazette and enter into force on the day of their publication. The Court may decide that its decision shall enter into force on the day of its proclamation when the decision concerns the protection of the constitutional rights of the person.” Article 76 Legal effects of the decisions of the Constitutional Court 1. The decision of the Constitutional Court annulling a law or normative act as incompatible with the Constitution or international agreements will as a rule take legal effect from the date of its entry into force. 2. The decision may be retroactive only where: a. it concerns a criminal sentence which is being executed, if this is directly related to the implementation of the annulled law or normative act, b. it concerns a case under review by the courts, unless their decision is final, c. it concerns a law or normative act that has not been implemented.
Andorra	Article 8 Qualified Law on the Constitutional Court 1. Where the constitutionality of a general legal law or regulation in its entirety, or of certain provisions thereof, is challenged and the Court finds that there is only one interpretation which is compatible with the Constitution and one or more other interpretations which are incompatible therewith, it declares that the law or regulation in question is temporarily inapplicable until the organ which issued it has corrected the unconstitutional elements. The new law or regulation issued corrects the previous law or regulation although it remains subject to the general system of checking for constitutionality. Article 44 2. Any laws and regulations declared unconstitutional are null and void. Article 58.2 2. Decisions declaring the law or regulation referred to the Constitutional Court unconstitutional in whole or in part take effect on the date on which they are published in the Official Gazette of the Principality of Andorra. Save in cases of favourable retroactive application, the existing effects produced by this law or regulation before they were declared null and void endure until new laws and regulations have been created to regulate the pre-existing legal situations.
Armenia	Article 102 Constitution The decisions and conclusions of the Constitutional Court shall be final and shall come into force following the publication thereof. Article 68 Law on the Constitutional Court 10. In case of making a decision on determining the challenged act fully or partially invalid and unconstitutional the act is annulled after the Constitutional Court decision enters into force, except for the cases described in Parts 12 and 13 of this Article. 12. The Constitutional Court can decide to validate the influence of the decisions mentioned in Point 2 of Part 8 of this Article on the relations that started before those decisions got into force if the absence of such decision of the Court can cause irretrievable consequences for the state or the public The administrative and judicial acts that were adopted and implemented on the basis of the general acts that were annulled and found unconstitutional (together with those acts that were providing the implementation of the former) by the decision defined in the Paragraph 1 of this Article within three

State	Relevant constitutional or legal provision
	years before the Constitutional Court decision got into force shall be revisited by the administrative and judicial bodies that adopted those in the procedure stipulated by Law.
Austria	<p>Article 140 Constitution:</p> <p>(5) The judgment by the Constitutional Court which rescinds a law as unconstitutional imposes on the Federal Chancellor or the competent Governor the obligation to publish the rescission without delay. This applies analogously in the case of a pronouncement pursuant to para. 4 above. The rescission enters into force on the day of publication if the Court does not set a deadline for the rescission. This deadline may not exceed eighteen months.</p> <p>(6) If a law is rescinded as unconstitutional by a judgment of the Constitutional Court, the legal provisions rescinded by the law which the Court has pronounced unconstitutional become effective again unless the judgment pronounces otherwise, on the day of entry into force of the rescission. The publication on the rescission of the law shall also announce whether and which legal provisions again enter into force.</p> <p>(7) If a law has been rescinded on the score of unconstitutionality or if the Constitutional Court has pursuant to para. 4 above pronounced a law to be unconstitutional, all courts and administrative authorities are bound by the Court's decision. The law shall however continue to apply to the circumstances effected before the rescission the case in point excepted, unless the Court in its rescissory judgment decides otherwise. If the Court has in its rescissory judgment set a deadline pursuant to para. 5 above, the law shall apply to all the circumstances effected, the case in point excepted till the expiry of this deadline.</p>
Azerbaijan	<p>Article 130 X Constitution: "Laws and other acts, individual provisions of these documents, intergovernmental agreements of the Azerbaijan Republic cease to be valid in term specified in the decision of Constitutional Court of the Azerbaijan Republic."</p> <p>Article 67 law on the Constitutional Court.</p> <p>67.0 Resolutions of Constitutional Court shall enter into legal force at the following periods of time:</p> <p>67.1 Resolution adopted on the matters specified by Articles 130.3.1-7, 130.5 and 130.7 of the Constitution of Azerbaijan Republic shall enter into force from the date specified in the resolution itself</p>
Belgium	<p>Article 8 Special Law on the Court</p> <p>If the application is well-founded, the Constitutional Court shall annul, in full or in part, the statute, decree or rule referred to in Article 134 of the Constitution against which the action has been brought.</p> <p>If it deems necessary, the Court shall, by means of a general provision, stipulate those effects of the annulled provision which are to be regarded as definitive or maintained provisionally, for a period of time which it shall determine.</p>
Bosnia and Herzegovina	<p>Article 63 Rules of the Constitutional Court</p> <p>1. The Constitutional Court shall, in the decision granting a request, decide on its legal effect (<i>ex tunc, ex nunc</i>).</p> <p>3. The quashed general act or its quashed provisions shall cease to be in force on the first day following the date of publication of the decision in the Official Gazette of Bosnia and Herzegovina.</p> <p>4. Exceptionally, the Constitutional Court may by its decision establishing the incompatibility under Article VI.3 (a) and VI. 3 (c) of the Constitution, grant a time-limit for harmonisation, which shall not exceed six months.</p> <p>5. If the established incompatibility is not removed within the time-limit referred to in paragraph 4 of this Article, the Constitutional Court shall, by a further decision, declare that the incompatible provisions cease to be in force.</p> <p>6. The incompatible provisions shall cease to be in force on the first day following the date of publication of the decision referred to in paragraph 4 of this article in the Official Gazette of Bosnia and Herzegovina.</p>
Chile	<p>Article 94 Constitution (p.t.)<sup>285</sup></p> <p>There shall be no recourse against the resolutions of the Constitutional Tribunal, without prejudicing the Tribunal's possibility to rectify, in conformity with the law, the factual errors it has incurred.</p> <p>When dealing with a draft law or draft decree, the dispositions that the Tribunal declares unconstitutional cannot become a law.</p> <p>In the case of Article 93 no. 16, the impugned supreme decree will stay without effect in the sentence of the Tribunal which admits the claim. However, the precept that is declared unconstitutional in conformity with Article 93 no. 2, 4 or 7, will be derogated from the publication of the sentence in the in the Official Diary, without producing retroactive effect.</p>

<sup>285</sup> Artículo 94. Contra las resoluciones del Tribunal Constitucional no procederá recurso alguno, sin perjuicio de que puede, el mismo Tribunal, conforme a la ley, rectificar los errores de hecho en que hubiere incurrido. Las disposiciones que el Tribunal declare inconstitucionales no podrán convertirse en ley en el proyecto o decreto con fuerza de ley de que se trate. En el caso del no. 16º del artículo 93, el decreto supremo impugnado quedará sin efecto de pleno derecho, con el solo mérito de la sentencia del Tribunal que acoja el reclamo. No obstante, el precepto

State	Relevant constitutional or legal provision
Croatia	<p>Article 130 Constitution The Constitutional Court of Croatia shall repeal a law if it finds to be unconstitutional. The Constitutional Court of Croatia shall repeal or annul any other regulation if it finds it to be unconstitutional or illegal.</p> <p>Article 55 Constitutional Law on the Constitutional Court (1) The Constitutional Court shall repeal a law, or some of its provisions, if it finds that it is not in accordance with the Constitution; or another regulation, or some of its provisions, if it finds that it is not in accordance with the Constitution and the law. (2) The repealed law or other regulation, or their repealed separate provisions, shall lose legal force on the day of publication of the Constitutional Court decision in the Official Gazette <i>Narodne novine</i>, unless the Constitutional Court sets another term. (3) The Constitutional Court may annul a regulation, or its separate provisions, taking into account all the circumstances important for the protection of constitutionality and legality, and especially bearing in mind how seriously it violates the Constitution or the law, and the interest of legal security: - if it violates the human rights and fundamental freedoms guaranteed by the Constitution, - if, without grounds, it places some individuals, groups or associations in a more or a less privileged position.</p>
Czech Republic	<p>Article 89(1) Constitution Decisions of the Constitutional Court are enforceable as soon as they are announced in the manner provided for by statute, unless the Constitutional Court decides otherwise concerning enforcement.</p> <p>Constitutional Court Act Article 58 Constitutional Court Act (1) Judgments under Article 57 para. 1, lit. a) are enforceable on the day they are published in the Collection of Laws, unless the Court decides otherwise. (3) Other judgments are enforceable upon the personal delivery of a copy of the final written version of it to each party.</p> <p>Article 70 (1) If, after holding a proceeding, the Court comes to the conclusion that a statute, or individual provisions thereof, conflict with a constitutional act, or that some other enactment, or individual provisions thereof, conflict with a constitutional act or a statute, it shall declare in its judgment that such statute or other type of enactment, or individual provisions thereof, shall be annulled on the day specified in the judgment.</p> <p>Article 71 (1) If, on the basis of a statute or some other enactment which the Court has annulled, a court in a criminal proceeding has passed a judgment which has acquired legal effect but has not yet been enforced, the invalidation of this statute or other enactment shall constitute grounds for reopening the proceeding in accordance with the provisions of the law on criminal judicial proceedings. (2) Other legally effective decisions issued on the basis of a statute, or some other enactment, which has been annulled remain unaffected; however, rights and duties arising from such decisions may not be enforced</p>
Estonia	<p>Constitutional Review Court Procedure Act §15 (preliminary ruling procedure) (1) Upon adjudicating a matter the Supreme Court may: 2) declare legislation of general application or a provision thereof, which has entered into force, invalid; 3) declare an international agreement, which has entered into force or has not entered into force or a provision thereof, unconstitutional;</p> <p>§. 24. (normative constitutional complaint) (1) Upon adjudicating a matter the Supreme Court may: 1) repeal a resolution of the Riigikogu or the Board of the Riigikogu or a decision of the President of the Republic or a part thereof;</p>
Georgia	<p>Article 89(2) Constitution: "The judgment of the Constitutional Court shall be final. A normative act or a part thereof recognised as unconstitutional shall cease to have legal effect from the moment of the promulgation of the respective judgment of the Constitutional Court."</p> <p>Article 23 Law on the Constitutional Court If a petition or application concerning the issues envisaged in Article 19 points a and e and Article 20 of the present Law is allowed this shall cause the normative act or part of it to be abrogated as unconstitutional from the moment the corresponding judgment of the Constitutional Court is published.</p> <p>Article 20. Organic Law on the Constitutional Court of Georgia</p>

declarado inconstitucional en conformidad a lo dispuesto en los numerales 2, 4 ó 7 del artículo 93, se entenderá derogado desde la publicación en el Diario Oficial de la sentencia que acoja el reclamo, la que no producirá efecto retroactivo. <http://www.gobiernodechile.cl/viewEstado.aspx?idArticulo=24065>

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>Recognition of a law or other normative act as unconstitutional shall not imply annulment of the sentences and decisions as adopted earlier by the court on the basis of the act in question, it shall cause only the suspension of their enforcement in accordance with the procedure established by procedural legislation.</p> <p>Article 23. Organic Law on the Constitutional Court of Georgia</p> <p>1. Upholding a constitutional claim concerning the issues provided for by subparagraphs “a” and “e” of the first paragraph of Article 19 of the present Law, as well as ascertainment of unconstitutionality of a normative act or a part thereof in the case, provided for by the second paragraph of the same Article, shall result in recognition of invalidation of the normative act or the part thereof from the moment of the promulgation of the respective judgment of the Constitutional Court.</p>
Germany	<p>Article 31 Law on the Federal Constitutional Court</p> <p>2. In cases pursuant to Article 13 (6), (11), (12) and (14) above decisions of the Federal Constitutional Court shall have the force of law. This shall also apply in cases pursuant to Article 13 (8a) above if the Federal Constitutional Court declares a law to be compatible or incompatible with the Basic Law or to be null and void. If a law is declared to be compatible or incompatible with the Basic Law or other federal law or to be null and void, the decision shall be published in the Federal Law Gazette by the Federal Ministry of Justice. The above shall apply mutatis mutandis to decisions in cases pursuant to Article 13 (12) and (14) above.</p> <p>Article 95 Law on the Federal Constitutional Court</p> <p>3. If a constitutional complaint against a law is upheld, the law shall be declared null and void. The same shall apply if a constitutional complaint pursuant to paragraph 2 above is upheld because the quashed decision is based on an unconstitutional law.</p>
Greece	<p>Article 100 (4) Constitution</p> <p>[...] Provisions of a statute declared unconstitutional shall be invalid as of the date of publication of the respective judgment, or as of the date specified by the ruling.</p> <p>Article 51 Law on the Special Highest Court</p> <p>1. A decision by the Special Court resolving a dispute concerning assessment of the constitutionality of a law or its interpretation shall have force <i>erga omnes</i> as from its delivery in open court, subject to paragraph 4 of this article.</p> <p>4. The Special Court may decide, by reasoned decision with effect <i>erga omnes</i>, that the provisions held unconstitutional are invalid even in respect of the period up to the publication of the decision.</p> <p>5. Where a decision retroactively declaring a law unconstitutional is taken in accordance with paragraph 4 above, an application for review may be made in respect of any irrevocable judicial decision taken during that period and founded on provisions held unconstitutional. Such application may be made by any party within six months as from the publication of the Special Court's decision. For the remainder, the ordinary procedure before the court in question shall be upheld, and it shall disregard the provision declared unconstitutional.</p> <p>6. The revocation of administrative acts which are founded on statutory provisions held unconstitutional and which have been performed during the period of retroactivity of the Special Court's decision shall be mandatory within six months following publication of the decision.</p>
Hungary	<p>Article 42 Act on the Constitutional Court</p> <p>1. In the case provided in Article 40, the legal rule or its provisions and the other legal means of State control or its provision shall be considered as repealed, on the day of the publication of the decision.</p> <p>Article 43</p> <p>1. Any legal rule or other legal means of State control which has been annulled by the decision of the Constitutional Court shall not be applied from the day of the publication of the relevant decision in the Official Gazette.</p> <p>2. The annulment of a legal rule or other legal means of State control shall – except for the case provided in section 3 – affect neither the legal relationships which have developed prior to the publication of the decision nor the rights and duties which derived from them.</p> <p>3. The Constitutional Court shall order the revision of any criminal proceedings concluded by a final decision (without appeal) on the basis of an unconstitutional legal rule or other legal means of State control, if the convict has not yet been relieved of the detrimental consequences, and the nullity of the provision applied in the proceedings would result in the reduction or the putting aside of the punishment or measure, or in the release from, or the limitation of responsibility.</p> <p>4. The Constitutional Court may determine the date of the abrogation of the unconstitutional legal rule or its applicability in the given case differently from the provision of Article 42, section 1 and Article 43, sections 1 et 2, if justified by a particularly important interest of legal security or of the person who initiated the procedure.</p>
Italy	<p>Article 136 Constitution</p> <p>When the Court declares the constitutional illegitimacy of a law or enactment having the force of law, the law ceases to have effect from the day following the publication of the decision.</p> <p>Article 30, cl. 3 of the Law on the composition and procedures of the Constitutional Court (Law no. 87/1953):</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
	Laws declared unconstitutional cannot find application starting from the day following publication of the decision
Korea, Republic	Constitutional Court Act Article 47 (2) Any statute or provision thereof decided as unconstitutional shall lose its effect from the day on which the decision is made: Provided, That the statutes or provisions thereof relating to criminal penalties shall lose their effect retroactively. (3) In case referred to in the proviso of paragraph (2), the retrial may be allowed with respect to a conviction based on the statutes or provisions thereof decided as unconstitutional.
Latvia	Article 32 Law on the Constitutional Court 3. Any legal norm (act) which the Constitutional Court has determined as incompatible with the legal norm of higher force shall be considered invalid as of the date of publishing the judgment of the Constitutional Court, unless the Constitutional Court has ruled otherwise.
Liechtenstein	Article 19 Constitutional Court Act 3) The judgment on annulment and determination of unconstitutionality shall be published by the Government in the Liechtenstein Legal Gazette without delay. The annulment shall take effect with this publication, unless the Constitutional Court specifies a deadline of at most one year for this purpose; this shall not apply to the case being adjudicated.
Lithuania	Article 107.1 of the Constitution A law (of a part thereof) of the Republic of Lithuania or other act (or a part thereof) of the Seimas, act of the President of the Republic, act (of a part thereof) of the Government may not be applied from the day of official promulgation of the decision of the Constitutional Court that the act in question (or a part thereof) is in conflict with the Constitution of the Republic of Lithuania. Article 72 Law on the Constitutional Court 3. All State institutions as well as their officials must revoke substatory acts or provisions thereof which they have adopted and which are based on an act which has been recognised as unconstitutional. 4. Decisions based on legal acts which have been recognised as being in conflict with the Constitution or laws must not be executed if they had not been executed prior to the appropriate Constitutional Court ruling went into effect.
Mexico	Art.107 Constitution Concerning rulings by the Supreme Court The declaration of invalidity of the resolutions to which sections I and II refer will not have retroactive effects, except in penal matters, in which the general principles and legal dispositions that are applicable in these matters will rule.
Moldova	Article 140 Constitution (1) Laws and other regulations or parts thereof become null and void from the moment that the Constitutional Court passes the appropriate decisions to that effect.
Montenegro	Art. 152 Constitution When the Constitutional Court establishes that the law is not in conformity with the Constitution and confirmed and published international agreements, that is, that other regulation is not in conformity with the Constitution and the law, that law and other regulation shall cease to be valid on the date of publication of the decision of the Constitutional Court. The law or other regulation, i.e. their individual provisions that were found inconsistent with the Constitution or the law by the decision of the Constitutional Court, shall not be applied to the relations that have occurred prior to the publication of the Constitutional Court decision, if they have not been solved by an absolute ruling by that date.
Peru	Article 204 Constitution (p.t.) <sup>286</sup> The sentence of the Tribunal that declares the unconstitutionality of a norm shall be published in the Official Diary. The day following publication, the norm shall lose effect. The sentence of the Tribunal declaring total or partial unconstitutionality shall not have retroactive effect. Article 35 of Law N°26.435 The sentences passed in unconstitutionality proceedings shall have authority of <i>res judicata</i> , shall bind all public powers and shall produce general effects from the day following their publication.
Poland	Article 190(3) Constitution A judgment of the Constitutional Tribunal shall take effect from the day of its publication, however, the Constitutional Tribunal may specify another date for the end of the binding force of a normative act. Such time period may not exceed 18 months in relation to a statute or 12 months in relation to any other normative act. Where a judgment has financial consequences not provided for in the Budget, the Constitutional Tribunal shall specify date for the end of the binding force of the

<sup>286</sup> Artículo 204º: La sentencia del Tribunal que declara la inconstitucionalidad de una norma se publica en el diario oficial. Al día siguiente de la publicación, dicha norma queda sin efecto.  
No tiene efecto retroactivo la sentencia del Tribunal que declara inconstitucional, en todo o en parte, una norma legal.



State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>normative act concerned, after seeking the opinion of the Council of Ministers.</p> <p>4. A judgment of the Constitutional Tribunal on the nonconformity to the Constitution, an international agreement or statute, of a normative act on the basis of which a legally effective judgment of a court, a final administrative decision or settlement of other matters was issued, shall be a basis for re-opening proceedings, or for quashing the decision or other settlement in a manner and on principles specified in provisions applicable to the given proceedings.</p> <p>Article 71(2) Constitutional Tribunal Act</p> <p>Where the Tribunal decides that the normative act ceases to have effect after the day of the publication of the judicial decision confirming its non-conformity to the Constitution, ratified international agreement or statutes, it shall, in the judicial decision, determine the date the act shall cease to have effect.</p>
Portugal	<p>Article 282 Constitution</p> <p>1. A generally binding ruling of unconstitutionality or illegality shall be given effect from the date when the provision ruled unconstitutional or illegal came into force and shall require that any provisions that may have been revoked shall be reinstated, with retroactive effect.</p> <p>2. However, where unconstitutionality or illegality derives from contravention of a constitutional or legal provision that has been subsequently made, the ruling shall be given effect only from the date when that provision came into force.</p> <p>3. Cases already decided shall hold good, except if the Constitutional Court rules otherwise in respect of a legal rule relating to penal or disciplinary matters or an illegal act under a regulatory ordinance or a provision that is disadvantageous to the accused.</p> <p>4. When required in the interests of legal certainty, or for reasons of equity or public interest of exceptional importance, which shall be justified if requested, the Constitutional Court may prescribe effects of unconstitutionality or illegality that are more restrictive than those specified in paragraphs 1 and 2.</p>
Romania	<p>Article 147 Constitution</p> <p>(1) The provisions of the laws and ordinances in force, as well as those of the standing orders, which are found to be unconstitutional, shall cease their legal effects within forty-five days of the publication of the decision of the Constitutional Court if, in the meantime, the Parliament or the Government, as the case may be, cannot bring into line the unconstitutional provisions with the provisions of the Constitution. For this limited length of time the provisions found to be unconstitutional shall be suspended <i>de jure</i>.</p> <p>(4) Decisions of the Constitutional Court shall be published in the Official Gazette of Romania. As from their publication, decisions shall be generally binding and effective only for the future.</p> <p>Article 322 (10) of the Civil Procedure Code</p> <p>The revision of a definitive court decision can be requested in the following situations: {...]</p> <p>10. when, after the court decision had become definitive, the Constitutional Court decided upon the exception of unconstitutionality raised within that case, stating the unconstitutionality of the law, Government ordinance or a certain provision thereof which has been the subject matter of that exception, or the unconstitutionality of other provisions from the challenged normative act, which, necessarily and obviously, cannot be dissociated from the provisions mentioned in the submission of unconstitutionality."</p> <p>Article 408<sup>2</sup> (1) (2) of the Criminal Procedure Code:</p> <p>(1)The definitive decisions rendered in the cases where the Constitutional Court admitted an exception of unconstitutionality can be revised, if the decision rendered in the court case was grounded on the legal provision which has been stated as unconstitutional or on other legal provisions of the challenged normative act, which, necessarily and obviously, cannot be dissociated from the provisions mentioned in the submission of unconstitutionality.</p> <p>(2) The revision request can be filed within 3 months from the day when the decision of the Constitutional Court was published in the Official Monitor of Romania, Part I.</p>
Russian Federation	<p>Article 75 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court of the Russian Federation</p> <p>The decision of the Constitutional Court of the Russian Federation, stated in an individual document, shall, depending on the nature of the question under consideration, contain the following data:</p> <p>11. statement on the final and binding nature of the decision;</p> <p>12. procedure for the entry into force of the decision, as well as the procedure, dates and specifics of its execution and promulgation.</p> <p>Article 79</p> <p>The decision of the Constitutional Court of the Russian Federation shall be final, may not be appealed and shall come into force immediately upon announcement.</p>
Serbia	<p>Article 168 Constitution</p> <p>The Law or other general acts which is not in compliance with the Constitution or the Law shall cease to be effective on the day of publication of the Constitutional Court decision in the official journal.</p> <p>Article 58 Law on the Constitutional Court</p> <p>When the Constitutional Court establishes that a law, statute of an autonomous province or local</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>self-government unit, other general act or collective contract do not comply with the Constitution, generally accepted rules of international law and ratified international agreement, such law, statute of autonomous province or local self-government unit, other general act or collective contract shall cease to be valid on the day the Constitutional Court decision is published in the "Official Gazette of the Republic of Serbia".</p> <p>Article 59 When the Constitutional Court determines the manner of rectifying the consequences which arose due to the implementation of a general act which is not in compliance with the Constitution or law, the decision of the Constitutional Court has legal effect from the date of its publication in the Official Gazette of the Republic of Serbia.</p> <p>Article 60 Laws and other acts for which it has been established by a Constitutional Court decision that they do not comply with the Constitution, generally accepted rules of international law, ratified international agreements or law, cannot apply to relations that arose before the day of publication of the Constitutional Court decisions, if they were not finally resolved by that date. General act passed for the purpose of enforcement of laws and other general acts for which it is established, by a Constitutional Court decision, that they are not in compliance with the Constitution, generally accepted rules of international law, ratified international agreements or law, shall not apply from the day of publication of the Constitutional Court decision, if the decision implies that these general acts are incompatible with the Constitution, generally accepted rules of international law, ratified international agreements or law. Enforcement of finally binding individual acts passed on the basis of regulations that can no longer apply, cannot be allowed or implemented, and if the enforcement is initiated, it shall be discontinued.</p> <p>Article 61 Everyone whose right has been violated by a final or legally-binding individual act adopted on the basis of a law or other general act determined by a decision of the Constitutional Court not to be in compliance with the Constitution, generally accepted rules of international law, ratified international agreements or law is entitled to demand from the competent authority a revision of that individual act. Proposals for revision of a final or legally-binding individual act adopted on the basis of a law or other general act determined by a decision of the Constitutional Court not to be in compliance with the Constitution, generally accepted rules of international law, ratified international agreements or law may be submitted within six months from the date of the publication of the decision in the Official Gazette of the Republic of Serbia, unless more than two years have passed between the delivery of the individual act and the submittal of the proposal or initiative for initiating a procedure.</p>
Slovakia	<p>Article 125 Constitution of Slovak Republic (3) If the Constitutional Court holds by its decision that there is inconformity between the legal regulations stated in section 1, the respective regulations, their parts or some of their provisions shall lose force. The authorities which issued these legal regulations shall be obliged, six months from the promulgation of the decision of the Constitutional Court, to harmonize them with the Constitution, with the constitutional laws and with international treaties promulgated in the manner laid down by law, and if this regards regulations stated in section 1.b and 1.c also with other laws, and if this regards regulations stated in paragraph 1 letter d) also with government regulations and with generally binding legal regulations of Ministries and other central state administration authorities. If they fail to do so, these regulations, their parts or their provisions shall lose validity after six months following the promulgation of the decision.</p> <p>(6) A decision of the Constitutional Court issued pursuant to sections 1, 2 and 5 shall be promulgated in the manner laid down for the promulgation of laws. The final decision of the Constitutional Court is generally binding.</p> <p>Article 41b Law on the Organisation of the Constitutional Court (1) If a court has issued a judgement in criminal proceedings on the basis of a legal regulation which later lost its force under Article 125 of the Constitution, and though that judgement has become final, but it has not been executed, than the loss of force of that legal regulation or part thereof or some of its provisions, becomes a reason for a re-trial according to the provisions of the Code of Criminal Procedure.</p> <p>(2) Other final decisions, issued in civil or administrative proceedings on the basis of a legal regulation which lost its force in full, in part or in certain provisions remain unaffected; obligations imposed by these decisions cannot be subject to enforcement.</p>
Slovenia	<p>Article 43 Constitutional Court Act The Constitutional Court may in whole or in part abrogate a law which is not in conformity with the Constitution. Such abrogation takes effect the day following the publication of the decision on the abrogation, or upon the expiry of a period of time determined by the Constitutional Court.</p> <p>Article 44 The abrogation of a law or a part thereof by the Constitutional Court applies to relations that had been established before the day such abrogation took effect, if by that day such relations had not been finally decided.</p> <p>Article 45</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
	<p>(1) The Constitutional Court annuls or abrogates regulations or general acts issued for the exercise of public authority that are unconstitutional or unlawful.</p> <p>(2) The Constitutional Court annuls regulations or general acts issued for the exercise of public authority that are unconstitutional or unlawful when it determines that it is necessary to remedy harmful consequences arising from such unconstitutionality or unlawfulness. Annulment has retroactive effect.</p> <p>(3) In other instances, the Constitutional Court abrogates regulations or general acts issued for the exercise of public authority that are unconstitutional or unlawful. Abrogation takes effect the day following the publication of the Constitutional Court decision on the abrogation, or upon the expiry of a period of time determined by the Constitutional Court. In instances of abrogation, Article 44 of this Act is applied <i>mutatis mutandis</i>.</p> <p>Article 59</p> <p>(1) By a decision the Constitutional Court either dismisses a constitutional complaint as unfounded or grants such and in whole or in part annuls or abrogates the individual act, and remands the case to the authority competent to decide thereon.</p> <p>(2) If the Constitutional Court deems that the challenged individual act is based on a potentially unconstitutional or unlawful regulation or general act issued for the exercise of public authority, it initiates proceedings for the review of the constitutionality or legality of such regulation or general act issued for the exercise of public authority and decides by applying the provisions of Chapter IV of this Act.</p>
South Africa	<p>Article 172(1)(b) Constitution of the Republic of South Africa</p> <p>When deciding a constitutional matter within its power, a court must declare that any law or conduct that is inconsistent with the Constitution is invalid to the extent of its inconsistency and may make any order that is just and equitable, including an order limiting the retrospective effect of the declaration of invalidity.</p>
Spain	<p>Article 161 Constitution</p> <p>The Constitutional Court has jurisdiction over the whole of Spanish territory and is competent to hear:</p> <p>a) appeals against the alleged unconstitutionality of laws and regulations having the force of law. A declaration of unconstitutionality of a legal provision with the force of law, interpreted by jurisprudence, shall also affect the latter, although the sentence or sentences handed down shall not lose their status of <i>res judicata</i>.</p> <p>Article 40 Organic Law on the Constitutional Court</p> <p>1. Judgements that declare the unconstitutionality of laws, regulations or enactments having the force of law shall not provide grounds for review of proceedings concluded by means of a judgement having force of <i>res judicata</i> in which unconstitutional laws, regulations or enactments were applied, save in the case of criminal proceedings or administrative litigation concerning a sanction procedure where the invalidity of the rule applied would entail a reduction of the penalty or sanction or exclusion, exemption or limitation of liability.</p>
"The former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 56 Rules of Procedure of the Constitutional Court</p> <p>In its judgment regarding the application for protection of freedoms and rights, the Constitutional Court shall determine whether there is an infringement and in consequence, it will annul the individual act, prohibit the action causing the infringement or dismiss the application.</p> <p>Article 79</p> <p>The judgment of the Constitutional Court of the Republic of Macedonia revoking or repealing a law, regulation or other common act produces legal effects from the day of its publication in the Official Gazette of the Republic of Macedonia.</p> <p>Article 80</p> <p>The execution of legally binding individual acts passed on the basis of a law, regulation or other common act that is revoked by a judgment of the Court cannot be allowed, nor implemented, and if such execution has commenced, it will be cancelled.</p> <p>Article 81</p> <p>Anyone whose rights have been infringed by a final or legally binding individual act adopted on the basis of a law, regulation or other common act which has been revoked by a judgment of the Constitutional Court has the right to request the competent organ to revoke that individual act, within 6 months from the date of publication of the judgment of the Court in the Official Gazette of the Republic of Macedonia.</p>
Turkey	<p>Article 153</p> <p>Laws, decrees having the force of law or the Rules of Procedure of the Turkish Grand National Assembly or provisions thereof, shall cease to have effect from the date of the publication in the official Gazette of the annulment decision shall come into effect. That date shall not be more than one year from the date of publication of the decision in the Official Gazette of the annulment decision. Where necessary, the Constitutional Court may also decide on the date on which the annulment decision shall come into effect. That date shall not be more than one year from the date of publication of the decision in the Official Gazette. Annulment decisions cannot be applied retroactively.</p>

State	Relevant constitutional or legal provision
Uruguay	General Code of Procedure (p.t.) <sup>287</sup> Article 521 The declaration of unconstitutionality leaves the legal norm affected by the declaration inapplicable in the proceedings in which the unconstitutionality has been pronounced. If it has been demanded through an action or in main proceedings, the sentence shall be effective to hinder the application of the norms declared unconstitutional against the person who had promoted the declaration and obtained the sentence. This person may invoke the decision in any judicial proceeding including the proceeding for annulment before the Tribunal of administrative disputes.

### 1.1.17 Table: Capacity of constitutional courts to attribute damages

State	Relevant constitutional or legal provisions
Andorra	Article 92.2 Qualified Law on the Constitutional Tribunal Where the appeal is allowed in whole the judgment appealed against and all its effects are set aside and the Court declares that there has been a breach of a constitutional right and takes the measures necessary to restore the right to the appellant. Where the breach is materially irreparable the Court determines the nature of the liability incurred by the person responsible for the breach so that damages can be claimed before an ordinary court. <sup>288</sup>
Chile	Autonomous rule of the Supreme Court of 24 June 1992 (p.t.) <sup>289</sup> 11. The Court of Appeals as well as the Supreme Court may, if they deem it appropriate, impose a condemnation for damages.
Croatia	Article 31 of the Constitutional Act on the Constitutional Court: (5)"The Constitutional Court may determine the manner in which its decision, respective its ruling shall be executed." Article 63 Constitutional Act on the Constitutional Court (3) In the decision in paragraph 2 of this Article, the Constitutional Court shall determine appropriate compensation for the applicant for the violation of his/her constitutional right committed by the court of justice by not deciding within a reasonable time about his/her rights and obligations, or about the suspicions or accusations of a criminal offence. The compensation shall be paid from the state budget within a term of three months from the date when the applicant lodged a request for its payment.
Latvia	Law on the Constitutional Court Article 26 – The procedure for reviewing cases 1. The procedure for reviewing cases is provided for by this Law and the Rules of Procedure of the Constitutional Court. Envisaging of procedural terms and procedural sanctions- fines- shall be carried out in accordance with the rules of the Civil Procedure.
Monaco	Ordonnance no. 2.984 du 16/04/1963 sur l'organisation et le fonctionnement du Tribunal Suprême Article 35 .- Lorsque le recours en annulation prévu au paragraphe B, chiffre 1, de l'article 90 de la Constitution comporte une demande en indemnité, le Tribunal Suprême, s'il prononce l'annulation statue, dans la même décision sur le sort de ladite demande, sous réserve de la possibilité d'ordonner toutes les mesures d'instruction utiles prévues à l'article 32.
Poland	Article 77 Constitution 1. Everyone shall have the right to compensation for any harm done to him by any action of an organ of public authority contrary to law.
Slovakia	Article 127(3) Constitution The Constitutional Court may, by the decision by which it grants a complaint, afford just satisfaction to a person whose rights have been violated according to section 1.

<sup>287</sup> Artículo 521 Efectos del fallo.- La declaración de inconstitucionalidad hace inaplicable la norma legal afectada por ella, en los procedimientos en que se haya pronunciado.

Si hubiere sido solicitada por vía de acción o principal, la sentencia tendrá eficacia para impedir la aplicación de las normas declaradas inconstitucionales contra quien hubiere promovido la declaración y obtenido la sentencia, pudiendo hacerla valer como excepción en cualquier procedimiento jurisdiccional, inclusive el anulatorio ante el Tribunal de lo Contencioso Administrativo

<http://200.40.229.134/leyes/AccesoTextoLey.asp?Ley=15982&Anchor=>

<sup>288</sup> The Constitutional Tribunal has recently granted a compensation of some thousands of Euros in a case of excessive length of proceedings.

<sup>289</sup> Auto acordado de la Corte Suprema, de 24 de junio de 1992, sobre tramitación del recurso de protección de garantías constitucionales

11. Tanto la Corte de Apelaciones como la Corte Suprema, cuando lo estimen procedente, podrán imponer la condenación en costas.

State	Relevant constitutional or legal provisions
Slovenia	<p>Article 46 Constitutional Court Act</p> <p>(1) Any person who suffers harmful consequences due to a regulation or general act issued for the exercise of public authority which has been annulled, is entitled to request that such consequences be remedied. If such consequences occurred as a result of an individual act adopted on the basis of the annulled regulation or general act issued for the exercise of public authority, entitled persons have the right to request that the authority which decided in the first instance change or annul such individual act.</p> <p>(2) Entitled persons may request a change or annulment of the individual act referred to in the preceding paragraph within three months of the day of the publication of the Constitutional Court decision, provided no more than one year elapsed from the service of the individual act to the lodging of the petition or request.</p> <p>(3) If the consequences occurred directly on the basis of a regulation or other general act issued for the exercise of public authority which was annulled by the Constitutional Court, the authority which issued such regulation or general act issued for the exercise of public authority is required to remedy such consequences. The entitled person lodges a request within the periods of time referred to in the preceding paragraph of this article.</p> <p>(4) If such consequences cannot be remedied in accordance with the preceding paragraphs, the entitled person may claim compensation in a court of law.</p>
South Africa	<p>Article 172(1) Constitution of the Republic of South Africa When deciding a constitutional matter within its power, a court ... may make any order that is just and equitable...</p> <p>Article 38 Constitution of the Republic of South Africa Anyone has the right to approach a competent court, alleging that a right in the Bill of Rights has been infringed or threatened, and the court may grant appropriate relief...</p>
Spain	<p>Article 58 Organic Law on the Constitutional Court</p> <p>1. Jurisdiction to rule on claims for damages consequent on the granting or refusal of a stay shall lie with the judges or courts, with which the sureties shall be deposited.</p> <p>2. Claims for damages settled arising as a result of interlocutory matters shall be submitted within a year following the date of publication of the judgment of the Constitutional Court.</p>
"The former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Article 81 Rules of Procedure of the Constitutional Court</p> <p>If the consequences of applying the law, regulation or the common act revoked by a judgment of the Constitutional Court cannot be eliminated by changing the individual act with respect to paragraph 1 of this article, the Court may determine the consequences to be eliminated by a return to the previous conditions, through compensation for damage or other means.</p>
United States	<p>U.S. Supreme Court Rule 42. Interest and Damages</p> <p>1. If a judgment for money in a civil case is affirmed, any interest allowed by law is payable from the date the judgment under review was entered. If a judgment is modified or reversed with a direction that a judgment for money be entered below, the mandate will contain instructions with respect to the allowance of interest. Interest in cases arising in a state court is allowed at the same rate that similar judgments bear interest in the courts of the State in which judgment is directed to be entered. Interest in cases arising in a court of the United States is allowed at the interest rate authorised by law. 2. When a petition for a writ of certiorari, an appeal, or an application for other relief is frivolous, the Court may award the respondent or appellee just damages, and single or double costs under Rule 43. Damages or costs may be awarded against the petitioner, appellant, or applicant, against the party's counsel, or against both party and counsel.</p>

**1.1.18 Table: Authorisation to put a preliminary request**

Andorra	<p>Article 53 Qualified Law on the Constitutional Tribunal</p> <p>1. An application for judicial review by the Constitutional Court of the constitutionality of such a law or regulation is admissible where, at any stage in ordinary judicial proceedings, the court hearing the proceedings considers on its own initiative or on the initiative of one of the parties that one of the laws and regulations mentioned in the preceding Article which the court must apply in resolving the principal case or any step whatsoever taken therein is contrary to the Constitution.</p> <p>2. This view that the law or regulation in question is unconstitutional must be based on the following factors: it must be impossible to interpret the law and regulation in question in a way which is consistent with the Constitution; the court must provide a reasoned explanation of the need to apply the law or regulation in resolving the main case or the step in question; and the law or regulation must not have been declared constitutional in any resolution or decision taken by the Constitutional Court, as provided for in Article 44.3 of this Law.</p> <p>3. Before filing the document introducing the action provided for in the first paragraph of this</p>
---------	---

Article with the Constitutional Court the court in question must consult the parties and the Attorney General's Department where it is represented in the proceedings. When the parties have been heard the court, on its sole responsibility, issues a decree containing its decision whether or not to lodge the application. No appeal may be made against the decision taken in that decree; where the decision is negative, however, the application may where appropriate be renewed during subsequent stages of the proceedings.

Article 54 Qualified Law on the Constitutional Tribunal

Where the applicable law or regulation regarded as contrary to the Constitution entered into force prior to the Constitution the court may choose between bringing the matter before the Constitutional Court and declaring at the appropriate point in the proceedings that the laws or regulations are repealed. In any event a declaration that the law or regulation is repealed does not mean that the law or regulation enacted prior to the Constitution is null and void, but simply states that it is without force and the reasons why this is so.

Article 36 Qualified Law on the Constitutional Tribunal

1. Constitutional proceedings are filed at the seat of the Constitutional Court within the time limits prescribed by this Law and are introduced by a document of claim containing:

c. The legal basis for the claim.

Article 37 Qualified Law on the Constitutional Tribunal

1. Where one of the formalities specified in the preceding Article is not observed the application is declared inadmissible, without prejudice to the Court's right to require the applicant to remedy the formal defect within not more than six days.

2. The inadmissibility of the claim also occurs through manifest non competence of the Constitutional Tribunal, through dealing with a case which has acquired the character of a device and through the manifest lack of constitutional content of the infraction denounced.

Armenia

Article 71 of the Law On the Constitutional Court of the Republic of Armenia

1. In cases determined by this Article the Courts and the Chief Prosecutor appeal to the Constitutional Court if they find that the legal acts of general nature (or its provision(s)), which are under the jurisdiction of the Constitutional Court according to Paragraph 1 of Article 100 of the Constitution and which shall be implemented for the case under their review, contradict the Constitution.

2. Before applying to the Constitutional Court the courts must and the Chief Prosecutor has the right to suspend the given case until the decision of the Constitutional Court gets into force.

3. The Courts may apply to the Constitutional Court after taking the case under its review before making a decision on the substance of the given case and the Chief Prosecutor can apply after taking the case under its review before sending it to the relevant Court by the procedure prescribed by Law.

4. In case of suspension of the case review the Courts and the Chief Prosecutor can submit the appeals for the cases determined by this Article within three days after such suspension.

The appeal to the Constitutional Court is formulated in a relevant decision of the Court or the Chief Prosecutor.

5. In the applications prescribed by Paragraph 1 of this Article the Court and the Chief Prosecutor shall justify their statements on the unconstitutionality of the provisions of the challenged general act as well as the fact that solution of the given case may be possible only by the implementation of the challenged provision.

Austria

Article 89 Constitution

(2) Should a court have scruples against the application of an ordinance on the ground of it being contrary to law, it shall file an application with the Constitutional Court for rescission of this ordinance. Should the Supreme Court or a court of second instance competent to give judgment have scruples against the application of a law on the ground of its being unconstitutional, it shall file an application with the Constitutional Court for rescission of this law.

Article 139

(1) The Constitutional Court pronounces on application by a court or an independent administrative tribunal whether ordinances issued by a Federal or Land authority are contrary to law, but ex officio in so far as the Court would have to apply such an ordinance in a pending suit.

Article 140

(1)The Constitutional Court pronounces on application by the Administrative Court, the Supreme Court, a competent appellate court or an independent administrative tribunal whether a Federal or Land law is unconstitutional, but ex officio in so far as the Court would have to apply such a law in a pending suit.

"The Constitutional Court pronounces on application of the Supreme Court, a competent appellate court, an independent administrative tribunal, the Asylum Court, the Administrative Court or the Federal Tender Office whether a Federal or a Land law is unconstitutional, but ex officio in so far as the Court would have to apply such a law in a pending suit."

Belgium

Article 26 Special Law on the Court

2. Where such a question is raised before a court, it shall refer the matter to the Constitutional Court for a ruling.

However, a court shall not be required to do so:

1. where it cannot hear the case on grounds of lack of jurisdiction or inadmissibility, except where those grounds are derived from provisions which are themselves the subject of the request for a preliminary ruling;
2. where the Constitutional Court has already ruled on a question or an application having the same subject matter.

Bulgaria	Art. 150 (2) Constitution
Croatia	Article 37 of the Constitutional Act on the Constitutional Court "(1) If a court of justice in its proceedings determines that the law to be applied, or some of its provisions, are not in accordance with the Constitution, it shall stop the proceedings and present a request with the Constitutional Court to review the constitutionality of the law, or some of its provisions."
Cyprus	1964, Attorney General of the Republic vs. Mustafa Ibrahim et al: Only courts having jurisdiction in family issues can refer preliminary questions.
France	Article 23-1 de la loi organique n°2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution. « <i>Devant les juridictions relevant du Conseil d'État ou de la Cour de cassation, le moyen tiré de ce qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution est, à peine d'irrecevabilité, présenté dans un écrit distinct et motivé. Un tel moyen peut être soulevé pour la première fois en cause d'appel. Il ne peut être relevé d'office.</i> Devant une juridiction relevant de la Cour de cassation, lorsque le ministère public n'est pas partie à l'instance, l'affaire lui est communiquée dès que le moyen est soulevé afin qu'il puisse faire connaître son avis. <i>Si le moyen est soulevé au cours de l'instruction pénale, la juridiction d'instruction du second degré en est saisie.</i> Le moyen ne peut être soulevé devant la cour d'assises. En cas d'appel d'un arrêt rendu par la cour d'assises en premier ressort, il peut être soulevé dans un écrit accompagnant la déclaration d'appel. Cet écrit est immédiatement transmis à la Cour de cassation. »
Germany	Article 100 of the Basic Law - Compatibility of legislation and constitutional law (1) Where a court considers that a law on whose validity its ruling depends is unconstitutional it shall stay the proceedings and, if it holds the constitution of a Land to be violated, seek a ruling from the Land court with jurisdiction for constitutional disputes or, where it holds this Basic Law to be violated, from the Federal Constitutional Court. This shall also apply where this Basic Law is held to be violated by Land law or where a Land law is held to be incompatible with a federal law.
Georgia	Article 19 Organic Law of Georgia on the Constitutional Court of Georgia 2. if, while considering a particular case, a court of general jurisdiction concludes, that there is a sufficient ground to deem the law or other normative act, applicable by the court while adjudicating upon the case, fully or partially incompatible with the Constitution, the court shall suspend the consideration of the case and apply to the Constitutional Court. The consideration of the case shall be resumed after a judgment on the issue is adopted by the Constitutional Court. (12.02.02 №1264 )
Greece	Article 100 Constitution 5. When a chamber or department of the Supreme Administrative Court or of the Supreme Civil and Criminal Court or of the Court of Auditors judges a provision of a statute enacted by Parliament to be contrary to the Constitution, it shall compulsorily refer the question to the respective plenum, unless this has been judged by a previous decision of the plenum or of the Special Highest Court of the present article. The plenum shall be assembled into judicial formation and shall decide definitively, as specified by law. This regulation shall apply analogously also in the elaboration of regulatory decrees by the Supreme Administrative Court.
Hungary	Article 38 Constitutional Court Act 1. A judge shall initiate the proceedings of the Constitutional Court while suspending the judicial process if he/she in the course of any pending case, he/she considers unconstitutional the legal rule or other legal means of the State control which he/she needs to apply. 2. In a petition, anybody considering a legal rule to be applied in his/her pending process unconstitutional, may initiate the action of the judge provided in section 1.
Lithuania	Article 106 of Constitution The Government, not less than 1/5 of all the Members of the Seimas, and the courts, shall have the right to apply to the Constitutional Court concerning the acts specified in the First Paragraph of Article 105. Not less than 1/5 of all the Members of the Seimas and the courts shall have the right to apply to the Constitutional Court concerning the conformity of acts of the President of the Republic with the Constitution and the laws. Not less than 1/5 of all the Members of the Seimas, the courts, as well as the President of the Republic, shall have the right to apply to the Constitutional Court concerning the conformity of acts of the Government with the Constitution and the laws.  Article 67 Law on the Constitutional Court 2. The Supreme Court of Lithuania, the Court of Appeals of Lithuania, and district and area courts shall appeal to the Constitutional Court pursuant to a decision <...>

Luxemburg	<p>Article 6 Law on the organisation of the Constitutional Court</p> <p>If a court considers that an issue concerning a law's conformity with the Constitution arises and that a ruling on the matter is necessary for it to deliver its judgment, it must raise the matter of its own motion after asking the parties to submit any observations.</p>
Malta	<p>Article 46 Constitution</p> <p>(3) If in any proceedings in any court other than the Civil Court, First Hall, or the Constitutional Court any question arises as to the contravention of any of the provisions of the said sections 33 to 45 (inclusive), that court shall refer the question to the Civil Court, First Hall, unless in its opinion the raising of the question is merely frivolous or vexatious</p>
Moldova	<p>Article 135 Constitution</p> <p>(1) The Constitutional Court shall:</p>
Poland	<p>g) solve the pleas of unconstitutionality of legal acts, as claimed by the Supreme Court of Justice</p> <p>Article 193 Constitution</p> <p>Article 3 Constitutional Tribunal Act</p> <p>Any court may refer a question of law to the Tribunal as to the conformity of a normative act to the Constitution, ratified international agreements or a statute if the answer to this question of law determines the matter pending before the court.</p>
Romania	<p>Article 148 Constitution</p> <p>(1) Romania's accession to the constituent treaties of the European Union, with a view to transferring certain powers to community institutions, as well as to exercising in common with the other member states the abilities stipulated in such treaties, shall be carried out by means of a law adopted in the joint sitting of the Chamber of Deputies and the Senate, with a majority of two thirds of the number of deputies and senators.</p> <p>(2) As a result of the accession, the provisions of the constituent treaties of the European Union, as well as the other mandatory community regulations shall take precedence over the opposite provisions of the national laws, in compliance with the provisions of the accession act.</p> <p>(3) The provisions of paragraphs (1) and (2) shall also apply accordingly for the accession to the acts revising the constituent treaties of the European Union.</p> <p>(4) The Parliament, the President of Romania, the Government, and the judicial authority shall guarantee that the obligations resulting from the accession act and the provisions of paragraph (2) are implemented.</p> <p>(5) The Government shall send to the two Chambers of the Parliament the draft mandatory acts before they are submitted to the European Union institutions for approval.</p>
Russia	<p>Article 125 Constitution</p> <p>1. The Constitutional Court of the Russian Federation shall consist of 19 members.</p> <p>2. The Constitutional Court of the Russian Federation, on the request of the President of the Russian Federation, the Council of the Federation, the State Duma, one fifth of the deputies of a chamber of the Federal Assembly, the Government of the Russian Federation, the Supreme Court of the Russian Federation and the Higher Court of Arbitration of the Russian Federation, legislative and executive bodies of the subjects of the Russian Federation, shall adjudicate in cases concerning the compatibility with the Constitution of the Russian Federation of: [...]</p> <p>Article 101 Federal Constitutional Law on the Constitutional Court of the Russian Federation</p> <p>The court while considering the case in any instance, having arrived at the conclusion about non-conformity with the Constitution of the Russian Federation of the law which has been applied or ought to be applied in a specific case, shall petition the Constitutional Court of the Russian Federation with an inquiry to verify the constitutionality of the aforementioned law</p>
Slovakia	<p>Article 130 Constitution</p> <p>(1) The Constitutional Court shall commence proceedings upon an application submitted by: d) any court</p>
Slovenia	<p>Article 156 Constitution</p> <p>If a court deciding some matter deems a law which it should apply to be unconstitutional, it must stay the proceedings and initiate proceedings before the Constitutional Court. The proceedings in the court may be continued after the Constitutional Court has issued its decision.</p> <p>Article 23 Constitutional Court Act</p> <p>(1) When in the process of deciding a court deems a law or part thereof which it should apply to be unconstitutional, it stays the proceedings and by a request initiates proceedings for the review of its constitutionality.</p> <p>(2) If the Supreme Court deems a law or part thereof which it should apply to be unconstitutional, it stays proceedings in all cases in which it should apply such law or part thereof in deciding on legal remedies and by a request initiates proceedings for the review of its constitutionality.</p> <p>(3) If by a request the Supreme Court initiates proceedings for the review of the constitutionality of a law or part thereof, a court which should apply such law or part thereof in deciding may stay proceedings until the final decision of the Constitutional Court without having to initiate proceedings for the review of the constitutionality of such law or part thereof by a separate request.</p>
Spain	<p>Article 163 Constitution</p> <p>If a judicial body considers, in some action, that a regulation with the status of law which is</p>



applicable thereto and upon the validity of which the judgment depends, may be contrary to the Constitution, it may bring the matter before the Constitutional Court in the circumstances, manner and subject to the consequences to be laid down by law, which shall in no case be suspensive.

Article 35 Law on the Constitutional Court

1. Where a judge or a court, proprio motu or at the request of a party, considers that an enactment having the force of law which is applicable to a case and on which the validity of the ruling depends may be contrary to the Constitution, the judge or court shall raise the question before the Constitutional Court in accordance with the provisions of this Law.

Turkey

Article 152 Constitution

If a court which is trying a case, finds that the law or the decree having the force of law to be applied is unconstitutional, or if it is convinced of the seriousness of a claim of unconstitutionality submitted by one of the parties, it shall postpone the consideration of the case until the Constitutional Court decides on the issue.

If the court is not convinced of the seriousness of the claim of unconstitutionality, such a claim together with the main judgment shall be decided upon by the competent authority of appeal. The Constitutional Court shall decide on the matter and make public its judgment within five months of receiving the contention.

If no decision is reached within this period, the trial court shall conclude the case under existing legal provisions. However, if the decision on the merits of the case becomes final, the trial court is obliged to comply with it.

Law on the Organisation and Trial Proceedings of the Constitutional Court

Article 28

If a court which is trying a case:

1. finds that provisions of a law or law-amending ordinance to be applied in this case are unconstitutional, this decision together with its reasons, or
2. is convinced of the seriousness of a claim of unconstitutionality submitted by one of the parties, a decision explaining the claims and defences of the parties concerned in relation to this subject-matter and its own views which led to this conviction, the contents of the file together with certified copies of documents relating to this case are sent by the court concerned to the presidency of the Constitutional Court.

Ukraine

Article 40 Law on the Constitutional Court

Subjects of the right to a constitutional claim for adopting a decision by the Constitutional Court of Ukraine in cases provided for by subsection one, Article 13 of this Law are: [...] the Supreme Court of Ukraine [...]

Article 83

When, in the process of examination of cases under general court procedure, a dispute develops concerning the constitutionality of norms of a law which is being applied by the court, the examination of the case is suspended.

Under such circumstances, a constitutional examination of the case is opened and the case is considered by the Constitutional Court of Ukraine immediately.

## Constitutional and legal bases for indirect and direct individual access

### 1.1.19 Table: Indirect access: Ombudsperson

State	Relevant constitutional and legal provisions
Albania	Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court Article 49 1. A case before the Constitutional Court on the review of the compatibility of laws or other normative acts with the Constitution or international agreements may be initiated by an application of the President of the Republic, the Prime Minister, not less than one fifth of the deputies of the Assembly or the Chairman of the High State Control. 2. This right extends, when it is demonstrated that the case concerns their interests, to the People's Advocate, local authorities, religious institutions, political parties and other organisations.
Algeria	No individual access
Andorra	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court

State	Relevant constitutional and legal provisions
Argentina	<p>Constitution Section 86 The Ombudsman is an independent body created within the sphere of the National Congress operating with full autonomy without receiving instructions from any authority. The mission of the Ombudsman is the defence and protection of human rights and other rights, guarantees and interests sheltered under this Constitution and the laws, in the face of deeds, acts or omissions of the Administration; as well as the control of public administrative functions. The Ombudsman has capacity to be a party in a lawsuit. He is appointed and removed by Congress with the vote of two-thirds of the members present of each House. He has the immunities and privileges of legislators. He shall hold office for the term of five years and may only be re-appointed on one occasion. The organisation and operation of this body shall be ruled by a special law. Law 24.379 (p.t.) Article 14<sup>290</sup> The Public Defender can initiate and continue, ex officio or at the request of an interested person, investigations conducting to the elucidation of the acts, deeds and omissions by the national public administration and its agents that, through the illegitimate, faulty, irregular, abusive, arbitrary, discriminatory, negligent, strongly unfavourable or inopportune exercise of their functions, including those acts, deeds and omissions that could affect diffuse or collective interests. Article 18<sup>291</sup> Every natural or juristic person that considers itself affected by the acts, deeds and omissions provided for in article 14 may petition to the Public Defender.</p>
Armenia	<p>Constitution Article 100 The Constitutional Court shall, in conformity with the procedure defined by law: 1) determine the compliance of the laws, resolutions of the National Assembly, decrees and orders of the President of the Republic, decisions of the Prime Minister and bodies of the local self-government with the Constitution; Article 101 In conformity with the procedure set forth in the Constitution and the law on the Constitutional Court the application to the Constitutional Court may be filed by: 8) the Human Rights' Defender – on the issue of compliance of normative acts listed in clause 1 of Article 100 of the Constitution with the provisions of Chapter 2 of the Constitution; Article 68 Law on the Constitutional Court 1. In regard to cases determined by Point 1 of Article 100 of the Constitution the constitutionality of the general acts as well as individual acts mentioned in that Point can be challenged, except for the cases of the appeals brought by the Ombudsmen. The Ombudsmen can challenge only the constitutionality of general acts.</p>
Austria	<p>Constitution Article 148e On application by the ombudsman board the Constitutional Court pronounces on the illegality of ordinances by a Federal authority.</p>
Azerbaijan	<p>Constitution Article 130 VII. Ombudsman of Azerbaijan Republic in accordance with the procedure provided for by the laws of the Republic of Azerbaijan for solving the matters indicated in items 1-7, para III of the given Article shall apply to the Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan in cases where the rights and freedoms of a person had been violated by legislative acts in force, normative acts of executive power, municipalities as well as the court decisions. Law on the Constitutional Court Article 32. Petitions 32.1. Petition can be submitted to Constitutional Court by [...] Ombudsman of Azerbaijan Republic on the matters provided for by Article 130.7 of the Constitution of Azerbaijan</p>

<sup>290</sup> Artículo 14.- Actuación. Forma y alcance. El Defensor del Pueblo puede iniciar y proseguir de oficio o a petición del interesado cualquier investigación conducente al esclarecimiento de los actos, hechos u omisiones de la administración pública nacional y sus agentes, que impliquen el ejercicio ilegítimo, defectuoso, irregular, abusivo, arbitrario, discriminatorio, negligente, gravemente inconveniente o inoportuno de sus funciones, incluyendo aquellos capaces de afectar los intereses difusos o colectivos.

<http://www.defensor.gov.ar/institucion/ley-sp.htm>

<sup>291</sup> Artículo 18 Legitimación. Puede dirigirse al Defensor del Pueblo toda persona física o jurídica que se considere afectada por los actos, hechos u omisiones previstos en el artículo 14.

<http://www.defensor.gov.ar/institucion/ley-sp.htm>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>Republic.</p> <p>32.2. Petitions by Ombudsman of Azerbaijan Republic on the matter provided for by Article 130.3.4 of the Constitution of Azerbaijan Republic can be examined by Constitutional Court in following cases:</p> <p>32.2.1. If the normative legal act which should have been applied was not applied by a court;</p> <p>32.2.2. If normative legal act which should not have been applied was applied by a court;</p> <p>32.2.3. If normative legal act was not properly interpreted by a court;</p> <p>32.3. Petition envisaged in Article 32.2. of the present law can be submitted within 6 months from the moment of entrance of the relevant court act into legal force.</p>
Belarus	No Ombudsperson
Belgium	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Bosnia and Herzegovina	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Brazil	
Bulgaria	<p>Law on the Ombudsman</p> <p>Article 19</p> <p>(1) The Ombudsman shall:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. receive and consider complaints and signals regarding violations of rights and freedoms by the state and municipal authorities and their administrations as well as by persons assigned with the provision of public services;</li> <li>2. make examinations upon the complaints and signals received;</li> <li>3. reply in writing to the person, who has lodged the complaint or signal, within one month; if the case requires a more thorough examination, this term shall be three months;</li> <li>4. make proposals and recommendations for reinstatement of the violated rights and freedoms before the respective authorities, their administrations, and persons under item 1;</li> <li>5. mediate between the administrative authorities and the persons concerned for overcoming the violations admitted and shall reconcile their positions;</li> <li>6. make proposals and recommendations for eliminating the reasons and conditions, which create prerequisites for violation of rights and freedoms;</li> <li>7. notify the authorities, listed under article 150 of the Constitution, for approaching the Constitutional Court, when he/she is of the opinion that it is necessary the Constitution to be interpreted or a law to be declared unconstitutional;</li> </ol>
Canada	The Ombudsperson has no power to apply to the Supreme Court
Chile	No Ombudsperson
Croatia	<p>Constitutional Act on the Constitutional Court</p> <p>Article 35</p> <p>The request by which the proceedings before the Constitutional Court are instituted may be presented by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- the People's Ombudsman in proceedings provided by Article 92 of the Constitution of the Republic of Croatia.</li> </ul>
Cyprus	The Ombudsperson has no power to apply to the Supreme Constitutional Court
Czech Republic	<p>Constitutional Court Act</p> <p>Article 64</p> <p>(2) A petition, under Article 87 para. 1, lit. b) of the Constitution, proposing the annulment of some other enactment, or individual provisions thereof, may be submitted by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>f) the Public Protector of Rights ["Ombudsman"];</li> </ul>
Denmark	Ombudsperson has no power to appeal to the Supreme Court
Estonia	<p>Article 142 Constitution</p> <p>If the Legal Chancellor considers that a legal act issued by the state legislature or executive or by a local government is in conflict with the Constitution or a law, he or she shall propose to the body which has adopted that act to bring the act into accordance with the Constitution or law within twenty days.</p> <p>If the act is not brought into accordance with the Constitution or law within twenty days, the Legal Chancellor shall apply to the National Court to declare the act null and void.</p> <p>Chancellor of Justice Act<sup>292</sup></p> <p>§15</p> <p>Everyone has the right of recourse to the Chancellor of Justice to review the conformity of an Act or other legislation of general application with the Constitution or the law.</p> <p>§18</p> <p>(1) If a body which passed legislation of general application has not brought the legislation or a provision thereof into conformity with the Constitution or the law within twenty days after the date of receipt of a proposal of the Chancellor of Justice, the Chancellor of Justice shall</p>

<sup>292</sup> See <http://www.legaltext.ee/text/en/X30041K6.htm>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>propose to the Supreme Court that the legislation of general application or a provision thereof be repealed.</p> <p>§19 (1) Everyone has the right of recourse to the Chancellor of Justice in order to have his or her rights protected by way of filing a petition to request verification whether or not a state agency, local government agency or body, legal person in public law, natural person or legal persons in private law performing public duties (hereinafter agency under supervision) adheres to the principles of observance of the fundamental rights and freedoms and to the principles of sound administration.</p> <p>§35(15) (1) If conciliation proceedings are terminated or the Chancellor of Justice has stated failure to reach an agreement, the petitioner has, within thirty days as of the receipt of the notice, the right of recourse to a court or to an authority conducting pre-trial proceedings as provided by law for the protection of his or her rights.</p> <p>Constitutional Review Court Procedure Act §. 4. (1) The Supreme Court shall review the constitutionality of legislation of general application or international treaties on the basis of a reasoned request, court judgment or court ruling. (2) A request may be filed with the Supreme Court by the President of the Republic, the Legal Chancellor and a local government council. (3) A court shall initiate proceedings by delivering its judgment or ruling to the Supreme Court.</p> <p>§. 6. (1) The Legal Chancellor may file a request to the Supreme Court that it 1) declare legislation of general application or a provision thereof passed by the legislative or executive power or a local government, which has entered into force, invalid; 2) to declare an Act, which has been proclaimed but has not yet entered into force, unconstitutional; 3) to declare legislation of general application passed by the executive or a local government body, which has not entered into force, unconstitutional; 4) to declare an international agreement entered into by the Republic of Estonia or a provision thereof unconstitutional; 5) to repeal a resolution of the Riigikogu concerning submission of a draft Act or other national issue to a referendum, if the draft Act to be submitted to a referendum, except draft Acts amending the Constitution, or other national issues are in conflict with the Constitution or if upon deciding to hold a referendum the Riigikogu has materially violated the prescribed procedure. (2) The Legal Chancellor shall file a request referred to in clause 5 of subsection (1) within 14 days as of the receipt of pertinent resolution of the Riigikogu.</p>
Finland	The Ombudsperson has no power to apply to the courts
France	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Council
Georgia	<p>Organic Law on the Public Defender of Georgia Article 21 Following the results of the examination, the Public Defender of Georgia shall be authorised: to bring out a suit at the Constitutional Court of Georgia in a case where a referendum is not held, despite the request of the electorate; if he considers that the holding of a referendum contradicts the provisions of paragraph 2 of Article 74 of the Constitution of Georgia, or in the case where any legal act or any provision of this act violates human rights and fundamental freedoms recognised by Chapter 2 of the Constitution of Georgia;</p> <p>Organic Law on the Constitutional Court Article 36 1. The following shall have the right to lodge a constitutional claim to the Constitutional Court concerning constitutionality of holding a referendum: b. the Public Defender of Georgia, if notwithstanding the electors' request a referendum is not called; c. not less than one fifth of the members of the Parliament of Georgia, the Public Defender of Georgia, if they believe that the holding a referendum contradicts the requirements of Article 74.2 of the Constitution of Georgia.</p> <p>Article 39 1. The following shall have the right to lodge a constitutional claim on constitutionality of a normative act or a particular provisions thereof: b) The Public Defender of Georgia, if he/she believes that human rights and freedoms, recognised by Chapter Two of the Constitution of Georgia, are infringed upon.</p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
Germany	No Ombudsperson at federal level
Greece	Law 3094/2003 <sup>293</sup> The Ombudsperson has no power to apply to the Special Highest Court
Hungary	Act LIX of 1993 on the Parliamentary Commissioner for Civil Rights, article 22 The Parliamentary Commissioner for Civil Rights may make a motion to the Constitutional Court for: a)The ex post facts examination of the unconstitutionality of a statutory instrument r any other legal means of government control; b)The examination of whether a statutory instrument or any other legal means of government control conflicts with an international agreement; c) (repealed) d)the termination of unconstitutionality manifesting itself in an omission; e)the interpretation of the provisions of the Constitution.
Iceland	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Ireland	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Italy	No Ombudsperson at national level
Japan	The Ombudsperson has no power to apply to the Supreme Court
Kazakhstan	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Korea, republic	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Latvia	Ombudsman Law Section 13 In the performance of the functions and tasks specified by this Law, the Ombudsman has the right: 8) to submit an application regarding the initiation of proceedings in the Constitutional Court if an institution that has issued the disputable act has not rectified the established deficiencies within the time limit specified by the Ombudsman; 9) upon termination of a verification procedure and establishment of a violation, to defend the rights and interests of a private individual in court, if that is necessary in the public interest; 10) upon termination of a verification procedure and establishment of a violation, to apply to a court in such civil cases, where the nature of the action is related to a violation of the prohibition of differential treatment;
Liechtenstein	The Council and Complaints Office has no power to accede to the Constitutional Court
Lithuania	Law on the Seimas Ombudsmen Article 19. Rights of the Seimas Ombudsman 1. When performing his duties, the Seimas Ombudsman shall have the right to: 11) propose to the Seimas to apply to the Constitutional Court regarding the conformity of legal acts with the Constitution and laws of the Republic of Lithuania;
Luxembourg	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Malta	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Mexico	
Moldova	Constitutional Jurisdiction Act <sup>294</sup> Article 38 1. The Constitutional Court shall exercise the constitutional jurisdiction upon appeal of the following subjects: i. Ombudsman; These limitations concern other subjects and only for cases expressly mentioned in the law.
Monaco	No Ombudsman
Montenegro	Constitution Article 81 The protector of human rights and liberties of Montenegro shall be independent and autonomous authority that takes measures to protect human rights and liberties. The protector of human rights and liberties shall exercise duties on the basis of the Constitution, the law and the confirmed international agreements, observing also the principles of justice and fairness. The protector of human rights and liberties shall be appointed for the period of six years and can be dismissed in cases envisaged by the law. Law on the Protector of Human Rights and Freedoms Article 26 The Protector may propose the initiation of proceedings before the Constitutional Court of the Republic of Montenegro for the purpose of assessing the constitutionality and legality of the

<sup>293</sup> [http://www.synigoros.gr/en\\_law.htm](http://www.synigoros.gr/en_law.htm)

<sup>294</sup> [http://www.constcourt.md/index\\_en.html](http://www.constcourt.md/index_en.html)

State	Relevant constitutional and legal provisions
Morocco	<p>legislation and general enactment relating to human rights and freedoms.</p> <p>The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court</p>
Netherlands	The Ombudsperson has no power to apply to any Court
Norway	The Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court
Peru	Public Defender has no power to apply to the Constitutional Court
Poland	<p>Constitution Article 80 In accordance with principles specified by statute, everyone shall have the right to apply to the Commissioner for Citizens' Rights for assistance in protection of his freedoms or rights infringed by organs of public authority. Constitutional Tribunal Act Article 27 The participants in the proceedings before the Tribunal shall be: 8) the Commissioner for Citizens' Rights where he/she has given notice of his/her participation in the proceedings in relation to complaints concerning constitutional infringements. Article 51 1. The Tribunal shall inform the Commissioner for Citizens' Rights about the institution of proceedings. Provisions of Article 33 shall apply accordingly. 2. The Commissioner for Citizens' Rights may, within the period of 60 days from the receipt of information, give notice of his/her participation in the proceedings. Article 52 1. The participants in the proceedings before the Tribunal shall be: the person making the complaint, the organ which promulgated the challenged normative act and the Public Prosecutor-General; the Commissioner of the Citizens' Rights shall also be the participant in the proceedings when he/she has given notice of his/her participation therein. Act of 15 July 1987 on the Commissioner for Civil Rights Protection</p> <p>Article 16. 1. In connection with the cases examined, the Commissioner can present to the relevant agencies, organisations and institutions opinions and conclusions aimed at ensuring efficient protection of the liberties and rights of a human and a citizen and facilitating the procedures such cases may involve. 2. The Commissioner may also: 1) approach the relevant agencies with proposals for legislative initiative, or for issuing or amending other legal acts concerning the liberties and rights of a human and a citizen, 2) approach the Constitutional Tribunal with motions mentioned in Art. 188 of the Constitution, 3) report participation in the proceedings before the Constitutional Tribunal in the cases of constitutional complaints and take part in those proceedings, 4) request the Supreme Court to issue a resolution aimed at explaining legal provisions that raise doubts in practice, or application of has resulted in conflicting judicial decisions.</p>
Portugal	<p>Constitution Article 281 General review of constitutionality and legality 2. The following persons are entitled to request the Constitutional Court to make generally binding rulings on questions of unconstitutionality and illegality: d. The Ombudsman; Law n.º 9/91 Statute of the Ombudsman Article <span style="float: right;">20</span> 3 – The Ombudsman may request the Constitutional Court to declare the unconstitutionality or illegality of any legal provisions, in accordance with article 281, paragraph 1 and paragraph 2, sub-paragraph (d), of the Constitution. 4 – The Ombudsman may request the Constitutional Court to rule on cases of unconstitutionality due to a legislative omission, in accordance with article 283, paragraph 1, of the Constitution.</p>
Romania	<p>Constitution Article 144</p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>The Constitutional Court shall have the following powers: [...]</p> <p>d) to decide on objections as to the unconstitutionality of laws and ordinances, brought up before courts of law or of commercial arbitration; the objection as to the unconstitutionality may also be brought up directly by the Advocate of the People;</p> <p>Law on the Advocate of the People<sup>295</sup></p> <p>Article 13 Law no. 35/1997 on Ombudsman</p> <p>The Advocate of the People shall have the following duties:</p> <p>b) receives and distributes complaints lodged by persons aggrieved by public administration authorities through violations of their civic rights and freedoms, and decides on these complaints;</p> <p>d) submits points of view, at the request of the Constitutional Court;</p> <p>e) can file submission to the Constitutional Court on the unconstitutionality of laws, before their promulgation;</p> <p>f) submits directly to the Constitutional Court exception of unconstitutionality of laws and ordinances;</p> <p>Article 14</p> <p>(1) The Ombudsman exercises his duties <i>ex officio</i> or upon complaints lodged by aggrieved persons as provided under Article 13 (b).</p>
Russian Federation	<p>Federal Constitutional Law "On the Representative under human rights in the Russian Federation"</p> <p>Article 29</p> <p>1. By results of consideration of the complaint the Representative has the right:</p> <p>5) to address in the Constitutional Court of the Russian Federation with the complaint to infringement of constitutional laws and freedom of citizens the law which is applied or subject to application in a concrete case.</p>
San Marino	No Ombudsman as yet, but plans to introduce one.
Serbia	<p>Draft Law on Ombudsman<sup>296</sup></p> <p>Article 16</p> <p>The Ombudsman shall have the power to initiate proceedings before the Constitutional Court for the assessment of legality and constitutionality of laws, other regulations and general acts which govern issues related to the freedoms and rights of citizens.</p>
Slovakia	<p>Constitution</p> <p>Article 130.1.f</p> <p>The Constitutional Court shall commence the proceedings upon an application submitted by the Public Defender of Rights in matter of conformity of legal regulations according to Article 125.1 of the Constitution of the Slovak Republic, if further application of the regulation could represent a threat to fundamental rights and freedoms or human rights and fundamental freedoms, as arise from an international treaty that has been ratified by the Slovak Republic and published in the way specified by law</p> <p>Article 151a</p> <p>(1) The Public Defender of Rights is an independent body which in the scope and in manner laid down by law shall protect the fundamental rights and freedoms of natural persons and legal persons in proceedings before public administrative and other bodies, if their proceedings, decision-making or inactivity is inconsistent with the legal order.</p>
Slovenia	<p>Article 23.a Constitutional Court Act</p> <p>(1) The procedure for the review of the constitutionality or legality of regulations or general acts issued for the exercise of public authority can be initiated by a request submitted by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- the ombudsman for human rights if he deems that a regulation or general act issued for the exercise of public authority inadmissibly interferes with human rights or fundamental freedoms.</li> </ul> <p>Article 50</p> <p>(2) The ombudsman for human rights may, under the conditions determined by this Act, lodge a constitutional complaint in connection with an individual case that he is dealing with.</p> <p>Article 52</p> <p>(2) The ombudsman for human rights lodges a constitutional complaint with the consent of the person whose human rights or fundamental freedoms he is protecting in the individual case.</p>
South Africa	<p>Constitution of the Republic of South Africa</p> <p>Art. 182: Functions of Public Protector</p> <p>(1) The Public Protector has the power, as regulated by national legislation-</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) to investigate any conduct in state affairs, or in the public administration in any sphere of government, that is alleged or suspected to be improper or to result in any impropriety or</li> </ul>

<sup>295</sup> <http://www.avp.ro/indexen.html>

<sup>296</sup> [http://www.venice.coe.int/docs/2004/CDL\(2004\)113-e.pdf](http://www.venice.coe.int/docs/2004/CDL(2004)113-e.pdf)

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>prejudice;            (b) to report on that conduct; and            (c) to take appropriate remedial action.            (2) The Public Protector has the additional powers and functions prescribed by national legislation.            (3) The Public Protector may not investigate court decisions.            (4) The Public Protector must be accessible to all persons and communities.            (5) An report issued by the Public Protector must be open to the public unless exceptional circumstances, to be determined in terms of national legislation, require that a report be kept confidential.            Art. 183: Tenure            The Public Protector is appointed for a non-renewable period of seven years.            Public Protector Act , no. 23 of 1994            Public Protector may apply to the Constitutional Court or any other court</p>
Spain	<p>Constitution            Article 162            1. The following are eligible to:            a) lodge an appeal against unconstitutionality: the President of the Government, the Defender of the People, fifty Deputies, fifty Senators, the executive corporate bodies of the Autonomous Communities and, when applicable, their Assemblies;            b) lodge an individual appeal for protection ("recurso de amparo"): any individual or corporate body with a legitimate interest, as well as the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor.            2. In all other cases, the organic law shall determine which persons and agencies are eligible.            Organic Law on the Constitutional Court            Article 32            1. The following have standing to bring an action of unconstitutionality against Statutes of Autonomy and other State laws, organic or of any character whatsoever, against regulations and enactments of the State or Autonomous Communities having the force of law, and against international treaties and the Rules of Procedure of the Houses and the Cortes Generales:            b. the Defender of the People (Defensor del Pueblo);            Article 46            1. The following shall have standing to lodge an appeal for constitutional protection:            a. In the case of Articles 42 and 45, the person directly affected, the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor;            b. In the case of Articles 43 and 44, the parties to the corresponding judicial proceedings, the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor.            2. Where the appeal is brought by the Defender of the People or the Office of the Public Prosecutor, the Division of the Court with authority to hear the case for constitutional protection shall inform any potentially injured persons of whom it has knowledge and shall order publication of the notice of appeal in the "Official State Gazette" so that other interested parties may come forward. Such publication shall have preferential status.</p>
Sweden	The Ombudsperson has no power to apply to the courts
Switzerland	No Ombudsperson at federal level
"The former Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>Law on the Ombudsman<sup>297</sup>            Article 13            The procedure for protection of the constitutional and legal rights of citizens before the Ombudsman shall be initiated by putting forward a submission.            Anyone may put forward a submission to the Ombudsman when he assesses that his constitutional and legal freedoms and rights have been infringed or when the principle of non-discrimination and adequate and equitable representation of community members in the bodies set out in Article 2 of this Law has been breached.            The Ombudsman may initiate a procedure on his own initiative if he assesses that the constitutional and legal rights of citizens, stipulated in Article 2 of this Law, have been infringed.            Article 30            The Ombudsman may submit a proposal to the Constitutional Court of the Republic of Macedonia for evaluation of the constitutionality of the laws and the constitutionality and legality of the other regulations or general acts.</p>
Tunisia	Ombudsperson has no power to apply to the Constitutional Court

<sup>297</sup> <http://www.unhcr.org/refworld/type.LEGISLATION.,MKD,3fcb36dc4,0.html>



State	Relevant constitutional and legal provisions
Turkey	According to the 2010 constitutional reform package, an Ombudsperson will be created. However, he/she will not have the power to bring a case before the Constitutional Court.
Ukraine	<p>Article 150 Constitution The authority of the Constitutional Court of Ukraine comprises: 1) deciding on issues of conformity with the Constitution of Ukraine (constitutionality) of the following: laws and other legal acts of the Verkhovna Rada of Ukraine; acts of the President of Ukraine; acts of the Cabinet of Ministers of Ukraine; legal acts of the Verkhovna Rada of the Autonomous Republic of Crimea. These issues are considered on the appeals of: the Authorised Human Rights Representative of the Verkhovna Rada of Ukraine; Law of Ukraine on the Constitutional Court of Ukraine</p> <p>Article 13 The Constitutional Court of Ukraine adopts decisions and provides conclusions in cases concerning: 1. constitutionality of laws and the other legal acts of the Verkhovna Rada of Ukraine, acts of the President of Ukraine, acts of the Cabinet of Ministers of Ukraine, legal acts of the Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea; 4. official interpretation of the Constitution and laws of Ukraine.</p> <p>Article 40 Subjects of the right to a constitutional claim for adopting a decision by the Constitutional Court of Ukraine in cases provided for by subsection one, Article 13 of this Law are: the President of Ukraine, no fewer than forty-five National Deputies of Ukraine (a National Deputy's signature may not be recalled), the Supreme Court of Ukraine, the Authorised Representative of the Verkhovna Rada of Ukraine on Human Rights and the Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea.</p> <p>Article 41 Subjects of the right to a constitutional claim for providing opinions by the Constitutional Court of Ukraine in the cases provided for by subsections two, three and four of Article 13 of this Law are: - under subsection four, the President of Ukraine, no fewer than forty-five National Deputies of Ukraine (a National Deputy's signature may not be recalled), the Authorised Representative of the <i>Verkhovna Rada</i> of Ukraine on Human Rights, the Supreme Court of Ukraine, the Cabinet of Ministers of Ukraine, the other State power authorities, the Supreme Rada of the Autonomous Republic of Crimea and local self-government authorities.</p> <p>Article 82 The grounds for raising the issue of opening the examination of a case concerning the conformity of current legislative norms to the principles and norms of the Constitution of Ukraine as to the rights and freedoms of individuals and citizens are: 1. the existence of disputable questions concerning the constitutionality of laws and other legal acts adopted and promulgated in the prescribed order;  2. the development of disputable questions concerning the constitutionality of legal acts revealed in the process of general court procedure; 3. the development of disputable questions concerning the constitutionality of legal acts revealed by executive power authorities in process of their implementation and by the Authorised Representative of the Verkhovna Rada of Ukraine on Human Rights in the process of his/her activity.</p>
United Kingdom	<p>Parliamentary Commissioner Act 1967<sup>298</sup> Article 6 (1)A complaint under this Act may be made by any individual, or by any body of persons whether incorporated or not, not being— (a)a local authority or other authority or body constituted for purposes of the public service or of local government or for the purposes of carrying on under national ownership any industry or undertaking or part of an industry or undertaking; Article 10 (3)If, after conducting an investigation under this Act, it appears to the Commissioner that injustice has been caused to the person aggrieved in consequence of maladministration and that the injustice has not been, or will not be, remedied, he may, if he thinks fit, lay before each House of Parliament a special report upon the case.</p> <p>Te Parliamentary Commissioner for Administration has no power to apply to the courts.</p>

<sup>298</sup> [http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1967/cukpga\\_19670013\\_en\\_1](http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1967/cukpga_19670013_en_1)

State	Relevant constitutional and legal provisions
United States of America	No Ombudsperson.
Uruguay	No Ombudsperson

### 1.1.20 Table: Indirect individual access: Preliminary requests

State	Relevant constitutional and legal provisions
Albania	<p>Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court Article 68</p> <p>1. When a court of any instance or a trial judge considers during the trial ex officio or at the request of either party involved that a certain law is unconstitutional and if there is a direct link between the law and the solution of the case at hand, that particular law shall not be applied in the case at hand and after suspending the trial the judge shall refer the file to the Constitutional Court, which on its side should deliver its verdict as to the constitutionality of the said law.</p>
Algeria	No preliminary ruling procedure
Andorra	<p>Constitution Article 98 The Tribunal Constitucional tries:</p> <p>a) Appeals of unconstitutionality against laws, executive regulations and the Rules of Procedure of the Consell General.</p> <p>Article 100</p> <p>1. If, in the course of litigation, a court has reasoned and founded doubts about the constitutionality of a law or a legislative decree, the application of which is relevant to its decision, it shall request in writing the decision of the Tribunal Constitucional about the validity of the rule affected.</p> <p>Qualified law on the Constitutional Court Article 43</p> <p>1. In the case of actions where unconstitutionality is alleged, the Constitutional Court reviews the compatibility with the Constitution of the laws, legislative decrees and Rules of Procedure of the General Council or the individual provisions thereof.</p> <p>2. These proceedings are introduced by a direct action submitted by one fifth of the ex officio members of the General Council, by the Head of the Government or by three Comuns, or by an interlocutory application in writing from an ordinary court.</p> <p>Article 52</p> <p>In the exercise of their judicial functions, the Batlles (judges of first instance), the Court of Batlles, the Tribunal de Corts (criminal court) and the Higher Court of Andorra are entitled to apply for interlocutory proceedings to be opened in respect of laws, legislative decrees and regulations having statutory force on the ground that they are unconstitutional, irrespective of the date on which they entered into force.</p> <p>Article 53</p> <p>1. An application for judicial review by the Constitutional Court of the constitutionality of such a law or regulation is admissible where, at any stage in ordinary judicial proceedings, the court hearing the proceedings considers on its own initiative or on the initiative of one of the parties that one of the laws and regulations mentioned in the preceding Article which the court must apply in resolving the principal case or any step whatsoever taken therein is contrary to the Constitution.</p> <p>2. This view that the law or regulation in question is unconstitutional must be based on the following factors: it must be impossible to interpret the law and regulation in question in a way which is consistent with the Constitution; the court must provide a reasoned explanation of the need to apply the law or regulation in resolving the main case or the step in question; and the law or regulation must not have been declared constitutional in any resolution or decision taken by the Constitutional Court, as provided for in Article 44.3 of this Law.</p> <p>3. Before filing the document introducing the action provided for in the first paragraph of this Article with the Constitutional Court the court in question must consult the parties and the Attorney General's Department where it is represented in the proceedings. When the parties have been heard the court, on its sole responsibility, issues a decree containing its decision whether or not to lodge the application. No appeal may be made against the decision taken in that decree; where the decision is negative, however, the application may where appropriate be renewed during subsequent stages of the proceedings.</p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>Article 54 Where the applicable law or regulation regarded as contrary to the Constitution entered into force prior to the Constitution the court may choose between bringing the matter before the Constitutional Court and declaring at the appropriate point in the proceedings that the laws or regulations are repealed. In any event a declaration that the law or regulation is repealed does not mean that the law or regulation enacted prior to the Constitution is null and void, but simply states that it is without force and the reasons why this is so.</p>
Argentina	No preliminary ruling procedure
Armenia	<p>Constitution Article 101 In conformity with the procedure set forth in the Constitution and the law on the Constitutional Court the application to the Constitutional Court may be filed by: 7) courts and the Prosecutor General on the issue of constitutionality of provisions of normative acts related to specific cases within their proceedings; Law on the Constitutional Court Article 71 1. In cases determined by this Article the Courts and the Chief Prosecutor appeal to the Constitutional Court if they find that the legal acts of general nature (or its provision(s)), which are under the jurisdiction of the Constitutional Court according to Point 1 of Article 100 of the Constitution and which shall be implemented for the case under their review, contradict the Constitution.</p>
Austria	<p>Constitution Article 139 (1)The Constitutional Court pronounces on application by a court or an independent administrative tribunal whether ordinances issued by a Federal or Land authority are contrary to law, but ex officio in so far as the Court would have to apply such an ordinance in a pending suit. Article 140 “The Constitutional Court pronounces on application of the Supreme Court, a competent appellate court, an independent administrative tribunal, the Asylum Court, the Administrative Court or the Federal Tender Office whether a Federal or a Land law is unconstitutional, but ex officio in so far as the Court would have to apply such a law in a pending suit.”</p>
Azerbaijan	<p>Constitution Article 130 VI. In accordance with the procedure provided for by the laws of Azerbaijan Republic the courts may file the Constitutional Court of Azerbaijan Republic a request on interpretation of the Constitution and the laws of Azerbaijan Republic as regards the matters concerning the implementation of human rights and freedoms. Law on the Constitutional Court Article 33 33.1. Applications can be submitted to Constitutional Court by the Milli Majlis of Azerbaijan Republic on the matters provided for by Article 104.3 of the Constitution of Azerbaijan Republic and by courts of Azerbaijan Republic on the matters provided for by Article 130.6 of the Constitution of Azerbaijan Republic.</p>
Belarus	<p>Constitution Article 112. If, during the hearing of a specific case, a court concludes that an enforceable enactment is contrary to the Constitution, it shall make a ruling in accordance with the Constitution and raise, under the established procedure, the issue of whether the enforceable enactment in question should be deemed unconstitutional.</p>
Belgium	<p>Constitution Article 142 There is for all Belgium a Constitutional Court, the composition, competences and functioning of which are established by the law. This Court rules by means of judgments on: 1°those conflicts referred to in Article 141; 2°the violation of Articles 10, 11 and 24 by a law , a federate law or a rule as referred to in Article 134; 3°the violation of constitutional articles that th e law determines by a law, a federate law or by a rule as referred to in Article 134. A matter may be referred to the Court by any authority designated by the law, by any person</p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	that can prove an interest or, pre-judicially, by any court.
Bosnia and Herzegovina	<p>Constitution Article VI: Constitutional Court 3 Jurisdiction.</p> <p>c The Constitutional Court shall have jurisdiction over issues referred by any court in Bosnia and Herzegovina concerning whether a law, on whose validity its decision depends, is compatible with this Constitution, with the European Convention for Human Rights and Fundamental Freedoms and its Protocols, or with the laws of Bosnia and Herzegovina; or concerning the existence of or the scope of a general rule of public international law pertinent to the court's decision.</p>
Brazil	No preliminary ruling procedure
Bulgaria	<p>Constitution Article 150</p> <p>2. Should it find a discrepancy between a law and the Constitution, the Supreme Court of Cassation or the Supreme Administrative Court shall suspend the proceedings on a case and shall refer the matter to the Constitutional Court. Any portion of a law which is not ruled unconstitutional shall remain in force.</p>
Canada	No preliminary ruling procedure
Chile	No preliminary ruling procedure
Croatia	<p>Article 37 Constitutional Act on the Constitutional Court</p> <p>(1) If a court of justice in its proceedings determines that the law to be applied, or some of its provisions, are not in accordance with the Constitution, it shall stop the proceedings and present a request with the Constitutional Court to review the constitutionality of the law, or some of its provisions.</p>
Czech Republic	<p>Constitution Article 95</p> <p>(1) In making their decisions, judges are bound by statutes and treaties which form a part of the legal order; they are authorised to judge whether enactments other than statutes are in conformity with statutes or with such treaties.</p> <p>(2) Should a court come to the conclusion that a statute which should be applied in the resolution of a matter is in conflict with the constitutional order, it shall submit the matter to the Constitutional Court.</p>
Denmark	No preliminary ruling procedure
Estonia	<p>Constitutional Review Court Procedure Act</p> <p>§. 4.</p> <p>(1) The Supreme Court shall review the constitutionality of legislation of general application or international treaties on the basis of a reasoned request, court judgment or court ruling.</p> <p>(3) A court shall initiate proceedings by delivering its judgment or ruling to the Supreme Court.</p> <p>§. 9. Constitutional review on the basis of court judgment or ruling</p> <p>(1) If a court of first or second instance has, upon adjudication of a case, not applied a pertinent legislation of general application or an international agreement, declaring it unconstitutional, it shall deliver the judgment or ruling to the Supreme Court.</p> <p>(2) The court shall append to its judgment or ruling to be delivered to the Supreme Court the text of the legislation of general application or international agreement or pertinent extracts thereof, which it has declared unconstitutional in the conclusion of the judgment or ruling.</p>
Finland	No preliminary ruling procedure
France	<p>Article 61-1 Constitution</p> <p><i>If, during proceedings in progress before a court of law, it is claimed that a statutory provision infringes the rights and freedoms guaranteed by the Constitution, the matter may be referred by the Conseil d'État or by the Cour de Cassation to the Constitutional Council, within a determined period.</i></p> <p><i>An Institutional Act shall determine the conditions for the application of the present article.</i></p> <p>Loi organique n°2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution.</p> <p><i>« Toute juridiction relevant du Conseil d'État ou de la Cour de cassation peut être saisie d'une question prioritaire de constitutionnalité. Seule la cour d'assises ne peut en être saisie. Toutefois, en matière criminelle, la question peut être posée soit avant, devant le juge d'instruction, soit après, à l'occasion d'un appel ou d'un pourvoi en cassation.</i></p> <p><i>La question prioritaire de constitutionnalité doit être soulevée par écrit. L'écrit doit être motivé. Il doit toujours être distinct des autres conclusions qui sont produites dans l'instance.</i></p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p><i>Les critères pour que le Conseil constitutionnel soit saisi de la question prioritaire de constitutionnalité sont détaillés par la loi organique du 10 décembre 2009 relative à l'article 61-1 de la Constitution. Ils sont au nombre de trois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>la disposition législative critiquée est applicable au litige ou à la procédure, ou constitue le fondement des poursuites ;</i></li> <li>- <i>la disposition législative critiquée n'a pas déjà été déclarée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel ;</i></li> <li>- <i>la question est nouvelle ou présente un caractère sérieux. »</i></li> </ul>
Georgia	<p>Organic Law on the Constitutional Court Article 19</p> <p>2. if, while considering a particular case, a court of general jurisdiction concludes, that there is a sufficient ground to deem the law or other normative act, applicable by the court while adjudicating upon the case, fully or partially incompatible with the Constitution, the court shall suspend the consideration of the case and apply to the Constitutional Court. The consideration of the case shall be resumed after a judgment on the issue is adopted by the Constitutional Court. (12.02.02 №1264 )Law on the Constitutional Court</p>
Germany	<p>Constitution Article 100</p> <p>(1) Where a court considers that a law on whose validity its ruling depends is unconstitutional it shall stay the proceedings and, if it holds the constitution of a Land to be violated, seek a ruling from the Land court with jurisdiction for constitutional disputes or, where it holds this Basic Law to be violated, from the Federal Constitutional Court. This shall also apply where this Basic Law is held to be violated by Land law or where a Land law is held to be incompatible with a federal law.</p> <p>(2) Where in the course of litigation doubt exists whether a rule of international law is an integral part of federal law and whether such rule directly establishes rights and obligations for the individual (Article 25), the court shall seek a ruling from the Federal Constitutional Court.</p>
Greece	<p>Constitution Article 100</p> <p>5. When a chamber or department of the Supreme Administrative Court or of the Supreme Civil and Criminal Court or of the Court of Auditors judges a provision of a statute enacted by Parliament to be contrary to the Constitution, it shall compulsorily refer the question to the respective plenum, unless this has been judged by a previous decision of the plenum or of the Special Highest Court of the present article. The plenum shall be assembled into judicial formation and shall decide definitively, as specified by law. This regulation shall apply analogously also in the elaboration of regulatory decrees by the Supreme Administrative Court.</p> <p>Law no. 345 establishing the Special Highest Court Article 7</p> <p>Cases within the jurisdiction of the Special Court shall be brought: b. by another court's reference of a preliminary question.</p>
Hungary	<p>Act no. XXXII on the Constitutional Court Article 38</p> <p>1. A judge shall initiate the proceedings of the Constitutional Court while suspending the judicial process if he/she in the course of any pending case, he/she considers unconstitutional the legal rule or other legal means of the State control which he/she needs to apply.</p>
Iceland	No preliminary ruling procedure
Ireland	No preliminary ruling procedure
Israel	No preliminary ruling procedure
Italy	<p>Provisions governing the review of constitutionality and guaranteeing the independence of the Constitutional Court Section 1</p> <p>Questions of constitutionality regarding an Act of Parliament or a central government statutory measure having the force of law raised by a court or by a party to judicial proceedings or not deemed by a court of law to be manifestly groundless, shall be referred to the Constitutional Court for a decision.</p> <p>Law on the composition and procedures of the Constitutional Court Section 23</p> <p>If the case cannot be tried without first resolving the question of constitutionality, or if the trial court does not consider that the question of constitutionality raised is groundless, it shall issue an order referring the matter immediately to the Constitutional Court, setting out the terms and the reasons for raising the question of constitutionality, and shall suspend trial proceedings.</p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>A court before which a case is being tried may also refer a question of constitutionality <i>ex officio</i> by means of a court order setting out the information required under a) and b) above, and the measures referred to in the subsection above.</p> <p>Supplementary Provisions Governing Constitutional Court Proceedings 7 October 2008 as subsequently amended (Official Gazette No. 261 of 7 November 2008) Section 1 The order with which a judge sitting alone or jointly, before which the case is pending decision, refers a matter to the Constitutional Court for a ruling shall be filed with the Court together with all the documents from the case-file and evidence of service as provided by Section 23 of Law No. 87 of 11 March 1953.</p>
Japan	No preliminary ruling procedure
Kazakhstan	<p>Article 78 Constitution</p> <p>1. The courts shall have no right to apply laws and other regulatory legal acts infringing on the rights and liberties of an individual and a citizen established by the Constitution. If a court finds that a law or other regulatory legal act subject to application infringes on the rights and liberties of an individual and a citizen it shall suspend legal proceedings and address the Constitutional Council with a proposal to declare that law unconstitutional.</p>
Korea, Republic	<p>Constitutional Court Act Article 2 (Jurisdiction)</p> <p>The Constitutional Court shall have jurisdiction over the following issues</p> <p>1. Constitutionality of statutes upon the request of the ordinary courts; Article 41 (Request for Adjudication on the Constitutionality of Statutes)</p> <p>(1) When the issue of whether or not statutes are constitutional is relevant to the judgment of the original case, the ordinary court(including the military court; hereinafter the same shall apply) shall request to the Constitutional Court, <i>ex officio</i> or by decision upon a motion by the party, an adjudication on the constitutionality of statutes.</p>
Latvia	<p>Law on the Constitutional Court Article 17</p> <p>The following shall have the right to submit an application to initiate a case regarding compliance of laws and international agreements signed or entered into by Latvia -even before the Saeima has confirmed the agreement- with the Constitution, compliance of other normative acts or their parts with the legal norms (acts) of higher legal force (Clauses 1-3 of Article 16), as well as compliance of national legal norms of Latvia with the international agreements entered into by Latvia, which are not contrary to the Constitution (Clause 6 of Article 16):</p> <p>9. a court, when reviewing an administrative, civil or criminal case;</p>
Liechtenstein	<p>Constitutional Court Act Article 18</p> <p>1) The Constitutional Court shall decide on the constitutionality of laws or individual legislative provisions:</p> <p>b) on application of a court, if and to the extent that the court has to apply a law or individual provisions thereof (on the basis of precedent) that it believes to be unconstitutional in a matter pending before it and the court has decided to interrupt the proceedings to request a ruling by the Constitutional Court;</p> <p>Article 20</p> <p>1) The Constitutional Court shall decide on the compliance of ordinances or individual provisions thereof with the Constitution, laws, and international treaties:</p> <p>a) on application of a court or of a municipal authority, if and to the extent that the court or municipal authority has to apply an ordinance or individual provisions thereof (on the basis of precedent) that it believes to be incompatible with the Constitution, a law, or an international treaty in a matter pending before it and the court or municipal authority has decided to interrupt the proceedings to request a ruling by the Constitutional Court;</p> <p>Article 22</p> <p>1) The Constitutional Court shall decide on the constitutionality of international treaties or individual provisions thereof:</p> <p>a) on application of a court or an administrative authority, if and to the extent that the court or administrative authority has to apply an international treaty or individual provisions thereof (on the basis of precedent) that it believes to be unconstitutional in a matter pending before it and the court or administrative authority has decided to interrupt the proceedings to request a ruling by the Constitutional Court;</p>
Lithuania	<p>Constitution Article 106</p> <p>The Government, no less than one-fifth of the members of the Seimas, and the courts shall</p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>have the right to address the Constitutional Court concerning legal acts specified in part 1 of Article 105.                      Law on the Constitutional Court of the Republic of Lithuania                      Article 67                      Provided that there are grounds to consider that a law or other legal act, which shall be applicable in a concrete case, fails to conform with the Constitution, the court (judge) shall suspend the examination of said case and, with regard to the competence of the Constitutional Court, shall appeal to it with a petition to decide whether the said law or other legal act is in conformity with the Constitution.                      The Supreme Court of Lithuania, the Court of Appeals of Lithuania, and district and area courts shall appeal to the Constitutional Court pursuant to a decision.</p>
Luxembourg	<p>Law on the Organisation of the Constitutional Court                      Article 6                      If a court considers that an issue concerning a law's conformity with the Constitution arises and that a ruling on the matter is necessary for it to deliver its judgment, it must raise the matter of its own motion after asking the parties to submit any observations.</p>
Malta	<p>Constitution                      Article 95                      (2) One of the Superior Courts, composed of such three judges as could, in accordance with any law for the time being in force in Malta, compose the Court of Appeal, shall be known as the Constitutional Court and shall have jurisdiction to hear and determine –                      (d) appeals from decisions of any court of original jurisdiction in Malta as to the interpretation of this Constitution other than those which may fall under section 46 of this Constitution;                      (e) appeals from decisions of any court of original jurisdiction in Malta on questions as to the validity of laws other than those which may fall under section 46 of this Constitution;                      European Convention Act                      Article 4                      3. If any proceedings in any court other than the Civil Court, First Hall, or the Constitutional Court any question arises as to the contravention of any of the Human Rights and Fundamental Freedoms, that court shall refer the question to the Civil Court, First Hall, unless in its opinion the raising of the question is merely frivolous or vexatious; and that court shall give its decision on any question referred to it under this subsection and, subject to the provisions of subsection 4 of this section, the court in which the question arose shall dispose of the question in accordance with that decision.</p>
Mexico	<p>Article 105 Constitution                      The Supreme Court of Justice of the Nation will get to know, in the terms that the regulating law specifies, about the following affairs:                      III. By itself or by petition of the appropriate unitary circuit tribunal, or the Attorney General of the Republic, it may get to know about cases of appeal of sentences of district judges in those cases in which the Federation took part, and in which their interest and importance merit its participation.</p>
Moldova	<p>Constitution                      Article 135                      (1) The Constitutional Court shall:                      g) solve the pleas of unconstitutionality of legal acts, as claimed by the Supreme Court of Justice;                      Code constitutional jurisdiction                      This Code provides also the right of the Economical Court to request a control of constitutionality, but in article 4 of the same act exception of unconstitutionality can be introduced only by the Supreme Court. Theoretically the Economic court will have formally the possibility to challenge the constitutionality directly but this do not happened in practice.</p>
Monaco	<p>No preliminary ruling procedure</p>
Montenegro	<p>Constitution                      Article 150                      The procedure before the Constitutional Court for the assessment of constitutionality and legality may be initiated by the court, other state authority, local self-government authority and five Members of the Parliament.                      Draft law on the Constitutional Court<sup>299</sup>                      Article 43                      Proceedings for review of constitutionality and legality of general acts shall be initiated by a petition submitted by the petitioner referred to in Article 150 paragraph 2 of the Constitution and when the Constitutional Court institutes proceedings on the basis of an initiative submitted or on its own by an order.</p>

<sup>299</sup> [CDL\(2008\)073](#) Draft Law on the Constitutional Court of Montenegro

State	Relevant constitutional and legal provisions
Morocco	No preliminary ruling procedure
Netherlands	No preliminary ruling procedure
Norway	No preliminary ruling procedure
Peru	No preliminary ruling procedure
Poland	Constitution Article 193 Any court may refer a question of law to the Constitutional Tribunal as to the conformity of a normative act to the Constitution, ratified international agreements or statute, if the answer to such question of law will determine an issue currently before such court. Constitutional Tribunal Act Article 3 Any court may refer a question of law to the Tribunal as to the conformity of a normative act to the Constitution, ratified international agreements or a statute if the answer to this question of law determines the matter pending before the court.
Portugal	No preliminary ruling procedure
Romania	Law on the Organisation and Operation of the Constitutional Court Article 29 (1) The Constitutional Court shall decide upon the exceptions raised before the courts of law or of commercial arbitration referring to the unconstitutionality of laws and ordinances which are in force, or any provision thereof, where such is in connection with the judgment of the case at any stage of trial proceedings and regardless of its object. 2. The exception can be raised at the request of either party or <i>ex officio</i> , by the court of law or of commercial arbitration hearing the case. Likewise, the prosecutor is entitled to raise this exception before the court in cases where he participates in trial proceedings.
Russian Federation	Constitution Article 125 4. The Constitutional Court of the Russian Federation, upon complaints about violations of the constitutional rights and freedoms of citizens and upon requests of the courts, shall verify the conformity with the Constitution of any law which is applied or shall be applied in a concrete case in a way established by federal law. Federal Constitutional Law on the Constitutional Court of the Russian Federation Article 101 The court while considering the case in any instance, having arrived at the conclusion about non-conformity with the Constitution of the Russian Federation of the law which has been applied or ought to be applied in a specific case, shall petition the Constitutional Court of the Russian Federation with an inquiry to verify the constitutionality of the aforementioned law.
San Marino	Qualified Law of 25 April 2003 Article 13(5) (p.t.) <sup>300</sup> The declaration of inadmissibility of the request by the judge doesn't forestall new requests concerning the same question before other instances or in other proceedings.
Serbia	No preliminary ruling procedure
Slovakia	Constitution Article 130 (1) The Constitutional Court shall commence the proceedings upon an application submitted by: d) any court; Article 144 Constitution (2) If a court is of the opinion that an other generally-binding legal regulation, its part, or its particular provision which concerns the pending case, is not in conformity with the Constitution, constitutional law, international treaty pursuant to Article 7.5 or an ordinary law, it shall suspend the proceedings and shall submit a an application for commencement of proceedings according to Article 125.1. The legal opinion of the Constitutional Court of the Slovak Republic contained in the decision shall be binding for that court.

<sup>300</sup> La dichiarazione di inammissibilità dell'istanza da parte del giudice *a quo* non impedisce la riproposizione del medesimo negli altri gradi o in procedimenti diversi.



State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>Article 18 Law on the Organisation of the Constitutional Court                      1. The Constitutional Court shall open proceedings on a petition that has been filed by:                      d. a court, in a matter if its jurisdiction ;</p> <p>Article 37 Law on the Organisation of the Constitutional Court                      1.If the persons specified in Article 18, paragraph 1, letters a to f come to the conclusion that a regulation of lower legal force is in conflict with a regulation of higher legal force or international treaty they may file a petition with the Constitutional Court to proceedings.                      (1) The Constitutional Court shall commence proceedings upon an application submitted by:                      d) any court in relation to its decision-making</p>
Slovenia	<p>Article 156 Constitution                      If a court deciding some matter deems a law which it should apply to be unconstitutional, it must stay the proceedings and initiate proceedings before the Constitutional Court. The proceedings in the court may be continued after the Constitutional Court has issued its decision.</p> <p>Article 23.a Constitutional Court Act                      (1) The procedure for the review of the constitutionality or legality of regulations or general acts issued for the exercise of public authority can be initiated by a request submitted by:                      - the National Assembly;                      - one third of the deputies;                      - the National Council;                      - the Government;                      - the ombudsman for human rights if he deems that a regulation or general act issued for the exercise of public authority inadmissibly interferes with human rights or fundamental freedoms;                      - the information commissioner, provided that a question of constitutionality or legality arises in connection with a procedure he is conducting;                      - the Bank of Slovenia or the Court of Audit, provided that a question of constitutionality or legality arises in connection with a procedure they are conducting;                      - the State Attorney General, provided that a question of constitutionality arises in connection with a case the State Prosecutor's Office is conducting;                      - representative bodies of local communities, provided that the constitutional position or constitutional rights of a local community are interfered with;                      - representative associations of local communities, provided that the rights of local communities are threatened;                      - national representative trade unions for an individual activity or profession, provided that the rights of workers are threatened.</p> <p>Article 23                      (1) When in the process of deciding a court deems a law or part thereof which it should apply to be unconstitutional, it stays the proceedings and by a request initiates proceedings for the review of its constitutionality.                      (2) If the Supreme Court deems a law or part thereof which it should apply to be unconstitutional, it stays proceedings in all cases in which it should apply such law or part thereof in deciding on legal remedies and by a request initiates proceedings for the review of its constitutionality.</p>
South Africa	No preliminary request procedure
Spain	<p>Constitution                      Article 163                      If a judicial body considers, in some action, that a regulation with the status of law which is applicable thereto and upon the validity of which the judgment depends, may be contrary to the Constitution, it may bring the matter before the Constitutional Court in the circumstances, manner and subject to the consequences to be laid down by law, which shall in no case be suspensive.</p> <p>Organic Law on the Constitutional Court                      Article 35                      1. Where a judge or a court, proprio motu or at the request of a party, considers that an enactment having the force of law which is applicable to a case and on which the validity of the ruling depends may be contrary to the Constitution, the judge or court shall raise the question before the Constitutional Court in accordance with the provisions of this Law.</p> <p>Article 46                      1. The following shall have standing to lodge an appeal for constitutional protection:                      a. In the case of Articles 42 and 45, the person directly affected, the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor;                      b. In the case of Articles 43 and 44, the parties to the corresponding judicial proceedings, the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor.</p>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	2. Where the appeal is brought by the Defender of the People or the Office of the Public Prosecutor, the Division of the Court with authority to hear the case for constitutional protection shall inform any potentially injured persons of whom it has knowledge and shall order publication of the notice of appeal in the "Official State Gazette" so that other interested parties may come forward. Such publication shall have preferential status.
Sweden	No preliminary ruling procedure
Switzerland	No preliminary ruling procedure
"The former Yugoslav Republic of Macedonia"	Article 17 of the Law on the Courts 1) The court submits an initiative for commencing a procedure on assessing the compliance of the Law with the Constitution, when during procedure their accordance turns out to be questionable, for which it notifies the court of higher instance and the Supreme Court of Republic of Macedonia. (2) When the court finds that the Law that is to be applied in the specific case is not in accordance with the Constitution, and the constitutional provisions cannot be directly applied, will stay the procedure until the Constitutional Court delivers a decision. (3) The party has a right to an appeal against the decision for stay of the procedure. The procedure upon the appeal is urgent.
Tunisia	No preliminary ruling procedure
Turkey	Constitution Article 152 If a court which is trying a case finds that the law or the decree having force of law to be applied is unconstitutional, or if it is convinced of the seriousness of a claim of unconstitutionality submitted by one of the parties, it shall postpone the consideration of the case until the Constitutional Court decides on this issue. If the court is not convinced of the seriousness of the claim of unconstitutionality, such a claim together with the main judgement shall be decided upon by the competent authority of appeal. Law on the Organisation and Trial Proceedings of the Constitutional Court Article 28 If a court which is trying a case: 1. finds that provisions of a law or law-amending ordinance to be applied in this case are unconstitutional, this decision together with its reasons, or 2. is convinced of the seriousness of a claim of unconstitutionality submitted by one of the parties, a decision explaining the claims and defences of the parties concerned in relation to this subject-matter and its own views which led to this conviction, the contents of the file together with certified copies of documents relating to this case are sent by the court concerned to the presidency of the Constitutional Court.
Ukraine	Law on the Constitutional Court Article 83 When, in the process of examination of cases under general court procedure, a dispute develops concerning the constitutionality of norms of a law which is being applied by the court, the examination of the case is suspended. Under such circumstances, a constitutional examination of the case is opened and the case is considered by the Constitutional Court of Ukraine immediately.
United Kingdom	No preliminary ruling procedure
United States of America	§1254 US Code <sup>301</sup> Cases in the courts of appeals may be reviewed by the Supreme Court by the following methods: (2) By certification at any time by a court of appeals of any question of law in any civil or criminal case as to which instructions are desired, and upon such certification the Supreme Court may give binding instructions or require the entire record to be sent up for decision of the entire matter in controversy. U.S. Supreme Court Rules Rule 11. Certiorari to a United States Court of Appeals Before Judgment A petition for a writ of certiorari to review a case pending in a United States court of appeals, before judgment is entered in that court, will be granted only upon a showing that the case is of such imperative public importance as to justify deviation from normal appellate practice and to require immediate determination in this Court. See 28 U. S. C. § 2101(e).  Rule 19. Procedure on a Certified Question 1. A United States court of appeals may certify to this Court a question or proposition of law

<sup>301</sup> <http://www4.law.cornell.edu/uscode/28/1254.html>

State	Relevant constitutional and legal provisions
	<p>on which it seeks instruction for the proper decision of a case. The certificate shall contain a statement of the nature of the case and the facts on which the question or proposition of law arises. Only questions or propositions of law may be certified, and they shall be stated separately and with precision. The certificate shall be repaired as required by Rule 33.2 and shall be signed by the clerk of the court of appeals.</p> <p>2. When a question is certified by a United States court of appeals, this Court, on its own motion or that of a party, may consider and decide the entire matter in controversy. See 28 U. S. C. § 1254(2).</p>
Uruguay	<p>Article 258<sup>302</sup> (p.t.)                      The Judge or Tribunal that cognises in any ordinary judicial proceeding, or the Tribunal of Administrative Disputes, within their jurisdiction and before administering justice, may request <i>ex officio</i> the declaration of unconstitutionality and inapplicability of a law. In this case and in the case of number 2, the proceedings are suspended and the proceeding is elevated to the Supreme Court of Justice.                      General Code of Proceedings (p.t.)<sup>303</sup>                      Article 262                      The complaint can be lodged against the resolution that denies recourse of cassation, an appeal or the exception of unconstitutionality so that the competent superior confirms or revokes the denying resolution.</p>

**1.1.21 Table: Direct individual access: Constitutional and legal bases**

State	Constitution	Laws
Albania	<p>Article 131                      The Constitutional Court decides on:                      f. the final adjudication of the complaints of individuals for the violation of their constitutional rights to due process of law, after all legal remedies for the protection of those rights have been exhausted.</p> <p>Article 134                      1. The Constitutional Court initiates a proceeding only on the request of:                      g. individuals.                      2. The subjects contemplated in subparagraphs dh, e, è, f and g of paragraph 1 of this article may make a request only for issues related to their interests.</p>	<p>Law on the Organisation and Functioning of the Constitutional Court                      Article 30                      2. The application of persons regarding the violation of a constitutional right are to be presented no later than 2 (two) years from the time at which evidence of the violation becomes available to them. If the law provides that the applicant may address another authority, he/she may present the application to the Constitutional Court after all the other legal means in protection of such rights have been exhausted.</p> <p>Article 68                      1. When a court of any instance or a trial judge considers during the trial <i>ex officio</i> or at the request of either party involved that a certain law is unconstitutional and if there is a direct link between the law and the solution of the case at hand, that particular law shall not be applied in the case at hand and after suspending the trial the judge shall refer the file to the Constitutional Court, which on its side should deliver its verdict as to the constitutionality of the said law.</p>

<sup>302</sup> Artículo 258.- La declaración de inconstitucionalidad de una ley y la inaplicabilidad de las disposiciones afectadas por aquélla, podrán solicitarse por todo aquel que se considere lesionado en su interés directo, personal y legítimo:

1° Por vía de acción, que deberá entablar ante la Suprema Corte de Justicia.

2° Por vía de excepción, que podrá oponer en cualquier procedimiento judicial.

El Juez o Tribunal que entendiere en cualquier procedimiento judicial, o el Tribunal de lo Contencioso Administrativo, en su caso, también podrá solicitar de oficio la declaración de inconstitucionalidad de una ley y su inaplicabilidad, antes de dictar resolución.

En este caso y en el previsto por el numeral 2º), se suspenderán los procedimientos, elevándose las actuaciones a la Suprema Corte de Justicia.

<http://www.parlamento.gub.uy/constituciones/const004.htm>

<sup>303</sup> El recurso de queja procede contra las resoluciones que denieguen un recurso de casación, de apelación o la excepción de inconstitucionalidad a fin que el superior que corresponda confirme o revoque la resolución denegatoria.

<http://www.parlamento.gub.uy/leyes/ AccesoTextoLey.asp?Ley=15982&Anchor=>

State	Constitution	Laws
Algeria	No direct individual access	No direct individual access
Andorra	<p>Constitution</p> <p>Article 10</p> <p>1. All persons shall have the right to jurisdiction and to have a ruling founded in the law, and to a due trial before an impartial tribunal established by law.</p> <p>Article 41</p> <p>1. The rights and freedoms recognised in Chapters 111 and IV are protected by regular courts through urgent and preferent proceedings regulated by law, which in any case shall be transacted in two instances.</p> <p>2. A law shall create an exceptional Procedure of Appeal before the Tribunal Constitucional against the acts of the public authorities which may violate the essential contents of the rights mentioned in the paragraph above, with the exception of the case provided for in article 22.</p> <p>Article 100</p> <p>1. If, in the course of litigation, a court has reasoned and founded doubts about the constitutionality of a law or a legislative decree, the application of which is relevant to its decision, it shall request in writing the decision of the Tribunal Constitucional about the validity of the rule affected.</p> <p>2. The Tribunal Constitucional may not admit the transaction of the request without further appeal. If the request is admitted judgment shall be passed within the maximum period of two months.</p> <p>See articles 52 to 58 of the Qualified Law on the Constitutional Court already cited above.</p> <p>Article 85</p> <p>By the appeal for protection the Constitutional Court, in its capacity as supreme judicial authority, guarantees the rights recognized in Chapters III and IV of Title II of the Constitution other than the right laid down in article 22.</p> <p>Article 86</p> <p>Except in the situations described in articles 95 and 96 of this Law, the appeal for protection shall be brought against decisions of the final instance of the ordinary courts dismissing applications during the urgent priority procedure provided for in article 41.1 of the Constitution.</p> <p>There two proceedings: Through the "ampara" remedy (articles 85 and 86 of the Law cited) and in the case of a conflict of competences: (Article 69.2, 78 and 82 of the Law)</p>	<p>Qualified Law on the Constitutional Court</p> <p>Article 86</p> <p>Except in the situations described in articles 95 and 96 of this Law, the appeal for protection shall be brought against decisions of the final instance of the ordinary courts dismissing applications during the urgent priority procedure provided for in article 41.1 of the Constitution.</p> <p>Article 87</p> <p>1. The respondents or assistants in the proceedings mentioned in the preceding article have <i>locus standi</i> to bring an appeal for protection.</p> <p>Article 94</p> <p>2. When no further appeal can be lodged nor is there any further means in defending the constitutional right infringed, the person who has suffered the infringement of the constitutional right to jurisdiction may lodge an appeal for protection before the Constitutional Court within fifteen working days of the day after notification of the last resolution of refusal or of the date on which he had knowledge of the judicial decision which violated the constitutional right to jurisdiction.</p>
Argentina	<p>Section 116</p> <p>The Supreme Court and the lower courts of the Nation are empowered to hear and</p>	<p>Law on The Organisation of the National Judiciary<sup>304</sup> (p.t.)</p> <p>Article 20<sup>305</sup></p>

<sup>304</sup> <http://www.infoleg.gov.ar/infolegInternet/anexos/115000-119999/116333/norma.htm>

<sup>305</sup> Article 20. – Los Juzgados de Sección concocen en primera instancia, de todas las causas que se expresan en el artículo 100 [= Section 116 today] de la Constitución, sin incluir en ellas las exceptuadas en el artículo 101 de la misma Constitución, de las contenciosas administrativas y demás que interesen al Fisco Nacional, mas en las de

State	Constitution	Laws
	<p>decide all cases arising under the Constitution and the laws of the Nation, with the exception made in Section 75, subsection 12, and under the treaties made with foreign nations; all cases concerning ambassadors, public ministers and foreign consuls; cases related to admiralty and maritime jurisdiction; matters in which the Nation shall be a party; actions arising between two or more provinces, between one province and the inhabitants of another province, between the inhabitants of different provinces, and between one province or the inhabitants thereof against a foreign state or citizen.</p> <p>Section 117 In the aforementioned cases the Supreme Court shall have appellate jurisdiction, with such regulations and exceptions as Congress may prescribe; but in all matters concerning foreign ambassadors, ministers and consuls, and in those in which a province shall be a party, the Court shall have original and exclusive jurisdiction.</p>	<p>The Section Courts shall sit in first instance concerning all cases provided for in article 100 of the Constitution [=section 116 today], without including the exceptions mentioned in article 101 of the Constitution [=Section 117] [...]</p> <p>Article 21<sup>306</sup> As established by the Constitution and the national laws, it [The Section Court] may sit as appeals court concerning the judgements and resolutions of the inferior Provincial Courts, except if the affected person prefers to petition the Superior Provincial Court or Tribunal.</p> <p>Article 22<sup>307</sup> In all matters mentioned in the two previous articles, the ordinary appeal or plea of nullity to the Supreme Court are open.</p>
Armenia	<p>Article 101 In conformity with the procedure set forth in the Constitution and the law on the Constitutional Court the application to the Constitutional Court may be filed by:</p> <p>6) every person in a specific case when the final judicial act has been adopted, when the possibilities of judicial protection have been exhausted and when the constitutionality of a law provision applied by the act in question is being challenged;</p>	<p>Law on the Constitutional Court Article 25 The bodies and persons determined by Article 101 of the Constitution can appeal to the Constitutional Court in the order prescribed by the Constitution and this Law. Moreover, in cases determined in the Point 6 of Article 101 legal persons are also eligible to appeal to the Constitutional Court according to the Article 42.1 of the Constitution.</p> <p>Article 69 1. The appeals on the cases described in this Article (hereinafter individual appeals) can be brought by those natural and legal persons who were participants at the courts of general jurisdiction and in specialised courts, in relation of who the law was implemented by a judicial act, who exhausted all the remedies of judicial protection and who believe that the provision of the Law applied for the particular case contradicts the Constitution. 2. The individual appeals can be submitted regarding the constitutionality of provisions of Laws adopted by the National Assembly and on referendum.</p>
Austria	<p>Article 139. (1) The Constitutional Court pronounces on application by a court or an independent administrative tribunal whether ordinances issued by a Federal or Land authority are</p>	<p>Federal Law on the Constitutional Court Article 82 1. A complaint against an administrative decree in pursuance of Article 144, subparagraph 1 of the B-VG can be lodged only after all</p>

contrabando, lo harán, por ahora, tanto en el territorio de la Provincia de Buenos Aires, cuanto en el resto de la República, ajustándose a las respectivas leyes y disposiciones dictadas y vigente en ellas.

<http://www.infoleg.gov.ar/infolegInternet/anexos/115000-119999/116333/norma.htm>

<sup>306</sup> Article 21. – Puede conocer en grado de apelación de los fallos y resoluciones de los Juzgados inferiores de Provincia, en los casos regidos por la Constitución y Leyes Nacionales, siempre que el agraviado no prefiera concurrir al Juzgado o Tribunal Superior de la Provincia.

<http://www.infoleg.gov.ar/infolegInternet/anexos/115000-119999/116333/norma.htm>

<sup>307</sup> Art. 22. – En todas las causas mencionadas en los dos artículos precedentes, habrá los ordinarios recursos de apelación o nulidad para ante la Corte Suprema.

<http://www.infoleg.gov.ar/infolegInternet/anexos/115000-119999/116333/norma.htm>

State	Constitution	Laws
	<p>contrary to law, but ex officio in so far as the Court would have to apply such an ordinance in a pending suit. It also pronounces on application by the Federal Government whether ordinances issued by a Land authority are contrary to law and likewise on application by the municipality concerned whether ordinances issued by a municipal affairs supervisory authority in accordance with Article 119a para. 6 are contrary to law. It pronounces furthermore whether ordinances are contrary to law when an application alleges direct infringement of personal rights through such illegality in so far as the ordinance has become operative for the applicant without the delivery of a judicial decision or the issue of a ruling; Art. 89 para. 3 applies analogously to such applications.</p> <p>Article 140          "The Constitutional Court pronounces on application of the Supreme Court, a competent appellate court, an independent administrative tribunal, the Asylum Court, the Administrative Court or the Federal Tender Office whether a Federal or a Land law is unconstitutional, but ex officio in so far as the Court would have to apply such a law in a pending suit. It pronounces also on applications by the Federal Government whether Land laws are unconstitutional and likewise on applications by a Land Government, by one third of the National Council's members, or by one third of the Federal Council's members whether Federal laws are unconstitutional. A Land constitutional law can provide that such a right of application as regards the unconstitutionality of Land laws lies with one third of the Diet's members. The Court pronounces furthermore whether laws are unconstitutional when an application alleges direct infringement of personal rights through such unconstitutionality in so far as the law has become operative for the applicant without the delivery of a judicial decision or the issue of a(n administrative) ruling; Art. 89.3. applies analogously to such applications."</p> <p>Article 144.          (1) The Constitutional Court pronounces on rulings by administrative authorities including the independent administrative tribunals in so far as the appellant alleges an infringement by the ruling of a constitutionally guaranteed right or the infringement of personal rights on the score of an illegal ordinance, an unconstitutional law, or an unlawful treaty. The complaint can only be filed after all other stages of legal remedy have been exhausted.</p>	<p>administrative remedies have been exhausted, within six weeks following service of the decree delivered at last instance.</p>
Azerbaijan	<p>Article 130.          II. Constitutional Court of the Azerbaijan Republic based on inquiry of the President of the Azerbaijan Republic, Milli Majlis of the Azerbaijan Republic, Cabinet of</p>	<p>Law on the Constitutional Court          Article 34. Complaints          34.1. Any person who alleges that his/her rights and freedoms have been violated by the normative legal act of the Legislative and</p>

State	Constitution	Laws
	<p>Ministers of the Azerbaijan Republic, Supreme Court of the Azerbaijan Republic, Procurator's Office of the Azerbaijan Republic, Ali Majlis of Nakhichevan Autonomous Republic takes decisions regarding the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. correspondence of laws of the Azerbaijan Republic, decrees and orders of the President of the Azerbaijan Republic, decrees of Milli Majlis of the Azerbaijan Republic, decrees and orders of Cabinet of Ministers of the Azerbaijan Republic, normative-legal acts of central bodies of executive power to Constitution of the Azerbaijan Republic;</li> <li>2. correspondence of decrees of the President of the Azerbaijan Republic, decrees of Cabinet of Ministers of the Azerbaijan Republic, normative-legal acts of central bodies of executive power to the laws of the Azerbaijan Republic;</li> <li>3. correspondence of decrees of Cabinet of Ministers of the Azerbaijan Republic and normative-legal acts of central bodies of executive power to decrees of the President of the Azerbaijan Republic;</li> <li>4. in cases envisaged by law, correspondence of decisions of Supreme Court of the Azerbaijan Republic to Constitution and laws of the Azerbaijan Republic;</li> <li>5. correspondence of acts of municipalities to Constitution of the Azerbaijan Republic, laws of the Azerbaijan Republic, decrees of the President of the Azerbaijan Republic, decrees of Cabinet of Ministers of the Azerbaijan Republic (in Nakhichevan Autonomous Republic – also to Constitution and laws of Nakhichevan Autonomous Republic and decrees of Cabinet of Ministers of Nakhichevan Autonomous Republic);</li> <li>6. correspondence of interstate agreements of the Azerbaijan Republic, which have not yet become valid, to Constitution of the Azerbaijan Republic; correspondence of intergovernmental agreements of the Azerbaijan Republic to Constitution and laws of the Azerbaijan Republic;</li> <li>7. correspondence of Constitution and laws of Nakhichevan Autonomous Republic, decrees of Ali Majlis of Nakhichevan Autonomous Republic, decrees of Cabinet of Ministers of Nakhichevan Autonomous Republic to Constitution of the Azerbaijan Republic; correspondence of laws of Nakhichevan Autonomous Republic, decrees of Cabinet of Ministers of Nakhichevan Autonomous Republic to laws of the Azerbaijan Republic; correspondence of decrees of Cabinet of Ministers of Nakhichevan Autonomous Republic to decrees of the President of the Azerbaijan Republic and decrees of Cabinet of Ministers of the Azerbaijan Republic;</li> </ol> <p>V. Everyone claiming to be the victim of a violation of his/her rights and freedoms by</p>	<p>Executive, act of municipality and courts may submit complaint to Constitutional Court to resolve matters provided for by Article 130.3.1-7 of the Constitution of Azerbaijan Republic in order to restore his/her human rights and freedoms.</p> <p>34.2.Complaints on the matters provided for by Article 130.3.4 of the Constitution of Azerbaijan Republic can be examined by Constitutional Court in following cases:</p> <p>34.2.1. If the normative legal act which should have been applied was not applied by a court;</p> <p>34.2.2. If normative legal act which should not have been applied was applied by a court;</p> <p>34.2.3. If normative legal act was not properly interpreted by a court;</p> <p>34.3. In cases provided for by Article 34.2 of the present law the examination of facts of the case examined by the Supreme Court of Azerbaijan Republic shall be inadmissible.</p>

State	Constitution	Laws
	the decisions of legislative, executive and judiciary, municipal acts set forth in the items 1-7 of the Para III of this Article may appeal, in accordance with the procedure provided for by law, to the Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan with the view of the restoration of violated human rights and freedoms.	
Belgium	<p>Article 142</p> <p>There is for all Belgium a Constitutional Court, the composition, competences and functioning of which are established by the law.</p> <p>This Court rules by means of judgments on:</p> <p>1° those conflicts referred to in Article 141;</p> <p>2° the violation of Articles 10, 11 and 24 by a law, a federate law or a rule as referred to in Article 134;</p> <p>3° the violation of constitutional articles that the law determines by a law, a federate law or by a rule as referred to in Article 134.</p> <p>A matter may be referred to the Court by any authority designated by the law, by any person that can prove an interest or, prejudicially, by any court.</p>	<p>Special Law on the Court</p> <p>Article 2</p> <p>The actions referred to in Article 1 may be brought:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. by the Council of Ministers, by the government of a Community or a Region;</li> <li>2. by any natural or legal person who has a justifiable interest; or</li> <li>3. by the presidents of the legislative assemblies, at the request of two-thirds of the membership.</li> </ol>
Bosnia and Herzegovina	<p>VI.3 Jurisdiction.</p> <p>...</p> <p>b The Constitutional Court shall also have appellate jurisdiction over issues under this Constitution arising out of a judgment of any other court in Bosnia and Herzegovina.</p>	<p>Rules of the Constitutional Court</p> <p>Article 15</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. The participants to the proceedings shall be as follows:</li> <li>b. the parties to the proceedings that ended in a judgment/decision challenged and the court or body that rendered the challenged judgment/decision (Article VI.3 (b) of the Constitution);</li> </ol>
Brazil	<p>Article 5<sup>308</sup></p> <p>LXVIII – <i>habeas corpus</i> shall be granted whenever a person suffers or is in danger of suffering violence or coercion against his freedom of locomotion, on account of illegal actions or abuse of power;</p> <p>LXIX – a writ of <i>mandamus</i> shall be issued to protect a clear and perfect right, not covered by <i>habeas corpus</i> or <i>habeas data</i>, whenever the party responsible for the illegal actions or abuse of power is a public official or an agent of a corporate legal entity exercising duties of the Government;</p> <p>LXX – a collective writ of <i>mandamus</i> may be filed by:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) a political party represented in the National Congress;</li> <li>b) a union, a professional association or an association legally constituted and in operation for at least one year, to defend the interests of its members or associates;</li> </ol> <p>LXXI – a writ of injunction shall be granted whenever the absence of a regulatory provision disables the exercise of constitutional rights and liberties, as well as the prerogatives inherent to nationality, sovereignty and citizenship;</p> <p>LXXII – <i>habeas data</i> shall be granted:</p>	<p>Law no. 10,259 of 2001 allowed extraordinary appeals to decisions issued by judges at special higher courts to be forwarded to the Supreme Court</p>

<sup>308</sup> <http://www.v-brazil.com/government/laws/>



State	Constitution	Laws
	<p>a) to ensure the knowledge of information related to the person of the petitioner, contained in records or databanks of government agencies or of agencies of a public character;</p> <p>b) for the correction of data, when the petitioner does not prefer to do so through a confidential process, either judicial or administrative;</p> <p>LXXIII – any citizen is a legitimate party to file a people's legal action with a view to nullifying an act injurious to the public property or to the property of an entity in which the State participates, to the administrative morality, to the environment and to the historic and cultural heritage, and the author shall, save in the case of proven bad faith, be exempt from judicial costs and from the burden of defeat;</p> <p>Article 102. The Supreme Federal Court is responsible, essentially, for safeguarding the Constitution, and it is within its competence: I – to institute legal proceeding and trial, in the first instance, of:</p> <p>a) direct actions of unconstitutionality of a federal or state law or normative act, and declaratory actions of constitutionality of a federal law or normative act;</p> <p>Text in purple added by CA 3, 17 March 1993. This CA created the declaratory actions of constitutionality.</p> <p>b) in common criminal offenses, the President of the Republic, the Vice-President, the members of the National Congress, its own Justices and the Attorney-General of the Republic;</p> <p>c) in common criminal offenses and crimes of malversation, the Ministers of State, except as provided in Article 52, I, the Commanders of Navy, Army and Air Force and the members of the Superior Courts, those of the Federal Court of Accounts and the heads of permanent diplomatic missions;</p> <p>Text in purple added by CA 23, September 2nd 1999, which created the positions of Commanders of Navy, Army and Air Force. See comments to Article 84, XIII.</p> <p>d) <i>habeas corpus</i>, when the petitioner is any one of the persons referred to in the preceding subitems; the writ of mandamus and habeas data against acts of the President of the Republic, of the Directing Boards of the Chamber of Deputies and of the Federal Senate, of the Federal Court of Accounts, of the Attorney-General of the Republic and of the Supreme Federal Court itself;</p> <p>i) <i>habeas corpus</i>, when the constraining party is a Superior Court or the petitioner is a court, authority or employee whose acts are directly subject to the jurisdiction of the Supreme Federal Court, or in the case of a crime, subject to the same jurisdiction in one sole instance;</p>	

State	Constitution	Laws
	<p>p) petitions of provisional remedy in direct actions of unconstitutionality;  II – to judge on ordinary appeal:  a) <i>habeas corpus</i>, writs of mandamus, <i>habeas data</i> and writs of injunction decided in a sole instance by the Superior Courts, in the event of a denial;  b) political crimes;  III – to judge, on extraordinary appeal, cases decided in a sole or last instance, when the decision appealed:  a) is contrary to a provision of this Constitution;  b) declares a treaty or a federal law unconstitutional;  c) considers valid a law or act of a local government contested in the light of this Constitution.  d) considers valid local law contested in the light of federal law.  Amendment no. 45 of 2004: instrument of general repercussion was confirmed, setting forth that “in the extraordinary appeal the appellant must demonstrate the general repercussion of the constitutional issue discussed in the case, in accordance with the law, so that the court may decide whether to accept the appeal, being only able to reject it though an unfavorable opinion of two thirds of its members.”  binding precedent  Article 5, LXXI  Article 102, I, q,</p>	
Bulgaria	No direct individual access	No direct individual access
Canada	<p>24. Enforcement of guaranteed rights and freedoms  (1) Anyone whose rights or freedoms, as guaranteed by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.  52. Primacy of Constitution of Canada  (1) The Constitution of Canada is the supreme law of Canada, and any law that is inconsistent with the provisions of the Constitution is, to the extent of the inconsistency, of no force or effect.</p>	<p>Supreme Court Act  Section 37.1  An appeal lies to the [Supreme] Court from a decision of the Federal Court of Appeal in the case of a controversy between Canada and a province or between two or more provinces.  Section 36  An appeal lies to the [Supreme] Court from an opinion pronounced by the highest court of final resort in a province on any matter referred to it for hearing and consideration by the lieutenant governor in council of that province whenever it has been by the statutes of that province declared that such opinion is to be deemed a judgment of the highest court of final resort and that an appeal lies therefrom as from a judgment in an action.  Section 37  Subject to sections 39 and 42, an appeal to the Supreme Court lies with leave of the highest court of final resort in a province from a final judgment of that court where, in the opinion of that court, the question involved in the appeal is one that ought to be submitted to the Supreme Court for decision.  Section 37.1  Subject to sections 39 and 42, an appeal to the Court lies with leave of the Federal Court of Appeal from a final judgment of the Federal Court of Appeal where, in its opinion, the question involved in the appeal is one that ought to be submitted to the Court for decision.</p>

State	Constitution	Laws
		<p>Section 38                      Subject to sections 39 and 42, an appeal to the Supreme Court lies on a question of law alone with leave of that Court, from a final judgment of the Federal Court or of a court of a province other than the highest court of final resort therein, the judges of which are appointed by the Governor General, pronounced in a judicial proceeding where an appeal lies to the Federal Court of Appeal or to that highest court of final resort, if the consent in writing of the parties or their solicitors, verified by affidavit, is filed with the Registrar of the Supreme Court and with the registrar, clerk or prothonotary of the court from which the appeal is to be taken.</p> <p>Section 39                      No appeal to the Court lies under section 37, 37.1 or 38 from a judgment in a criminal cause, in proceedings for or on:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) a writ of <i>habeas corpus</i>, <i>certiorari</i> or prohibition arising out of a criminal charge; or</li> <li>b) a writ of <i>habeas corpus</i> arising out of a claim for extradition made under a treaty.</li> </ul> <p>Section 40                      1. Subject to subsection 3, an appeal lies to the Supreme Court from any final or other judgment of the Federal Court of Appeal or of the highest court of final resort in a province, or a judge thereof, in which judgment can be had in the particular case sought to be appealed to the Supreme Court, whether or not leave to appeal to the Supreme Court has been refused by any other court, where, with respect to the particular case sought to be appealed, the Supreme Court is of the opinion that any question involved therein is, by reason of its public importance or the importance of any issue of law or any issue of mixed law and fact involved in that question, one that ought to be decided by the Supreme Court or is, for any other reason, of such a nature or significance as to warrant decision by it, and leave to appeal from that judgment is accordingly granted by the Supreme Court.</p> <p>3. No appeal to the Court lies under this section from the judgment of any court acquitting or convicting or setting aside or affirming a conviction or acquittal of an indictable offence or, except in respect of a question of law or jurisdiction, of an offence other than an indictable offence.</p> <p>4. Whenever the Court has granted leave to appeal, the Court or a judge may, notwithstanding anything in this Act, extend the time within which the appeal may be allowed.</p> <p>Section 41                      Notwithstanding anything in this Act, the Court has jurisdiction as provided in any other Act conferring jurisdiction.</p> <p>Section 42                      1. No appeal lies to the Court from a judgment or order made in the exercise of judicial discretion except in proceedings in the nature of a suit or proceeding in equity originating elsewhere than in the Province of Quebec and except in <i>mandamus</i> proceedings.</p> <p>2. This section does not apply to an appeal</p>

State	Constitution	Laws
		<p>under section 40. Section 52 The Court shall have and exercise exclusive ultimate appellate civil and criminal jurisdiction within and for Canada, and the judgment of the Court is, in all cases, final and conclusive.</p>
Chile	<p>Article 19 (p.t.)<sup>309</sup> The Constitution protects the right of every person: 21°. To perform any economic activity that is not contrary to morality, public order or national security and respects the legal norms which regulate it.<sup>310</sup> Article 20<sup>311</sup> Anyone who through arbitrary or illegal acts or omissions suffers deprivation, perturbation in or threats to the legitimate exercise of his rights and guarantees established in the articles 19 No. 1°, 2°, 3° fourth indent, 4°, 5°, 6°, 9° final indent, 11°, 12°, 13°, 15°, 16° as concerns the right to free labour and the right to be freely elected and employed, and as concerns what has been established in the fourth indent, 19°, 21°, 22°, 23°, 24°, y 25°, may approach the Court of Appeals in his own name or through a third person; the Court of Appeals shall immediately adopt measures it deems necessary to re-establish the rule of law and to ensure the due protection of the person concerned, without prejudice to the additional rights he might claim before the relevant authority or tribunal. The request for protection applies also in the case of no. 8 of Article 19 when the right to live in an environment free of contamination has been affected by an arbitrary or unlawful action imputable to an authority or a specific person. Article 21.<sup>312</sup> Every individual who is under arrest, detention or imprisonment in breach of the laws or the Constitution may approach the administrative body indicated by the law so that the latter may order that the legal formalities be complied with and may</p>	<p>Autonomous rule of the Supreme Court on the implementation of the recurso de protección<sup>314</sup> (p.t.) 1. The recourse or action of protection can be lodged at the Appeals Court within whose jurisdiction the act or the arbitrary or illegal omission causing deprivation, perturbation in or threats to the legitimate exercise of the respective constitutional guarantees, within an unsuspensible respite of thirty days after the execution of the act or the occurrence of the omission, or, according to the nature of these, after notice or certain knowledge of the act or omission, which will be determined in the provisional procedure. 2. The recourse may be lodged on paper or even by telegraph or telefax by the affected person or by another person having legal capacity in his name even if that person does not have a special mandate.  The Tribunal will examine if the recourse has been lodged within the respites and if facts are being brought forward that could constitute a violation of the guarantees indicated in article 20 of the Political Constitution of the Republic. If the recourse is extemporaneous or if no facts are being brought forward that could constitute a violation of the guarantees mentioned in the indicated constitutional provision, the Tribunal will declare the recourse inadmissible in the place of giving a reasoned resolution; against the declaration of inadmissibility only a recourse of reposition can be lodged before the same tribunal within three days. 5. For greater exactitude of the judgement, the Tribunal may take all measures it deems necessary. The Court will appreciate with sanity and reason the previous facts of the case and the ones that</p>

<sup>309</sup> <https://www.presidencia.cl/documentos/Constitucion/F3n%20Pol%EDtica.pdf>

<sup>310</sup> La Constitución asegura a todas las personas: El derecho a desarrollar cualquiera actividad económica que no sea contraria a la moral, al orden público o a la seguridad nacional, respetando las normas legales que la regulen.

<sup>311</sup> El que por causa de actos u omisiones arbitrarios o ilegales sufra privación, perturbación o amenaza en el legítimo ejercicio de los derechos y garantías establecidos en el artículo 19, números 1°, 2°, 3° inciso cuarto, 4°, 5°, 6°, 9° inciso final, 11°, 12°, 13°, 15°, 16° en lo relativo a la libertad de trabajo y al derecho a su libre elección y libre contratación, y a lo establecido en el inciso cuarto, 19°, 21°, 22°, 23°, 24°, y 25° podrá ocurrir por sí o por cualquiera a su nombre, a la Corte de Apelaciones respectiva, la que adoptará de inmediato las providencias que juzgue necesarias para restablecer el imperio del derecho y asegurar la debida protección del afectado, sin perjuicio de los demás derechos que pueda hacer valer ante la autoridad o los tribunales correspondientes.  
Procederá, también, el recurso de protección en el caso del N° 8° del artículo 19, cuando el derecho a vivir en un medio ambiente libre de contaminación sea afectado por un acto u omisión ilegal imputable a una autoridad o persona determinada.

<sup>312</sup> Todo individuo que se hallare arrestado, detenido o preso con infracción de lo dispuesto en la Constitución o en las leyes, podrá ocurrir por sí, o por cualquiera a su nombre, a la magistratura que señale la ley, a fin de que ésta ordene se guarden las formalidades legales y adopte de inmediato las providencias que juzgue necesarias para restablecer el imperio del derecho y asegurar la debida protección del afectado.

State	Constitution	Laws
	immediately adopt the measures deemed necessary to reinstate the rule of law and ensure due protection of the affected individual. Article 93. <sup>313</sup> The Constitutional Tribunal is competent to: 2° Decide on the questions of unconstitutionality of autonomous rules of the Supreme Court, the Appellate Court and the Election Tribunal; 6° Decide, at the four fifth's majority of its members, on the inapplicability of a legal provision whose application in any proceeding before an ordinary or special tribunal would be contrary to the Constitution;	add to it during the proceedings. –The subsequent decision, may it accept or repeal the recourse or declare it inadmissible, can be appealed at the Supreme Court. Law N° 18.971 <sup>315</sup> Any person can bring a charge against infractions against article 19 number 21 of the Political Constitution of Chile.

<sup>313</sup> Artículo 93. Son atribuciones del Tribunal Constitucional: 1° Ejercer el control de constitucionalidad de las leyes que interpreten algún precepto de la Constitución, de las leyes orgánicas constitucionales y de las normas de un tratado que versen sobre materias propias de estas últimas, antes de su promulgación; 2° Resolver sobre las cuestiones de constitucionalidad de los autos acordados dictados por la Corte Suprema, las Cortes de Apelaciones y el Tribunal Calificador de Elecciones;

6° Resolver, por la mayoría de sus miembros en ejercicio, la inaplicabilidad de un precepto legal cuya aplicación en cualquier gestión que se siga ante un tribunal ordinario o especial, resulte contraria a la Constitución;

7° Resolver por la mayoría de los cuatro quintos de sus integrantes en ejercicio, la inconstitucionalidad de un precepto legal declarado inaplicable en conformidad a lo dispuesto en el numeral anterior;

En el caso del número 2°, el Tribunal podrá conocer de la materia a requerimiento del Presidente de la República, de cualquiera de las Cámaras o de diez de sus miembros. Asimismo, podrá requerir al Tribunal toda persona que sea parte en juicio o gestión pendiente ante un tribunal ordinario o especial, o desde la primera actuación del procedimiento penal, cuando sea afectada en el ejercicio de sus derechos fundamentales por lo dispuesto en el respectivo auto acordado.

En el caso del número 6°, la cuestión podrá ser planteada por cualquiera de las partes o por el juez que conoce del asunto. Corresponderá a cualquiera de las salas del Tribunal declarar, sin ulterior recurso, la admisibilidad de la cuestión siempre que verifique la existencia de una gestión pendiente ante el tribunal ordinario o especial, que la aplicación del precepto legal impugnado pueda resultar decisivo en la resolución de un asunto, que la impugnación esté fundada razonablemente y se cumplan los demás

requisitos que establezca la ley. A esta misma sala le corresponderá resolver la suspensión del procedimiento en que se ha originado la acción de inaplicabilidad por inconstitucionalidad.

En el caso del número 7°, una vez resuelta en sentencia previa la declaración de inaplicabilidad de un precepto legal, conforme al número 6° de este artículo, habrá acción pública para requerir al Tribunal la declaración de inconstitucionalidad, sin perjuicio de la facultad de éste para declararla de oficio. Corresponderá a la ley orgánica constitucional respectiva establecer los requisitos de admisibilidad, en el caso de que se ejerza la acción pública, como asimismo regular el procedimiento que deberá seguirse para actuar de oficio.

<sup>314</sup> 1. El recurso o acción de protección se interpondrá ante la Corte de Apelaciones en cuya jurisdicción se hubiere cometido el acto o incurrido en la omisión arbitraria o ilegal que ocasionen privación, perturbación o amenaza en el legítimo ejercicio de las garantías constitucionales respectivas, dentro del plazo fatal de treinta días corridos contados desde la ejecución del acto o la ocurrencia de la omisión o, según la naturaleza de éstos, desde que se haya tenido noticias o conocimiento cierto de los mismos, lo que se hará constar en autos.

2. El recurso se interpondrá por el afectado o por cualquiera otra persona en su nombre, capaz de parecer en juicio, aunque no tenga para ello mandato especial, por escrito en papel simple y aún por telégrafo o télex.

Presentado el recurso, el Tribunal examinará en cuenta si ha sido interpuesto en tiempo y si se mencionan hechos que puedan constituir la vulneración de garantías de las indicadas en el artículo 20 de la Constitución Política de la República. Si su presentación es extemporánea o no se señalan hechos que puedan constituir vulneración a garantías de las mencionadas en la referida disposición constitucional, lo declarará inadmisibles desde luego por resolución fundada, la que sólo será susceptible del recurso de reposición ante el mismo tribunal, el que deberá interponerse dentro de tercero día.

5. Para mejor acierto del fallo se podrán decretar todas las diligencias que el Tribunal estime necesarias.

La Corte apreciará de acuerdo con las reglas de la sana crítica los antecedentes que se acompañen al recurso y los demás que se agreguen durante su tramitación.- La sentencia que se dicte, ya sea que lo acoja, rechace o declare inadmisibles el recurso, será apelable ante la Corte Suprema.

[http://www.justicia.cl/documentos/docs\\_auto1.html](http://www.justicia.cl/documentos/docs_auto1.html), [http://www.minsal.cl/juridico/CIRCULAR\\_35\\_07.doc](http://www.minsal.cl/juridico/CIRCULAR_35_07.doc)

<sup>315</sup> Cualquier persona podrá denunciar las infracciones al artículo 19 número 21 de la Constitución Política de la República de Chile.

[http://www.cecoch.cl/hm/revista/docs/estudiosconst/5n\\_2\\_5\\_2007/7\\_el\\_recurso\\_economico.pdf](http://www.cecoch.cl/hm/revista/docs/estudiosconst/5n_2_5_2007/7_el_recurso_economico.pdf)

State	Constitution	Laws
	<p>7° Decide, at the four fifth's majority of its members, on the unconstitutionality of a legal provision that has been declared inapplicable in conformity with the previous article; the question can be lodged by any of the parties or by the judge who decides on the matter.</p> <p>In the case of number 2°, the Tribunal shall cognise on the matter at the request of the President of the Republic, of any of the Chambers or of ten of their members. Also, any person who is party to a pending proceeding before an ordinary or special tribunal or from the first action in a penal proceeding may formulate a request to the Tribunal, if he is affected in his fundamental constitutional rights by the respective autonomous rule.</p> <p>In the case of number 6°, the question may be lodged by any of the parties or by the judge that decides on the matter.</p> <p>In the case of number 7°, once a provisional judgement declaring the inapplicability of a legal provision has been delivered in conformity with number 6° of this article, a public action can be taken to request the declaration of unconstitutionality of the Tribunal, without prejudice to the latter's right to declare the provision unconstitutional ex officio. The respective organic constitutional law will establish the requisites for admissibility in the case of public action, and to regulate the proceeding that will need to be followed in order to act <i>ex officio</i>.</p>	
Croatia	<p>Article 128 The Constitutional Court of the Republic of Croatia shall:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>decide on the conformity of laws with the Constitution;</i></li> <li>- <i>decide on the conformity of other regulations with the Constitution and laws;</i></li> <li>- <i>may decide on constitutionality of laws and constitutionality of laws and other regulations which have lost their legal force, provided that from the moment of losing the legal force until the submission of a request or a proposal to institute the proceedings not more than one year has passed;</i></li> <li>- <i>decide on constitutional complaints against the individual decisions of governmental bodies, bodies of local and regional self-government and legal entities with public authority, when these decisions violate human rights and fundamental freedoms, as well as the right to local and regional self-government guaranteed by the Constitution of the Republic of Croatia; (...)"</i></li> </ul> <p>Article 131 <i>The procedure and conditions for the election of judges of the Constitutional Court of the Republic of Croatia and the termination of their office, conditions and time-limits for instituting proceedings for</i></p>	<p>Constitutional Act on the Constitutional Court</p> <p>Article 38 (1) Every individual or legal person has the right to propose the institution of proceedings to review the constitutionality of the law and the legality and constitutionality of other regulations.</p> <p>Article 40 (1) The proposal to institute proceedings to review the constitutionality of the law or the constitutionality and legality of other regulations contains, as a rule, the same as the request. (2) The Constitutional Court shall institute proceedings within a term of one year after the proposal has been lodged.</p> <p>Article 62 (1) Everyone may lodge a constitutional complaint with the Constitutional Court if he deems that the individual act of a state body, a body of local and regional self-government, or a legal person with public authority, which decided about his/her rights and obligations, or about suspicion or accusation for a criminal act, has violated his/her human rights or fundamental freedoms guaranteed by the Constitution, or his/her right to local and regional self-government guaranteed by the Constitution (hereinafter: constitutional right).</p>

State	Constitution	Laws
	<p><i>the assessment of the constitutionality and legality, procedure and legal effects of its decisions, protection of human rights and fundamental freedoms guaranteed by the Constitution, and other issues important for the performance of duties and work of the Constitutional Court of the Republic of Croatia, shall be regulated by the Constitutional Act.</i></p>	
Cyprus	<p>Article 146                      1. The Supreme Constitutional Court shall have exclusive jurisdiction to adjudicate finally on a recourse made to it on a complaint that a decision, an act or omission of any organ, authority or person, exercising any executive or administrative authority is contrary to any of the provisions of this Constitution or of any law or is made in excess or in abuse of powers vested in such organ or authority or person.                      2. Such a recourse may be made by a person whose any existing legitimate interest, which he has either as a person or by virtue of being a member of a Community, is adversely and directly affected by such decision or act or omission.</p>	
Czech Republic	<p>Article 87                      (1) The Constitutional Court has jurisdiction:                      a) to annul statutes or individual provisions thereof if they are in conflicts with the constitutional order;                      b) to annul other legal enactments or individual provisions thereof if they are in conflict with the constitutional order, a statute;                      d) over constitutional complaints against final decisions or other actions by public authorities infringing constitutionally guaranteed fundamental rights and basic freedoms;</p>	<p>Constitutional Court Act                      Article 64                      (1) A petition, under Article 87 para. 1, lit. a) of the Constitution, proposing the annulment of a statute, or individual provisions thereof, may be submitted by:                      e) anyone who submits a constitutional complaint under the conditions stated in § 74 of this Statute or who submits a petition for rehearing under the conditions stated in § 119 para. 4 of this Statute.                      (2) A petition, under Article 87 para. 1, lit. b) of the Constitution, proposing the annulment of some other enactment, or individual provisions thereof, may be submitted by:                      d) anyone who submits a constitutional complaint under the conditions stated in § 74 of this Statute or who submits a petition for rehearing under the conditions stated in § 119 para. 4 of this Statute;                      Article 72                      (1) A constitutional complaint may be submitted:                      a) pursuant to Article 87 para. 1, lit. d) of the Constitution, by a natural or legal person, if she alleges that her fundamental rights and basic freedoms guaranteed in the constitutional order (hereinafter "constitutionally guaranteed fundamental rights and basic freedoms") have been infringed as a result of the final decision in a proceeding to which she was a party, of a measure, or of some other encroachment by a public authority (hereinafter "action by a public authority").                      Article 74                      A complainant may submit, together with his constitutional complaint, a petition proposing the annulment of a statute or some other enactment, or individual provisions thereof, the application of which resulted in the situation</p>

State	Constitution	Laws
		which is the subject of the constitutional complaint, if the complainant alleges it to be in conflict with a constitutional act, or with a statute, where the complaint concerns some other enactment. [to be combined with Art. 78]
Denmark	<p>§60.</p> <p>(1). The High Court of the Realm shall try such actions as may be brought by the King or the Folketing against Ministers.</p> <p>(2) With the consent of the Folketing, the King may also cause other persons to be tried before the High Court of the Realm for crimes which he may deem to be particularly dangerous to the State.</p>	<p>Administration of Justice Act</p> <p>Section 371</p> <p>1. Appeals may not be lodged against judgments pronounced by a High Court as court of second instance. The Board of Appeal may, however, permit an examination in a court of third instance if the case concerns a fundamental principle.</p> <p>2. An application for the permission referred to in the second sentence of subsection (1) above must be submitted to the Board of Appeal within 8 weeks of pronouncement of the judgment concerned. The Board of Appeal may, however, exceptionally, grant such permission if the application is submitted later, provided it is within one year of pronouncement of the judgment.</p>
Estonia	<p>Article 152</p> <p>If any law or another legal act is in conflict with the Constitution, it shall not be applied by the Court in trying a case.</p> <p>If any law or other legal act is in conflict with the provisions and spirit of the Constitution, it shall be declared null and void by the National Court.</p>	<p>Constitutional Review Court Procedure Act</p> <p>§. 16.</p> <p>A person who finds that a resolution of the Riigikogu violates his or her rights may file with the Supreme Court a request for the repeal of the resolution of the Riigikogu.</p> <p>§. 18.</p> <p>A person who finds that a decision of the President of the Republic concerning appointment to or release from office of an official violates his or her rights, may file with to the Supreme Court a request for the repeal of the decision of the President of the Republic.</p>
Finland	<p>Section 106</p> <p>If, in a matter being tried by a court of law, the application of an Act would be in evident conflict with the Constitution, the court of law shall give primacy to the provision in the Constitution.</p>	<p>Supreme Court Act</p> <p>Article 3</p> <p>The Supreme Court shall examine and decide as the final instance</p> <p>1. all litigation which according to law or special decrees may have been brought before the judicial department of the Senate of Finland;</p> <p>2. appeals against the decisions and actions of authorities, which until now have been subject to appeal to the judicial department of the Senate;</p> <p>3. appeals against the judgments and decisions of the Land Court;</p> <p>4. charges for misconduct in office committed by the President or a member of a court of appeal in the performance of his duties; and</p> <p>5. applications for the restoration of lapsed time and for the annulment of a final judgement.</p>
France		-
Georgia	<p>Article 89</p> <p>1. The Constitutional Court of Georgia on the basis of a constitutional claim or a submission of the President of Georgia, the Government, not less than one fifth of the members of the Parliament, a court, the higher representative bodies the Autonomous Republic of Abkhazia and the Autonomous Republic of Ajara, the Public Defender or a citizen in accordance with a procedure established by the Organic Law shall:</p>	<p>Law on the Constitutional Legal Proceedings</p> <p>Chapter One</p> <p>Principles of constitutional proceedings</p> <p>Article 1</p> <p>1. Constitutional proceedings before the Court shall be conducted in conformity with the equality of the parties and the adversarial principle.</p> <p>2. Individuals and bodies listed in paragraph 1 of Articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 and 41 and in Article 42 of Georgia's Organic Law on the Constitutional Court of Georgia shall have</p>



State	Constitution	Laws
	<p>a. adjudicate upon the constitutionality of a Constitutional Agreement, law, normative acts of the President and the Government, the normative acts of the higher state bodies of the Autonomous Republic Abkhazia and the Autonomous Republic of Ajara (changes are added by the Constitutional Laws of Georgia of 20 April 2000 and 30 March 2001);</p> <p>f. consider on the basis of a constitutional claim of a citizen constitutionality of normative acts in terms of the issues of Chapter Two of the Constitution;</p>	<p>equal rights to address the Constitutional Court directly.</p> <p>Organic Law on the Constitutional Court Article 39</p> <p>1. The following shall have the right to lodge a constitutional claim on constitutionality of a normative act or a particular provisions thereof:</p> <p>a) Citizens of Georgia, other individuals residing in Georgia and legal entities of Georgia, if they believe that their rights and freedoms recognised by Chapter Two of the Constitution of Georgia are infringed or may be directly infringed upon;</p>
Germany	<p>Article 93 (1)</p> <p>The Federal Constitutional Court shall rule:</p> <p>4a. on constitutional complaints which may be filed by anybody claiming that one of their basic rights or one of their rights under paragraph (4) of Article 20 or under Article 33, 38, 101, 103 or 104 has been violated by public authority;</p> <p>Article 94</p> <p>(2) The constitution and procedure of the Federal Constitutional Court shall be governed by a federal law which shall specify the cases in which its decisions have the force of law. Such law may make a complaint of unconstitutionality conditional upon the exhaustion of all other legal remedies and provide for a special admissibility procedure.</p>	<p>Law on the Federal Constitutional Court Article 13</p> <p>The Federal Constitutional Court shall decide in the cases determined by the Basic Law, to wit</p> <p>8a. on constitutional complaints (Article 93 (1) (4 a) and (4 b) of the Basic Law),</p> <p>Article 90</p> <p>1. Any person who claims that one of his basic rights or one of his rights under paragraph 4 of Article 20, Articles 33, 38, 101, 103 and 104 of the Basic Law has been violated by public authority may lodge a constitutional complaint with the Federal Constitutional Court.</p> <p>Article 95 Law on the Federal Constitutional Court</p> <p>1. If the constitutional complaint is upheld, the decision shall state which provision of the Basic Law has been infringed and by which act or omission. The Federal Constitutional Court may at the same time declare that any repetition of the act or omission against which the complaint was directed will infringe the Basic Law.</p> <p>2. If a constitutional complaint against a decision is upheld, the Federal Constitutional Court shall quash the decision and in cases pursuant to the first sentence of Article 90 (2) above it shall refer the matter back to a competent court.</p> <p>3. If a constitutional complaint against a law is upheld, the law shall be declared null and void. The same shall apply if a constitutional complaint pursuant to paragraph 2 above is upheld because the quashed decision is based on an unconstitutional law.</p>
Greece	<p>Article 100</p> <p>1. A Special Highest Court shall be established, the jurisdiction of which shall comprise:</p> <p>d) Settlement of any conflict between the courts and the administrative authorities, or between the Supreme Administrative Court and the ordinary administrative courts on one hand and the civil and criminal courts on the other, or between the Court of Auditors and any other court.</p> <p>e) Settlement of controversies on whether the content of a statute enacted by Parliament is contrary to the Constitution, or on the interpretation of provisions of such statute when conflicting judgments have been pronounced by the Supreme Administrative Court, the Supreme Civil and Criminal Court or the Court of Auditors.</p>	<p>Law no. 345 establishing the Special Highest Court</p> <p>Article 48</p> <p>Disputes concerning assessment of the constitutionality of a law or its interpretation</p> <p>1. Where conflicting judgments have been delivered by the Council of State, the Supreme Court or the Comptrollers Council as to the assessment of the constitutionality of a law or its interpretation, the Special Court shall resolve the conflict at the request of:</p> <p>b. any person having a lawful interest.</p> <p>2. Should the Council of State, the Supreme Court or the Comptrollers Council wish to deliver a decision concerning assessment of the constitutionality of a law or its interpretation and conflicting with a previous decision of another of these authorities which has been invoked by one of the parties or is known to the authority so</p>

State	Constitution	Laws
Hungary	<p>Article 32/A.</p> <p>(1) The Constitutional Court shall review the constitutionality of laws and perform the tasks assigned to its jurisdiction by statute.</p> <p>(2) The Constitutional Court shall annul the statutes and other legal norms that it finds to be unconstitutional.</p> <p>(3) Everyone has the right to initiate proceedings of the Constitutional Court in the cases specified by statute.</p>	<p>wishing, it shall refer to the Special Court by preliminary ruling.</p> <p>Act no. XXXII on the Constitutional Court</p> <p>Article 1</p> <p>The competence of the Constitutional Court shall comprise the following:</p> <p>b. the examination of the unconstitutionality of legal rules as well as other legal means of State control;</p> <p>d. the adjudication of constitutional complaints submitted because of alleged violations of constitutional rights;</p> <p>e. the elimination of unconstitutionality manifesting itself in omission;</p> <p>Article 21</p> <p>2. The procedure provided in Article 1, point b may be initiated by anyone.</p> <p>4. The procedure provided in Article 1, points d and e may be initiated by anyone.</p> <p>Article 38</p> <p>1. A judge shall initiate the proceedings of the Constitutional Court while suspending the judicial process if he/she in the course of any pending case, he/she considers unconstitutional the legal rule or other legal means of the State control which he/she needs to apply.</p> <p>2. In a petition, anybody considering a legal rule to be applied in his/her pending process unconstitutional, may initiate the action of the judge provided in section 1.</p> <p>Article 48</p> <p>1. Anybody aggrieved by the application of an unconstitutional legal rule who has exhausted all other legal remedies or has no other remedy available, may submit a constitutional complaint to the Constitutional Court because of the violation of his/her constitutional rights.</p>
Iceland		<p>Law No. 91/1991 on Procedure in Civil Cases as amended by Law No. 38/1994</p> <p>Article 143</p> <p>3. Anyone who considers that a district court judge, in his capacity as such, has performed a breach against him has the right to present an accusation against him by complaint appeal to the Supreme Court, who may issue an admonition to the judge or impose on him by judgement the penalty of a fine to the State.</p> <p>Part XXV</p> <p>Appeals to a higher court</p> <p>Article 151</p> <p>[1. Parties are permitted to make an appeal to the Supreme Court against a district court judgement, subject to the limitations following from other provisions of this Law. In an appeal, a reconsideration of decrees and decisions made in a district court may be sought.</p> <p>3. A judgement can be appealed against so that it will be materially changed or confirmed, it will be quashed and the case sent to the district court or dismissed from the district court.</p> <p>4. Both or all parties are permitted to appeal against a judgement. The case shall then be heard in unison before the Supreme Court.</p> <p>5. The right to appeal a case may not be</p>

State	Constitution	Laws
		<p>assigned, either verbally or silently, until a judgement has been rendered in the district court.]<sup>1</sup>                      1 Law No. 38/1994, Article 5</p>
Ireland	<p>Article 15                      4. 2° Every law enacted by the Oireachtas which is in any respect repugnant to this Constitution or to any provision thereof, shall, but to the extent only of such repugnancy, be invalid.                      Article 34                      3. 2° Save as otherwise provided by this Article, the jurisdiction of the High Court shall extend to the question of the validity of any law having regard to the provisions of this Constitution, and no such question shall be raised (whether by pleading, argument or otherwise) in any Court established under this or any other Article of this Constitution other than the High Court or the Supreme Court.                      3° The Supreme Court shall, with such exceptions and subject to such regulations as may be prescribed by law, have appellate jurisdiction from all decisions of the High Court, and shall also have appellate jurisdiction from such decisions of other courts as may be prescribed by law.                      4° No law shall be enacted excepting from the appellate jurisdiction of the Supreme Court cases which involve questions as to the validity of any law having regard to the provisions of this Constitution.</p>	<p>VF LO reply:                      Order 84, Rule 20(4) of the Rules of the Superior Courts provides that leave to apply for judicial review shall not be granted unless the applicant has sufficient interest in the matter to which the application relates. It is submitted by Hogan and Morgan that this formulation of locus standi applies to all remedies, including challenges to the validity of a law on the basis of unconstitutionality<sup>316</sup>.</p>
Israel		<p>Basic Law: The Judiciary<sup>317</sup>                      Article 15                      (b) The Supreme Court shall hear appeals against judgments and other decisions of the District Courts.                      (d) Without prejudice to the generality of the provisions of subsection                      (c), the Supreme Court sitting as a High Court of Justice shall be competent –                      (2) to order State and local authorities and the officials and bodies thereof, and other persons carrying out public functions under law, to do or refrain from doing any act in the lawful exercise of their functions or, if they were improperly elected or appointed, to refrain from acting;                      (3) to order courts (batei mishpat and batei din) and bodies and persons having judicial or quasi-judicial powers under law, other than courts dealt with by this Law and other than religious courts (batei din), to hear, refrain from hearing, or continue hearing a particular matter or to void a proceeding improperly taken or a decision improperly given;                      (4) to order religious courts (batei din) to hear a particular matter within their jurisdiction or to refrain from hearing or continue hearing a particular matter not within their jurisdiction, provided that the court shall not entertain an</p>

<sup>316</sup> Hogan, Gerard & Morgan, David Gwynn, *Administration Law in Ireland*, 3<sup>rd</sup> Ed., Roundhall, Sweet & Maxwell, Dublin, 1998, p. 740

<sup>317</sup> [http://www.knesset.gov.il/laws/special/eng/basic8\\_eng.htm](http://www.knesset.gov.il/laws/special/eng/basic8_eng.htm)

State	Constitution	Laws
		application under this paragraph is the applicant did not raise the question of jurisdiction at the earliest opportunity; and if he had no measurable opportunity to raise the question of jurisdiction until a decision had been given by a religious court (beit din), the court may quash a proceeding taken or a decision given by the religious court (beit din) without authority.
Italy	<p>Article 24 Everyone can take judicial action to protect individual rights and legitimate interests. The right to defence is inviolable at every stage and moment of the proceedings. The indigent are assured, through appropriate institutions, the means for action and defence before all levels of jurisdiction.</p> <p>The law determines the conditions and the means for the reparation for judicial errors. Constitutional Law No. 1 of 9 February 1948 Section 1 Questions of constitutionality regarding an Act of Parliament or a central government statutory measure having the force of law raised by a court or by a party to judicial proceedings or not deemed by a court of law to be manifestly groundless, shall be referred to the Constitutional Court for a decision.</p>	<p>Provisions governing the review of constitutionality and guaranteeing the independence of the Constitutional Court Section 1 Questions of constitutionality regarding an Act of Parliament or a central government statutory measure having the force of law raised by a court or by a party to judicial proceedings or not deemed by a court of law to be manifestly groundless, shall be referred to the Constitutional Court for a decision. Law on the composition and procedures of the Constitutional Court Section 23 In the course of a judicial proceeding, any party to the case or the Public Prosecutor (Pubblico Ministero) may raise the issue of unconstitutionality in the appropriate form, indicating:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. the provisions of the central or regional government Act or statutory measure deemed to be unconstitutional;</li> <li>b. the provisions of the Constitution or the constitutional laws allegedly infringed thereby.</li> </ul> <p>If the case cannot be tried without first resolving the question of constitutionality, or if the trial court does not consider that the question of constitutionality raised is groundless, it shall issue an order referring the matter immediately to the Constitutional Court, setting out the terms and the reasons for raising the question of constitutionality, and shall suspend trial proceedings. Section 24 A court order rejecting the claim of unconstitutionality as being manifestly irrelevant or groundless must include adequate reasons. The same claim may be filed again at the beginning of proceedings at each subsequent instance.</p>
Japan	<p>Article 81 The Supreme Court is the court of last resort with power to determine the constitutionality of any law, order, regulation or official act.</p>	
Kazakhstan	No direct individual access	No direct individual access
Korea, Republic	<p>Article 111 The Constitutional Court shall have jurisdiction over the following matters: 5. Constitutional complaint as prescribed by Act.</p>	<p>Constitutional Court Act Article 2 (Jurisdiction) The Constitutional Court shall have jurisdiction over the following issues: 5. Constitutional complaint. Article 41 (Request for Adjudication on the Constitutionality of Statutes) (1) When the issue of whether or not statutes are constitutional is relevant to the judgment of the original case, the ordinary court(including the</p>

State	Constitution	Laws
		<p>military court; hereinafter the same shall apply) shall request to the Constitutional Court, ex officio or by decision upon a motion by the party, an adjudication on the constitutionality of statutes.</p> <p>Article 68 (Causes for Request)</p> <p>(1) Any person who claims that his basic right which is guaranteed by the Constitution has been violated by an exercise or non-exercise of governmental power may file a constitutional complaint, except the judgments of the ordinary courts, with the Constitutional Court: Provided, That if any relief process is provided by other laws, no one may file a constitutional complaint without having exhausted all such processes.</p> <p>(2) If the motion made under Article 41 (1) for adjudication on constitutionality of statutes is rejected, the party may file a constitutional complaint with the Constitutional Court. In this case, the party may not repeatedly move to request for adjudication on the constitutionality of statutes for the same reason in the procedure of the case concerned.</p>
Latvia	<p>Article 85</p> <p>In Latvia, there shall be a Constitutional Court, which, within its jurisdiction as provided for by law, shall review cases concerning the compliance of laws with the Constitution, as well as other matters regarding which jurisdiction is conferred upon it by law. The Constitutional Court shall have the right to declare laws or other enactments or parts thereof invalid.</p>	<p>Law on the Constitutional Court</p> <p>Article 19.2</p> <p>1. Any person, who holds that his/her fundamental rights, established by the Constitution, have been violated by applying a normative act, which is not in compliance with the legal norm of higher legal force, may submit a claim (an application) to the Constitutional Court.</p>
Liechtenstein	<p>Article 43</p> <p>The right of complaint is guaranteed. Any citizen shall be entitled to lodge a complaint regarding any action or procedure on the part of a public authority which is contrary to the Constitution, the law or the official regulations and detrimental to his rights or interests. Such complaint shall be addressed to that authority which is immediately superior to the authority concerned and may, if necessary, be pursued to the highest authority, except when the right of recourse may be barred by a legal restriction. If a complaint thus submitted is rejected by the superior authority, the latter shall be bound to declare to the complaining party the reasons for its decision.</p> <p>Article 104</p> <p>1) A State Court shall be established by a special law as a court of public law to protect rights accorded by the Constitution, to decide in conflicts of jurisdiction between the law courts and the administrative authorities and to act as a disciplinary court for members of the Government.</p>	<p>Constitutional Court Act</p> <p>Article 15</p> <p>1) The Constitutional Court shall decide on complaints to the extent that the complainant claims a violation, by a final decision or order in the last instance issued by a public authority, of one of his constitutionally guaranteed rights or of one of his rights guaranteed by international conventions for which the lawmaking power has explicitly recognised an individual right of complaint</p> <p>3) Moreover, the Constitutional Court shall decide on complaints to the extent that the complainant claims an immediate violation, by a law, an ordinance, or an international treaty, of one of his constitutionally guaranteed rights or of one of his rights guaranteed by international conventions for which the lawmaking power has explicitly recognised an individual right of complaint (paragraph 2), and the legal provision in question has become effective for the complainant without a decision or order having been issued by a public authority.</p> <p>Article 20</p> <p>1) The Constitutional Court shall decide on the compliance of ordinances or individual provisions thereof with the Constitution, laws, and international treaties:</p> <p>c) on application of at least 100 citizens eligible to vote, if such application is submitted with one month after publication of the ordinance in the Liechtenstein Legal Gazette.</p>

State	Constitution	Laws
Lithuania	No direct individual access	No direct individual access
Luxembourg	<p>Article 95<sup>ter</sup></p> <p>(1) The Constitutional Court decides, by way of arrêt, on the conformity of the laws with the Constitution.</p> <p>(2) The Constitutional Court is seized, in a prejudicial manner, pursuant to the modalities to be determined by the law, by any court to decide on the conformity of the laws, save the laws approving treaties, to the Constitution.</p>	<p>Law on the Organisation of the Constitutional Court</p> <p>Article 6</p> <p>When a party raises a question concerning a law's conformity with the Constitution before an ordinary court or an administrative court, that court shall refer the matter to the Constitutional Court.</p> <p>The court shall not be required to refer the matter to the Constitutional Court if, in its view:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. a decision on the matter raised is not necessary for it to deliver its judgment;</li> <li>b. the constitutionality issue is without foundation;</li> <li>c. the Constitutional Court has already ruled on a question submitted to it concerning the same matter.</li> </ul>
Malta	<p>46.</p> <p>(1) Subject to the provisions of subsections (6) and (7) of this section, any person who alleges that any of the provisions of sections 33 to 45 (inclusive) of this Constitution has been, is being or is likely to be contravened in relation to him, or such other person as the Civil Court, First Hall, in Malta may appoint at the instance of any person who so alleges, may, without prejudice to any other action with respect to the same matter that is lawfully available, apply to the Civil Court, First Hall, for redress.</p> <p>(2) The Civil Court, First Hall, shall have original jurisdiction to hear and determine any application made by any person in pursuance of subsection (1) of this section, and may make such orders, issue such writs and give such directions as it may consider appropriate for the purpose of enforcing, or securing the enforcement of, any of the provisions of the said sections 33 to 45 (inclusive) to the protection of which the person concerned is entitled:</p> <p>Provided that the Court may, if it considers it desirable so to do, decline to exercise its powers under this subsection in any case where it is satisfied that adequate means of redress for the contravention alleged are or have been available to the person concerned under any other law.</p> <p>(3) If in any proceedings in any court other than the Civil Court, First Hall, or the Constitutional Court any question arises as to the contravention of any of the provisions of the said sections 33 to 45 (inclusive), that court shall refer the question to the Civil Court, First Hall, unless in its opinion the raising of the question is merely frivolous or vexatious; and that court shall give its decision on any question referred to it under this subsection and, subject to the provisions of subsection (4) of this section, the court in which the question arose shall dispose of the question in accordance with that decision.</p> <p>(4) Any party to proceedings brought in the</p>	<p>European Convention Act</p> <p>Article 4</p> <p>1. Any person who alleges that any of the Human Rights and Fundamental Freedoms, has been, is being or is likely to be contravened in relation to him, or such other person as the Civil Court, First Hall, in Malta may appoint at the instance of any person who so alleges, may, without prejudice to any other action with respect to the same matter that is lawfully available, apply to the Civil Court, First Hall, for redress.</p> <p>2. The Civil Court, First Hall, shall have original jurisdiction to hear and determine any application made by any person in pursuance of subsection 1 of this section, and may make such orders, issue such writs and give such directions as it may consider appropriate for the purpose of enforcing, or securing the enforcement, of the Human Rights and Fundamental Freedoms to the enjoyment of which the person concerned is entitled</p>

State	Constitution	Laws
	<p>Civil Court, First Hall, in pursuance of this section shall have a right of appeal to the Constitutional Court.</p> <p>(5) No appeal shall lie from any determination under this section that any application or the raising of any question is merely frivolous or vexatious.</p> <p>Article 95</p> <p>(2) One of the Superior Courts, composed of such three judges as could, in accordance with any law for the time being in force in Malta, compose the Court of Appeal, shall be known as the Constitutional Court and shall have jurisdiction to hear and determine –</p> <p>(c) appeals from decisions of the Civil Court, First Hall, under section 46 of this Constitution;</p> <p>(d) appeals from decisions of any court of original jurisdiction in Malta as to the interpretation of this Constitution other than those which may fall under section 46 of this Constitution;</p> <p>(e) appeals from decisions of any court of original jurisdiction in Malta on questions as to the validity of laws other than those which may fall under section 46 of this Constitution; and</p> <p>(f) any question decided by a court of original jurisdiction in Malta together with any of the questions referred to in the foregoing paragraphs of this subsection on which an appeal has been made to the Constitutional Court:</p> <p>Provided that nothing in this paragraph shall preclude an appeal being brought separately before the Court of Appeal in accordance with any law for the time being in force in Malta.</p> <p>(3) Notwithstanding the provisions of subsection (2) of this section, if any such question as is referred to in paragraph (d) or (e) of that subsection arises for the first time in proceedings in a court of appellate jurisdiction, that court shall refer the question to the court which gave the original decision, unless in its opinion the raising of the question is merely frivolous or vexatious, and that court shall give its decision on any such question and, subject to any appeal in accordance with the provisions of subsection (2) of this section, the court in which the question arose shall dispose of the question in accordance with that decision.</p> <p>Article 116</p> <p>A right of action for a declaration that any law is invalid on any grounds other than inconsistency with the provisions of Sections 33 to 45 of this Constitution shall appertain to all persons without distinction and a person bringing such an action shall not be required to show any personal interest in support of his action.</p>	
Mexico	<p>Article 103</p> <p>The courts of the Federation will resolve all</p>	<p>Organic Law on the Judicial Power of the Federation (p.t.)</p>

State	Constitution	Laws
	<p>questions that arise:</p> <p>I. About laws or acts of authority that violate individual guarantees.</p> <p>Article 105 The Supreme Court of Justice of the Nation will get to know, in the terms that the regulating law specifies, about the following affairs:</p> <p>III. By itself or by petition of the appropriate unitary circuit tribunal, or the Attorney General of the Republic, it may get to know about cases of appeal of sentences of district judges in those cases in which the Federation took part, and in which their interest and importance merit its participation.</p> <p>Article 107 All questions that Article 103 discusses will be subject to the proceedings and forms of judicial order, that the law determines, according to the following bases:</p> <p>I. Judicial relief always will follow to the aggrieved party.</p> <p>II. Judgment will always be such that it only will be concerned with particular parties, limited to relief and protection in special cases for those who are making the complaint, without making a general declaration with respect to the law or act that motivates the complaint.</p> <p>VIII. Against judgments that district judges or Unitary Circuit Tribunals pronounce in cases of relief, there will be review. Of these, the Supreme Court of Justice will hear:</p> <p>a) When the petition for relief has been challenged, because it directly violates this Constitution, federal, states, or local laws, international treaties, regulations dispatched by the President of the Republic in accordance with section I of Article 89 of this Constitution and regulations of state and local law made by the governors of the States or by the Federal District where the problem of constitutionality remains;</p> <p>b) In the cases understood to be under Sections II and III of Article 103 of this Constitution.</p> <p>The Supreme Court of Justice, upon its initiative or upon petition may be by the</p>	<p>Article 10<sup>318</sup> The Supreme Court of Justice will decide in the Plenary:</p> <p>II. On the appeal of revision against sentences passed in the constitutional hearing by district judges or unitary circuit courts in the following cases:</p> <p>a. If the problem of unconstitutionality of general norms subsists in the appeal of revision, if in the writ of amparo a federal or local law or a law of a federal district or an international treaty was impugned because they were deemed to directly violate the Political Constitution of the United Mexican States;</p> <p>b. If it makes use of its right to seize pending cases in view of deciding on a writ of amparo that it deems particularly interesting and having important implications for future legal action, as provided for in article 107 fraction VIII indent b) of the Political Constitution of the United Mexican States.</p> <p>III. On the claim of revision against decisions following a writ of direct amparo challenging the constitutionality of a federal, local, or district law or of an international treaty issued by a collegial circuit tribunal, or if the decision on the violation required a direct interpretation of a precept of the Political Constitution of the United Mexican States, the revision will limit itself to the questions that are properly constitutional.</p>

<sup>318</sup> Artículo 10. La Suprema Corte de Justicia conocerá funcionando en Pleno:

II. Del recurso de revisión contra sentencias pronunciadas en la audiencia constitucional por los jueces de distrito o los tribunales unitarios de circuito, en los siguientes casos:

a) Cuando subsista en el recurso el problema de constitucionalidad de normas generales, si en la demanda de amparo se hubiese impugnado una ley federal, local, del Distrito Federal, o un tratado internacional, por estimarlos directamente violatorios de un precepto de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos;

b) Cuando se ejercite la facultad de atracción contenida en el segundo párrafo del inciso b) de la fracción VIII del artículo 107 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, para conocer de un amparo en revisión que por su interés y trascendencia así lo amerite, y III. Del recurso de revisión contra sentencias que en amparo directo pronuncien los tribunales colegiados de circuito, cuando habiéndose impugnado la inconstitucionalidad de una ley federal, local, del Distrito Federal o de un tratado internacional, o cuando en los conceptos de violación se haya planteado la interpretación directa de un precepto de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, dichas sentencias decidan u omitan decidir sobre tales materias, debiendo limitarse en estos casos la materia del recurso a la decisión de las cuestiones propiamente constitucionales.

<http://www.scjn.gob.mx/NR/exeres/6CAFC6D1-5EF0-4069-9EFD-82342B9084F6.frameless.htm>



State	Constitution	Laws
	<p>corresponding Collected Circuit Tribunal, or the Attorney General of the Republic may hear cases of relief in review of which their interest and implications for future legal action merit.</p> <p>In the cases not foreseen in the previous paragraphs, the cases of relief will come before Collected Circuit Tribunals, and their judgments will have no recourse.</p> <p>IX. The resolutions that the Collected Circuit Tribunals give in cases of direct judicial relief have no appeal, unless they decide about the unconstitutionality of a law or establish a direct interpretation of a precept of the Constitution. Such resolutions, will be brought before the Supreme Court of Justice, and conform to general standards, that may establish criteria of importance and precedent. Only on these bases will they be reviewed by the Supreme Court of Justice, which will limit the matters of appeal exclusively to decision on the questions that are properly constitutional.</p>	
Moldova	No direct individual access	No direct individual access
Monaco	<p>Article 90<sup>319</sup></p> <p>A. – En matière constitutionnelle, le Tribunal Suprême statue souverainement:</p> <p>1) sur la conformité du règlement intérieur du Conseil National aux dispositions constitutionnelles et, le cas échéant, législatives, dans les conditions prévues à l'article 61;</p> <p>2) sur les recours en annulation, en</p>	<p>Decree n; 2.984 on the organisation and functioning of the Supreme Tribunal<sup>320</sup></p> <p>Le tribunal peut être saisi par toute personne, physique ou morale ayant qualité et justifiant d'un intérêt, en matière administrative comme en matière constitutionnelle. Ainsi notamment, toute loi peut être annulée, pour inconstitutionnalité, à l'initiative d'un justiciable, personne physique ou morale, monégasque ou</p>

<sup>319</sup> <http://www.conseil-national.mc/constitution.php>

<sup>320</sup> <http://www.legimonaco.mc/305/legismc.nsf>

State	Constitution	Laws
	<p>appréciation de validité et en indemnité ayant pour objet une atteinte aux libertés et droits consacrés par le Titre III de la Constitution, et qui ne sont pas visés au paragraphe B du présent article.</p> <p>B.- En matière administrative, le Tribunal Suprême statue souverainement:</p> <p>1° ) sur les recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décisions des diverses autorités administratives et les ordonnances souveraines prises pour l'exécution des lois, ainsi que sur l'octroi des indemnités qui en résultent;</p> <p>2°) sur les recours en cassation formés contre les décisions des juridictions administratives statuant en dernier ressort;</p> <p>3°) sur les recours en interprétation et les recours en appréciation de validité des décisions des diverses autorités administratives et des ordonnances souveraines prises pour l'exécution des lois.</p>	étranger.
Montenegro	<p>Article 149 The Constitutional Court shall decide on the following:</p> <p>3) Constitutional appeal due to the violation of human rights and liberties granted by the Constitution, after all other efficient legal remedies have been exhausted</p> <p>Article 150 Any person may file an initiative to start the procedure for the assessment of constitutionality and legality.</p>	<p>Draft law on the Constitutional Court<sup>321</sup></p> <p>Article 58 Constitutional complaints may be lodged against an individual act of state authority, local self-government authority or organisation vested with public powers, for the reason of violation of human rights and freedoms guaranteed by the Constitution, after all effective legal remedies have been exhausted.</p> <p>Article 59 Constitutional complaints may be lodged by anyone who believes that his human right and freedom guaranteed by the Constitution was violated by an individual act of state authority, local self-government authority or organisation vested with public powers. Constitutional complaint may also be lodged by another natural person or a state authority or organisation in charge of the monitoring and realisation of human rights and freedoms on behalf of the person referred to in paragraph 1 above on the basis of his authorisation.</p>
Morocco	No direct individual access	No direct individual access
Netherlands	<p>Article 94 Statutory regulations in force within the Kingdom shall not be applicable if such application is in conflict with provisions of treaties that are binding on all persons or of resolutions by international institutions.</p> <p>Article 120</p>	<p>Judiciary Organisation Act</p> <p>Article 95 1. The Court of Cassation shall take cognisance of appeals in cassation against the procedures of the courts of appeal and the district and sub-district courts and against their judgements, whether lodged by the parties concerned or by</p>

<sup>321</sup> [CDL\(2008\)073](#) Draft Law on the Constitutional Court of Montenegro

State	Constitution	Laws
	<p>The constitutionality of Acts of Parliament and treaties shall not be reviewed by the courts.</p>	<p>the procurator general at the Supreme Court "in the interests of the law". Article 99 1. The Court of Cassation shall quash procedures and judgements: 2. where they violate the law, with the exception of the law of other States. Council of State Act Article 30b The Administrative Jurisdiction Division is charged with trying the disputes referred to it by law.</p>
Norway	<p>Article 88 The Supreme Court pronounces judgment in the final instance. Nevertheless, limitations on the right to bring a case before the Supreme Court may be prescribed by law.</p>	<p>Civil Procedure Act § 355 The court decisions which can be made subject of an independent appeal are judgments and such orders, for which it is specifically provided that they may be the subject of appeal. In connection with an appeal against a judgment or order a party may also appeal against preceding orders relating to the handling of the case. Criminal Procedure Act § 306 Appeals against judgments of the District Court (herredsretten) or the City Court (byretten) or the High Court (lagmannsretten) may be brought by the parties to court of appeal indicated in Sections 6 to 8.</p>
Peru	<p>Article 138<sup>322</sup> (p.t.) The power to administer justice emanates from the people and is exercised by the Judicial Power through its hierarchical organs and in conformity with the Constitution and the laws. If, in any proceeding, there is incompatibility between a constitutional norm and a legal norm, the judges shall give priority to the first. Likewise, they shall give priority to the legal norm over all other norms of inferior value. Article 144<sup>323</sup> The Plenary of the Supreme Court is the highest deliberating organ of the Judicial Power. Article 200<sup>324</sup> The Constitution guarantees the exercise of:</p>	<p>Organic law on the judicial power(p.t.) Article 14 – Supremacy of the constitutional norm and diffuse control of the Constitution<sup>326</sup> In conformity with art. 236 of the Constitution, when the competent magistrates, when deciding on the merits of the question, find in their interpretation that there is an incompatibility of a constitutional provision and one with force of a law, they shall resolve the case in conformity with the constitutional provision. These judgements shall be referred to the Constitutional and Social Chamber of the Supreme Court for consultation, if they are not being impugned. Likewise, judgements at second instance in which the same precept is being applied shall be referred to the Chamber, even if against these judgements no appeal for cassation may be lodged.</p>

<sup>322</sup> La potestad de administrar justicia emana del pueblo y se ejerce por el Poder Judicial a través de sus órganos jerárquicos con arreglo a la Constitución y a las leyes.

En todo proceso, de existir incompatibilidad entre una norma constitucional y una norma legal, los jueces prefieren la primera. Igualmente, prefieren la norma legal sobre toda otra norma de rango inferior.  
<http://www.tc.gob.pe/legconperu/constitucion.html>

<sup>323</sup> La Sala Plena de la Corte Suprema es el órgano máximo de deliberación del Poder Judicial.

<sup>324</sup> Son garantías constitucionales:

1.La Acción de Hábeas Corpus, que procede ante el hecho u omisión, por parte de cualquier autoridad, funcionario o persona, que vulnera o amenaza la libertad individual o los derechos constitucionales conexos.

2.La Acción de Amparo, que procede contra el hecho u omisión, por parte de cualquier autoridad, funcionario o persona, que vulnera o amenaza los demás derechos reconocidos por la Constitución, con excepción de los señalados en el inciso siguiente. No procede contra normas legales ni contra Resoluciones Judiciales emanadas de procedimiento regular.

La Acción de Hábeas Data, que procede contra el hecho u omisión, por parte de cualquier autoridad, funcionario o persona, que vulnera o amenaza los derechos a que se refiere el Artículo 2º, incisos 5) y 6) de la Constitución.

5.La Acción Popular, que procede, por infracción de la Constitución y de la ley, contra los reglamentos, normas administrativas y resoluciones y decretos de carácter general, cualquiera sea la autoridad de la que emanen.

State	Constitution	Laws
	<p>1. The claim of <i>habeas corpus</i>, which can be lodged in relation to an action or omission by any authority, civil servant or person, which violates or threatens individual liberty or the associated constitutional rights.</p> <p>2. The writ of <i>amparo</i>, which can be lodged against the action or omission by any authority, civil servant or person, which violates or threatens the other rights provided for in the Constitution, with the</p>	<p>In all those cases the magistrates only declare the inapplicability due to unconstitutionality of the legal norm in the concrete case, without affecting its validity, which is controlled according to the form and procedure established by the Constitution.</p> <p>Concerning norms of lower rank, the same principle applies, but without necessity of referral for consultation, without prejudice to the procedure applying for popular action.</p> <p>Organic Law on the Constitutional Tribunal</p>

6. La Acción de Cumplimiento, que procede contra cualquier autoridad o funcionario renuente a acatar una norma legal o un acto administrativo, sin perjuicio de las responsabilidades de ley.

Una ley orgánica regula el ejercicio de estas garantías y los efectos de la declaración de inconstitucionalidad o ilegalidad de las normas.

El ejercicio de las acciones de *hábeas corpus* y de amparo no se suspende durante la vigencia de los regímenes de excepción a que se refiere el artículo 137º de la Constitución.

Cuando se interponen acciones de esta naturaleza en relación con derechos restringidos o suspendidos, el órgano jurisdiccional competente examina la razonabilidad y la proporcionalidad del acto restrictivo. No corresponde al juez cuestionar la declaración del estado de emergencia ni de sitio.

<sup>325</sup> Corresponde al Tribunal Constitucional: 1. Conocer, en última y definitiva instancia, las resoluciones denegatorias de *hábeas corpus*, *amparo*, *hábeas data*, y acción de cumplimiento.

<sup>326</sup> Ley orgánica del poder judicial

Artículo 14.- Supremacía de la norma constitucional y control difuso de la Constitución.

De conformidad con el Artículo 236 de la Constitución, cuando los Magistrados al momento de fallar el fondo de la cuestión de su competencia, en cualquier clase de proceso o especialidad, encuentren que hay incompatibilidad en su interpretación, de una disposición constitucional y una con rango de ley, resuelven la causa con arreglo a la primera. (\*)

Las sentencias así expedidas son elevadas en consulta a la Sala Constitucional y Social de la Corte Suprema, si no fueran impugnadas. Lo son igualmente las sentencias en segunda instancia en las que se aplique este mismo precepto, aun cuando contra éstas no quepa recurso de casación.

En todos estos casos los magistrados se limitan a declarar la inaplicación de la norma legal por incompatibilidad constitucional, para el caso concreto, sin afectar su vigencia, la que es controlada en la forma y modo que la Constitución establece.

Cuando se trata de normas de inferior jerarquía, rige el mismo principio, no requiriéndose la elevación en consulta, sin perjuicio del proceso por acción popular.

<sup>327</sup> Para conocer, en última y definitiva instancia, las resoluciones denegatorias de los procesos de amparo, *hábeas corpus*, *hábeas data* y de cumplimiento, iniciadas ante los jueces respectivos, el Tribunal está constituido por dos Salas, con tres miembros cada una. Las resoluciones requieren tres votos conformes.

<sup>328</sup> Código procesal constitucional

Artículo VI.- Control Difuso e Interpretación Constitucional

Cuando exista incompatibilidad entre una norma constitucional y otra de inferior jerarquía, el Juez debe preferir la primera, siempre que ello sea relevante para resolver la controversia y no sea posible obtener una interpretación conforme a la Constitución.

Los Jueces no pueden dejar de aplicar una norma cuya constitucionalidad haya sido confirmada en un proceso de inconstitucionalidad o en un proceso de acción popular.

Artículo 75.- Finalidad

Los procesos de acción popular y de inconstitucionalidad tienen por finalidad la defensa de la Constitución frente a infracciones contra su jerarquía normativa. Esta infracción puede ser, directa o indirecta, de carácter total o parcial, y tanto por la forma como por el fondo.

[http://www.tc.gob.pe//Codigo\\_Procesal.pdf](http://www.tc.gob.pe//Codigo_Procesal.pdf)

<sup>329</sup> Procedencia de la demanda de acción popular

La demanda de acción popular procede contra los reglamentos, normas administrativas y resoluciones de carácter general, cualquiera que sea la autoridad de la que emanen, siempre que infrinjan la Constitución o la ley, o cuando no hayan sido expedidas o publicadas en la forma prescrita por la Constitución o la ley, según el caso.

<sup>330</sup> La demanda de acción popular puede ser interpuesta por cualquier persona.

<sup>331</sup> Las acciones de garantía proceden aun en el caso que la violación o amenaza se base en una norma que sea incompatible con la Constitución. En este supuesto, la inaplicación de la norma se apreciará en el mismo procedimiento.

<http://turan.uc3m.es/uc3m/inst/MGP/JCI/02-peru-leyhabeascorpusyamparo.htm>

<sup>332</sup> Si se ejerce la acción a causa de la violación de un derecho constitucional por omisión de un acto debido, el fallo ordenará el cumplimiento incondicional e inmediato de dicho acto.

<sup>333</sup> Las acciones de garantía también son pertinentes si una autoridad judicial, fuera de un procedimiento que es de su competencia, emite una resolución o cualquier disposición que lesione un derecho constitucional.

State	Constitution	Laws
	<p>exception of those indicated in the following indent. The writ may not be lodged against legal norms or judicial resolutions that respected the regular procedure.</p> <p>The claim of <i>habeas data</i> which can be lodged against the action or omission by any authority, civil servant or person, which violates or threatens the rights provided for in Article 2 indents 5) and 6) of the Constitution.</p> <p>5. The popular action, which can be lodged in view of an infraction of the Constitution or the law, against regulations, administrative norms and resolutions and decrees of general character, no matter which authority these acts or omissions emanate from.</p> <p>6. The claim of performance of duty, which may be lodged against any authority or civil servant refusing to attack a legal norm or an administrative act, without prejudice to the legal responsibilities.</p> <p>An organic law shall regulate the exercise of these guarantees and the effect of the declaration of unconstitutionality or illegality of the norm.</p> <p>The right to lodge writs of <i>habeas corpus</i> or of <i>amparo</i> cannot be suspended during the effectiveness of exceptional regimes as referred to in Article 137 of the Constitution.</p> <p>When claims of this nature are being lodged against restricted rights, the competent jurisdictional organ shall examine the reasonability and the proportionality of the restricting act. The judge shall not be entitled to question the declaration of state of emergency or if state of siege.</p> <p>Article 202<sup>325</sup></p> <p>The Constitutional Tribunal is entitled to:                      To cognise, in first and last instance, on claims of unconstitutionality.                      To cognise, in last instance, concerning resolutions denying <i>habeas corpus</i>, <i>amparo</i>, <i>habeas data</i> and claim of performance of duty.</p>	<p>Article 5<sup>327</sup></p> <p>The Tribunal shall be constituted of two Chambers of three members each to cognise, in last instance, concerning resolutions denying <i>habeas corpus</i>, <i>amparo</i>, <i>habeas data</i> and claim of performance of duty, initiated before the respective judges. The resolutions require three conform votes.</p> <p>Code of constitutional procedure</p> <p>Article VI.- Diffuse control and constitutional interpretation<sup>328</sup></p> <p>When there is an incompatibility between a constitutional norm and another norm of lower rank, the judge must give priority to the former if this is necessary to resolve the controversy and if it is not possible to interpret the lower norm in conformity with the Constitution.</p> <p>The judges cannot refrain from applying a norm whose constitutionality has been confirmed in a proceeding on unconstitutionality or in a proceeding following a popular action.</p> <p>Article 75.-Finality</p> <p>The aim of the proceeding following a popular action and of the proceeding on unconstitutionality is the protection of the Constitution against infractions against its normative hierarchy or rank. This infraction can be direct or indirect, total or partial, and touch formal or material aspects.</p> <p>Article 76.□ Admissibility of the popular action<sup>329</sup></p> <p>Popular action can be initiated against regulations, administrative norms and resolutions of general character, no matter which authority they emanate from, if they infringe the Constitution or the law, or if they have not been enacted or published as prescribed by the Constitution or the law applicable.</p> <p>Article 84.- Legitimation<sup>330</sup></p> <p>The popular action can be filed by any person.</p> <p>Law 23506 on <i>amparo</i> and <i>habeas corpus</i></p> <p>Article 3<sup>331</sup></p> <p>The claims can be lodged even if the violation or threat emanates from a norm which is incompatible with the Constitution. In this case, the inapplicability of the norm shall be pronounced in the same proceeding.</p> <p>Article 4<sup>332</sup></p> <p>If the claim is being lodged because of the violation of a constitutional right through omission where an action was due, the judgement will order the immediate and unconditional fulfilment of the act.</p> <p>Article 5333</p> <p>The claims are also admissible if a judicial authority passes a resolution or any other act of disposal outside of a proceeding in its competence, that violates a constitutional right.</p>

State	Constitution	Laws
Poland	<p>Article 79</p> <p>1. In accordance with principles specified by statute, everyone whose constitutional freedoms or rights have been infringed, shall have the right to appeal to the Constitutional Tribunal for its judgment on the conformity to the Constitution of a statute or another normative act upon which basis a court or organ of public administration has made a final decision on his freedoms or rights or on his obligations specified in the Constitution.</p> <p>2. The provisions of para. 1 above shall not relate to the rights specified in Article 56.</p>	<p>Constitutional Tribunal Act</p> <p>Article 27</p> <p>The participants in the proceedings before the Tribunal shall be:</p> <p>1) a subject who submitted an application or complaint concerning constitutional infringement;</p> <p>Article 46</p> <p>1. Constitutional claim, further referred to as the "claim" can be submitted after trying all legal means, if such means is allowed, within 3 months from delivering the legally valid decision to the plaintiff, the final decision or other final judgement.</p> <p>2. The Tribunal shall consider a complaint on the principles and in accordance with the procedure provided for the consideration of a application for the confirmation of conformity of statutes to the Constitution and of other normative acts to the Constitutions and statutes.</p>
Portugal	<p>Article 20</p> <p>Access to law and effective judicial protection</p> <p>1. Everyone is guaranteed access to law and to the courts in order to defend his or her rights and legally protected interests; justice shall not be denied to a person for lack of financial resources.</p> <p>Article 280</p> <p>1. The Constitutional Court has jurisdiction to hear appeals against any of the following court decisions:</p> <p>a. Decisions refusing to apply a legal rule on the ground of unconstitutionality;</p> <p>b. Decisions applying a legal rule, the constitutionality of which was challenged during the proceedings.</p> <p>2. The Constitutional Court also has jurisdiction to hear appeals against any of the following court decisions:</p> <p>a. Decisions refusing to apply a legislative provision on the ground of illegality arising from contravention of some superior law;</p> <p>b. Decisions refusing to apply a provision of a regional legislative instrument on the ground of illegality arising from contravention of the statute of an autonomous region or the general law of the Republic;</p> <p>c. Decisions refusing to apply a provision of an instrument made by an organ with supreme authority on the ground of illegality arising from contravention of the statute of an autonomous region;</p> <p>d. Decisions applying a provision, the legality of which was challenged during the proceedings on any of the grounds specified in sub-paragraphs (a), (b) or (c).</p> <p>3. Where a court refuses to apply a provision of an international convention, any legislation or a regulatory decree, any appeal under paragraph 1(a) or 2(a) must be brought by the Public Prosecution.</p> <p>4. An appeal under paragraph (1)(b) or (2)(d) may be brought only by the party who raised the question of unconstitutionality or</p>	<p>Law on the Constitutional Court</p> <p>Article 70 – (Decisions that may be appealed)</p> <p>1. An appeal may be made to the Constitutional Court, in section, regarding the following court decisions:</p> <p>a) Those rejecting the application of a rule on the grounds of unconstitutionality;</p> <p>b) Those applying a rule the unconstitutionality of which has been raised during the proceedings.</p> <p>c) Those rejecting the application of a rule which is included in a legislative act based on the grounds of its illegality in violating a law of reinforced value;</p> <p>d) Those rejecting the application of a rule appearing in regional legislation based on grounds of its illegality in violating the statute of an autonomous region or the general law of the Republic;</p> <p>e) Those rejecting the application of a rule issued by an organ of supreme national authority with grounds based on its illegality in violating the statute of an autonomous region;</p> <p>f) Those rejecting the application of a rule the illegality of which has been raised during the proceedings based on any of the grounds mentioned in sub-paragraphs c), d) and e);</p> <p>g) Those rejecting the application of a rule which has previously been judged unconstitutional or illegal by the actual Constitutional Court;</p> <p>h) Those rejecting the application of a rule which has previously been judged unconstitutional by the Constitutional Committee according to the exact terms in which it has been submitted for examination by the Constitutional Court;</p> <p>i) Those rejecting the application of a rule appearing in a legislative act on the grounds that it contradicts an international convention, or that apply it contrary to what has been previously decided on the matter by the Constitutional Court.</p> <p>Article 72 – (Legitimacy to appeal)</p> <p>1. The following may appeal to the Constitutional Court:</p> <p>a) The Public Prosecutor's Office;</p> <p>b) Persons who, in agreement with the law</p>

State	Constitution	Laws
	<p>illegality; the law shall prescribe the requirements and procedure with respect to the bringing of these appeals.</p>	<p>regulating the case in which the decision was passed, have legitimacy to file an appeal.                      2. The appeals envisaged in sub-paragraphs b) and f) of n.º 1 of article 70 may only be filed by the party that has raised the question of unconstitutionality or illegality in a way that is procedurally appropriate before the court that gave the decision appealed against in terms of the latter being obliged to know it.                      3. The appeal is obligatory for the Public Prosecutor's Office when the rule that was refused application, due to unconstitutionality or illegality, appears in an international convention, legislative act or regulametary decree, or when the cases envisaged in sub-paragraphs g), h) and i) of no. 1 of Article 70 are verified, with the exception of the ruling in the following number.                      4. The Public Prosecutor's Office may abstain from filing an appeal on decisions taken, within the guidelines already established, for the issue in question in the case law of the Constitutional Court.</p>
<p>Romania</p>	<p>Article 144                      The Constitutional Court shall have the following powers:                      d) to decide on exceptions of unconstitutionality of laws and Government ordinances which are raised before the courts of law or commercial arbitration; a plea of unconstitutionality may also be brought up directly by the Ombudsman.</p>	<p>Law on the Organisation and Operation of the Constitutional Court                      Article 23                      1. The Constitutional Court shall pronounce upon the exceptions raised before Instances referring to the unconstitutionality of laws and statutory orders.                      2. If, in the course of a judgement, the Instance finds, <i>ex officio</i>, or one of the parties pleads the unconstitutionality of a provision under a law or statutory order on which the judgment of the cause depends, the exception raised shall be sent to the Constitutional Court, in order to pronounce upon the constitutionality of that provision.</p>
<p>Russian Federation</p>	<p>Article 125                      4. The Constitutional Court of the Russian Federation, upon complaints about violations of the constitutional rights and freedoms of citizens and upon requests of the courts, shall verify the conformity with the Constitution of any law which is applied or shall be applied in a concrete case in a way established by federal law.</p>	<p>Federal Constitutional Law on the Constitutional Court                      Article 3                      To protect the foundations of the constitutional system and the basic rights and freedoms of individuals and citizens, and to ensure the supremacy and direct action of the Constitution of the Russian Federation on the entire territory of the Russian Federation, the Constitutional Court of the Russian Federation:                      3. shall, at complaints on the violation of constitutional rights and freedoms of citizens and at inquiries of courts, verify the constitutionality of a law that has been applied or ought to be applied in a specific case;                      Article 96                      The right to petition the Constitutional Court with the individual or collective complaint on the violation of the constitutional rights and freedoms shall be vested in the citizens, whose rights and freedoms have been violated by the law that has been applied or ought to be applied in a specific case, and in the associations of citizens, as well as in other bodies and persons, envisaged in the federal law.                      Enclosed with the complaint, apart from the documents listed in Article 38 of the present Federal Constitutional Law shall be the copy of the official document confirming the application</p>

State	Constitution	Laws
		or the possibility of the application of the appealed law in the decision of the specific case. The official or the body that considered the case shall produce the copy of the aforementioned document to the petitioner at his request.
San Marino	Declaration of Citizens' Rights and of the fundamental principles of the San Marinese legal order <sup>334</sup> (p.t.) Article 16 <i>The Collegio Garante:</i> a. Verifies, upon direct request of as least twenty Councillors, of the Congress of State, of five communities, of a number of citizens entitled to vote representing a minimum of 1,5% of the electorate as arises from the last and definitive annual revision of the electoral lists, as well as concerning cases pending before Tribunals of the Republic, upon request by the judges or by the parties to the case, the compatibility of laws and normative acts having the force of law with the fundamental principles of the present law or with the ones recalled by the present law.	Qualified Law of 25 April 2003 (p.t.) <sup>335</sup> Article 11 The constitutional review as provided for by article 16 of the Declaration of Rights may be direct or incidental in cases pending before the judicial organs. Article 13 Constitutional review can be requested incidentally in relation to cases pending before the jurisdictional organs of the Republic by the parties or by the [Public Prosecutor in administrative matters]. The request must be lodged in written form, or, if the Judge acts <i>ex officio</i> , through a motivated ordinance.
Serbia	Article 168 A proceeding of assessing the constitutionality may be instituted by state bodies, bodies of territorial autonomy or local self-government, as well as at least 25 deputies. The procedure may also be instituted by the Constitutional Court. Any legal or natural person shall have the right to an initiative to institute a proceedings of assessing the constitutionality and legality. The Constitutional Court may assess the compliance of the Law and other general acts with the Constitution, compliance of general acts with the Law, even when they ceased to be effective, if the proceedings of assessing the constitutionality has been instituted within no more than six months since they ceased to be effective. Article 168 A proceedings of assessing the constitutionality may be instituted by state bodies, bodies of territorial autonomy or local self-government, as well as at least 25 deputies. The procedure may also be	(Draft) Law on the Constitutional Court Article 57 Constitutional complaints may be uttered against individual acts or actions of state authorities or organisations vested with public authority whereby are breached or denied human and minority rights and liberties guaranteed by the Constitution, when other legal remedies have been exhausted or are not prescribed or where the right to their judicial protection has been excluded by law. Constitutional complaints may also be uttered where all legal remedies have not been exhausted, in cases where the complainant's right to a trial in a reasonable time was breached. Article 58 Constitutional complaints may be uttered by all persons who believe that their human or minority rights and liberties guaranteed by the Constitution have been breached or denied by an individual act or action of a state authority or organisation vested with public authority.

<sup>334</sup> Il Collegio Garante:

a.verifica, su richiesta diretta di almeno venti Consiglieri, del Congresso di Stato, di cinque Giunte di Castello, di un numero di cittadini elettori rappresentanti almeno l'1,5% del corpo elettorale quale risultante dall'ultima e definitiva revisione annuale delle liste elettorali, nonché nell'ambito di giudizi pendenti presso i Tribunali della Repubblica, su richiesta dei giudici o delle parti in causa, la rispondenza delle leggi, degli atti aventi forza di legge a contenuto normativo, nonché delle norme anche consuetudinarie aventi forza di legge, ai principi fondamentali dell'ordinamento di cui alla presente legge o da questa richiamati;

<http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/ricercaleggi/vislegge.php3?action=visTestoLegge1&idlegge=6175&twidth=580&>

<sup>335</sup> 1. La verifica di legittimità costituzionale di cui all'articolo 16 della Dichiarazione dei Diritti può avvenire in via diretta ovvero incidentale nell'ambito dei giudizi pendenti avanti agli organi giudiziari.

1. La verifica di legittimità costituzionale può essere richiesta in via incidentale, nell'ambito di giudizi pendenti presso gli organi giurisdizionali della Repubblica, dalle parti o dal Procuratore del Fisco, con apposita istanza scritta, ovvero d'ufficio dal Giudice, mediante ordinanza motivata.

<http://www.consigliograndeegenerale.sm/new/index.php3>



State	Constitution	Laws
	<p>instituted by the Constitutional Court. Any legal or natural person shall have the right to an initiative to institute a proceedings of assessing the constitutionality and legality. Article 170 A constitutional appeal may be lodged against individual general acts or actions performed by state bodies or organisations exercising delegated public powers which violate or deny human or minority rights and freedoms guaranteed by the Constitution, if other legal remedies for their protection have already been applied or not specified.</p>	<p>Constitutional complaints may on behalf of the persons referred to in § 1 of this Article and on the basis of their written authorisation also be uttered by natural or legal persons authorised by them in writing, as well as state and other authorities in charge of the overseeing and exercise of human and minority rights and liberties.</p>
Slovakia	<p>Article 127 Constitution The Constitutional Court shall decide on complaints of natural persons or legal persons if they claim the violation of their fundamental rights or freedoms, or human rights and fundamental freedoms set forth in an international treaty which has been ratified by the Slovak Republic and promulgated in the manner laid down by law, unless another court decides on the protection of these rights and freedoms. Article 130 Constitution 1) The Constitutional Court shall commence the proceedings upon an application submitted by: h) any person whose rights shall be adjudicated as defined in Article 127 and Article 127a.</p>	<p>Law on the Organisation of the Constitutional Court Article 18 1. The Constitutional Court shall commence proceedings upon an application submitted by g) any person whose rights shall be adjudicated as defined in Article 127 and Article 127a.. Article 49 A constitutional complaint may be filed by a natural person or a legal person (hereinafter "the complainant") claiming that their fundamental rights and freedoms have been violated by a final decision, measure or by other encroachment, unless another court decides on the protection of these rights and freedoms.</p>
Slovenia	<p>Article 160 of the Constitution The Constitutional Court decides: [...] on constitutional complaints stemming from the violation of human rights and fundamental freedoms by individual acts; [...] Article 162 (Proceedings before the Constitutional Court) Proceedings before the Constitutional Court shall be regulated by law. The law determines who may require the initiation of proceedings before the Constitutional Court. Anyone who demonstrates legal interest may request the initiation of proceedings before the Constitutional Court. The Constitutional Court decides by a majority vote of all its judges unless otherwise provided for individual cases by the Constitution or law. The Constitutional Court may decide whether to initiate proceedings following a constitutional complaint with fewer judges as provided by law.</p>	<p>Constitutional Court Act Article 24 (1) Anyone who demonstrates legal interest may lodge a petition that the procedure for the review of the constitutionality or legality of regulations or general acts issued for the exercise of public authority be initiated. (2) Legal interest is deemed to be demonstrated if a regulation or general act issued for the exercise of public authority whose review has been requested by the petitioner directly interferes with his rights, legal interests, or legal position. Article 50 (1) Due to a violation of human rights or fundamental freedoms, a constitutional complaint may, under the conditions determined by this Act, be lodged against individual acts by which state authorities, local community authorities, or bearers of public authority decided the rights, obligations, or legal entitlements of individuals or legal entities.</p>
South Africa	<p>Article 167 (3) The Constitutional Court (a) is the highest court in all constitutional matters; (b) may decide only constitutional matters, and issues connected with decisions on constitutional matters; and</p>	<p>Rules of the Court 18 Direct access 1. An application for direct access as contemplated in section 167 (6) (a) of the Constitution shall be brought on notice of motion, which shall be supported by an affidavit, which shall set forth the facts upon which the</p>

State	Constitution	Laws
	<p>(c) makes the final decision whether a matter is a constitutional matter or whether an issue is connected with a decision on a constitutional matter.</p> <p>(6) National legislation or the rules of the Constitutional Court must allow a person, when it is in the interests of justice and with leave of the Constitutional Court-</p> <p>(a) to bring a matter directly to the Constitutional Court; or</p> <p>(b) to appeal directly to the Constitutional Court from any other court.</p> <p>Article 172</p> <p>(1) When deciding a constitutional matter within its power, a court-</p> <p>(a) must declare that any law or conduct that is inconsistent with the Constitution is invalid to the extent of its inconsistency; and</p> <p>(b) may make any order that is just and equitable, including-</p> <p>(i) an order limiting the retrospective effect of the declaration of invalidity; and</p> <p>(ii) an order suspending the declaration of invalidity for any period and on any conditions, to allow the competent authority to correct the defect.</p> <p>(2) (a) The Supreme Court of Appeal, a High Court or a court of similar status may make an order concerning the constitutional validity of an Act of Parliament, a provincial Act or any conduct of the President, but an order of constitutional invalidity has no force unless it is confirmed by the Constitutional Court.</p>	<p>applicant relies for relief.</p> <p>19 Appeals</p> <p>1. The procedure set out in this rule shall be followed in an application for leave to appeal to the Court where a decision on a constitutional matter, other than an order of constitutional invalidity under Section 172 (2) (a) of the Constitution, has been given by any court including the Supreme Court of Appeal, and irrespective of whether the President has refused leave or special leave to appeal.</p>
Spain	<p>Article 53</p> <p>1. The rights and liberties recognised in Chapter Two of the present Title are binding on all public authorities. The exercise of such rights and liberties, which shall be protected in accordance with the provisions of Article 161, 1a), may be regulated only by law which shall, in any case, respect their essential content.</p> <p>2. Any citizen may assert his claim to the protection of the liberties and rights recognised in Article 14 and in Section 1 of Chapter Two, by means of -a preferential and summary procedure in the Ordinary Courts and, when appropriate, by submitting an individual appeal for protection ("recurso de amparo") to the Constitutional Court. This latter procedure shall be applicable to conscientious objection as recognised in Article 30.</p> <p>3. The substantive legislation, judicial practice and actions of the public authorities shall be based on the acknowledgment, respect and protection of the principles recognised in Chapter Three. The latter may only be invoked in the Ordinary Courts in the context of the legal provisions by which they are developed.</p> <p>Article 161</p> <p>The Constitutional Court has jurisdiction over the whole of Spanish territory and is competent to hear:</p>	<p>Organic Law on the Constitutional Court</p> <p>Article 35</p> <p>1. Where a judge or a court, proprio motu or at the request of a party, considers that an enactment having the force of law which is applicable to a case and on which the validity of the ruling depends may be contrary to the Constitution, the judge or court shall raise the question before the Constitutional Court in accordance with the provisions of this Law.</p> <p>Article 41</p> <p>1. The rights and freedoms recognised in Articles 14 to 29 of the Constitution shall be secured by constitutional protection (amparo constitucional) in the circumstances and form laid down by this Law, without prejudice to the general guardianship thereof entrusted to the courts of law. The same protection shall be accorded to conscientious objection as recognised in Article 30 of the Constitution.</p> <p>2. The appeal for constitutional protection shall be available to all citizens, in accordance with the provisions of this Law, against violations of the rights and freedoms referred to in the previous paragraph resulting from provisions, legal enactments or common assault by the public authorities of the State, the Autonomous Communities and other territorial, corporate or institutional public bodies, as well as by their officials or agents.</p> <p>3. For the purposes of constitutional protection, no claims may be asserted other than those</p>

State	Constitution	Laws
	<p>a) appeals against the alleged unconstitutionality of laws and regulations having the force of law. A declaration of unconstitutionality of a legal provision with the force of law, interpreted by jurisprudence, shall also affect the latter, although the sentence or sentences handed down shall not lose their status of <i>res judicata</i>.</p> <p>b) individual appeals for protection ("<i>recursos de amparo</i>") against violation of the rights and liberties contained in Article 53,2 of the Constitution, in the circumstances and manner to be laid down by law;</p> <p>Article 162</p> <p>1. The following are eligible to:</p> <p>b) lodge an individual appeal for protection ("<i>recurso de amparo</i>"): any individual or corporate body with a legitimate interest, as well as the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor.</p> <p>2. In all other cases, the organic law shall determine which persons and agencies are eligible.</p>	<p>designed to restore or preserve the rights or freedoms for which the action has been brought.</p> <p>Article 42</p> <p>Decisions or enactments without the force of law taken by the Cortès or any of its organs or by the legislative assemblies of the Autonomous Communities or their organs, which violate the rights and freedoms protected by the Constitution, may be the subject of legal action within a period of three months following the time when, in accordance with the rules of procedure of the Houses or the assemblies, they shall be without appeal.</p> <p>Article 43</p> <p>1. The above-mentioned violations of rights and freedoms resulting from provisions, legal enactments or common assault by the Government, its authorities, or its officials or by the collegiate executive bodies of the Autonomous Communities or their authorities, officials or agents, may provide grounds for an appeal for protection when the relevant judicial remedy has been exhausted, in accordance with Article 53.2 of the Constitution.</p> <p>3. Such an appeal may be based solely on an infringement, by a non-appealable decision, of the constitutional precepts recognising protected rights and freedoms.</p> <p>Article 44</p> <p>1. Violations of constitutionally protected rights and freedoms that are the immediate and direct result of an act or omission by a judicial body may give grounds for such an appeal provided that the following conditions are met: [...]</p> <p>Article 46</p> <p>1. The following shall have standing to lodge an appeal for constitutional protection:</p> <p>a. In the case of Articles 42 and 45, the person directly affected, the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor;</p> <p>b. In the case of Articles 43 and 44, the parties to the corresponding judicial proceedings, the Defender of the People and the Office of the Public Prosecutor.</p> <p>2. Where the appeal is brought by the Defender of the People or the Office of the Public Prosecutor, the Division of the Court with authority to hear the case for constitutional protection shall inform any potentially injured persons of whom it has knowledge and shall order publication of the notice of appeal in the "Official State Gazette" so that other interested parties may come forward. Such publication shall have preferential status.</p> <p>Article 47</p> <p>1. Persons who benefited by the decision, act or circumstance that led to the appeal or persons with a legitimate interest therein may appear in the proceedings for constitutional protection as a defendant or additional party.</p> <p>2. The Office of the Public Prosecutor shall intervene in all protection proceedings in defence of legality, citizens' rights and the public interest under the custodianship of the law.</p>
Sweden	Chapter 11 Article 14 Constitution (according to the new wording to be in force)	

State	Constitution	Laws
	<p>since 2011)</p> <p>If a court or other public body finds that a provision conflicts with a rule of fundamental law or other superior statute, or finds that a procedure laid down in law has been disregarded in any important respect when the provision was made, the provision may not be applied. In the event of judicial review particular account should be taken of the circumstances that Parliament is the principal representative of the people and that constitutional law takes precedence over ordinary law."</p> <p>Chapter 12, Article 10 of the Constitution establishes an analogue provision applicable to other public bodies concerning the same obligation to perform "judicial review" in their decision making in administrative cases.</p>	
Switzerland	<p>Article 189 Constitutional Jurisdiction</p> <p>1 The Federal Supreme Court shall have jurisdiction over:</p> <p>a. Complaints about violations of constitutional rights;</p> <p>2 For the decision of certain disputes, the statute may attribute jurisdiction to other federal authorities.</p>	<p>Federal Judicature Act<sup>336</sup></p> <p>Article 82</p> <p>Le Tribunal fédéral connaît des recours:</p> <p>a. contre les décisions rendues dans des causes de droit public;</p> <p>b. contre les actes normatifs cantonaux;</p> <p>c. qui concernent le droit de vote des citoyens ainsi que les élections et votations populaires.</p> <p>Article 86</p> <p>1. Le recours est recevable contre les décisions:</p> <p>a. du Tribunal administratif fédéral;</p> <p>b. du Tribunal pénal fédéral;</p> <p>c. de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision;</p> <p>d. des autorités cantonales de dernière instance, pour autant que le recours devant le Tribunal administratif fédéral ne soit pas ouvert.</p> <p>2. Les cantons instituent des tribunaux supérieurs qui statuent comme autorités précédant immédiatement le Tribunal fédéral, sauf dans les cas où une autre loi fédérale prévoit qu'une décision d'une autre autorité judiciaire peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral.</p> <p>Article 113</p> <p>Le Tribunal fédéral connaît des recours constitutionnels contre les décisions des autorités cantonales de dernière instance qui ne peuvent faire l'objet d'aucun recours selon les articles 72 à 89.</p> <p>Article 115</p> <p>A qualité pour former un recours constitutionnel quiconque:</p> <p>a. a pris part à la procédure devant l'autorité précédente ou a été privé de la possibilité de le faire et</p> <p>b. a un intérêt juridique à l'annulation ou à la modification de la décision attaquée.</p> <p>Article 116</p> <p>Le recours constitutionnel peut être formé pour violation des droits constitutionnels.</p>
"The former	Article 110	Rules of Procedure

<sup>336</sup> <http://www.admin.ch/ch/d/sr/1/173.110.de.pdf>

State	Constitution	Laws
Yugoslav Republic of Macedonia"	<p>The Constitutional Court of the Republic of Macedonia:</p> <p>[...]</p> <p>- protects the freedoms and rights of the individual and citizen relating to the freedom of conviction, conscience, thought and public expression of thought, political association and activity as well as to the prohibition of discrimination among citizens on the ground of sex, race, religion or national, social or political affiliation;</p> <p>[...]</p>	<p>Article 11</p> <p>Proceedings for assessing the constitutionality of a law and the constitutionality and legality of a regulation or other common act are initiated by a decision of the Constitutional Court upon the submission of a petition to the Court.</p> <p>Article 12</p> <p>Anyone can submit a petition for initiating proceedings for assessing the constitutionality of law or the constitutionality and legality of a regulation or other common act.</p> <p>Article 28</p> <p>The Constitutional Court will refuse the petition:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- if it is not competent to decide upon the request;</li> <li>- if it has already dealt with the same matter, and there are no grounds for reaching a different judgment; and</li> <li>- if there are other procedural obstacles to deciding on the petition.</li> </ul> <p>Article 51</p> <p>Any citizen considering that an individual act or action has infringed his or her right or freedom, as provided in Article 110.3 of the Constitution of the Republic of Macedonia, he or she may lodge an application for protection by the Constitutional Court within 2 months from the date of notification of the final or legally binding individual act, or from the date on which he or she became aware of the activity undertaken creating such an infringement, but not later than 5 years from the date of the activity's being undertaken.</p>
Tunisia	No direct individual access	No direct individual access
Turkey	<p>Article 148 of the Constitution (as amended in 2010)</p> <p>Everybody has the right to make an individual complaint to the Constitutional Court in case of an infringement, by the public power, of one of his/her fundamental rights or freedoms which are also covered by the European Convention on the Protection of Human Rights.</p>	No direct individual access
Ukraine	<p>Article 55</p> <p>Human and citizens' rights and freedoms are protected by the court.</p> <p>Everyone is guaranteed the right to challenge in court the decisions, actions or omission of bodies of state power, bodies of local self-government, officials and officers.</p> <p>Everyone has the right to appeal for the protection of his or her rights to the Authorised Human Rights Representative of the <i>Verkhovna Rada</i> of Ukraine.</p> <p>After exhausting all domestic legal remedies, everyone has the right to appeal for the protection of his or her rights and freedoms to the relevant international judicial institutions or to the relevant bodies of international organisations of which Ukraine is a member or participant.</p> <p>Everyone has the right to protect his or her rights and freedoms from violations and illegal encroachments by any means not prohibited by law.</p>	<p>Law on the Constitutional Court of Ukraine</p> <p>Article 13</p> <p>The Constitutional Court of Ukraine adopts decisions and provides conclusions in cases concerning:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4. official interpretation of the Constitution and laws of Ukraine.</li> </ol> <p>Article 42</p> <p>The constitutional petition is a written petition to the Constitutional Court of Ukraine on the necessity of an official interpretation of the Constitution of Ukraine and the laws of Ukraine in order to secure implementation or protecting the constitutional rights and freedoms of the individual and citizen as well as the rights of a legal entity.</p> <p>The constitutional petition sets forth:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. articles (their separate provisions) of the Constitution of Ukraine or the Law of Ukraine, the interpretation of which will be made by the Constitutional Court of Ukraine;</li> <li>4. rationale of the necessity of an official</li> </ol>

State	Constitution	Laws
	<p>Article 150 The authority of the Constitutional Court of Ukraine comprises:</p> <p>2) the official interpretation of the Constitution of Ukraine and the laws of Ukraine;</p>	<p>interpretation of the statements of the Constitution of Ukraine or the laws of Ukraine; [...]</p> <p>Article 43 Subjects of the right to a constitutional petition for providing opinion by the Constitutional Court of Ukraine in the cases foreseen by subsection 4 of Article 13 of this Law are the citizens of Ukraine, aliens, stateless persons and legal entities.</p>
United Kingdom		<p>Human Rights Act 1998<sup>337</sup></p> <p>4 Declaration of incompatibility (1) Subsection (2) applies in any proceedings in which a court determines whether a provision of primary legislation is compatible with a Convention right. (2) If the court is satisfied that the provision is incompatible with a Convention right, it may make a declaration of that incompatibility. (3) Subsection (4) applies in any proceedings in which a court determines whether a provision of subordinate legislation, made in the exercise of a power conferred by primary legislation, is compatible with a Convention right. (4) If the court is satisfied— (a) that the provision is incompatible with a Convention right, and (b) that (disregarding any possibility of revocation) the primary legislation concerned prevents removal of the incompatibility, it may make a declaration of that incompatibility. (6) A declaration under this section (“a declaration of incompatibility”)— (a) does not affect the validity, continuing operation or enforcement of the provision in respect of which it is given; and (b) is not binding on the parties to the proceedings in which it is made.</p> <p>6 Acts of public authorities (1) It is unlawful for a public authority to act in a way which is incompatible with a Convention right.</p> <p>7 Proceedings (1) A person who claims that a public authority has acted (or proposes to act) in a way which is made unlawful by section 6(1) may— (a) bring proceedings against the authority under this Act in the appropriate court or tribunal, or  (b) rely on the Convention right or rights concerned in any legal proceedings, but only if he is (or would be) a victim of the unlawful act. (2) In subsection (1)(a) “appropriate court or tribunal” means such court or tribunal as may be determined in accordance with rules; and proceedings against an authority include a counterclaim or similar proceeding. (3) If the proceedings are brought on an application for judicial review, the applicant is to be taken to have a sufficient interest in relation to the unlawful act only if he is, or would be, a</p>

<sup>337</sup> [http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1998/ukpga\\_19980042\\_en\\_1#pb2-l1g3](http://www.opsi.gov.uk/acts/acts1998/ukpga_19980042_en_1#pb2-l1g3)

State	Constitution	Laws
		victim of that act. 8 Judicial remedies (1) In relation to any act (or proposed act) of a public authority which the court finds is (or would be) unlawful, it may grant such relief or remedy, or make such order, within its powers as it considers just and appropriate.
United States of America	<p>Art. 3, Sec. 2: The judicial Power shall extend to all Cases, in Law and Equity, arising under this Constitution,</p> <p>Art. 6: This Constitution...shall be the supreme Law of the Land; and the Judges in every State shall be bound thereby, any Thing in the Constitution or Laws of any State to the Contrary notwithstanding.</p>	<p>§ 1251 U.S. Code                      (a) The Supreme Court and all courts established by Act of Congress may issue all writs necessary or appropriate in aid of their respective jurisdictions and agreeable to the usages and principles of law.                      (b) An alternative writ or rule nisi may be issued by a justice or judge of a court which has jurisdiction.</p> <p>§1254 US Code<sup>338</sup>                      Cases in the courts of appeals may be reviewed by the Supreme Court by the following methods:                      (1) By writ of certiorari granted upon the petition of any party to any civil or criminal case, before or after rendition of judgment or decree;                      (2) By certification at any time by a court of appeals of any question of law in any civil or criminal case as to which instructions are desired, and upon such certification the Supreme Court may give binding instructions or require the entire record to be sent up for decision of the entire matter in controversy.</p> <p>U.S. Supreme Court Rules<sup>339</sup>                      Rule 10. Considerations Governing Review on <i>Certiorari</i>                      Review on a writ of <i>certiorari</i> is not a matter of right, but of judicial discretion. A petition for a writ of <i>certiorari</i> will be granted only for compelling reasons. The following, although neither controlling nor fully measuring the Court's discretion, indicate the character of the reasons the Court considers:                      (a) a United States court of appeals has entered a decision in conflict with the decision of another United States court of appeals on the same important matter; has decided an important federal question in a way that conflicts with a decision by a state court of last resort; or has so far departed from the accepted and usual course of judicial proceedings, or sanctioned such a departure by a lower court, as to call for an exercise of this Court's supervisory power;                      (b) a state court of last resort has decided an important federal question in a way that conflicts with the decision of another state court of last resort or of a United States court of appeals;                      (c) a state court or a United States court of appeals has decided an important question of federal law that has not been, but should be, settled by this Court, or has decided an important federal question in a way that conflicts with relevant decisions of this Court.                      A petition for a writ of <i>certiorari</i> is rarely granted when the asserted error consists of erroneous factual findings or the misapplication of a</p>

<sup>338</sup> <http://www4.law.cornell.edu/uscode/28/1254.html>

<sup>339</sup> <http://www.supremecourtus.gov/ctrules/2007rulesofthecourt.pdf>

State	Constitution	Laws
		<p>properly stated rule of law.</p> <p>Rule 18. Appeal from a United States District Court</p> <p>1. When a direct appeal from a decision of a United States district court is authorised by law, the appeal is commenced by filing a notice of appeal with the clerk of the district court within the time provided by law after entry of the judgment sought to be reviewed.</p> <p>Rule 20. Procedure on a Petition for an Extraordinary Writ</p> <p>1. Issuance by the Court of an extraordinary writ authorised by 28 U. S. C. § 1651(a) is not a matter of right, but of discretion sparingly exercised.</p> <p style="text-align: center;">***</p> <p><u>Concerning constitutional challenges to federal actions for equitable relief</u> may be implied directly under the U.S. Constitution or brought under <b>5 U.S.C. §§ 701-706</b>, which provide in relevant part as follows:</p> <p>"§ 702. Right of review.</p> <p>A person suffering legal wrong because of agency action, or adversely affected or aggrieved by agency action within the meaning of a relevant statute, is entitled to judicial review thereof. An action in a court of the United States seeking relief other than money damages and stating a claim that an agency or an officer or employee thereof acted or failed to act in an official capacity or under color of legal authority shall not be dismissed nor relief therein be denied on the ground that it is against the United States or that the United States is an indispensable party. The United States may be named as a defendant in any such action, and a judgment or decree may be entered against the United States: Provided, That any mandatory or injunctive decree shall specify the Federal officer or officers (by name or by title), and their successors in office, personally responsible for compliance. Nothing herein</p> <p>(1) affects other limitations on judicial review or the power or duty of the court to dismiss any action or deny relief on any other appropriate legal or equitable ground; or</p> <p>(2) confers authority to grant relief if any other statute that grants consent to suit expressly or impliedly forbids the relief which is sought."</p> <p>§ 705. Relief pending review</p> <p>When an agency finds that justice so requires, it may postpone the effective date of action taken by it, pending judicial review. On such conditions as may be required and to the extent necessary to prevent irreparable injury, the reviewing court, including the court to which a case may be taken on appeal from or on application for certiorari or other writ to a reviewing court, may issue all necessary and appropriate process to postpone the effective date of an agency action or to preserve status or rights pending conclusion of the review proceedings.</p> <p>§ 706. Scope of review.</p> <p>To the extent necessary to decision and when presented, the reviewing court shall decide all</p>



State	Constitution	Laws
		<p>relevant questions of law, interpret constitutional and statutory provisions, and determine the meaning or applicability of the terms of an agency action. The reviewing court shall—</p> <p>(1) compel agency action unlawfully withheld or unreasonably delayed; and</p> <p>(2) hold unlawful and set aside agency action, findings, and conclusions found to be—</p> <p>(A) arbitrary, capricious, an abuse of discretion, or otherwise not in accordance with law;[or]</p> <p>(B) contrary to constitutional right, power, privilege, or immunity;</p> <p>...</p> <p>In making the foregoing determinations, the court shall review the whole record or those parts of it cited by a party, and due account shall be taken of the rule of prejudicial error.”</p> <p><u>Damages actions alleging violations of certain constitutional protections by federal government agents</u> may be brought under the implied cause of action recognized by the Supreme Court in <i>Bivens v. Six Unknown Named Agents</i>, 403 U.S. 388 (1971).</p> <p><u>Constitutional challenges to the actions of state officials for equitable relief, or for damages in certain circumstances</u>, may be brought under <b>42 U.S.C. § 1983</b>, which provides: “Every person who under color of any statute, ordinance, regulation, custom, or usage, of any State or Territory or the District of Columbia, subjects, or causes to be subjected, any citizen of the United States or other person within the jurisdiction thereof to the deprivation of any rights, privileges, or immunities secured by the Constitution and laws, shall be liable to the party injured in an action at law, Suit in equity, or other proper proceeding for redress, except that in any action brought against a judicial officer for an act or omission taken in such officer's judicial capacity, injunctive relief shall not be granted unless a declaratory decree was violated or declaratory relief was unavailable. For the purposes of this section, any Act of Congress applicable exclusively to the District of Columbia shall be considered to be a statute of the District of Columbia.”</p>
Uruguay	Article 258 <sup>340</sup> (p.t.)	General Code of Procedure (p.t.) <sup>341</sup>

<sup>340</sup> Artículo 258.- La declaración de inconstitucionalidad de una ley y la inaplicabilidad de las disposiciones afectadas por aquélla, podrán solicitarse por todo aquel que se considere lesionado en su interés directo, personal y legítimo:

1° Por vía de acción, que deberá entablar ante la Suprema Corte de Justicia.

2° Por vía de excepción, que podrá oponer en cualquier procedimiento judicial.

El Juez o Tribunal que entendiere en cualquier procedimiento judicial, o el Tribunal de lo Contencioso Administrativo, en su caso, también podrá solicitar de oficio la declaración de inconstitucionalidad de una ley y su inaplicabilidad, antes de dictar resolución.

En este caso y en el previsto por el numeral 2º), se suspenderán los procedimientos, elevándose las actuaciones a la Suprema Corte de Justicia.

[http://www.parlamento.gub.uy/Portadas/SitioConcursosCSS/downloads/Constitucion\\_2004.pdf](http://www.parlamento.gub.uy/Portadas/SitioConcursosCSS/downloads/Constitucion_2004.pdf)

<sup>341</sup> Artículo 509.

State	Constitution	Laws
	<p>The declaration of unconstitutionality of a law and of the inapplicability of the acts affected by the law can be requested by every person who considers that his direct, personal and legitimate interest has been violated:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. By entering an action before the Supreme Court of Justice.</li> <li>2. Through an exception of unconstitutionality, which can be filed in any ordinary judicial proceeding.</li> </ol> <p>The Judge or Tribunal that cognises in any ordinary judicial proceeding, or the Tribunal of Administrative Disputes, within their jurisdiction and before administering justice, may request <i>ex officio</i> the declaration of unconstitutionality and inapplicability of a law.</p> <p>In this case and in the case of number 2, the proceedings are suspended and the proceeding is elevated to the Supreme Court of Justice.</p>	<p>Article 509</p> <p>The declaration of unconstitutionality and the inapplicability of the provisions affected by the former may be requested</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1° By everyone who considers that his personal, legitimate and direct interest has been violated.</li> <li>2° Ex officio, by the tribunal that decides in any jurisdictional proceeding.</li> </ol> <p>The Supreme Court of Justice, in the matters brought before it, shall pronounce itself in its decision on the question of unconstitutionality.</p> <p>Article 510</p> <p>If the declaration of unconstitutionality is requested by the persons referred to in number 1 of the previous article, it can be put</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Through an action, if there is no pending proceeding. In this case, it shall be lodged directly with the Supreme Court of Justice.</li> <li>2. As an exception which shall be lodged before the tribunal that decides on the matter.</li> </ol>

Titulares de la solicitud. La declaración de inconstitucionalidad y la inaplicabilidad de las disposiciones afectadas por aquélla, podrán ser solicitadas. 1° Por todo aquél que se considere lesionado en su interés directo, personal y legítimo. 2° De oficio, por el tribunal que entendiere en cualquier procedimiento jurisdiccional. La Suprema Corte de Justicia, en los asuntos que se tramiten ante ellas, se pronunciará en la sentencia sobre la cuestión de inconstitucionalidad.

Artículo 510.

Cuando la declaración de inconstitucionalidad se solicitare por las personas a que se refiere el numeral 1° del artículo anterior podrá ser promovida: 1° Por vía de acción, cuando no existiere procedimiento jurisdiccional pendiente. En este caso, deberá interponerse directamente ante la Suprema Corte de Justicia. 2° Por vía de excepción o defensa, que deberá oponerse ante el tribunal que estuviere conociendo en dicho procedimiento.

<http://www.parlamento.gub.uy/leyes/AccesoTextoLey.asp?Ley=15982&Anchor=>